Niveau(x) d'enseignement: 0 Numéro EDUQ : 8270333
Centre d'intérêt: 74

Newsham, G. S.

L'anglais langue seconde au Canada = English as a second language in Canada / G. S. Newsham, P. Acheson. -- Montréal : Concordia University, Centre for the Teaching of English as a Second Language, [1979?].
147, 170 p. : carte ; 23 cm.

Titre de la couv.: L'ALS au Canada = ESL in Canada. Texte en français et en anglais relié tête-bêche. Bibliographie: p. 141-142, 169.

Cote Dewey: 420.7'071/ Cote LC: PC/1068/.C3

Descripteur(s): *Anglais (Langue) *Langue seconde *Programme d'enseignement *Formation des enseignants

Identificateur(s) de nom: *Canada

L'ouvrage est le produit d'une enquête sur les programmes d'enseignement de l'anglais, langue seconde, et sur les programmes de formation des spécialistes en ce domaine, offerts au Canada dans le secteur de l'enseignement public. Il vient compléter une étude antérieure de dix ans (Newsham, 1969). Son objectif est de décrire et d'analyser dans leurs diverses composantes les programmes d'enseignement et ceux de formation des spécialistes en cette matière.

Une enquête par questionnaire a été effectuée en 1977-1978 auprès des responsables des programmes d'enseignement de l'anglais, langue seconde, et ce pour l'ensemble du Canada. Tous les niveaux d'enseignement étaient visés. Sur les 966 questionnaires envoyés, 652 ont été complétés, soit 67%. Trois types de questionnaires ont été conçus; ils visent: 1. les niveaux de la maternelle, du primaire et du secondaire; 2. le niveau post-secondaire; 3. les programmes d'éducation des adultes.

Trois recommandations sont formulées à la suite de cette enquête: 1. l'anglais, langue seconde, devrait être une matière au programme de plein pied avec le français, langue seconde, partout au Canada; 2. l'apprentissage de l'anglais, langue seconde, par les adultes devrait être reconnu comme matière scolaire de la même façon que l'apprentissage de toute autre langue. Les cours devraient être planifiés et faire partie d'un programme général pour les adultes; 3. la formation didactique de l'anglais, langue seconde, devrait faire partie de tout programme de formation des spécialistes et être disponible partout au Canada.

Type de document: r
Auteur de l'analyse: jr

E D U Q 8270338 ;

L'ANGLAIS LANGUE SECONDE AU CANADA

G.S. NEWSHAM

P. ACHESON

E D U Q 8270338

L'ANGLAIS LANGUE SECONDE

AU CANADA

G.S. Newsham, Ph.D. P. Acheson, Ph.D.

Centre for the Teaching of English as a Second Language

Concordia University
Montréal, Quebec

REMERCIEMENTS

Nous tenons à exprimer notre gratitude envers la direction générale des programmes des langues du Secrétariat d'Etat pour l'aide financière qu'elle nous a apportée dans le cadre de son programme visant à promouvoir la dissémination de l'information portant sur l'enseignement et l'apprentissage du français et de l'anglais langues secondes au Canada.

Nous voulons également remercier le CASA de l'université Concordia qui nous a accordé une subvention pour une partie de la présente étude, et le TESL Centre qui a mis à notre disposition les services de secrétariat.

Nous tenons également à remercier les nombreux professeurs et directeurs de programmes qui se sont donné la peine de remplir les questionnaires, pierre d'angle de notre étude.

Nous avons aussi reçu une aide appréciable pour la compilation des données de Amalia Bilek, Peggy Curran, Colleen Curran, Margaret Fredeen, Sheila Kelly, Manon Larose, Wai King Lee, et Ron Smith.

Nous remercions Linda Quinn et Irene Mazis qui ont patiemment dactylographié cet ouvrage.

En dernier lieu, nous tenons à exprimer notre reconnaissance à Anne Stokes, fondatrice et premier professeur du TESL Centre de l'université Concordia pour son excellent travail d'édition.

G.S.N.
P.A.

TABLE DES MATIÈRES

		Page
LISTE DES TABLEAUX		
Chapitre		
I	INTRODUCTION	
	Terminologie	1
	Apperçu historique	3
	Nécessité d'une telle enquête	3
	La raison d'être de cette étude	5
		6
II	L'ENSEIGNEMENT DE L'ANGLAIS AU CANADA - IMPORTANCE DE CETTE MATIÈRE	8
	Les Canadiens dont la langue maternelle n'est pas l'anglais	8
	Les Canadiens qui ne parlent probablement pas l'anglais	10
	Importance de la connaissance de l'anglais au Canada	12
III	LE FORMAT DE L'ENQUÊTE	14
	L'éducation au Canada du point de vue administratif	14
	La source des données	16
	Les questionnaires	18
	La répartition des questionnaires	19
	Le traitement des données	26
IV	LES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE	27
	Programmes pour les élèves M-13	27
	Programmes pour les adultes	61
	Programmes de formation des maîtres	116
V	SYNTHÈSE, CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	133
SOURCES		
ANNEXES		
CARTE		

LISTE DES TABLEAUX

	PAGE
1. Programmes d'ALS et de DALS au Canada	2
2. Date de commencement des programmes de formation des spécialistes d'anglais langue seconde	5
3. Population, d'après la langue maternelle pour l'ensemble du Canada, par province et territoire (en milliers)	9
4. Population, d'après la langue parlée, par province (recensement 1971).	11
5. Nombre d'élèves M-13, années d'étude et catégorie de programme par ensemble administratif	35
6. Langue maternelle des élèves M-13, par ensemble administratif	40
7. Motivation des élèves M-13, par ensemble administratif	47
8. Qualification exigée des spécialistes - Programmes à caractère fonctionnel M-13, par ensemble administratif	49
9. Qualification exigée des spécialistes - Programmes à caractère d'intégration M-13, par ensemble administratif	53
10. Matériel d'ALS utilisé dans les programmes M-13 par ensemble administratif	55
11. La formation des spécialistes d'ALS - Programmes M-13 : améliorations nécessaires	58
12. Langue maternelle des élèves adultes par ensemble administratif	69
13. Langue maternelle des élèves adultes - par catégorie d'ensemble administratif	74
14. Objectifs et motivation des élèves adultes - par ensemble administratif	78
15. Programmes avec et sans crédits pour élèves adultes - par ensemble administratif	81
16. Programmes avec et sans crédits pour élèves adultes - par catégorie d'ensemble administratif	83
17. Programmes avec et sans crédits pour élèves adultes au niveau universitaire	85

PAGE

18. Tests d'ALS utilisés dans les programmes pour élèves adultes 87

19. Matériel didactique d'ALS utilisé dans les programmes pour élèves adultes-par ensemble administratif 90

20. Qualification des spécialistes et leur nombre : programme à caractère fonctionnel pour élèves adultes - par ensemble administratif 93

21. Qualification des spécialistes et leur nombre : Programme d'intégration pour élèves adultes, par ensemble administratif 97

22. Qualification des spécialistes et leur nombre : programmes à caractère d'intégration et programmes à caractère fonctionnel pour élèves adultes - par catégorie d'ensemble administratif 100

23. La formation des spécialistes d'ALS - programmes pour adultes : Améliorations nécessaires 106

24. Nombre de professeurs dans les programmes d'ALS 109

25. Les programmes de DALS dans les universités canadiennes et nombre d'étudiants dans chacune : 1977-78 117

26. Description des programmes de DALS offerts en 1977-78 120

CHAPITRE PREMIER

INTRODUCTION

Ce livre est le produit d'une enquête sur les programmes d'enseignement de l'anglais langue seconde, et de formation des spécialistes d'anglais langue seconde, offerts au Canada dans le secteur public. Effectuée en 1977-78, cette enquête vient compléter celle effectuée dix ans plus tôt (Newsham, 1969).

Les données contenues dans ce livre nous sont parvenues grâce à la bienveillance des nombreux spécialistes qui se sont donné la peine de remplir les questionnaires que nous leur avions envoyés. Sur les 966 questionnaires que nous avions envoyés aux responsables des programmes de chaque province et territoire du Canada, nous avons reçu 652 réponses, c'est-à-dire un taux de réponses de 67% (Voir Tableau I)*. Ceci correspond à 325 réponses (67%) au questionnaire qui se rapportait aux programmes d'enseignement de l'anglais de la maternelle à la 13e année ; à 40 réponses (83%) au questionnaire qui se rapportait aux programmes dans les universités, à 63 réponses (78%) au questionnaire envoyé aux collèges, et à 176 réponses (58%) au questionnaire qui se rapportait aux programmes pour les adultes. Nous avons reçu 48 réponses sur 50 (96%) des établissements qui offraient un programme de formation des maîtres.

* La liste complète des établissements où nous avons envoyé les questionnaires ainsi que la liste de ceux qui y ont répondu se trouve à l'annexe B.

PREMIER TABLEAU

Programmes d'ALS et de DALS au Canada

Taux de réponses

Catégorie de Programme	nombre de questionnaires envoyés	nombre de réponses reçues	taux de réponses
Maternelle - 13e année (y compris les CEGEPs du Québec)	486	325	67%
Programmes pour les adultes (jusqu'au niveau collégial	301	176	58%
Collèges communautaires	81	63	78%
Univcrsités	48	40	83%
Programme de formation des spécialistes	50	48	96%
Totaux	966	652	67%

TERMINOLOGIE

Nous utiliserons, dans ce livre, les abréviations et termes suivants :

AUCC - Association des Universités et Collèges du Canada

CEGEP - Collège d'enseignement général et professionnel. Collèges au Québec qui dispensent plus d'une catégorie d'enseignement, mais qui équivalent aux 12e et 13e années d'études.

CSR - Commission scolaire régionale

ALS - Cette abréviation se rapporte exclusivement à l'enseignement de l'anglais langue seconde à des apprenants dont la langue maternelle est autre que l'anglais.

LE - Langue étrangère

FLS - Français langue seconde

Inuit - les peuples indigènes du Grand nord canadien

Inuktitut - la langue des Inuits

M - maternelle

M-13 - de la maternelle à la 13e année

L-1 - Première langue d'enseignement (en se référant aux établissements)

LM - langue maternelle, la première langue apprise qui est encore comprise

TNO - Les Territoires du Nord-Ouest

Q - Questionnaire

DALS - Cette abréviation désigne ici la Formation des spécialistes en didactique de l'anglais langue seconde.

PFS - Programme de formation des spécialistes.

APERÇU HISTORIQUE

L'histoire de l'enseignement de l'anglais langue seconde au Canada

reste à écrire. Claude Germain, de l'Université d'Ottawa, est en train d'écrire l'histoire de l'enseignement de l'anglais langue seconde au Québec, qui est antérieure à 1760. Dans son livre, nous apprenons qu'il existait, dès la fin du XVIe siècle, des manuels pour l'apprentissage de l'anglais langue seconde ; dès 1915, les Frères de l'instruction chrétienne annonçaient déjà dans leurs ouvrages, les idées révolutionnaires des partisans de la Méthode directe.

Carson Martin (1972) a donné un compte-rendu historique de l'enseignement de l'anglais en Ontario à partir de la seconde guerre mondiale, époque à laquelle le Ministère de l'Education et le Ontario Adult Education Board commencèrent à offrir des cours aux adultes à Toronto. Ces cours étaient les premiers et de nombreux autres suivirent à travers la province, en particulier dans les régions où il y avait une forte concentration d'anciens militaires polonais.

Quant au reste du Canada, il semble y avoir peu de documents, si ce n'est une enquête inédite sur l'anglais langue seconde au Canada, menée par Newsham en 1969, et une étude sur les problèmes des enfants immigrants dans l'ouest et le centre du Canada, publiée par Ashworth en 1975.

En ce qui concerne les programmes de formation des spécialistes pour l'enseignement de l'anglais langue seconde, et même si, au Québec, cette formation faisait partie des programmes de formation des maîtres des écoles normales, ce n'est qu'en 1927, d'après les réponses aux questionnaires, que commença la formation des spécialistes dans ce domaine.

Les autres programmes remontent tout au plus à 1964 (voir le

tableau 2).

TABLEAU 2

Dates de commencement des programmes de formation des spécialistes d'anglais langue seconde.

Baccalauréat	Certificat	Maîtrise
1927	1964-65	1965
1967	1967	1967 (2)
1968	1971-72	1968 (2)
1969 (2)	1972	1971
1970 (4)	1973 (2)	1972
1973 (2)	1974 (2)	1976
1974	1975	
1975		
1976		
1977 (2)		
1978		

La première association officielle de professeurs d'anglais langue seconde fut TEAL (Teachers of English as an Additional Language), fondée en Colombie-Britannique en 1967. Il existe maintenant des associations semblables en Ontario, au Québec et au Manitoba.

En 1978 fut fondé TESL Canada, association professionnelle qui regroupe toutes les autres dans le domaine de la DALS à travers le Canada. Cette association est encore très jeune et cherche à définir son rôle afin de promouvoir l'enseignement de l'anglais langue seconde au Canada en tant que profession.

NÉCESSITÉ D'UNE TELLE ENQUÊTE

Les discussions qui eurent lieu lors des récentes réunions de TESL Canada révélèrent que, même si l'anglais langue seconde est enseigné un

peu partout au Canada, il y a un manque de communication entre les différentes régions.

Les États-Unis et la Grande-Bretagne ont des associations professionnelles depuis plus de 10 ans et des centres qui leur permettent de coordonner leurs activités et de disséminer leur information . Il n'existe aucune association nationale au Canada pour l'anglais langue seconde. Il existe peu de documentation sur l'étendue des besoins pour l'enseignement de l'ALS ou sur la nature des services disponibles. Nous avons donc entrepris cette enquête dans le but de combler une partie de ces lacunes et avons relevé cinq points où, à notre avis, les besoins se faisaient le plus sentir :

1. Fournir une documentation sur les méthodes actuelles d'enseignement de l'ALS, les ressources en ALS, voir comment en améliorer la qualité.
2. Identifier et décrire les élèves non-anglophones dans les différentes régions du Canada, et dans différents contextes.
3. Informer ceux qui sont engagés dans l'enseignement de l'ALS de l'étendue et de la complexité des structures administratives de ce domaine, à travers le Canada.
4. Fournir une liste et une description de tout ce qui se rapporte à la formation des spécialistes de l'enseignement de l'anglais langue seconde au Canada afin de coordonner les efforts et de prévoir les besoins.

LA RAISON D'ÊTRE DE CETTE ÉTUDE

Nous avons effectué l'enquête de 1977-78 dans le but de décrire les programmes en cours dans les établissements publics qui dispensaient un

enseignement aux élèves de la maternelle à l'université, et aux adultes dans le cadre de l'éducation aux adultes. Cette enquête a essayé également de fournir des renseignements sur tous les programmes de formation des spécialistes de l'enseignement de l'anglais langue seconde offerts au Canada.

Les objectifs spécifiques de cette enquête étaient :

1. l'examen des programmes d'enseignement de l'anglais langue seconde, leur description et analyse sous les rubriques suivantes :
   - où trouver ces programmes ?
   - qui les dirige ?
   - qui enseigne ces programmes ?
   - quel matériel didactique utilise-t-on ?
   - qui sont les élèves ?
2. l'examen des programmes de formation des spécialistes, leur description et analyse sous les rubriques suivantes :
   - nature des programmes de formation des spécialistes qui sont offerts.
   - où trouver ces programmes de formation.

Nous avons regroupé dans la présente étude les données obtenues à partir de l'enquête effectuée en 1977-78 sur les programmes d'ALS au Canada, et nous avons établi une comparaison entre cette enquête et celle effectuée précédemment. Ces données seront utiles aux directeurs des programmes d'ALS ainsi qu'à toute personne qui s'intéresse à la situation linguistique au Canada.

CHAPITRE II

L'ENSEIGNEMENT DE L'ANGLAIS LANGUE SECONDE AU CANADA

IMPORTANCE DE CETTE MATIERE

Le Canada a deux langues officielles : le français et l'anglais, qui sont aussi toutes deux les langues d'enseignement - le français surtout au Québec et au Nouveau-Brunswick, l'anglais dans le reste du Canada en général. Partout, l'autre langue officielle (tantôt l'anglais, tantôt le français) est enseignée comme langue seconde. Au Québec et dans certaines régions du Nouveau-Brunswick l'unilinguisme est possible, mais qu'il s'agisse de voyager ou de vivre dans le reste du Canada, parler couramment l'anglais devient une nécessité. La proximité de plus de 200 millions d'Américains nous donne autant de raisons d'apprendre l'anglais.

L'anglais langue seconde est également enseigné dans les autres provinces du Canada aux Indiens et aux Inuits ainsi qu'aux immigrants récemment arrivés.

LES CANADIENS DONT LA LANGUE MATERNELLE N'EST PAS L'ANGLAIS

Le recensement du Canada définit la langue maternelle (LM) comme étant la première langue apprise et encore comprise.* A partir de cette

* Gouvernement du Canada, Ministère des Affaires et du Commerce.
Tous les dix ans un recensement complet a lieu au Canada, et tous les cinq ans, un recensement partiel. Le dernier recensement complet remonte à 1971 tandis que les résultats les plus récents sont ceux du recensement partiel de 1976. Les renseignements que nous donnons sur la langue maternelle des Canadiens sont tirés de ces deux derniers recensements.

Tableau 3

Population d'après la langue maternelle pour
l'ensemble du Canada, par province et territoires (en milliers)

Rang	Langue	Canada	C.B.	ALTA	SASK	MAN	ONT	QUE	N.B.	N.E.	I.P.E.	T.-N.	T.N.O.	Yukon
	Total	22,993	2,467	1,838	921	1,022	8,264	6,234	677	829	118	558	43	22
1	Anglais	14,123	2,038	1,483	716	727	6,458	801	435	760	110	545	23	19
2	Français	5,897	38	44	27	55	462	4,989	224	37	6	3	1	•
9	Langues indiennes indigènes	117	8	18	21	25	21	15	2	2	•	1	4	•
26	Inuktitut (esquimau)	16	•	•	•	•	•	3	•	0	0	1	11	•
3	Italien	[illegible]	27	14	1	6	310	125	1	•	•	•	•	•
4	Allemand	[illegible]	81	40	61	73	155	22	1	1	•	1	•	•
5	Ukrainien	[illegible]	23	45	46	60	76	11	•	1	•	•	•	•
6	Chinois	133	47	14	3	3	52	11	1	1	•	1	•	•
7	Portugais	127	9	3	•	6	89	19	•	•	0	•	•	0
9	Grec	92	4	2	1	1	48	35	•	1	•	•	•	•
Langues maternelles autres que l'ang		8,870	429	355	205	295	1,806	5,433	242	61	8	13	20	3
Pourcentage des totaux		39%	17%	19%	22%	29%	22%	87%	36%	7%	7%	2%	47%	14%

• Moins de 1 000 personnes
Source: Recensement 1976, Statistique Canada catalogue 98-821 Bulletin 2.2

définition et si on se reporte aux données du Tableau 3, nous nous rendons compte qu'une grande partie de la population (près de neuf millions des vingt-trois millions d'habitants, ou 39%) n'était pas au départ, de langue maternelle anglaise.

Nous pouvons subdiviser ceux dont la langue maternelle (LM) n'est pas l'anglais de la façon suivante :

a) les peuples autochtones ou indigènes qui parlent les langues amérindiennes ou l'inuktitut

b) les Canadiens-français

c) les immigrants, établis ici ou récemment arrivés, qui sont originaires de pays où l'anglais n'est pas une langue officielle.

Le Tableau 3 indique qu'en 1976 il y avait 117 000 locuteurs dont la LM était une des langues amérindiennes. Ceci représente à peine un demi pour cent de la population globale, mais 1,3% de ceux dont la LM est autre que l'anglais et 3,9% de ceux dont la langue maternelle n'est ni l'anglais ni le français. 16 000 Canadiens avaient comme LM l'inuktitut, c'est-à-dire 0,5% des locuteurs dont la LM n'était ni l'anglais ni le français.

En 1976 les 60 000 Canadiens de 1760 étaient passés à près de six millions d'habitants ayant comme LM le français. C'est le groupe de Canadiens le plus nombreux de LM autre que l'anglais. Il représente alors 26% de tous les Canadiens et 66% des locuteurs dont l'anglais n'est pas la LM.

Le dernier groupe comprend les immigrants originaires de pays où l'anglais n'est pas parlé, installés ici, ou récemment arrivés. En 1976, ils étaient 2 850 000 et représentaient 12% de la population totale du

Table 4

Population d'après la langue parlée, par province
(recensement 1971)

Province	Total ('000)	anglais seulement ('000)	%	français seulement ('000)	%	anglais et français ('000)	%	Ni anglais Ni français ('000)	%
Terre-Neuve	522	512	98.0	1	0.1	9	1.8	1	0.1
I.P.E.	112	102	91.2	1	0.6	9	8.2	-	-
Nouvelle-Ecosse	789	731	92.6	4	0.5	53	6.7	1	0.1
Nouveau-Brunswick	635	397	62.5	101	15.9	136	21.5	1	0.1
Québec	6,028	632	10.5	3,668	60.9	1,664	27.6	63	1.1
Ontario	7,703	6,724	87.3	93	1.2	716	9.3	170	2.2
Manitoba	988	882	89.2	5	0.5	81	8.2	21	2.1
Saskatchewan	926	867	93.6	2	0.2	46	5.0	11	1.2
Alberta	1,628	1,526	93.7	3	0.2	81	5.0	18	1.1
Colombie-Britannique	2,185	2,055	94.1	2	0.1	101	4.6	27	1.2
Yukon	18	17	93.2	-	-	1	6.6	-	-
T.N.O.	35	26	73.3	-	-	2	6.1	7	20.4
Canada, 1971	21,568	14,469	67.1	3,880	18.0	2,900	13.4	320	1.5
Canada, 1961	18,238	12,285	67.4	3,490	19.1	2,231	12.2	232	1.3

Canada.

LES CANADIENS QUI NE PARLENT PROBABLEMENT PAS L'ANGLAIS

Les indigènes

Nous ne savons pas combien d'Inuits au Canada ne parlent pas l'anglais. La plupart d'entre eux (il des 16 000 au Canada en 1976 - voir Tableau 3) vivent dans les Territoires du Nord-Ouest, et en 1961 (voir Tableau 3), sept mille d'entre eux, sur une population totale de 35 000 sur ces Territoires, ne parlaient ni le français ni l'anglais. L'anglais fut pendant longtemps la langue d'enseignement dans les écoles des Territoires du Nord-Ouest mais depuis quelques temps l'enseignement primaire est dispensé en inuktitut et l'anglais est enseigné comme langue seconde (au Québec, le français est la langue seconde).

Les locuteurs amérindiens sont plus éparpillés à travers le Canada. En 1976 (voir Tableau 3) ils étaient 117 000 et la plupart d'entre eux habitaient dans les provinces de l'ouest ou en Ontario. Les enfants indiens vont traditionnellement dans des écoles où l'anglais est la première langue enseignée et il n'existe pas de statistiques qui nous disent combien d'entre eux apprennent l'anglais comme langue seconde.

Les Canadiens-français

C'est au Québec et au Nouveau-Brunswick que se trouve la plus grande concentration de locuteurs français unilingues. L'examen du tableau 4 nous indique clairement que le bilinguisme anglais-français est l'exception plutôt que la règle. En 1971, 28% de la population au Québec était bilingue ; au Nouveau-Brunswick, 22% l'était. Nulle part ailleurs au Canada,

le pourcentage de bilinguisme n'atteint-il 10%. Il est important de noter que les Canadiens dont la LM est le français sont presque toujours bilingues s'ils habitent à l'extérieur du Québec ou du Nouveau-Brunswick. Ce n'est qu'en Ontario, où en 1976 vivaient un demi-million de locuteurs dont la LM était le français, que l'on constate un nombre appréciable de locuteurs unilingues français (93 000). Ceux-ci formaient à peine 1% de la population totale de l'Ontario en 1971.

Au Québec, nous avons la situation inverse. En 1971, 61% de la population était unilingue française, 10% unilingue anglaise, 28% était bilingue et 1% ne parlait ni l'anglais ni le français.

Le Nouveau-Brunswick comprend une forte proportion de locuteurs ayant le français comme LM (250 000, ou le tiers de la population totale de la province en 1976). En 1971, 16% de la population était unilingue française.

En résumé, ce n'est qu'au Québec que nous trouvons une forte majorité d'unilingues français (trois millions et demi ou 61% de la population totale). Au recensement de 1971, les chiffres étaient les suivants : 100 000 ou 16% au Nouveau-Brunswick et 93 000 ou 1,2% en Ontario. Ailleurs, les totaux et les pourcentages étaient plus faibles. Pour l'ensemble du Canada, il y avait en 1971, 3 880 000 unilingues français qui formaient 18% de la population totale.

Les immigrants dont la LM est autre que l'anglais

En janvier 1977, la population totale du Canada s'élevait à 23 179 600.* L'immigration totale l'année précédente (1976) avait été de 149 429 ou 0,6% de la population totale en janvier 1977. Sur le nombre

*Sources : Bulletins trimestriels, Statistique Canada et Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'immigration.

total d'immigrants venus de pays autres que le Royaume-Uni et l'Irlande (22 187), l'Australie (1 886), les Etats-Unis (17 315) et la Jamaïque (14 723), 93 318 n'étaient probablement pas de langue maternelle anglaise. Nous basons notre hypothèse sur le fait que leur dernier domicile était: en France (3 251), en Allemagne (2 672), aux Pays-Bas (1 359), en Grèce (2 487), en Italie (4 530), au Portugal (5 344), dans d'autres pays d'Europe (8 078), dans des pays d'Asie (44 328) ou dans d'autres pays dont la langue officielle n'est pas l'anglais (21 269). Par conséquent, environ 62% des immigrants arrivés au Canada cette année-là semblent venir de pays où l'anglais n'est pas la langue maternelle de la majorité des habitants.

IMPORTANCE DE LA CONNAISSANCE DE L'ANGLAIS AU CANADA

Les peuples indigènes

Aucune langue autochtone n'a obtenu le statut de langue officielle au Canada. Ces différentes langues sont toutefois utilisées comme langues officielles dans les Territoires du Nord-Ouest et dans certaines provinces. Par exemple, dans l'est de l'Arctique, la radio et la télévision diffusent leurs programmes en Inuktitut, et les journaux sont publiés dans cette même langue. Dans certaines provinces, des émissions de radio sont en Cree ou dans une des langues indigènes. Dans les provinces, certaines écoles dispensent leur enseignement dans la langue indigène plusieurs heures par jour et, dans les Territoires du Nord-Ouest, le nouveau Ministère de l'Education a déclaré dans son Elementary School Curriculum Handbook (1972) que l'anglais doit être enseigné comme langue seconde.

Les indigènes du Canada ont besoin de l'anglais dans la plupart de

leurs rapports avec les gouvernements municipaux, provinciaux ou territoriaux et fédéral. C'est la langue principale qui leur permet une communication plus vaste à l'extérieur des réserves et des territoires (le Centre-Nord du Québec excepté).

Les Canadiens francophones

Les besoins de l'anglais chez les Canadiens francophones ne sont pas homogènes. Dans un cas extrême, la population rurale du Québec et du Nouveau-Brunswick n'utilise pratiquement jamais l'anglais dans la vie quotidienne. Ce n'est pas le cas à Montréal où les rapports avec les anglophones dans le commerce et les affaires sont considérables. La loi 101 (1977) a fait du français la seule langue officielle au Québec, ce qui a réduit l'importance de l'anglais, même dans les centres urbains. Si, depuis, l'anglais a retrouvé sa place comme langue officielle dans les tribunaux et à l'Assemblée Nationale, sa prépondérance est vaincue. Les francophones qui habitent dans certaines régions du Nouveau Brunswick, et dans l'est de l'Ontario, sont en principe bilingues. L'anglais leur est indispensable à tous les niveaux (vie sociale, affaires, éducation et loisirs) quoiqu'ils tiennent à conserver le français vivant et qu'ils reçoivent, pour cela, un appui financier important de la part du gouvernement fédéral.

Les immigrants de langue maternelle autre que l'anglais

Ce dernier groupe comprend les immigrants des pays qui ne sont pas de langue anglaise. S'ils s'établissent dans une région francophone, le français leur sera plus utile que l'anglais. Mais nombreux sont ceux qui, tout en ayant choisi d'apprendre le français, veulent également apprendre l'anglais puisque c'est la langue la plus parlée en Amérique du Nord.

CHAPITRE III

LE FORMAT DE L'ENQUÊTE

L'ÉDUCATION AU CANADA DU POINT DE VUE ADMINISTRATIF

Tout travail qui se rapporte à l'éducation au Canada commence en général par un renvoi à l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique de 1867 dans lequel il est déclaré que l'éducation est du ressort des provinces. Dans la réalité, cependant, la participation du gouvernement fédéral au niveau de l'éducation des enfants et des adultes (voir Annexe A) est très importante. Afin de s'y retrouver plus facilement, nous donnons ci-dessous un résumé du rôle des différents gouvernements dans l'enseignement de l'ALS.

Le gouvernement fédéral

1. Participation directe

L'éducation des enfants Indiens et Inuits et ceux du personnel des forces armées relève du gouvernement fédéral. Cette responsabilité ne comprend pas nécessairement le côté administratif ; la plupart du temps l'enseignement est dispensé dans des écoles qui relèvent de la province.

La Constitution de 1867 ne mentionne rien au sujet de l'éducation des adultes et il n'est pas très clair à qui en revient la responsabilité. L'éducation des adultes relève, en principe, de la province, mais Ottawa est responsable des programmes éducatifs qui s'adressent aux Indiens et Inuits aux fonctionnaires fédéraux, au personnel des forces armées, ainsi qu'aux détenus des pénitenciers.

2. Participation indirecte

En accordant des subventions (voir Annexe A), le gouvernement fédéral participe indirectement à de nombreux programmes destinés aux enfants et aux adultes. Dans le domaine de la didactique d'une langue seconde, il existe des subventions directes, qui émanent du Ministère de la Main d'oeuvre et de l'immigration, et du Secrétariat d'Etat. Ce dernier, en accord avec les provinces, et dans le but de promouvoir l'éducation bilingue, accorde des subventions aux écoles élémentaires et secondaires qui enseignent "l'autre" langue officielle ; il accorde également une aide financière aux établissements post-secondaires et aux centres de formation qui offrent des cours dans la deuxième langue officielle. Il accorde aussi des bourses de voyage aux étudiants afin de leur permettre de poursuivre l'étude de la deuxième langue ailleurs au Canada ; il participe de la même façon à la formation des professeurs de langue seconde. Il subventionne également le programme inter-provincial de moniteurs de langue seconde, et le programme de bourses d'études pour l'apprentissage d'une langue seconde. Ce dernier programme donne l'occasion aux étudiants canadiens d'étudier gratuitement une langue seconde pendant six semaines l'été.

Les gouvernements provinciaux

Les écoles (autres que celles mentionnées ci-dessus), les collèges, les établissements d'enseignement technique, les centres de formation des maîtres et les universités, relèvent des gouvernements provinciaux.

Avant d'entreprendre notre enquête sur l'éducation au Canada, nous nous sommes tout d'abord adressés aux organismes fédéraux et provinciaux

afin de savoir de qui dépendait l'enseignement de la matière envisagée. Dans la présente étude, nous avons fait une distinction entre les données de l'administration fédérale sur l'enseignement de l'ALS que nous avons reçues, et celles provenant des Ministères de l'Education des différentes provinces ou des territoires.

LA SOURCE DES DONNÉES

La première difficulté fut de savoir où se donnaient les cours d'ALS et de DALS . Nous avons entrepris nos recherches de la manière suivante : notre point de départ fut la source des données de l'enquête précédente (Newsham, 1969). Nous avons ensuite effectué une mise à jour en consultant la dernière édition du Catalogue de l'AUCC et du Canadian Almanac and Directory, ainsi que des documents gouvernementaux récents. Nous avons également consulté de la documentation récente pour voir s'il existait de nouvelles structures administratives. Les titres des documents, des livres et des articles dépouillés se trouvent sous la rubrique Sources.

Le gouvernement fédéral

Nous avons envoyé des lettres aux responsables des programmes qui relèvent directement ou indirectement du gouvernement fédéral. Nous avons tout d'abord envoyé des lettres aux directeurs des Ministères de l'Education du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest. Les gouvernements territoriaux de ces deux grandes régions du Canada ont leurs propres Ministères de l'Education mais ils relèvent néanmoins du gouvernement fédéral.

Nous avons fait parvenir des lettres au Ministère de la Défense nationale duquel relève l'éducation dans les trois collèges militaires au Canada et sur les bases militaires.

Les autres ministères auxquels nous nous sommes adressés sont le Ministère des Transports qui a deux écoles de garde côtière, le Ministère de la Justice qui s'occupe de l'éducation des détenus dans les pénitenciers, le Ministère des Affaires Indiennes et du Nord qui s'occupe de l'éducation des Indiens et des Inuits à l'intérieur des provinces, le Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'immigration, responsable des cours de formation pour les néo-Canadiens, et la Commission de la Fonction publique responsable des cours de langue pour les fonctionnaires.

Les gouvernements provinciaux

Nous avons envoyé des lettres aux Ministères de l'Education de neuf des dix provinces. Pour le Québec, nous avons glané nos renseignements dans l'Annuaire des organismes scolaires publics. Nous avons, de plus, envoyé des lettres aux responsables des collèges communautaires inscrits dans le catalogue 1976 de l'AUCC.

Les universités et autres établissements qui confèrent des grades

Nous nous sommes adressés à 48 universités canadiennes, c'est-à-dire toutes celles (à l'exception de 5 très petites) inscrites dans le catalogue 1976 de l'AUCC, afin de savoir lesquelles offraient des cours d'ALS au niveau universitaire.

Enfin, nous avons envoyé des lettres aux 50 établissements,(c'est-à-dire ceux inscrits dans le catalogue 1976 de l'AUCC) qui décernent des grades et qui offrent un programme de formation des maîtres, afin de savoir

lesquels offraient un programme de FSAL.

A l'annexe B se trouve la liste complète des établissements et organismes contactés et de ceux qui nous ont répondu.

Nous avons ensuite envoyé un questionnaire* aux établissements qui offraient des programmes d'ALS ou de DALS (voir l'Annexe C).

LES QUESTIONNAIRES

Nous avons préparé trois questionnaires, en fonction des trois catégories de programmes sur lesquels nous enquêtions : programmes d'ALS pour les enfants de la maternelle à la 13e année (M-13), programmes d'ALS pour les adultes, et programmes de DALS dans les universités.

Les trois questionnaires ont été rédigés en français et en anglais.

Dans le questionnaire portant sur les programmes d'ALS nous tenions à obtenir des renseignements précis sur :

<u>les élèves</u>	- le nombre d'élèves dans un programme - leur langue maternelle - leur niveau scolaire (M-13) et type de classe. - leur inscription à un programme donnant des crédits ou non (adultes)
<u>les programmes</u>	- l'emplacement des programmes - les objectifs des programmes - les tests de classement et d'admission utilisés (adultes) - le matériel didactique utilisé
<u>le personnel enseignant</u>	- le nombre de professeurs - la qualification exigée - nombre suffisant ou non de professeurs disponibles en didactique

Dans le questionnaire portant sur les programmes de formation des

* Une copie du questionnaire sera envoyée à toute personne qui en fera la demande.

spécialistes nous cherchions à obtenir des renseignements précis sur :

les étudiants	- le nombre d'étudiants inscrits à un programme - le nombre d'étudiants diplômés en 1976-77
les programmes	- leur emplacement - leur date de commencement - les objectifs des programmes - les préalables à l'admission - les exigences du programme
le personnel enseignant	- le nombre de professeurs - la qualification exigée

Nous avons laissé de la place, à la fin de chaque questionnaire, pour des observations générales portant sur l'enseignement de l'ALS ou sur la formation des spécialistes dans ce domaine au Canada.

LA RÉPARTITION DES QUESTIONNAIRES

Dès que nous savions qu'il existait un programme d'ALS, nous envoyions le questionnaire correspondant, joint à une lettre explicative, au Directeur du programme en question. Il a parfois fallu envoyer plus d'une lettre de rappel avant que le questionnaire dûment rempli ne nous revienne. Le nombre de questionnaires qui nous sont revenus représente les pourcentages suivants : 67% des questionnaires portant sur les programmes de M-13, 58% des questionnaires portant sur les programmes pour les adultes dans les établissements autres que les universités et collèges, 78% des questionnaires envoyés aux collèges, 83% des questionnaires portant sur les programmes pour les adultes à l'université, et 96% des questionnaires envoyés aux universités qui offraient un programme de formation de spécialistes.

Les données qui se rapportent aux organismes fédéraux ou provinciaux apparaissent ci-dessous. L'adresse de chaque organisme se trouve à l'An-

nexe C.

Les programmes anglais langue seconde

1. Les organismes relevant du gouvernement fédéral

a) L'éducation dans le Nord du Canada

Nous avons envoyé des lettres au directeur du Curriculum du Ministère de l'Education du Territoire du Yukon et au coordinateur de l'ALS, Ministère de l'Education des Territoires du Nord-Ouest, leur demandant des renseignements sur les programmes M-13 et sur ceux pour les adultes. Nous avons obtenu une réponse de ces deux Ministères.

b) L'éducation des Indiens et des Inuits dans les provinces

Nous avons reçu du Ministère des Affaires Indiennes et du Nord, un questionnaire dûment rempli qui nous donnait des renseignements sur l'éducation des Indiens et des Inuits à l'intérieur des provinces. D'autres données nous sont parvenues de la Fraternité nationale des Indiens et de la Fédération des Indiens de la Saskatchewan.

Il n'a pas été facile d'obtenir des renseignements sur l'éducation des enfants indiens à l'extérieur du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest. La plupart de ces enfants fréquentent les écoles de la province, et sont, de ce fait, englobés dans la population scolaire de langue maternelle anglaise. D'autres fréquentent les écoles fédérales, tandis que d'autres encore, sont inscrits dans les écoles dirigées par les conseils de bande indiens. Barbara Burnaby, dans Language in Native Education", 1976 Yearbook of the Canadian Society for the Study of Education, donne une description du côté administratif de l'éducation des enfants indiens. (p. 68)

> Three agencies are currently involved in Native education. The federal government takes full financial responsibility for status Indians and administers early grade schools - mainly on reserves in remote areas. The provincial governments administer and finance the education for non-status people, administer the education for about half of the status Indian students, and control the curriculum and teacher certification for all education for Native people. Although many bands only control some of the minor aspects of school administration, others have taken substantial control, including the initiation and development of special programs involving Native language and culture.

Les renseignements qui nous sont parvenus du Ministère des Affaires indiennes et du Nord, se rapportaient aux nombres d'élèves, et à l'emplacement des écoles relevant du fédéral ou des bandes, mais il n'y avait rien au sujet des programmes ou des enseignants. Les réponses des commissions scolaires locales ne comportaient aucun renseignement sur les élèves indiens, à moins que celles-ci n'enseignent l'anglais langue seconde.

c) L'éducation des détenus de pénitenciers

Nous avons fait parvenir une lettre au Coordonnateur régional de l'enseignement académique et professionnel, Bureau du Solliciteur général, à Ottawa, lui demandant des renseignements sur les programmes d'ALS offerts aux détenus des pénitenciers. Il nous a donné les noms et adresses de 5 responsables régionaux, à qui nous avons alors envoyé un questionnaire.

d) L'éducation des stagiaires de la Garde côtière

Nous avons obtenu, dans le catalogue 1976 de l'AUCC, le nom des deux écoles qui forment les membres de la garde côtière du Ministère des Transports. Nous avons donc envoyé un questionnaire aux responsables de

chaque école.

e) L'éducation sous l'égide du Ministère de la Défense nationale

Nous avons envoyé un questionnaire au directeur de l'éducation des enfants du personnel, Ministère de la Défense nationale, Ottawa, pour obtenir des renseignements sur l'éducation des enfants du personnel des forces armées.

Pour obtenir des renseignements sur l'éducation des membres des forces armées, nous avons fait parvenir un questionnaire aux directeurs des trois collèges militaires royaux, au directeur de l'Ecole des langues des forces canadiennes à Toronto (responsable de toutes les écoles d'ALS, sauf celles à St-Jean, Québec) et au directeur des programmes d'ALS à la base des forces armées canadiennes à St-Jean, Québec).

f) La Commission de la Fonction publique

Nous avons mené une enquête auprès de l'Ecole des langues de la Commission de la Fonction publique à Ottawa, afin d'obtenir des renseignements sur les cours d'ALS que suivent les fonctionnaires fédéraux.

2. Organismes provinciaux

a) M-13 et niveau collégial

Colombie-Britannique

Nous avons envoyé une lettre au directeur de l'éducation spécialisée, au Ministère de l'Education, qui nous a fait parvenir la liste de 57 commissions scolaires qui offraient des cours d'ALS. Nous avons alors envoyé à chaque commission scolaire un questionnaire portant sur les programmes M-13 et un sur ceux pour les adultes. De plus, nous avons envoyé des questionnaires portant sur les programmes pour les adultes aux directeurs

du curriculum des 44 collèges communautaires de la Colombie-Britannique.

La liste de ces collèges se trouve dans le catalogue 1976 de l'AUCC.

L'Alberta

Nous avons envoyé une demande de renseignements au directeur du Curriculum du Ministère de l'Education de l'Alberta. Celui-ci nous a conseillé de nous mettre en rapport avec les commissions scolaires principales de la province. Nous avons donc envoyé des questionnaires portant sur les programmes M-13 et sur ceux pour les adultes aux commissions scolaires publiques et dissidentes des 6 villes de l'Alberta. Nous avons, en outre, fait parvenir des questionnaires portant sur les programmes pour les adultes aux 10 collèges inscrits dans le catalogue 1976 de l'AUCC.

La Saskatchewan

N'ayant pu obtenir de renseignements sur les programmes d'ALS de la part du directeur des programmes du Ministère de l'Education, nous avons décidé d'envoyer les questionnaires portant sur les programmes M-13 et sur ceux pour les adultes aux commissions scolaires publiques et dissidentes des 5 villes de la province et aux treize collèges communautaires.

Le Manitoba

Le Ministère de l'Education du Manitoba a un Conseiller en éducation pour les immigrants. Celui-ci nous a donné les noms de 27 commissions scolaires qui offraient des programmes d'ALS, M-13 et de 8 commissions scolaires qui offraient des programmes pour les adultes. Nous avons alors envoyé des questionnaires à toutes ces commissions scolaires, et avons également envoyé des questionnaires portant sur les programmes pour les adultes aux 3 collèges communautaires du Manitoba dont les noms se

trouvent dans le catalogue 1976 de l'AUCC.

L'Ontario

Nous avons envoyé des lettres aux responsables des programmes de toutes les commissions scolaires publiques et dissidentes qui figurent dans le Canadian Almanac and Directory de 1976. Nous avons ensuite envoyé des questionnaires à ceux qui offraient un des programmes sur lesquels nous enquêtions.

Nous avons également envoyé des questionnaires portant sur les programmes pour les adultes à tous les collèges communautaires de l'Ontario, inscrits dans le catalogue 1976 de l'AUCC.

Le Québec

Nous avons utilisé, pour la province de Québec, l'Annuaire des organismes scolaires publics que nous a fait parvenir le Ministère de l'Education. Les noms et adresses de toutes les commissions scolaires primaires et secondaires ainsi que de tous les CEGEPs y sont inscrits.

Dans la province, le système scolaire public régulier comprend les 12e et 13e années d'études. Ces deux dernières années ne sont pas obligatoires mais les études à temps plein sont gratuites et l'enseignement est dispensé dans des CEGEPs (Collège d'enseigenement général et professionnel). Nous avons donc ajouté les réponses des CEGEPs à celles des écoles du Québec (M-11).

Nous avons envoyé des questionnaires portant sur les programmes M-13 au Chef du Département d'anglais de chaque commission scolaire ou CEGEP de langue française. Nous en avons également envoyé à 40 commissions scolaires régionales (CSR) qui avaient des écoles secondaires ; à 29

commissions importantes qui regroupaient à la fois les écoles élémentaires et secondaires, à 4 commissions scolaires multiconfessionnelles, à 145 commissions scolaires élémentaires catholiques locales et à 34 CEGEPs. Nous n'avons pas envoyé de questionnaire portant sur les programmes de M-13 aux 33 commissions scolaires protestantes plus petites car dans la plupart des écoles l'anglais était la première langue et il n'existait aucun cours d'ALS.

Nous avons envoyé des questionnaires portant sur les programmes pour les adultes aux CSR catholiques, aux écoles intégrées et multiconfessionnelles. Nous n'avons envoyé aucun questionnaire aux commissions scolaires de l'élémentaire ni aux commissions scolaires protestantes.

Le Canada atlantique

Nous avons envoyé des demandes de renseignements aux Ministères de l'Education de ces 4 provinces. Un responsable au Ministère de l'Education du Nouveau-Brunswick nous a fourni des renseignements sur les programmes offerts dans cette province, et une réponse de Terre Neuve nous signalait une commission scolaire qui offrait des programmes d'ALS. Les Ministères de l'Education de la Nouvelle-Ecosse et de l'Ile du Prince-Edouard nous ont signalé qu'il n'existait aucun programme d'ALS dans ces provinces.

Nous avons envoyé des questionnaires à tous les collèges des 4 provinces dont le nom figurait dans le catalogue de l'AUCC.

b) Les Universités

Nous avons envoyé des lettres aux directeurs du Département d'anglais des 48 grandes universités au Canada (dont le nom apparaît dans le catalogue de l'AUCC) leur demandant si l'ALS était un cours avec crédit ou non,

et si oui, dans quels départements. Sur réception des réponses, nous avons envoyé des questionnaires aux départements intéressés. Nous n'avons tenu compte que des cours d'anglais langue seconde proprement dits.

Les programmes de DALS (programmes de formation des spécialistes)

Nous avons envoyé une lettre au directeur de la Faculté ou du Département de l'éducation des 50 établissements au Canada qui confèrent des grades en éducation. Dans la lettre, nous demandions s'il existait un programme de DALS dans cette université. Dans l'affirmative, nous envoyions un questionnaire leur demandant une description du programme.

LE TRAITEMENT DES DONNÉES

Sur réception de chaque questionnaire dûment rempli, nous avons codé les données et les avons reportées sur des cartes perforées. Nous avons ensuite obtenu des imprimés et réparti les données en tableaux. Nous n'avons eu recours à aucun procédé de statistique dans l'analyse des données à part la compilation des fréquences et des pourcentages.

Le chapitre 4 traite des tableaux établis et de leur description.

CHAPITRE IV
LES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

Dans ce chapitre, chaque tableau est suivi d'une explication détaillée de commentaires et, lorsque cela est possible, d'une comparaison entre les résultats actuels et ceux obtenus au cours de l'enquête effectuée dix ans plus tôt (Newsham, 1969). L'étude antérieure portait sur l'année académique 1967-68, et elle a servi de base à la présente enquête. La description des tableaux permettra de juger si les données sont comparables ou non.

Nous avons groupé les renseignements obtenus à partir des questionnaires selon la catégorie de programmes auxquels ils se rapportaient : M-13, adultes (jusqu'au niveau collégial, universitaire), formation des spécialistes.

PROGRAMMES POUR LES ÉLÈVES M-13

L'enquête de 1967-68 et celle de 1977-78

Nous avons effectué une enquête préliminaire auprès des Ministères de l'Education des deux territoires et de 9 des 10 provinces, ainsi qu'auprès des ministères du gouvernement fédéral, afin de savoir où il existait des programmes M-13. Puisque nous savions que l'ALS est une matière obligatoire dans toutes les écoles de langue française au Québec (à partir de la 5e année) nous n'avons effectué aucune enquête préliminaire dans cette province. Le Yukon, l'Ile-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse,

ont répondu, au cours des deux enquêtes, qu'elles n'avaient aucune donnée sur les programmes d'ALS dans leur région. Les Territoires du Nord-Ouest et le Nouveau-Brunswick nous ont fourni un questionnaire dûment rempli pour l'ensemble de leurs territoires, et Terre-Neuve nous a indiqué le nom d'une école de langue française au Labrador qui offrait un programme d'ALS.

Lors de l'enquête de 1967-68, le Ministère de l'Éducation de la Colombie-Britannique n'était au courant d'aucun programme d'ALS pour les étudiants de la province, mais la Direction générale de l'Education aux adultes nous avait fourni la liste de 17 commissions scolaires qui offraient des cours d'ALS et dont le nombre d'adultes inscrits était supérieur à 40 par année. Nous avions donc envoyé des questionnaires portant sur l'ALS à ces 17 commissions scolaires. En 1977-78, la Colombie-Britannique nous a fourni la liste des 57 commissions scolaires (y compris Vancouver-Nord, Vancouver-Ouest et Victoria) qui offraient des programmes d'ALS ; le Manitoba nous a fait parvenir la liste de 27 commissions scolaires. Terre-Neuve nous a donné l'adresse d'une école. Nous avons envoyé un questionnaire à chacune de ces écoles.

En 1967-68, les Ministères de l'Éducation des trois provinces des Prairies, nous avaient dit qu'ils n'offraient aucun programme d'ALS. Les Ministères de l'Éducation de l'Alberta et de la Saskatchewan nous avaient fait parvenir le nom des commissions scolaires qui offraient des cours d'ALS aux adultes, et nous leur avions envoyé des questionnaires. Au Manitoba, nous avions envoyé des questionnaires aux commissions scolaires des régions où, selon la carte démographique de 1957 dressée par le

Ministère des Mines et Relevés techniques, il existait une forte concentration d'immigrants. Nous avions également envoyé des questionnaires aux commissions scolaires des régions où la concentration de la population francophone était supérieure à 10%. Au cours de la deuxième enquête, les Ministères de l'Éducation de la Saskatchewan et de l'Alberta n'ayant pu nous dire où il existait des programmes d'ALS, nous avons donc envoyé des questionnaires aux commissions scolaires des écoles publiques et dissidentes de chaque ville de ces deux provinces. Le Ministère de l'Éducation du Manitoba nous a envoyé la liste des commissions scolaires qui avaient offert un programme d'ALS l'année précédente.

En 1967-68, le Ministère de l'Éducation de l'Ontario ne nous avait envoyé aucune liste des commissions scolaires qui offraient des cours d'ALS. Nous avions alors envoyé des questionnaires aux commissions scolaires publiques et dissidentes des 32 villes de l'Ontario et à celles des 5 régions de cette province où plus de 10% de la population était francophone. Lors de l'enquête de 1977-78, le Ministère de l'Education de l'Ontario nous a envoyé la liste des commissions scolaires qui avaient offert des cours d'ALS aux enfants d'immigrants au cours de l'année précédente. Puisque la liste ne comprenait pas les écoles où la langue d'enseignement était le français, nous avons décidé d'envoyer des questionnaires à toutes les commissions scolaires.

En 1967-68, il y avait, au Québec, 57 commissions scolaires de langue française et nous leur avions toutes envoyé des questionnaires. En 1977-78, à la suite de changements d'ordre administratif, il y avait 218 commissions scolaires francophones, et un système d'études collégiales

(CEGEP) nouveau. Nous avons donc envoyé des questionnaires aux 218 commissions scolaires et aux 34 CEGEPs de langue française.

En 1967-68, le gouvernement fédéral nous avait envoyé des renseignements sur les programmes destinés aux enfants indiens dans les différentes provinces, mais en 1977-78 ces données étaient inaccessibles. Il semble que, de plus en plus, les enfants indiens (bien que sous la tutelle financière du gouvernement fédéral) fréquentent les écoles locales ou celles des Bandes indiennes, plutôt que celles qui relèvent du gouvernement fédéral.

En 1967-68, nous n'avions, malheureusement, effectué aucune enquête sur les programmes du gouvernement pour les enfants des militaires. Nous avons obtenu ces données au cours de l'enquête suivante.

Comparaison générale entre les deux enquêtes

Les deux enquêtes sont semblables, exception faite de l'Ontario où la première enquête avait eu lieu auprès de quelques commissions scolaires (71) seulement alors que la dernière a eu lieu auprès de toutes (124) Lors de l'enquête de 1967-68, nous avions compté 27 programmes pour l'Ontario et avions reçu 17 réponses à nos questionnaires. L'enquête actuelle nous a permis de recevoir 43 descriptions de programmes. Nous ne savons pas combien de programmes existent en réalité, mais si, au nombre des programmes pour lesquels nous n'avions pas reçu de réponse (de la liste fournie par le Ministère de l'Éducation de l'Ontario pour l'année 1976-77), nous ajoutons le nombre de programmes pour lesquels nous avons reçu une description, nous arrivons à 53. Les deux enquêtes ont tenu

compte de toutes les commissions scolaires de langue française au Québec, mais pour 1977-78, les CEGEPs existaient déjà, ce qui a augmenté le nombre total de la population scolaire.

Il existait, au cours de l'année 1977-78, pour l'ensemble du Canada, au moins 390 programmes d'ALS pour les élèves M-13 par rapport à 104 en 1967-68. Sur ces 390 programmes, nous avons reçu 247 réponses (environ 63%) ; sur les 104 qui existaient en 1967-68, nous avions reçu 70 réponses (environ 68%).

Nous donnons ci-dessous le tableau récapitulatif des deux enquêtes.

Programmes d'ALS M-13	Nombre de Q envoyés 67-68	77-78	Nombre de Q retournés 67-68	77-78	Nombre de programmes décrits 67-68	77-78
Colombie-Britannique	17	57	12	68	3 (8)	38 (47)
Alberta	24	12	23	11	3 (4)	6 (6)
Saskatchewan	22	10	22	8	2 (2)	1 (1)
Manitoba	13	27	12	8	2 (2)	8 (27)
Ontario	71	124	51	99	17 (27)	43 (53)
Québec (tous en français)	57	252	39	147	39 (57)	147 (252)
Nouveau-Brunswick	1	1	1	1	1 (1)	1 (1)
Nouvelle-Écosse	0	0	0	0	0 0	0 0
Ile-du-Prince Édouard	0	0	0	0	0 0	0 0
Terre-Neuve	1	1	1	1	1 (1)	1 (1)
Territoires du Nord-Ouest	1	1	1	1	1 (1)	1 (1)
Yukon	0	0	0	0	0 0	0 0
Fédéral	1**	1**	1	1	1 (1)	1 (1)
Total	207	486	163	325	70(104)*	247 (390)*

* Le chiffre entre parenthèses indique le nombre de programmes relevés par rapport au nombre de programmes dont nous avions reçu une description.

** Ces deux programmes sont différents.

Tableau 5

Nombre d'élèves à chaque année d'études et catégorie de programme par ensemble administratif

ENSEMBLE ADMINISTRATIF	TOTAL DES ÉLÈVES INSCRITS DANS LES COMMISSIONS QUI OFFRAIENT UN PROGRAMME D'ALS	TOTAL DES INSCRIPTIONS DES ÉLÈVES DE LANGUE MATERNELLE AUTRE QUE L'ANGLAIS 1977-78	1967-68	INSCRIPTIONS ALS MATERNELLE*	INSCRIPTIONS ALS 1ère à 6e ANNÉE*	INSCRIPTIONS ALS 7e-9e ANNÉE*	INSCRIPTIONS ALS 10e-13e ANNÉE*	NOMBRE D'ÉLÈVES DANS DES CLASSES SPÉCIALES D'ALS*	NOMBRE D'ÉLÈVES DANS DES CLASSES RÉGULIÈRES D'ALS	NOMBRE D'ÉLÈVES DANS DES CLASSES MIXTES D'ALS ET D'ALM*
COLOMBIE BRITANNIQUE	320,819	16,497	1,072	2,505	7,010	2,086	1,775	2,850	7,240	6,231
ALBERTA	110,957	2,083		266	1,907	442	266	53	86	576
SASKATCHEWAN	4,541	24	640	0	24	0	0	0	24	0
MANITOBA	251,674	7,010		1,366	4,271	1,032	360	1,320	2,386	3,328
ONTARIO	592,447	41,019	7,730	6,277	20,886	12,556	10,665	11,315	16,461	10,187
QUÉBEC	761,729	564,226	263,643	17,680	182,483	161,572	167,263	461,402	63,365	3,640
NOUVEAU-BRUNSWICK	56,000	55,440	56,121	0	27,720	16,632	11,088	55,445	0	0
ÎLE DU PRINCE ÉDOUARD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
NOUVELLE-ÉCOSSE	202,800	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TERRE-NEUVE	11,060	62	213	0	0	45	20	62	0	0
YUKON	0	0		0	0	0	5	5	0	0
TERRITOIRES DU NORD-OUEST	11,432	7,956	(7,000)	714	5,251	1,591	398	0	7,956	0
FÉDÉRAL	13,205	1,640	(4,000) **	76	1,600	116	0	0	0	0
TOTAL: QUÉ. & NOUVEAU-BRUNSWICK	817,729	619,656	322,964	15,680	210,163	178,204	178,281	517,242	63,365	0
TOTAL: RESTE DU CANADA	1,828,014	96,318	20,605	11,159	89,760	20,625	13,506	15,598	34,164	3,640
TOTAL: CANADA	2,645,743	715,974	343,569	26,839	299,953	196,829	211,487	532,840	97,520	23,868

* Les totaux des colonnes 3-7 et 7-9 ne correspondent pas à ceux de la deuxième colonne parce que (i) certains répondants n'ont pu nous fournir une répartition des élèves de langue maternelle autre que l'anglais par année d'études ou par catégorie de programme et que (ii) les élèves de langue maternelle autre que l'anglais ne sont pas obligés, au Québec, au-delà d'un certain niveau, de suivre des cours d'ALS.

** Programme différent de celui de 1977-78

DONNÉES DE L'ENQUÊTE EFFECTUÉE EN 1977-78

Les tableaux suivants sont la récapitulation des données obtenues au cours de l'enquête de 1977-78.

Nombre d'élèves M-13, année d'études et catégorie de programmes par ensemble administratif (Tableau 5)

1. Description

Le nombre total d'élèves inscrits dans les régions qui nous ont répondu était de 2 532 943. Sur ce nombre, 785 974 élèves étaient inscrits dans des classes d'ALS. En poussant plus loin l'analyse, le Québec et le Nouveau Brunswick (les deux provinces bilingues officiellement) comptaient 619 656 élèves d'ALS, ce qui laissait un total de 103 318 pour le reste du Canada. Par contre, lors de l'enquête de 1967-68, il y avait 343 569 élèves M-13 inscrits à des cours d'ALS. Sur ce total, 322 964 l'étaient au Québec et au Nouveau-Brunswick, et 20 605 dans le reste du Canada.

En Colombie-Britannique et au Manitoba, les Ministères de l'Éducation ont pu identifier chaque commission scolaire où l'anglais langue seconde était enseigné. Nous avons par conséquent, obtenu de solides données de ces provinces, si bien que le nombre des élèves d'ALS dans ces régions est élevé : 16 497 en Colombie-Britannique, et 7 040 au Manitoba.

En Alberta et en Saskatchewan, les Ministères de l'Éducation n'avaient aucune donnée sur les classes d'ALS. Les nombres que nous rapportons ici sont probablement ceux obtenus en enquêtant sur les commissions scolaires importantes. Les résultats pour l'Ontario proviennent de 43 commissions scolaires, y compris Toronto et sa banlieue. Toronto n'a

d'ailleurs pu nous fournir qu'une partie des renseignements demandés : nous avons appris qu'il y avait environ 7 000 élèves d'ALS dans ses écoles.

Les totaux pour le Québec sont représentatifs des réponses obtenues. Etant donné que toutes les écoles de langue française enseignent l'ALS, et que la plupart des élèves suivent des cours d'ALS, le nombre d'élèves était beaucoup plus élevé qu'ailleurs.

La répartition des élèves était inégale. Le nombre d'élèves en anglais langue seconde était relativement stable de la première à la 13e année au Québec et au Nouveau-Brunswick, tandis que dans le reste du Canada, le nombre d'inscriptions baissait radicalement plus on avançait dans les études.

Les élèves de langue maternelle autre que l'anglais ne suivaient pas tous des cours d'ALS ; ce n'est qu'au Québec et au Nouveau-Brunswick que la plupart de ces élèves (90% d'entre eux) apprenaient l'anglais dans des programmes d'ALS ; ailleurs, la plupart (environ 80%) apprenaient l'anglais en suivant les cours réguliers en anglais première langue, ou en suivant les cours d'anglais ordinaires. Dans ce dernier cas, ils recevaient alors une aide supplémentaire pour l'apprentissage de cette langue.

2. Commentaires

a) Le nombre d'élèves.

En comparant le nombre d'élèves inscrits dans les programmes d'ALS M-13 au cours de l'enquête effectuée en 1967-68 au nombre d'élèves inscrits au cours de la présente enquête on s'aperçoit que celui-ci a doublé en 10 ans. Le nombre d'inscriptions au Québec a doublé mais l'augmentation

la plus élevée du pourcentage d'inscriptions (400% environ) se remarque dans les provinces autres que le Québec et le Nouveau-Brunswick. Le nombre d'inscriptions pour le Nouveau-Brunswick n'a pas changé. L'augmentation enregistrée au Québec provient en partie d'un nombre d'élèves plus élevé mais également de la création des CEGEPs, les élèves restant plus longtemps à l'école.

Le nombre d'inscriptions pour le Canada atlantique et le Yukon n'a guère varié au cours de ces 10 années. Dans les Prairies, par contre, le nombre d'inscriptions est passé de 600 à 9 147. La Colombie-Britannique a, elle aussi, enregistré une forte augmentation du nombre d'élèves d'inscrits puisqu'elle est passée de 1 072 à 16 487.

En ce qui concerne l'Ontario, les deux enquêtes ne se sont pas déroulées exactement de la même manière, bien qu'elles aient été semblables. Lors de la première enquête, nous n'avions rejointe que les commissions scolaires des villes alors que pour la deuxième, nous les avons toutes contactées. Il nous semble donc possible de dire que l'augmentation du nombre d'inscriptions est significatif puisqu'il est passé de 7 730 à 61 018.

Cette augmentation du nombre des inscriptions pour l'Ontario et la Colombie-Britannique est attribuable en partie à l'accroissement de l'immigration au Canada, mais nous croyons également à une prise de conscience des besoins de la population.

b) Années d'études

Dans les provinces autres que le Québec et le Nouveau-Brunswick, nous avons constaté une forte diminution du nombre d'élèves inscrits en

ALS entre l'élémentaire (de la 1ère à la 6e année) et la fin du secondaire (de la 10e à la 13e). Ceci nous amène à nous poser les deux questions suivantes :

1. Le nombre de jeunes enfants d'immigrants est-il supérieur à celui des enfants plus âgés ? Ou bien, le problème des enfants en ALS au secondaire est-il méconnu ou ignoré ?
2. Les élèves qui, à l'élémentaire sont inscrits en ALS cessent-ils d'être en ALS au secondaire ? Les problèmes sont-ils vraiment tous réglés à l'élémentaire ?

Dans les Territoires du Nord-Ouest, la baisse du nombre des inscriptions signifiait une baisse générale des inscriptions au secondaire. Dans quelle mesure les problèmes linguistiques en sont-ils la cause ?

c) Catégorie de programme

Sauf au Québec et au Nouveau-Brunswick, les deux provinces bilingues, la plupart des élèves d'ALS se trouvaient dans des classes régulières d'AL_1. Comment pouvait-on répondre à leurs besoins ?

L'autre groupe important comprenait les élèves qui étaient dans des classes mixtes d'ALS - ALM. Ils suivaient les cours réguliers d'ALM mais recevaient un enseignement supplémentaire en ALS. Cela exige nécessairement de la part du professeur une certaine capacité d'adaptation. Les programmes de formation des spécialistes préparent-ils leurs étudiants à ce genre d'enseignement ?

TABLEAU 6

Langue maternelle des élèves M-13
par ensemble administratif

	Français Canadien	Indien	Inuktitut	Chinois	Français	Grec	Italien	Portugais	Créole	Autre	Total
COLOMBIE-BRITANNIQUE	404	651	28		186	544			454	5,813	14,692*
ALBERTA	75	14	0	85	0	0	122	58	0	1,729	2,083
SASKATCHEWAN	0	0	0	24	0	0	0	0	0	0	24
MANITOBA	4	2,000	0	34	1	1	2	42	0	4,956	7,040
ONTARIO	18,798	169	0	507	162	71	2,068	2,389	797	2,772	27,733
QUÉBEC	519,282	1,576	912	354	268	148	3,105	1,140	527	5,991	533,303*
NOUVEAU-BRUNSWICK	55,440	0	0	0	0	0	0	0	0	0	55,4 0
NOUVELLE-ÉCOSSE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ÎLE-DU-PRINCE ÉDOUARD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TERRE-NEUVE	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	60
TERR. DU N. O.	0	2,705	5,251	0	0	0	0	0	0	0	7,956
YUKON	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FÉDÉRAL	1,640	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1,640**
TOTAL: CANADA	595,703	7,115	6,191	4,686	617	764	6,825	5,031	1,770	21,261	149,968*

* Ces totaux ne correspondent pas à ceux du tableau 5 étant donné que les répondants n'ont pas tous répondu à cette question.

** Les élèves Indiens et Inuits de la province sont compris dans les totaux de cette province.

Langue maternelle des élèves M-13
par ensemble administratif (Tableau 6)

1. Description

Sur les 649 968 élèves d'ALS dont la langue maternelle a été identifiée par les répondants, le groupe linguistique le plus grand était le français canadien qui comptait 595 703 élèves. Venait ensuite l'amérindien avec 7 115 élèves.

La plus forte concentration d'élèves qui étudiaient l'ALS se trouvait au Québec et au Nouveau-Brunswick. Dans ces deux provinces la langue maternelle des élèves était le français. Suivait l'Ontario où le français était également la langue maternelle de la majorité des élèves. Certaines commissions scolaires importantes auprès desquelles nous nous étions adressés et qui comptaient près de 33 000 élèves inscrits en ALS n'ont malheureusement pu nous fournir de détails sur la répartition linguistique. Le Board of Education de la ville de Toronto, n'a pas renvoyé de questionnaire, mais nous a fait parvenir The 1975 Every Student Survey publié par son service de recherches. Selon ce rapport, en 1975, plus du quart des élèves du Toronto Board of Education était né dans un autre pays, et la moitié d'entre eux avait comme langue maternelle une langue autre que l'anglais. Les groupes linguistiques les plus importants étaient le portugais, l'italien, le grec et le chinois. Le nombre total des élèves inscrits dans des classes d'ALS était de 6 099 par rapport à une population scolaire globale de 94 646. Le pourcentage d'élèves de langue maternelle autre que l'anglais avait augmenté depuis le rapport précédent (1970) quoique le nombre total des élèves ait baissé. Nous pensons par conséquent qu'en 1977-78 le nombre total des élèves en ALS

était demeuré constant. De même, bien que les pourcentages aient changé, les groupes linguistiques étaient demeurés les mêmes entre 1970 et 1975, et en 1977-78 n'avaient probablement pas changé.

En Colombie-Britannique, où le nombre d'élèves inscrits en ALS était de 14 692, la langue maternelle de la plupart des élèves était le chinois ou une langue asiatique. Venaient ensuite l'italien et le portugais. Au Manitoba, la langue maternelle de la plupart des élèves en ALS était une langue amérindienne, mais certains parlaient une langue asiatique. Les autres provinces de l'ouest ainsi que les Maritimes n'ont signalé que très peu d'élèves en ALS dans leurs classes. Le Yukon n'en a signalé aucun, mais les Territoires du Nord-Ouest en avaient 7 956, et sur ce nombre, 5 251 parlaient inuit et 2 705 parlaient une langue amérindienne.

Les chiffres en regard de "Fédéral" ne se rapportent qu'aux élèves inscrits dans les écoles du Ministère de la Défense nationale au Canada. Ces renseignements nous ont été fournis par le Directeur du service de l'Education des enfants du personnel du Ministère de la Défense nationale et ne comprennent pas l'inscription des élèves dans les écoles en Europe. Ces chiffres ne comprennent pas non plus l'inscription des élèves sous la responsabilité du gouvernement fédéral (à l'extérieur du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest),c'est à dire, les enfants indiens et inuits qui vivent dans les provinces. Dans la présente enquête, nous n'avons mentionné les élèves indiens et inuits qui fréquentent les écoles dirigées par les provinces que dans la mesure où les écoles les ont reconnus comme étant des locuteurs non-natifs d'anglais. Nous n'avons obtenu aucun renseignement sur les élèves qui fréquentaient les écoles gérées par le

Gouvernement fédéral ou les Bandes indiennes.

Les écoles du Ministère de la Défense nationale, en Alberta, en Ontario, au Québec, au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Ecosse, ont chacune des sections de langue française (où l'anglais y est sans doute enseigné comme langue seconde). Le nombre total des inscriptions dans ces écoles s'élevait à 13 205, dont 1 640 dans la section francophone.

2. Commentaires

L'inscription des enfants dont la LM est une langue indienne ne correspond guère au nombre de locuteurs indiens parmi la population. Il y avait, par exemple, 2 000 élèves indiens au Manitoba, mais aucun en Saskatchewan et 14 seulement en Alberta, alors que d'après le recensement, la population indienne était répartie également dans les trois provinces. Une explication à cela pourrait être la présence d'un conseiller au Ministère de l'Éducation du Manitoba, responsable des cours de langue seconde dans cette province. Celui-ci avait probablement établi une politique envers les élèves de langue maternelle autre que l'anglais, ce qui s'était traduit par un nombre croissant de programmes, d'où une augmentation des inscriptions.

L'Ontario a signalé la présence de 169 locuteurs indiens seulement dans son programme M-13 tandis que le Québec en a signalé 1 576. Selon le recensement de 1976, la population indienne au Québec était de 15 000, et de 21 000 en Ontario. Ceci laisse supposer que le Ministère de l'Éducation du Québec est plus au courant des besoins linguistiques des indiens, étant donné que, de plus en plus, les enfants

indiens apprennent le français.

Nous avons déjà signalé que le Fédéral était responsable de l'éducation des enfants indiens au Canada, mais nous n'avons pu obtenir de statistiques qui nous auraient renseignés sur le nombre d'enfants qui fréquentaient les écoles publiques régulières, ceux qui fréquentaient les écoles des Bandes indiennes ou ceux qui fréquentaient les écoles qui relèvent directement du gouvernement fédéral. Il semble, d'après l'enquête de 1967-68, qu'il y avait à l'époque plus de centralisation car le Gouvernement fédéral nous avait signalé que 4 000 enfants indiens vivaient dans les différentes provinces.

La plus forte concentration de locuteurs chinois se trouvait en Colombie-Britannique. Nous ne savons pas si ces élèves étaient essentiellement des néo-canadiens ou s'ils étaient venus étudier au Canada.

Les chiffres élevés de la colonne "autre" sont significatifs de la diversité des langues au Canada, et nous rappellent, d'une certaine manière, que nous n'aurions pas dû, dans cette enquête, utiliser les chiffres du recensement pour identifier les groupes linguistiques pour lesquels l'anglais est une langue seconde. Dans le cas de la Colombie-Britannique, par exemple, nous n'avons pas mentionné le grand nombre d'élèves dont la LM est une des langues asiatiques. Pour l'Alberta, dans la colonne "autre", il s'agissait le plus souvent de l'espagnol, alors qu'au Manitoba, c'était l'allemand. Nous n'avons aucun renseignement général pour le Québec et l'Ontario.

Si nous avions fait enquête auprès des écoles de langue anglaise (L1) nous aurions eu un nombre d'élèves supérieur dans les colonnes au-

tres que celle "Français canadien". Même si, officiellement, tous les élèves inscrits dans ces écoles sont de langue maternelle anglaise, beaucoup d'entre eux ont comme première langue le grec, l'italien ou le portugais ; l'anglais est leur seconde langue. La concentration la plus forte de locuteurs francophones se trouvait au Québec et au Nouveau-Brunswick (ce qui est normal). Venait ensuite l'Ontario dont le nombre d'élèves était passé de 2 000, lors de l'enquête de 1967-68, à plus de 18 000. Cela semble peu cependant, si nous tenons compte du fait que, au recensement de 1976 (voir Tableau 3), cette province comptait 462 000 personnes de langue maternelle française.

Le nombre d'élèves francophones dans les provinces des Prairies n'avait guère changé en dix ans. En tenant compte du nombre de francophones, lors du recensement de 1976, au Manitoba en particulier (55 000), il semble que ce groupe linguistique soit mal servi en cours d'ALS.

Les élèves francophones à Terre Neuve fréquentaient une seule école à Labrador City. Il s'agit de la même école auprès de laquelle nous avions fait enquête en 1967-68. Le nombre d'élèves qui étudient l'ALS semble faible puisque, lors du recensement de 1976, quelques 3 000 francophones habitaient Terre-Neuve.

L'Ontario et le Québec avaient un nombre élevé d'enfants dont la langue maternelle était l'italien ou le portugais. La plus forte concentration était cependant à Toronto. Ceci aura donc des répercussions sur les programmes de formation des spécialistes et la conception du matériel didactique.

Selon notre enquête, le Canada atlantique, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest ne comptaient, dans les cours d'ALS, aucun enfant dont la langue

maternelle n'était ni le français ni l'anglais. Cependant, le recensement de 1976 indique que la langue maternelle de 14% de la population du Yukon (environ 3 000), et de 2% de la population de Terre Neuve (environ 13 000) n'était ni le français ni l'anglais. Ceci signifie que certains enfants auraient dû être dans des classes d'ALS.

Il y avait 37 000 personnes de langue maternelle française en Nouvelle-Écosse et 6 000 à ''Ile-du-Prince-Edouard, toujours d'après le recensement de 1976. Et pourtant, selon les questionnaires qui nous ont été renvoyés, il n'existe aucun programme d'ALS. Encore une fois, d'après le recensement de 1976, 2 000 indiens environ vivaient au Nouveau-Brunswick, et là encore, rien de cela n'apparaît dans la description des programmes d'ALS.

Tableau 7

Motivation des élèves M-13 par ensemble administratif

Emplacement des ensembles administratifs	Total N	Programme d'intégration N*	Programme fonctionnel N*
Colombie-Britannique	38	37	8
Alberta	6	6	1
Saskatchewan	1	1	1
Manitoba	5	5	4
Ontario	40	38	12
Nouvelle-Écosse	1	1	0
Île-du-Prince-Édouard	0	0	0
Terre-Neuve	1	1	1
Territoires du N. O.	1	1	1
Fédéral	0	0	0
Québec	144	12	141
Nouveau-Brunswick	1	1	1
Total Québec - Nouveau-Brunswick	145	13	142
Total Reste du Canada	93	90	28
Total Tout le Canada	248	103	170

* Certains répondants ont trouvé que leurs programmes comportaient plus d'un point de concentration.

Motivation des élèves M-11, par ensemble administratif (tableau 7)

1. Description

Nous avons demandé aux répondants de préciser dans le questionnaire si d'après eux, la motivation de leurs élèves provenait d'un désir d'intégration à la communauté ou si elle était plutôt fonctionnelle, c'est-à-dire liée à un emploi ou aux études. Les répondants n'ont pas tous saisi la distinction que nous établissions. Il est difficile d'établir cette distinction bien qu'elle soit courante dans le domaine de l'apprentissage des langues. L'apprenant est un sujet dynamique et sa motivation évolue au fur et à mesure qu'il progresse. Il ressort du Tableau 7 que la plupart des répondants dans les Territoires du Nord-Ouest et les deux provinces officiellement bilingues, le Québec et le Nouveau-Brunswick, estimaient que l'anglais était enseigné et appris à des fins fonctionnelles. Dans le reste du Canada, les répondants estimaient que l'anglais était enseigné et appris à des fins d'intégration.

2. Commentaires

Nous constatons, d'après les données du Tableau 7, que deux grandes catégories de programmes d'ALS sont nécessaires au Canada. Le besoin d'un de ces programmes se fait sentir essentiellement au Québec et au Nouveau-Brunswick où l'anglais est une des matières au programme ou bien est nécessaire pour une certaine catégorie d'emploi. Le besoin de l'autre est ressenti dans le reste du Canada où les élèves tiennent à s'intégrer à la communauté anglophone. Nous nous demandons si l'administration et les centres de formation des spécialistes sont conscients des répercussions de ces différences sur les programmes, le matériel didactique et les méthodes.

Tableau 8

Qualification exigée des spécialistes -
programmes à caractère fonctionnel M-13
par ensemble administratif

		Très bonne connaissance de l'anglais			Cours de langue anglaise à l'université			Cours de littérature anglaise à l'université			Cours de méthodologie d'ALS			Cours de méthodologie d'une langue étrangère			Nombre suffisant de spécialistes		
N - nombre de réponses	N	Oui	Non	N/A	Oui	Non	N/A	Oui	Non	N/A	Oui	Non	N/A	Oui	Non	N/A	Oui	Non	N/A
Colombie-Britannique	8	6	1	1	5	2	1	6	1	1	2	4	2	1	7	0	5	1	2
Alberta	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1
Saskatchewan	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1
Manitoba	4	1	1	2	0	2	2	0	2	2	0	2	2	0	1	3	2	0	2
Ontario	12	11	0	1	9	2	1	6	4	2	5	6	1	1	6	5	7	1	4
Québec	141	84	48	9	69	62	10	28	101	12	60	65	16	16	94	31	91	41	9
Nouveau-Brunswick	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	1	0
Nouvelle-Écosse	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Île du Prince-Édouard	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Terre-Neuve	1	1	0	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	1	0	0
Yukon/Terr. du N. O.	1	1	0	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0
Fédéral	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tout le Canada	170	104	50	16	83	70	17	40	110	20	67	79	24	18	110	42	106	46	18

Qualification exigée des spécialistes
Programmes à caractère fonctionnel M-13
par ensemble administratif (tableau 8)

1. Description

Nous avons ensuite demandé aux répondants de préciser la nature de la qualification exigée des spécialistes, pour chaque catégorie de programmes. Le tableau 8 regroupe les réponses qui se rapportent aux spécialistes des programmes à caractère fonctionnel.

A la question si les spécialistes devaient faire preuve d'une très bonne connaissance de l'anglais, 104 sur 170 ont répondu "oui". La plupart des répondants n'exigeaient pas que leurs spécialistes aient suivi un cours de littérature à l'université ou aient reçu une formation en méthodologie de l'enseignement d'une langue étrangère.

Les répondants étaient moins d'accord sur les autres points. Mais il y avait partage entre ceux qui exigeaient de leurs spécialistes un cours de linguistique anglaise à l'université ou une formation en méthodologie de l'enseignement de l'ALS, et ceux qui ne l'exigeaient pas.

La majorité des répondants trouvait qu'il y avait un nombre suffisant de spécialistes , mais 46 sur 152 estimaient toutefois qu'il en fallait plus.

La Colombie-Britannique, l'Ontario et le Québec étaient les seules provinces qui exigeaient une formation en méthodologie de l'enseignement de l'ALS ou une base universitaire en langue et linguistique anglaises. La Colombie-Britannique et l'Ontario exigeaient en plus, la plupart du temps, des cours de niveau universitaire en littérature anglaise. La plupart des régions exigeaient une maîtrise de l'anglais parlé, mais au Québec

ce critère n'était pertinent que pour 84 des 141 programmes.

La formation en méthodologie de l'enseignement d'une langue étrangère n'était nulle part un critère important.

2. Commentaires

Nous avons demandé aux directeurs des programmes d'ALS de préciser la qualification qu'ils exigeaient de leurs enseignants. Il est possible, que, le plus souvent, ceux-ci aient tout simplement dressé la liste des titres et diplômes de leurs professeurs. Nous ne savons donc pas s'il s'agit du minimum ou du maximum requis. L'impression qui s'en dégage est que peu de programmes d'ALS ont un minimum d'exigences bien précis. Dans quelle mesure cela provient-il de leur manque de connaissance du domaine de l'ALS et de l'existence des programmes de formation en DALS ?

Nous comprenons qu'au Québec il soit difficile d'exiger des professeurs d'anglais qu'ils parlent la langue couramment, en particulier lorsque l'anglais fait partie des matières au programme. Mais, dans le reste du Canada, la qualification première de tout professeur d'ALS se doit d'être la maîtrise parfaite de l'anglais.

Moins de la moitié des professeurs d'ALS, à travers le Canada, n'étaient obligés d'avoir suivi un cours de langue et linguistique anglaises à l'université, ou d'avoir une formation en méthodologie de l'enseignement de l'ALS. Ceci laisse entrevoir que de tels cours ne sont probablement pas disponibles partout au Canada. A défaut d'un cours de méthodologie de l'enseignement de l'ALS, une formation semblable dans une langue seconde ou étrangère s'y rapprocherait le plus. Cela ne semble toutefois pas être le cas puisque très peu de programmes ne tenaient

compte de ce critère pour leurs professeurs.

Au cours de l'enquête de 1967-68, la majorité des répondants à travers le Canada estimait qu'une bonne maîtrise de l'anglais parlé et un brevet d'enseignement suffisaient pour enseigner dans les programmes d'ALS. Seuls le Québec et l'Ontario exigeaient dans de nombreux programmes que leurs professeurs aient une formation en didactique de l'ALS. Une telle formation a acquis une importance grandissante au cours des dix années qui ont suivi la première enquête.

Tableau 9

Qualification exigée des spécialistes -

programmes à caractère d'intégration M-13

par ensemble administratif

		Très bonne connaissance de l'anglais			Cours de langue anglaise à l'université			Cours de littérature anglaise à l'université			Cours de méthodologie d'ALS			Cours de méthodologie d'une langue étrangère			Nombre suffisant de spécialistes		
N - nombre de réponse	N	Oui	Non	N/A	Oui	Non	N/A	Oui	Non	N/A	Oui	Non	N/A	Oui	Non	N/A	Oui	Non	N/A
Colombie-Britannique	37	34	2	1	25	3	9	14	8	15	27	6	4	6	8	23	29	8	0
Alberta	6	5	0	1	2	1	3	0	2	4	1	2	3	1	1	4	4	0	2
Saskatchewan	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1
Manitoba	5	3	1	1	2	2	1	1	2	2	0	3	2	0	2	3	2	2	1
Ontario	38	32	1	5	13	10	15	8	16	14	22	9	7	1	17	20	27	5	6
Québec	12	12	0	0	11	1	0	5	7	0	11	1	0	5	6	1	8	4	0
Nouveau-Brunswick	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouvelle-Écosse	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1
Île-du-Prince-Édouard	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Terre-Neuve	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yukon/Terr. du N. O.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fédéral	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tout le Canada	100	86	4	10	53	17	30	28	35	37	61	21	18	13	34	53	70	19	11

Qualification exigée des spécialistes - Programmes M-13 à caractère d'intégration par ensemble administratif (Tableau 9)

1. Description

Le Tableau 9 donne la liste de ce qui était exigé des spécialistes dans les programmes M-13, à caractère d'intégration. Ici encore, l'exigence principale était la maîtrise de l'anglais (86 cas sur 100). Un autre critère fréquent était des cours de méthodologie (61 programmes). Des cours universitaires de langue et linguistique anglaises (53 programmes), de littérature anglaise (28 programmes) étaient jugés moins importants, et une formation en méthodologie de l'enseignement d'une langue étrangère, l'était encore moins (13 programmes). Dans 70 cas sur les 100 réponses obtenues, le nombre de spécialistes était suffisant.

La Colombie-Britannique, l'Ontario et le Québec sont les 3 provinces qui exigeaient la plupart du temps une formation en méthodologie de l'enseignement de l'ALS. Toutes les régions exigeaient souvent une formation universitaire en langue et littérature anglaises. Une formation en enseignement d'une langue étrangère n'était nulle part jugée importante.

2. Commentaires

La qualification exigée des spécialistes pour les programmes à caractère d'intégration ne varie guère de celle exigée des spécialistes pour les programmes à caractère fonctionnel. Dans le premier cas, l'accent est mis sur la connaissance approfondie de l'anglais et une formation spécialisée en didactique de l'ALS. Ceci est probablement dû au fait que cette formation est disponible plus facilement dans les grands centres où l'anglais est enseigné en tant que langue seconde et non comme langue étrangère.

Tableau 10

Matériel didactique d'ALO utilisé dans les programmes 9-12
Par ensemble administratif

MATÉRIEL	CANADA ANGLAIS*								CANADA FRANÇAIS				Tout le Canada	
	C.B.	ALTA	SASK	MAN	ONT	FÉD	TOTAL N	%	QUÉ	N.B.	TOTAL N	%	TOTAL N	%
N - no. de réponses **	63	11	6	7	69	1	157	100	275	5	280	100	437	100
Matériel local	12	2	0	2	13	1	29	18.5	14	0	14	5.0	43	9.8
Eng. for Today	5	1	0	0	4	0	10	6.4	11	0	11	3.9	21	4.8
Labo 1	0	1	0	0	1	0	2	1.3	23	0	23	8.2	25	5.7
Labo 2	3	3	0	0	0	0	6	3.8	22	1	23	8.2	29	6.6
New Horizons	0	1	0	1	5	0	7	4.5	23	1	24	8.6	31	7.1
S.R.A.	4	3	0	0	3	0	7	4.5	4	0	4	1.4	11	2.5
Eng. 900	3	1	0	1	0	0	1	.6	4	0	4	1.4	5	1.1
Serv. Edn. Eng.	2	3	0	0	3	0	8	1.3	2	0	1	.4	3	1.8
Nat. Geov. Fdn.	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	4	1.4	4	.9
Nat. Geov. Ver.	0	3	0	0	3	0	3	1.9	6	0	6	2.1	9	2.1
New Conc. Eng. 1	2	0	0	2	1	0	3	1.9	3	0	3	1.1	6	1.4
Graded Exercises	1	0	1	0	2	0	4	2.6	1	0	1	.4	5	1.1
Look Listt. Learn	0	0	0	0	1	0	1	.6	44	0	44	15.7	45	10.3
Intro. to Eng.	0	0	0	0	0	0	0	0	29	0	29	10.4	29	6.6
Peabody Lang. Kit	4	2	0	0	2	0	6	3.8	0	0	0	0	6	1.4
Steps to English	5	0	0	1	1	0	7	4.5	0	1	1	.4	8	1.8
Eng. Around World	2	1	0	1	2	0	6	3.8	0	1	1	.4	7	1.6
Cure English	2	0	0	0	1	0	3	1.9	1	0	1	.4	4	.9
Mod. Amer. Eng.	2	0	0	0	0	0	2	1.3	10	0	10	3.6	12	2.7
Eng. This Way	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	3	1.1	3	.7
Mast. Amer. Eng.	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	5	1.8	5	1.1
Distarkit	0	0	1	0	0	0	1	.6	0	0	0	0	1	.2
Living Eng. Struc.	0	0	0	0	1	0	1	.6	0	0	0	0	1	.2
Maillons	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	3	1.1	3	.7
Amer. Eng. by A.V.	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	3	1.1	3	.7
Coast to Coast	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	.4	1	.2
Come à Conquer	0	1	0	0	0	0	1	.6	3	0	3	1.1	4	.9
Yes	0	0	0	0	0	0	0	0	7	1	8	2.9	8	1.8
Kernel Lessons	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	2	.7	2	.4
Autre	23	4	2	1	27	0	57	36.3	48	0	48	17.1	105	24.0

* sauf la Nouvelle-Écosse, l'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve pour lesquelles aucune donnée n'était disponible

** et non le nombre de programmes

Matériel d'ALS utilisé dans les programmes M-13 - par ensemble administratif (tableau 10)

1. Description

Nous avions demandé aux directeurs des programmes d'ALS M-13 de nous indiquer les titres des ouvrages utilisés dans leurs programmes.

Pour l'ensemble du Canada, le manuel cité le plus souvent était la première ou la seconde édition de la série Lado (une bibliographie complète se trouve à l'Annexe D). Venait ensuite Look, listen and Learn (Alexander), et enfin des ouvrages didactiques locaux.

Pour le Canada français, la série Lado venait en tête, suivie de Look, Listen and Learn, puis Introduction to English. (Marqui et Saindon).

Pour le Canada anglais, les ouvrages didactiques les plus courants étaient ceux réalisés localement par les professeurs eux-mêmes. Venait ensuite English for Today (réalisé par le National Council of Teachers of English, Urbana, Illinois).

Bien que les ouvrages ci-dessus aient été mentionnés le plus souvent, leur fréquence d'utilisation était faible. Un grand nombre d'ouvrages et de matériel ont été également cités. Nous en nommons 28 ici mais cela ne représente que 75% du total ; 105 autres titres ont été cités au moins une fois.

2. Commentaires

Nous nous expliquons en partie la mention fréquente de matériel réalisé localement par le fait que seulement trois des titres cités au Tableau 10 ont été préparés au Canada pour faire face aux diverses situations d'enseignement de l'ALS dans ce pays. Il s'agit de Introduction to Canadian English, publié par la Division du civisme du gouvernement de

l'Ontario, de Contact Canada, par exemple, publié par l'Ecole de langues de la Commission de la Fonction publique fédérale, et d'une série de matériel publié par les gouvernements de l'Ontario et du Québec. La Colombie-Britannique citait beaucoup de matériel local sans doute parce que les élèves des programmes d'ALS étaient de langue maternelle asiatique et que la plupart des manuels n'avaient pas été rédigés en fonction de leurs besoins.

D'après la liste des ouvrages nous constatons que l'approche très structurale était la plus en vogue au moment de notre enquête.

Lors de l'enquête de 1967-68, les mêmes ouvrages, ou presque, avaient été cités, à quelques différences près. Les ouvrages de Lado et Alexander, ainsi que la série New Horizons (Melgrum and Walker) n'étaient pas disponibles. Au Québec, les manuels les plus employés étaient Modern American English (Dixson) et English 900 (English Language Services). Dans le reste du Canada, les plus courants étaient Introduction to Canadian English (Carson Martin) et Learning the English language publié par Nelson and Sons et distribué gratuitement par le gouvernement fédéral. Le premier manuel est encore utilisé dans une édition révisée mais le second semble avoir disparu. En 1967-68, peu de matériel local avait été cité, mais par contre plus de manuels d'anglais L1 l'avaient été.

Tableau 11

La formation des spécialistes d'ALS- Programmes M-13

Améliorations nécessaires

Améliorations nécessaires?			
Nombre de réponses	Tout le Canada N	Canada anglais N	Québec et Nouveau-Brunswick N
Oui	150 (60%)	37 (37%)	113 (76%)
Non	42	20	22
N/A	55	42	13
Nombre total des programmes	247	99	148

Suggestions faites			
Domaines où une amélioration est nécessaire	Tout le Canada N	Canada anglais N	Québec et Nouveau-Brunswick N
1. Maîtrise de la langue anglaise chez le prof.	46	0	46
2. Méthodes d'ALS	113	22	91
3. Cours de base	48	18	30
4. Formation professionnelle	54	17	37
5. Brevet	1	1	0
6. Administration	7	4	3
7. Politiques syndicales	1	0	1
8. Prise de conscience des différences cult.	7	6	1
Total des suggestions	277	68	209

Formation des spécialistes d'ALS - Programmes M-13 : Améliorations nécessaires (Tableau 11)

1. Description

Sur les 247 directeurs de programmes qui ont répondu au questionnaire, 192 ont répondu à la question : "Faut-il améliorer la qualité de la formation des spécialistes d'ALS ?" Sur ce nombre, 150 (78%) ont répondu"oui" et 42 (22%) "non".Parmi ceux qui ont répondu oui, 113 venaient du Québec et du Nouveau-Brunswick (84% de leurs réponses). 37 (65%) venaient du reste du Canada.

Nous avons classé les améliorations que les répondants nous ont suggérées en 8 catégories. La première était une meilleure maîtrise de la langue anglaise. Cette suggestion émanait des répondants du Québec et du Nouveau-Brunswick. Sur le plan pratique, ils proposaient des visites d'études dans le reste du Canada et des cours de langue anglaise que les spécialistes d'anglais pourraient suivre dans leur province.

Une formation plus poussée, et de meilleure qualité en méthodologie de l'enseignement de l'ALS, était le deuxième point le plus important. Cela regroupait plus de micro-enseignement à l'intérieur des programmes de formation, des cours d'élaboration de matériel didactique et de programmes, d'évaluation de techniques audio-visuelles. On proposait également des ateliers sur l'utilisation d'ouvrages et de matériel en particulier. On réclamait également une meilleure préparation dans les domaines suivants : l'organisation d'une classe, la motivation des élèves, et la préparation de cours pour les élèves d'ALS et d'ALM qui se trouvent ensemble dans la même classe.

Au Canada anglais on s'intéressait plus aux cours de base (proportion-

nellement) qu'au Québec et au Nouveau-Brunswick. Les cours de base les plus cités étaient des cours de linguistique générale, de grammaire anglaise, de phonétique, de psycholinguistique et de sociolinguistique. La littérature anglaise, l'andragogie et l'étude d'une autre langue n'ont été mentionnées qu'une seule fois.

La rubrique "formation professionnelle", recouvrait la formation en cours d'emploi et la formation académique à plein temps au niveau universitaire, toutes deux jugées nécessaires. Les répondants du Québec pensaient qu'il était nécessaire de sélectionner les futurs professeurs d'ALS.

Peu de répondants se souciaient du brevet des professeurs d'ALS. Il en était de même pour les questions d'ordre administratif. Certains pensaient qu'il devrait y avoir plus de fonds disponibles pour les programmes d'ALS, que les Ministères de l'Education devraient collaborer plus à l'élaboration des programmes, et que le public devrait être mieux renseigné sur la nécessité de tels programmes. Un seul répondant a pensé que les syndicats ou les associations de professeurs devraient s'intéresser plus à l'ALS. Huit répondants estimaient que le spécialiste d'anglais se devait d'être au courant des différences culturelles qui existaient entre ses élèves et lui.

2. Commentaires

Ces résultats nous révèlent que la plupart des directeurs de programmes qui ont répondu au questionnaire estiment qu'une amélioration de la qualité de la formation des spécialistes d'ALS pour les programmes M-13 est nécessaire. Il est intéressant de noter que ce besoin se fait surtout sentir au Québec et au Nouveau-Brunswick où l'ALS fait partie du programme

scolaire régulier. Bien que la plupart des suggestions apportées visent une meilleure maîtrise de la langue, les remarques se rapportaient à la nécessité d'une formation plus poussée et de meilleure qualité tant au niveau des programmes de formation des spécialistes que des programmes en cours d'emploi.

Ailleurs au Canada, il est tenu pour acquis que le spécialiste d'ALS a une bonne maîtrise de la langue qu'il enseigne. Nous sommes amenés à nous demander si cette supposition est justifiée compte tenu du grand nombre de locuteurs de langue maternelle autre que l'anglais parmi la population.

En comparant ces résultats à ceux obtenus lors de l'enquête de 1967-68, nous nous apercevons que les répondants du Québec avaient déjà exprimé la nécessité d'études plus avancées en langue anglaise, alors que ceci n'avait nullement été le cas pour les autres provinces. Toujours au Québec, les répondants avaient déjà alors exprimé la nécessité d'une formation plus poussée et de meilleure qualité en méthodologie de l'enseignement de l'ALS.

Par contre, en comparant la présente enquête à la précédente, les réponses insistent plus cette fois-ci sur l'importance des cours de base : linguistique générale, grammaire et phonétique anglaises. Les répondants expriment également leur intérêt pour des cours de formation et des cours de langue en cours d'emploi et sur place.

A aucun moment, au cours des deux enquêtes, les répondants n'ont-ils vu la nécessité d'études multi-culturelles qui permettraient aux spécialistes de mieux comprendre les différences culturelles qui exis-

tent entre leurs élèves et eux-mêmes et ainsi influencent à la fois les techniques d'enseignement et l'apprentissage d'une nouvelle langue.

LES PROGRAMMES POUR LES ADULTES

a) Programmes autres que ceux offerts à l'université

Enquêtes de 1967-68 et de 1977-78

Dans les deux cas, nous nous sommes adressés aux Ministères de l'Éducation des deux Territoires et à ceux des 9 autres provinces afin de localiser les établissements qui offraient un programme d'ALS aux adultes. Au Québec, nous avons directement envoyé des questionnaires à toutes les commissions scolaires de langue française, de niveau secondaire. Lors de l'enquête de 1977-78, nous nous sommes adressés également à tous les collèges communautaires inscrits dans le catalogue de l'AUCC.

En ce qui concerne les programmes du Gouvernement fédéral, lors des deux enquêtes, nous avons écrit au Ministère de la Défense nationale, au Ministère des Transports, au Ministère de la Justice, à la Commission de la Fonction publique et au Ministère de l'Immigration et de la main-d'oeuvre.

Au cours des deux enquêtes, le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest, le Nouveau-Brunswick et Terre-Neuve nous ont renvoyé le questionnaire dûment rempli. En 1967-68, le Ministère de l'Éducation de la Colombie-Britannique nous avait fait parvenir la liste de 27 commissions scolaires qui comptaient plus de 10 inscriptions à leurs programmes d'enseignement de l'ALS aux adultes. Nous nous étions également adressés à TEAL (Association of Teachers of English as an Additional Language). En 1977-78, le

Coordonnateur de l'Éducation aux adultes de cette province nous a envoyé les coordonnées de 57 districts scolaires susceptibles d'offrir des cours d'ALS. De plus, nous nous sommes renseignés auprès des collèges communautaires inscrits dans le catalogue de l'AUCC.

En Saskatchewan et en Alberta, lors de l'enquête de 1967-68, nous avions envoyé nos questionnaires là où plus de 10% de la population parlait le français, ainsi que dans les régions où il y avait une forte concentration d'immigrants. Nous avions également envoyé des lettres aux centres qui enseignaient l'ALS, que les Ministères de l'Éducation nous avaient signalés. En 1977-78, faute de données précises de la part de ces Ministères de l'Éducation, nous avons expédié des questionnaires aux commissions scolaires publiques et dissidentes de toutes les villes de ces deux provinces.

Nous avions suivi le même cheminement pour le Manitoba, lors de l'enquête de 1967-68. Au moment de la deuxième enquête, par contre, le Ministère de l'Éducation du Manitoba avait un Conseiller en Éducation pour les immigrants, qui nous a fourni la liste des commissions scolaires qui offraient des programmes d'ALS.

Nous n'avons pu obtenir, et ce, lors des deux enquêtes, de la part du gouvernement provincial de l'Ontario, les coordonnées des centres qui offraient des programmes d'ALS aux adultes. En 1967-68, nous avions envoyé des questionnaires aux commissions scolaires de 5 régions où la concentration de la population francophone était supérieure à 10%. En 1977-78, la Division du civisme du Ministère des Affaires culturelles et des Loisirs nous a signalé l'existence d'un programme. Quant aux autres, nous nous

sommes adressés directement à toutes les commissions scolaires publiques et dissidentes ainsi qu'aux 22 collèges communautaires de la province.

Au Québec, nous avons, au cours des deux enquêtes, envoyé des questionnaires aux commissions scolaires de langue française de niveau secondaire. Nous avons éliminé celles de niveau primaire et les écoles anglaises. En 1967-68, les CEGEPs n'existaient pas encore et en 1977-78 nous avons omis d'inclure ceux qui offraient un programme aux adultes.

Lors de l'enquête de 1967-68, nous avions envoyé nos demandes de renseignements aux Ministères de l'Éducation du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Ile-du-Prince-Édouard ainsi qu'aux commissions scolaires des régions où le français était la langue maternelle de plus de 10% de la population. En 1977-78, nous ne nous sommes adressés qu'aux Ministères de l'Éducation de ces provinces.

Comparaison générale entre les deux enquêtes (Universités exceptées)

Le territoire couvert lors de la seconde enquête est supérieur à celui de la précédente même si, en 1967-68, nous avions obtenu la description d'un plus grand nombre de programmes offerts alors (134 contre 113) pour 1977-78). Cet écart (72% contre 58%) est dû au peu de réponses qui nous sont parvenues de l'Ontario et du Québec. La forte augmentation de l'immigration en Ontario, ces dernières années, a certainement entraîné la création de nombreux programmes d'ALS dans cette province qui n'ont pas été mentionnés. Au Québec, également, il est fort probable que de nombreuses commissions scolaires qui ne nous ont pas répondu offraient des programmes d'ALS. Etant donné, également, que nous n'avons pas tenu compte des programmes pour les adultes offerts dans les CEGEPs, ni

des cours d'anglais,offerts dans les écoles où l'anglais est la première langue et que fréquentent des élèves pour qui l'anglais est la deuxième langue, le nombre réel des programmes était sans doute supérieur à celui que nous avons donné.

Au cours des dix années qui ont suivi la première enquête, le nombre des programmes a augmenté en Colombie-Britannique, en Saskatchewan et à l'Île-du-Prince-Édouard, mais il a par contre diminué au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, au Manitoba et en Alberta.

Nous indiquons ci-dessous un tableau des programmes d'ALS pour les adultes, offerts au cours de l'enquête de 1967-68 et celle de 1977-78.

Programmes d'ALS pour les adultes	Nbre de quest. envoyés 1967-68	1977-78	Nbre de quest. retournés 1967-68	1977-78	Nbre de programmes décrits 1967-68	1977-78
Colombie-Britannique	27	71	13	59	13	26
Alberta	22	22	21	16	11	9
Saskatchewan	17	23	16	14	3	8
Manitoba	13	11	13	8	4	3
Ontario	65	147	45	83	45	23
Québec	57*	73*	35	29	35	29
Nouveau-Brunswick	11	10	10	8	6	1
Nouvelle-Écosse	8	5	8	3	1	0
Ile-du-Prince Édouard	2	1	1	1	0	1
Terre-Neuve	1	3	1	3	1	1
Territoires du Nord-Ouest	1	1	1	1	1	1
Yukon	1	1	1	1	0	0
Fédéral	14	14	13	13	12	11
Totaux	239	382	178	239	134	113

* tous en langue française

b) Programmes dans les collèges communautaires

Le professeur Gordon Campbell, dans le catalogue de 1976 de l'AUCC (p. 46), définit ainsi le collège communautaire : le collège communautaire est "à vocation locale, de niveau tertiaire, ne confère pas de grades, offre des programmes d'études généraux et spécialisés à l'intention des étudiants à plein temps et à temps partiel". Alors qu'il existait d'autres catégories de collèges auparavant, ceux-ci n'ont vu le jour que vers la fin des années 60, et au début des années 70. Ils n'ont donc pas fait partie de l'enquête de 1967-68. Nous indiquons ci-dessous le tableau des réponses de l'enquête de 1977-78.

1977-78	Nbre de collèges	Nbre de réponses	Nbre de programmes décrits
Colombie-Britannique	14	13	12
Alberta	10	8	7
Saskatchewan	13	7	5
Manitoba	3	2	2
Ontario	22	18	12
Québec	Les CEGEPs font partie du programme M-13 seulement.		
Nouveau-Brunswick	10	8	2
Nouvelle-Ecosse	5	3	0
Ile du Prince Edouard	1	1	1
Terre-Neuve	3	3	0
	81	63	41

c) Les programmes au niveau universitaire

En 1967-68, nous n'avions pas fait d'enquête sur les programmes d'ALS au niveau universitaire. En 1977-78, nous avons envoyé des questionnaires

aux départements d'anglais ou de linguistique des 48 universités principales au Canada telles qu'elles apparaissent dans le catalogue de l'AUCC. La liste complète des universités contactées se trouve à l'Annexe D.

Tableau 12

Langue maternelle des élèves adultes
par ensemble administratif

	Français Canadien	Indien	Inuktitut	Chinois	Français	Grec	Italien	Portugais	Créole	Autre	Total
COLOMBIE-BRITANNIQUE	941	8	63	6,756	256	1,646	2,336	791	65	7,153	20,015
ALBERTA	30	2	2	1,745	7	1	9	1	0	1,442	3,239
SASKATCHEWAN	29	0	0	255	0	69	0	0	0	148	501
MANITOBA	0	0	0	40	0	11	10	25	0	123	209
ONTARIO	1,171	0	0	1,412	14	22	62	466	13	2,963	6,123
QUÉBEC	57,300	0	0	626	780	388	703	173	373	1,887	62,230
NOUVEAU-BRUNSWICK	32	0	0	0	0	0	0	0	0	3	35
NOUVELLE-ÉCOSSE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TERRE-NEUVE	21	2	0	0	0	0	7	0	0	4	34
FÉDÉRAL	3,528	2,071	36	0	18	157	2	0	88	0	5,900
TOTAL (CANADA)	63,052	2,083	101	10,834	1,075	2,294	3,119	1,456	538	13,724	98,286
POURCENTAGE (CDA)	64.1	2.1	.01	12	1.1	2.3	3.2	1.5	.6	14.1	100
TOTAL CANADA ANGLAIS	5,720	2,083	101	10,208	295	1,906	2,426	1,291	165	11,834	36,021
POURCENTAGE CANADA ANGLAIS	15.9	5.8	.3	28.3	.8	5.3	6.7	3.6	.5	32.8	100

Langue maternelle des élèves adultes, par ensemble administratif (Tableau 12)

1. Description

Nous avons tout d'abord essayé de connaître le nombre d'élèves inscrits dans les programmes d'ALS pour adultes et leur langue maternelle. Nous en avons dénombré 98 286 pour l'ensemble du Canada. Le plus grand nombre d'élèves d'ALS adultes se trouvait au Québec (62 230), suivi de la Colombie-Britannique qui en comptait 20 015.

Le français canadien formait le groupe linguistique le plus important d'apprenants adultes en ALS (63 052 ou 64%). Venaient ensuite le chinois, (10 834 ou 12%), l'italien (3 129 ou 3,2%) et le grec (2 294 ou 2,3%), le portugais (1456 ou 1,5%), le français (1075 ou 1,1%) et le créole (538 ou 0,6%).

2 083 adultes parlaient une langue amérindienne (2,1%) et 101 parlaient inuktitut (0,1%), d'après les réponses obtenues. 13 724 (14%) élèves parlaient d'autres langues et le plus grand nombre d'entre eux se trouvait en Colombie-Britannique.

Au Québec, la majorité des élèves adultes avait pour langue maternelle le français ou le français-canadien (58 080 sur 62 230). Au Nouveau-Brunswick, la deuxième province bilingue officiellement, 32 élèves adultes sur 35, inscrits en ALS, avaient comme langue maternelle le français canadien.

En Colombie-Britannique, les Chinois (6 756 élèves) formaient le groupe linguistique le plus important. D'après les remarques des répondants, les 7 153 élèves qui faisaient partie d'"autres" groupes linguistiques parlaient essentiellement une des langues asiatiques. Les cours d'ALS

comptaient également une forte proportion d'Italiens (2 336) et de Grecs (1 646).

En Alberta, la majorité des élèves adultes des cours d'ALS était de langue maternelle chinoise. Les 1 442 élèves dont la langue maternelle n'apparaît pas sur les questionnaires, parlaient, d'après les remarques faites, une des langues asiatiques. La Saskatchewan et le Manitoba avaient peu d'élèves adultes, et ceux-ci étaient en majorité de langue maternelle chinoise. Nous avons reçu un faible pourcentage de réponses de l'Ontario, mais ici encore, la majorité des élèves adultes avaient le chinois comme langue maternelle. Pour l'ensemble du Canada, seuls les locuteurs ayant le français comme langue maternelle formaient un groupe plus important (64%) que les Chinois (12%), et si nous mettons le Québec et le Nouveau-Brunswick à part, le groupe linguistique les plus important en ALS était le chinois qui formait 28,3% des élèves.

Le Québec comptait de nombreux élèves de groupes linguistiques différents dans les cours d'ALS. Le groupe le plus important, (autre que les Canadiens de langue française) était formé d'adultes francophones venant d'autres pays.

2. Commentaires

En comparant les totaux d'élèves adultes en ALS au tableau de la population lors du recensement de 1976 (Tableau 3), nous en arrivons aux observations suivantes : 117 000 personnes parlaient l'amérindien au Canada en 1976 (voir Tableau 3) et la majorité d'entre elles habitait dans les provinces des Prairies et en Ontario. Il n'y avait pratiquement aucun adulte Indien dans les cours d'ALS qui relèvent des agences provin-

ciales et nous n'avons pu savoir de quelle catégorie de programme faisaient partie les 2 071 Indiens inscrits aux programmes relevant du fédéral, ni où ils se trouvaient. La situation ne semble avoir guère évolué depuis l'enquête de 1967-68.

La Colombie-Britannique et l'Alberta avaient à peu près le même nombre de locuteurs français-canadiens, et pourtant la Colombie-Britannique a rapporté plus d'élèves adultes de langue maternelle française que l'Alberta. Ceci suppose que plus de cours d'ALS seraient offerts en Colombie-Britannique. Il se peut également que la population francophone de l'Alberta soit plus vieille, les adultes ayant déjà acquis l'anglais, ou encore qu'il existe des régions en Alberta où le français suffit. Nous pouvons adopter un raisonnement semblable pour le Manitoba et la Saskatchewan : selon le recensement de 1976, il y avait 55 000 francophones au Manitoba et 27 000 en Saskatchewan et pourtant, en 1977, pas un d'entre eux n'était inscrit à des cours d'ALS. La situation est la même dans le Canada atlantique (à l'exception du Nouveau-Brunswick) : 46 000 francophones lors du recensement et pratiquement aucun n'était inscrit à des cours d'ALS pour adultes.

Les locuteurs natifs d'inuktitut (16 000 en 1976) étaient pratiquement inexistants dans les cours d'ALS pour adultes. Il serait intéressant de savoir dans quelle mesure l'anglais leur est nécessaire.

En 1976, il y avait au Canada 133 000 locuteurs chinois (0,6% de la population). L'enquête a révélé que près de 11 000 élèves adultes de langue maternelle chinoise étudiaient l'ALS. Ceci représente 28% du total des inscriptions en ALS pour les adultes au Canada. Nous nous demandons si

les élèves en ALS proviennent de la population domiciliée au Canada ou s'ils représentent les étrangers qui étudient chez nous. La forte proportion d'inscriptions dans les collèges communautaires (voir Tableau 13) nous donne l'impression qu'il s'agit plutôt de ce dernier cas. En 1967-68, il y avait moins de 500 adultes dans les cours d'ALS, même si 6 396 locuteurs de langue maternelle chinoise avaient immigré l'année d'avant.

Selon le recensement, l'Ontario compte une population italienne de 310 000 dont 4 530 étaient arrivés en 1976 et pourtant, peu d'entre eux suivaient des cours d'ALS pour adultes. Nous nous posons donc les questions suivantes : Nombre d'entre eux n'ont-ils pas eu l'occasion de suivre des cours d'ALS ? Faisaient-ils partie d'un programme qui ne nous a pas été communiqué ? Ou bien, se peut-il que leur nombre leur permette de fonctionner dans la vie quotidienne sans avoir à faire appel à l'une des deux langues officielles ? Nous en arrivons à des constatations semblables en ce qui concerne les Portugais (5 344) et les Grecs (dont 2 487 étaient nouvellement arrivés en 1976), alors que le peu d'inscriptions en ALS pour adultes chez les locuteurs allemands et ukrainiens s'explique par le fait que la plupart d'entre eux sont arrivés au Canada il y a plus d'une génération: le recensement de 1976 signale peu de nouveaux arrivants.

Les groupes linguistiques que nous avons mis en valeur dans cette enquête sont, dans l'ensemble, représentatifs des principaux groupes linguistiques de langue maternelle autre que l'anglais qui existaient au Canada en 1967. La colonne "autres langues" reflète les changements qui ont eu lieu, depuis lors, dans l'immigration.

TABLEAU 13

Langue maternelle des élèves adultes
par catégorie d'ensemble administratif

	Français Canadien	Indien	Inuktitut	Chinois	Français	Grec	Italien	Portugais	Créole	Autre	Total
UNIVERSITÉ (29)	28,115	0	0	637	799	291	162	7	12	1,891	13,914
COLLÈGE COMM. (48)	1,050	2	2	1,939	7	139	105	536	15	5,742	9,537
COMM. SCOL. (65)	30,359	10	63	8,528	252	1,706	2,860	913	422	6,091	50,935
FÉDÉRAL (15)	3,528	2,071	36	0	18	157	2	0	88	0	5,900
TOTAL (157)	63,052	2,083	101	10,834	1,075	2,294	3,129	1,456	578	13,724	98,286
POURCENTAGE	64.1	2.1	01	12	1.1	2.3	3.2	1.5	6	14.1	100

Langue maternelle des élèves adultes par catégorie d'ensemble administratif (Tableau 13)

1. Description

Le Tableau 13 nous indique qu'il y avait 98 286 élèves inscrits dans 157 programmes d'ALS pour adultes. Nous avons classé ces programmes en fonction de l'ensemble administratif duquel ils relevaient : 29 programmes à l'université, 48 dans les collèges communautaires, 68 dans les commissions scolaires, et 15 dans les agences relevant du fédéral.

La concentration d'élèves la plus élevée (50 934) se trouvait dans les programmes administrés par les commissions scolaires locales. Sur ce nombre, la majorité (30 359) était de langue maternelle canadienne-française. Venait ensuite le chinois (8 258). Le deuxième secteur où la concentration d'élèves était la plus forte (31 913) était les cours (avec ou sans crédits) à l'université. 28 114 élèves avaient comme langue maternelle le français-canadien. 9 537 élèves étaient inscrits à des cours d'ALS dans les collèges communautaires. Les groupes linguistiques les plus nombreux étaient le chinois (1 939) et le français-canadien (1 050). Les agences du fédéral ont rapporté 5 900 élèves adultes. Sur ce nombre, 3 528 parlaient le français-canadien et 2 071 parlaient une langue amérindienne.

Par groupe linguistique, la majorité des élèves inscrits à des programmes offerts par les universités, les commissions scolaires et les agences du fédéral, était de langue maternelle canadienne-française. La plupart de ces élèves étaient inscrits à des programmes universitaires ou à ceux d'une commission scolaire. Le deuxième groupe linguistique important, les locuteurs chinois, suivaient surtout les programmes des

commissions scolaires.

Les locuteurs Inuktitut et ceux qui parlaient une langue amérindienne étaient presque tous inscrits aux programmes relevant des agences du fédéral. Aucun élève des deux derniers groupes linguistiques ne figurait dans les programmes universitaires. Les locuteurs français étaient inscrits principalement à des programmes universitaires, tandis que les locuteurs grecs, italiens, portugais et créoles se retrouvaient surtout dans les programmes des commissions scolaires locales. Les élèves faisant partie d'autres groupes linguistiques se trouvaient surtout dans les programmes des collèges communautaires et des commissions scolaires.

A l'exception du groupe dont la langue maternelle est le français-canadien, le plus grand nombre d'élèves adultes qui apprenaient l'anglais dans les programmes universitaires était les Français (799) suivis des Chinois (637). Au niveau des collèges communautaires, et des commissions scolaires, les Chinois étaient en tête (1 939 ou 20% du total pour les premiers et 8 258 ou 16% du total pour les autres).

2. Commentaires

Il est intéressant de noter qu'il n'existe aucun élève de langue maternelle Inuktitut ou amérindienne dans les programmes d'ALS des universités canadiennes. Nous ne savons pas si cela signifie qu'aucun de ces élèves ne fréquentait l'université ou si leurs connaissances en anglais étaient du niveau d'une langue seconde.

On s'explique le nombre disproportionnel des élèves de LM chinoise (0,6% de la population, mais 12% de tous les élèves des programmes d'ALS pour adultes) par la présence d'élèves étrangers qui étudient au Canada.

Il est toutefois étonnant que la concentration la plus forte de ces élèves se trouve dans les cours relevant des commissions scolaires locales, alors que normalement ces élèves viennent ici faire des études supérieures.

Tableau 14

Objectifs et motivation des élèves adultes
par ensemble administratif

Ensemble administratif	Total N*	Programme d'intégration N*	Programme fonctionnel N**
COLOMBIE-BRITANNIQUE	30	26	8
ALBERTA	11	11	7
SASKATCHEWAN	7	7	3
MANITOBA	6	6	2
ONTARIO	38	30	12
NOUVELLE-ÉCOSSE	0	0	0
TERRE-NEUVE	1	1	0
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	1	0	1
YUKON/T.N.O./FÉDÉRAL	15	6	10
QUÉBEC	47	12	43
NOUVEAU-BRUNSWICK	1	0	1
TOTAL: QUÉBEC ET N.B.	48	12	44
RESTE DU CANADA	109	87	43
TOTAL	157	99	87

*N nombre de programmes. Tous n'ont pas répondu à cette question

**N certains programmes comprenaient plus d'une concentration

Objectifs et motivation des élèves adultes
par ensemble administratif (Tableau 14)

1. Description

Nous avons demandé aux directeurs des programmes offrant des cours d'ALS pour apprenants adultes, d'identifier la motivation de leurs élèves (et de là les objectifs de leurs programmes) à des fins d'intégration (l'objectif principal de l'élève qui apprend l'anglais est de s'intégrer à la communauté) ou à des fins professionnelles. L'apprentissage de l'anglais est lié à un emploi ou se fait pour des raisons académiques).

La question a été mal comprise, comme ce fut le cas pour les répondants des programmes M-13, et peu y ont répondu. D'après les réponses obtenues (voir tableau 14), les directeurs des programmes avaient l'impression que la motivation des élèves qui étudiaient l'ALS était à la fois liée au désir de s'intégrer à la communauté et à une raison professionnelle. Il est apparu cependant que les élèves qui étudiaient l'ALS au Québec et au Nouveau-Brunswick (de LM canadienne-française en majorité) ainsi que ceux des Territoires du Nord-Ouest et ceux inscrits aux programmes du Fédéral (de LM Inuktitut et amérindienne surtout), le faisaient en premier lieu pour des raisons professionnelles tandis que ceux des autres provinces le faisaient surtout dans le but de s'intégrer à la communauté.

2. Commentaires

Étant donné que ce sont les directeurs des programmes et non les élèves qui ont répondu au questionnaire, leur perception des objectifs des programmes n'est probablement pas la même que celle de leurs élèves. Il semble, malgré tout, indépendamment du fait que ces réponses ont été four-

nies par les directeurs des programmes, exister une distinction entre les objectifs des programmes, distinction qui est liée à la langue maternelle des élèves et à la situation géographique des programmes.

Les objectifs des programmes devraient varier selon leur fonction. Un programme qui a pour objectif l'intégration des élèves dans la communauté devrait s'appeler programme d'Anglais langue seconde (English as a second language). La priorité serait accordée à l'oral, à la communication et aux connaissances nécessaires pour fonctionner au sein d'une société anglophone. Le programme qui doit répondre aux besoins des élèves pour qui l'anglais est nécessaire à des fins académiques ou professionnelles devrait s'appeler Anglais, langue étrangère, (English as a foreign language), ou pour des raisons d'ordre politique : Anglais à des fins spécifiques (English for special purposes). Tout en ayant un noyau commun, ces deux programmes seraient autonomes, puisque les spécialistes, dans chaque programme, devraient faire appel à une approche particulière. C'est au cours de la formation de ces spécialistes que les différences de méthodologies et d'élaboration du matériel seraient enseignées.

Tableau 15

Programmes avec et sans crédits pour élèves adultes

par ensemble administratif

Ensemble Administratif		Programmes avec crédits: Nbre	Nbre d'élèves	Programmes sans crédits: Nbre	Nbre d'élèves
Colombie-Britannique	(30)	5	304	23	6,593
Alberta	(11)	2	160	11	4,006
Saskatchewan	(7)	0	0	6	623
Manitoba	(6)	2	234	2	55
Ontario	(38)	9	1,079	25	5,344
Québec	(47)	41	16,488	22	7,622
Nouveau-Brunswick	(1)	1	65	0	-
Nouvelle-Écosse	(0)	0	0	0	-
Ile du Prince Edouard	(1)	0	0	1	12
Terre-Neuve	(1)	0	0	1	30
Fédéral	(15)	6	378	8	4,872
Total	(157)**	66	18,708	99	29,157

* Certain établissements offraient à la fois des programmes avec et sans crédits

** Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre de programmes rapportés en tout, pas nécessairement le nombre de réponses à cette question.

Programmes avec et sans crédits pour élèves adultes - par ensemble administratif (Tableau 15)

1. Description

Nous avons demandé aux répondants si leurs cours d'ALS comportaient des crédits dans le cadre de certains programmes académiques, ou s'ils n'en comportaient pas. Nous avons analysé les réponses en fonction de l'emplacement de l'ensemble administratif (tableau 15) et de la catégorie d'ensemble administratif (tableau 16).

18 708 élèves adultes étaient inscrits dans 66 programmes d'ALS avec crédits (tableau 15), et la majorité d'entre eux étudiait au Québec dans 41 programmes (16 488). L'Ontario, avec 9 programmes, suivait avec 1 079 élèves.

29 157 élèves adultes étudiaient dans 99 programmes sans crédits à travers le Canada. C'est au Québec que nous avons trouvé la concentration la plus forte (7 622) répartie sur 22 programmes. L'Ontario comptait 25 programmes et 5 344 élèves ; la Colombie-Britannique, 23 programmes et 6 593 élèves. La plupart des élèves en Alberta, Saskatchewan, Nouvelle-Écosse, à l'Ile-du-Prince-Édouard et à Terre-Neuve, sans oublier les agences du fédéral, suivaient des cours sans crédits.

2. Commentaires

C'est essentiellement au Québec et au Nouveau-Brunswick, où le français est la langue la plus utilisée, que l'ALS est reconnu comme un sujet académique et inclus dans un programme académique. Peu d'établissements en dehors de ces deux provinces n'accordent de crédits à des cours d'ALS, bien qu'ils en accordent aux élèves qui étudient le français, l'autre langue officielle.

Tableau 16

Programmes avec et sans crédits pour élèves adultes

par catégorie d'ensemble administratif

Catégorie de programme (Nbre total)	N*	avec crédits: Nbre d'élèves	N**	sans crédits: Nbre d'élèves	N**
Université (29 programmes)	29	6,436	17	6,329	14
Collèges communautaires (48 programmes)	45	867	11	6,542	34
Fédéral (15 programmes)	14	378	6	4,872	8
Commission scolaires (65 programmes)	57	11,027	32	11,414	43
Total	145	18,708	**66	29,157	**99

N* Nombre d'établissements qui ont répondu à cette question

N** Certains établissements offraient à la fois des programmes avec crédits et sans crédits

Programmes avec et sans crédits pour élèves adultes par catégorie d'ensemble administratif (Tableau 16)

1. Description

Nous avons divisé le nombre de programmes avec crédits et ceux sans crédits par catégorie d'ensemble administratif, tel qu'illustré au Tableau 16.

Au niveau universitaire, 17 établissements offraient des cours avec crédits à l'intérieur d'un programme académique. Il y avait 6 436 élèves inscrits à ces cours. Un nombre presque égal (6 329) était inscrit à 14 cours sans crédits dans les universités. Plusieurs universités offraient à la fois des programmes avec crédits et d'autres sans crédits.

La plupart des programmes dans les collèges communautaires étaient sans crédits. 867 élèves étaient inscrits dans 11 programmes avec crédits, contre 6 542 dans 34 programmes sans crédits.

La plupart du temps les programmes relevant des commissions scolaires étaient sans crédits (43 contre 32), mais le nombre d'élèves inscrits à ces cours (11 414 et 11 027) était sensiblement égal dans les deux cas.

Sur les 14 programmes dirigés par les agences du fédéral, desquelles nous avons reçu une réponse, 6 offraient des cours avec crédits et 8 sans crédits. L'écart entre le nombre d'élèves dans chaque catégorie de cours était élevé : 378 pour les cours avec crédits contre 4 872 pour les cours sans crédits.

2. Commentaires

Les élèves de LM amérindienne représentent la plus forte concentration d'élèves adultes inscrits aux programmes d'ALS relevant du fédéral ; la plupart d'entre eux sont inscrits dans des programmes sans crédits. Le

petit nombre d'élèves de LM amérindienne inscrits à des cours avec crédits au niveau collégial ou universitaire provient sans doute de ce que les locuteurs de langues amérindiennes parlent aussi l'anglais puisqu'ils ont fréquenté les écoles où la première langue d'enseignement était l'anglais. Il est probable également que les problèmes de l'anglais chez les Amérindiens sont déguisés en problèmes d'éducation générale, puisqu'il est pris pour acquis que les Indiens, dans la plupart du Canada, ont pour langue maternelle l'anglais.

En 1967-68, nous avions déjà constaté ce faible pourcentage de locuteurs de langue maternelle amérindienne dans les cours d'ALS avec crédits.

Tous les cours pour adultes avec crédits dans un programme académique, offerts par les commissions scolaires, se trouvaient au Québec. Pourquoi de tels cours ne sont-ils pas dignes d'être reconnus dans les autres provinces ?

Tableau 17

Programmes avec et sans crédits
pour élèves adultes au niveau universitaire

Emplacement des universités	Programme universitaire non	oui	Avec crédits seulement	Avec et sans crédits	Sans crédits seulement
Tout le Canada (N-40)	15	25	11	6	8
Québec et Nouveau-Brunswick (N-11)	2	9	5	4	0
Autres Provinces (N-29)	13	16	6	2	8

Programmes avec et sans crédits
pour élèves adultes au niveau universitaire (Tableau 17)

1. Description

Ce tableau est une analyse plus poussée des programmes d'ALS avec et sans crédits et des cours offerts au niveau universitaire seulement.

Nous avons reçu 40 réponses sur les 48 questionnaires que nous avons envoyés à chaque université (voir Annexe C). Sur ce nombre, 15 n'offraient aucun programme d'ALS. Sur les 25 autres, 8 offraient des programmes sans crédits, 17 avaient des programmes avec crédits (dont 6 qui offraient également des programmes sans crédits).

Neuf des 11 universités qui se trouvent dans les deux provinces officiellement bilingues, offraient des cours avec crédits dans le cadre d'un programme universitaire. Quatre d'entre elles offraient également des cours sans crédits. Dans le reste du Canada, 16 universités sur les 29 qui ont répondu au questionnaire, offraient des cours d'ALS. Sur ces 16, 8 offraient des cours sans crédits, et 8 avec crédits. Deux universités offraient les deux.

2. Commentaires

Il est intéressant de constater que dans certaines universités anglaises (L_1), y compris les trois universités au Québec, les cours d'ALS comportent des crédits, tandis que tel n'est pas le cas dans d'autres. Si un étudiant passe de l'une à l'autre, reçoit-il des crédits pour les cours d'ALS qu'il a suivis ? De même, les cours de français langue seconde sont-ils reconnus avec crédits dans les universités de langue française (L_1) ?

Certaines universités offrent à la fois des cours avec crédits et d'autres sans crédits. Il serait intéressant de connaître la clientèle de

chaque catégorie de programme.

Il serait également intéressant de connaître la raison pour laquelle certaines universités offrent des cours d'ALS et d'autres pas. La question ne se pose pas dans le cas du Québec, mais il va de soi que dans toute université à travers le Canada, certains étudiants sont de langue maternelle autre que l'anglais. Quelle est la politique universitaire à l'égard de ces étudiants ?

Tableau 18

Tests d'ALS utilisés dans les programmes pour élèves adultes

Tests	Nombre et pourcentage des programmes qui utilisent un des tests comme test d'admission		Nombre et pourcentage des programmes qui utilisent un des tests comme test de classement.	
	N-133 (17)*	%	N-133 (17)*	%
TOEFL	10 (2) (3)	8	0	0
Michigan	6 (2) (3)	5	7 (2) (1)	5
Cambridge	0	0	0	0
Interne	13 (1) (1)	10	35 (8) (1)	25
Autre	24 (1)	17	51	40
Aucun	80 (8)	60	40 (6)	30

* Les chiffres entre parenthèses renvoient au nombre de programmes avec crédits à l'université. Certaines universités utilisent plusieurs tests.

Tests d'ALS utilisés dans les programmes pour élèves adultes (Tableau 18)

1. Description

Nous avons demandé aux directeurs de programmes qui répondaient au questionnaire de préciser la nature des tests d'admission et de classement utilisés dans leurs programmes. Nous avons reçu 133 réponses et sur ce nombre (24 nous ayant retourné le questionnaire sans avoir répondu à cette question) 80 (60%) n'avaient aucun test d'admission ; 24 (17%) faisaient appel à une variété de tests déjà publiés et 13 (10%) avaient leurs propres tests. Aucun n'utilisait le test Cambridge ; le TOEFL(cité dans 10 réponses - 8%) et le Michigan Test of English Language Proficiency (cité dans 6 réponses - 5%) étaient peu utilisés.

Les tests de classement, une fois que l'élève est admis au programme, sont peu utilisés. Quarante (30%) seulement ont répondu qu'ils n'utilisaient aucun test de classement. 51 (40%) ont répondu qu'ils faisaient appel à une variété de tests déjà publiés, tandis que 35 (25%) utilisaient leurs propres tests. 7 (5%) utilisaient le test Michigan comme test de classement. Quant aux tests Cambridge et TOEFL, utilisés dans certains centres seulement, ils ne servaient pas de tests de classement.

Sur les 17 programmes avec crédits au niveau universitaire, 8 ne faisaient appel à aucun test. Deux utilisaient le TOEFL (Test of English as a Foreign Language), 2 utilisaient le Michigan Test of English Language Proficiency et 3 l'un ou l'autre de ces tests. Une université utilisait le CELT (Comprehensive English Language Test), et 3 avaient leurs propres tests, que l'une utilisait en complément d'autres tests.

En ce qui concerne les tests de classement, 8 universités avaient

leurs propres tests ; six n'en utilisaient aucun. Deux utilisaient le test Michigan et l'une d'elles utilisait à la fois le test Michigan et ses propres tests de classement.

2. Commentaires

Il nous paraît surprenant de constater que 60 pour cent des programmes, dont plusieurs au niveau universitaire, n'aient aucun test d'admission. Il est possible, en somme, que la sélection se fasse automatiquement au niveau des préalables académiques.

Un nombre important d'établissements mettent sur pied leurs propres tests. Il serait utile d'obtenir plus de données quant à leur validité et acceptabilité. Il serait également intéressant de connaître la nature des tests, en dehors de ceux bien connus, qui figurent sous la rubrique "autres", et leur qualité.

Le plus surprenant, pensons-nous, est que 30 pour cent des répondants n'utilisent aucun test. De telles classes, fort hétérogènes, rendent l'enseignement difficile, et bien souvent inefficace.

Tableau 19

Matériel didactique d'ALS utilisé dans les programmes pour élèves adultes par ensemble administratif

MATERIEL	C-B	ALTA	SASK	MAN	ONT	QUE	N.B.	N-E	I-P-E	T-N	YT.N	TOTAL
n - de réponses (n de programmes)	58	29	21	11	29	97	2	-	1	1	32	N - 2.81/ 1
Matériel préparé localement	6	3	1	2	10	9	0	-	0	0	5	36 / 13.4
Eng. for Today	2	3	0	0	2	1	0	-	0	0	0	8 / 2.8
Lab: 1	3	2	4	0	1	29	0	-	0	0	2	41 / 14.6
Lab: 2	0	1	0	0	0	1	0	-	0	0	0	2 / .7
New Horizons	9	2	2	2	0	14	0	-	0	0	1	30 / 10.7
S.R.A.	0	0	0	0	0	0	0	-	0	0	1	1 / .4
Eng. 900	2	3	0	2	2	3	1	-	0	0	0	13 / 4.6
Intr. Clb. Eng.	11	2	5	3	3	1	0	-	0	0	2	27 / 9.6
Matériel préparé par le gouv. féd.	0	1	0	0	0	1	0	-	0	0	4	6 / 2.1
Matériel préparé par le gouv. prov.	4	1	0	0	0	15	0	-	0	0	0	20 / 7.1
New Conc. Eng. 1	2	0	0	0	0	1	0	-	0	0	1	4 / 1.4
Graded Exercises	4	0	0	0	1	1	0	-	0	0	0	6 / 2.1
Mod. Amer. Eng.	0	0	0	0	1	0	0	-	0	1	0	2 / .7
Eng. This Way	1	0	0	0	0	0	0	-	0	0	0	1 / .4
Nort. Amer. Eng.	1	1	0	0	0	0	0	-	0	0	0	2 / .7
Mainliners	0	0	0	0	0	1	0	-	0	0	1	2 / .7
Amer. Eng. by A.V.	0	0	0	0	0	1	0	-	0	0	0	1 / .4
Coast to Coast	0	0	0	0	0	1	0	-	0	0	0	1 / .4
Yes!	0	0	0	0	0	1	0	-	0	0	0	1 / .4
Normal Lessons	0	0	0	0	1	1	0	-	-	0	0	2 / .7
Autres	11	10	5	2	8	17	1	-	1	0	11	72 / 25.6

Matériel didactique d'ALS utilisé dans les programmes pour élèves adultes - par ensemble administratif
(Tableau 19)

1. Description

Nous avons dénombré 281 ensembles didactiques (manuels, etc..., la plupart cités une fois seulement : voir la rubrique "autres") employés dans les différents programmes pour adultes. La première édition de Lado, utilisée dans 15% des programmes, a été mentionnée le plus souvent.(Voir l'annexe D pour une bibliographie complète des manuels utilisés). Vient ensuite le matériel didactique réalisé localement (14%). New Horizons, (30%) vient en troisième lieu, suivi de Introduction to Canadian English (10%) et des documents préparés par les gouvernements provinciaux (7%).

Si on regroupe le matériel par région géographique, An Introduction to Canadian English était le manuel le plus utilisé en Colombie-Britannique, Saskatchewan, et au Manitoba. En Ontario, il s'agissait surtout de documents préparés localement, tandis qu'au Québec les manuels les plus courants étaient Lado ou New Horizons suivis des documents du gouvernement provincial. La plupart des écoles au Nouveau-Brunswick utilisaient English 900. Les programmes relevant du gouvernement fédéral utilisaient le plus souvent le matériel élaboré par les professeurs des différents programmes.

An Introduction to Canadian English était utilisé partout au Canada à l'exception des provinces atlantiques.

2. Commentaires

La plupart des manuels utilisés dans les programmes pour adultes ont été conçus à l'intention des écoliers et ne conviennent pas à l'apprenant adulte. Voilà probablement une des raisons pour laquelle tant de matériel

didactique est réalisé à l'échelle locale ou provinciale.

L'emploi de tant de manuels scolaires dans les programmes pour adultes trahit la pénurie de programmes conçus en fonction des objectifs et du matériel qui répondent aux besoins précis des élèves pour chaque cours ; on s'est contenté de ce qu'on avait sous la main. Dans quelle mesure fait-on appel à ces manuels par manque de spécialistes ? D'où la nécessité d'une méthodologie incorporée que le professeur suit pas à pas, fidèlement.

En comparant cette enquête-ci à la précédente, (1967-68), nous avons constaté que Learning the English Language n'était plus cité, alors que An Introduction to Canadian English l'était encore. De même, les documents préparés localement étaient plus nombreux cette fois-ci, et un plus grand nombre de manuels étaient cités par rapport à la dernière fois.

Les deux ensembles didactiques utilisés dans les programmes pour les adultes et cités dans le questionnaire mais non dans celui se rapportant aux programmes M-13, sont ceux réalisés par le Bureau des langues (Gouvernement Fédéral) et ceux réalisés par les gouvernements provinciaux de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et du Québec.

Tableau 20

Qualification des spécialistes et leur nombre:
Programme à caractère fonctionnel pour
élèves adultes-par ensemble administratif

Ensemble Administratif	Très bonne connaissance de l'anglais				Cours de langue anglaise à l'université			Cours de littérature anglaise à l'université			Cours de méthodologie d'ALS			Cours de méthodologie d'une langue étrangère			Nombre suffisant de spécialistes		
N-de programmes - 157	N°	Oui	Non	N/A	Oui	Non	N/A	Oui	Non	N/A	Oui	Non	N/A	Oui	Non	N/A	Oui	Non	N/A
COLOMBIE-BRITANNIQUE (30)	8	6	0	2	6	0	2	4	2	2	3	3	2	1	5	2	5	0	3
ALBERTA (11)	7	7	0	0	5	2	0	4	3	0	3	4	0	2	3	2	7	0	0
SASKATCHEWAN (7)	3	2	0	1	2	0	1	0	2	1	1	1	1	1	1	1	2	0	1
MANITOBA (6)	2	1	0	1	0	2	0	0	2	0	1	1	0	0	1	1	1	0	1
ONTARIO (38)	12	10	2	0	7	4	1	3	3	6	4	3	5	1	5	6	10	2	0
QUÉBEC (47)	43	39	4	0	14	23	6	11	24	8	24	10	9	5	21	17	32	6	5
NOUVEAU-BRUNSWICK (1)	1	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0
NOUVELLE-ÉCOSSE (0)	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD (1)	1	1	0	0	1	0	0	1	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0	1
TERRE-NEUVE (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
YUKON/T.N.O. (0)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FÉDÉRAL (15)	10	9	0	1	4	3	3	5	3	2	2	6	2	1	7	2	7	2	1
ENSEMBLE DU CANADA	87	75	7	5	39	35	13	28	40	19	38	30	19	11	45	31	64	11	12
POURCENTAGE		92%	8%		53	47		41	59		56	44		20	80		85	15	

eu - Nombre de répondants pour qui les programmes sont à caractère fonctionnel

Qualification des spécialistes et leur nombre

Nous avons demandé aux répondants d'identifier leurs programmes en fonction de la motivation de leurs élèves : intégration ou objectif professionnel. Nous leur avons ensuite demandé de préciser la qualification des professeurs qui enseignaient ces programmes et si leur nombre était suffisant. Les tableaux 20 et 21 illustrent leurs réponses par région et pour l'ensemble du Canada.

Qualification des spécialistes et leur nombre :
Programme fonctionnel pour élèves adultes - par ensemble administratif
(Tableau 20)

1. Description

Les directeurs de 87 des 157 programmes d'ALS pour adultes dénombrés au Canada, ont répondu que l'objectif principal de leurs programmes était d'ordre fonctionnel. Le plus grand nombre de ces programmes se trouvait au Québec et au Nouveau-Brunswick, ainsi que dans les régions relevant du gouvernement fédéral. 92 pour cent des directeurs ont fait remarquer que la maîtrise de l'anglais était une des conditions d'emploi. Il y avait moins d'accord sur les autres exigences. Pour l'ensemble du Canada, 39 des 74 personnes qui ont répondu à cette question ont dit qu'un cours universitaire de langue anglaise était une des exigences, 35 (53%) ont dit que non. Sur les 68 personnes qui ont répondu à la question portant sur la nécessité d'avoir suivi un cours universitaire de littérature anglaise, 28 (41%) ont dit que cela était nécessaire, et 40 (59%) ont dit que non.

Nous avons remarqué le même écart en ce qui concernait les cours de formation. Sur les 68 personnes qui ont répondu à cette question, 38 (56%)

ont dit qu'il fallait avoir suivi au moins un cours de méthodologie de l'enseignement de l'anglais langue seconde, mais 30 (44%) ont répondu que cela n'était pas exigé chez eux. De même, sur les 56 directeurs qui ont répondu, 11 (20%) ont dit oui et 45 (80%) ont dit non à la question leur demandant si leurs professeurs devaient avoir une formation en méthodologie de l'enseignement d'une langue étrangère.

En examinant les résultats par région, nous constatons que la Colombie-Britannique et l'Alberta exigeaient le plus souvent de leurs professeurs des cours universitaires de langue et littérature anglaises. Au Québec, les professeurs devaient avoir suivi au moins un cours de méthodologie de l'enseignement de l'ALS. Dans aucune région, n'a-t-on senti l'expérience dans l'enseignement d'une langue étrangère comme un facteur important.

Soixante-quatre (85%) des 75 répondants (pour l'ensemble du Canada) estiment que le nombre de spécialistes est adéquat.

2. Commentaires

Comme ce fut le cas pour les programmes de M-13, nous avons constaté que les programmes offerts dans les régions où l'anglais est peu utilisé par la communauté, étaient d'ordre fonctionnel. Nous comprenons mal, toutefois, pourquoi dans à peine plus de la moitié des programmes, les spécialistes étaient tenus d'avoir reçu une formation en méthodologie de l'enseignement de l'ALS ou d'avoir suivi un cours de langue anglaise à l'université. D'un autre côté, les cours de langue anglaise cités étaient probablement des cours de linguistique puisque (d'après un sondage sur les programmes universitaires) aucune université n'offre de diplôme en langue anglaise, et très peu offrent des cours de langue anglaise, distincts de

ceux de littérature anglaise.

En général, ce sont les régions où le nombre de spécialistes était, selon celles-ci, insuffisant, qui le plus souvent exigeaient de leurs enseignants une formation en méthodologie de l'enseignement de l'ALS.

Il est étonnant de constater que très peu de directeurs de programmes d'ALS pour adultes se souciaient de la formation en didactique d'une langue étrangère. Cela semblerait une qualification minimale dans les cas où une formation en didactique de l'ALS ne serait pas disponible.

A la fin du questionnaire, nous avons demandé aux répondants d'ajouter tout commentaire qu'ils jugeraient pertinent à l'ALS au Canada. Presque personne n'a signalé qu'une formation dans le domaine de l'enseignement aux adultes serait appréciable.

Tableau 21

Qualification des spécialistes et leur nombre:
Programmes à caractère d'intégration
pour élèves adultes-par ensemble administratif

Ensemble administratif		Très bonne connaissance de l'anglais			Cours de langue anglaise à l'université			Cours de littérature anglaise à l'université			Cours de méthodologie d'ALS			Cours de méthodologie d'une langue étrangère			Nombre suffisant de spécialistes		
N-de programmes - 157	N*	Oui	Non	N/A	Oui	Non	N/A	Oui	Non	N/A	Oui	Non	N/A	Oui	Non	N/A	Oui	Non	N/A
COLOMBIE-BRITANNIQUE (30)	26	24	0	2	17	8	1	8	15	7	16	8	2	2	12	12	23	2	1
ALBERTA (11)	11	11	0	0	6	5	0	4	7	0	4	7	0	2	7	2	10	0	1
SASKATCHEWAN (7)	7	7	0	0	2	4	1	0	6	1	1	5	1	1	5	1	6	1	0
MANITOBA (6)	6	5	0	1	3	1	2	1	3	2	2	2	2	0	4	2	5	1	0
ONTARIO (38)	30	16	2	12	8	5	17	1	9	20	11	5	14	0	6	24	12	6	12
QUÉBEC (47)	12	12	0	0	6	6	0	5	7	0	9	2	1	1	6	5	11	1	0
NOUVEAU-BRUNSWICK (1)	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
NOUVELLE-ÉCOSSE (0)	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ILE-DU-PRINCE-ÉDOUARD (1	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TERRE-NEUVE (1)	1	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	0	1	0	1	0	0
YUKON/T.N.O. (0)	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FÉDÉRAL (15)	6	5	0	1	3	3	0	4	1	1	1	4	1	1	4	1	2	3	1
Ensemble du Canada	99	81	2	16	46	32	21	24	48	27	45	33	21	7	65	47	70	14	15
Pourcentage		97	3		60	40		33	67		58	43		14	86		83	17	

* Nombre de répondants pour qui les programmes visent l'intégration des élèves dans la communauté.

Qualification des spécialistes et leur nombre :
Programme à caractère d'intégration pour élèves adultes,par ensemble administratif (Tableau 21)

1. Description

Les directeurs de 99 des 157 programmes identifiés ont répondu que certains de leurs programmes visaient l'intégration des élèves. (Certains directeurs avaient la responsabilité de plusieurs programmes, de catégories différentes, parfois). Les programmes qui visaient l'intégration des élèves dans la communauté se trouvaient surtout dans les écoles des régions autres que le Québec et le Nouveau-Brunswick ainsi que dans les écoles relevant du gouvernement fédéral.

Les répondants n'ont pas répondu à toutes les questions (voir le tableau 21), mais sur les 87 qui ont répondu à la question portant sur la nécessité d'une bonne maîtrise de l'anglais, 81(97%) étaient d'accord là-dessus et ce, pour chaque province en général. Mais l'unanimité ne se faisait plus lorsqu'il s'agissait de l'étude de l'anglais à l'université. Sur les 78 directeurs, 32 (40%) seulement exigeaient de leurs professeurs qu'ils aient suivi des cours de langue anglaise à l'université, et sur les 72 directeurs qui ont répondu à la question portant sur les études en littérature anglaise, 24 (33%) seulement exigeaient ce critère.

La formation en didactique de l'ALS est plus courante dans cette catégorie de programme que dans celle à caractère fonctionnel. Sur les 78 qui ont répondu à la question, 45 (58%) exigeaient de leurs professeurs un cours de méthodologie de l'enseignement de l'ALS.

L'expérience dans l'enseignement d'une langue étrangère était, pour eux, secondaire. Sur les 99 qui ont répondu à cette question, 7 (14%) seulement exigeaient ce critère.

En examinant le tableau par région, nous avons constaté que la Colombie-Britannique exigeait le plus souvent de ses professeurs qu'ils aient suivi des cours universitaires de langue ou littérature anglaise. En Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec, les spécialistes qui enseignaient aux adultes inscrits à un programme d'intégration devaient avoir suivi au moins un cours de méthodologie de l'enseignement de l'ALS.

Soixante-dix des 84 répondants pour l'ensemble du Canada estimaient que le nombre de spécialistes d'anglais était suffisant. Quatorze répondants,(dont 6 en Ontario), des régions autres que l'Alberta et le Canada Atlantique, trouvaient ce nombre insuffisant.

2. Commentaires

On s'attendrait normalement à ce que les professeurs des programmes d'intégration aient une meilleure formation en anglais que ceux des programmes à caractère fonctionnel. Il semble, toutefois, y avoir peu de différences entre les deux, à part une insistance plus marquée sur la maîtrise de l'anglais parlé et moins d'importance accordée aux études de littérature anglaise. Ici encore, plus de 40 pour cent des professeurs n'étaient pas tenus d'avoir une formation en méthodologie de l'enseignement de l'ALS.

Tableau 22

Qualification des spécialistes et leur nombre:
Programmes d'intégration et programmes à caractère fonctionnel pour élèves adultes par catégorie d'ensemble administratif

Catégorie de programme			Très bonne connaissance de l'anglais			Cours de langue anglaise à l'université			Cours de littérature anglaise à l'université			Cours de méthodologie d'ALS			Cours de méthodologie d'une langue étrangère			Nombre suffisant de spécialistes		
(Nbre de programmes -157)		N*	Oui	Non	N/A	Oui	Non	N/A	Oui	Non	N/A	Oui	Non	N/A	Oui	Non	N/A	Oui	Non	N/A
Université	Intégr	11	5	2	4	4	3	4	3	4	4	3	4	4	1	5	5	6	2	3
	Fonct.	24	22	2	0	20	3	1	15	5	4	12	7	5	4	12	8	16	4	4
Collège Comm.	Intégr	43	37	0	6	22	12	9	9	21	13	19	15	9	4	20	19	32	6	5
	Fonct.	18	16	1	1	12	5	1	7	7	4	6	7	5	2	10	6	13	1	4
Commission scolaire	Intégr	39	34	0	5	17	14	8	8	22	9	22	10	7	1	16	22	30	3	6
	Fonct.	35	28	4	3	3	24	8	1	25	9	18	10	7	4	16	15	28	4	3
Fédéral	Intégr	6	5	0	1	3	3	0	4	1	1	1	4	1	1	4	1	2	3	1
	Fonct.	10	9	0	1	4	3	3	5	3	2	2	6	2	1	7	2	7	2	1
Total	Intégr	99	81	2	16	46	32	21	24	48	27	45	33	21	7	45	47	70	14	15
	Fonct.	87	75	7	5	39	35	13	28	40	19	38	30	19	11	45	31	64	11	12

*N - Nombre de réponses. Certains établissements offraient les deux catégories de programmes.

Qualification des spécialistes et leur nombre :
Programmes d'intégration et programmes à caractère fonctionnel
pour élèves adultes - par catégorie d'ensemble administratif (Tableau 22)

1. Description

Nous avons analysé la qualification des spécialistes et leur nombre selon la catégorie d'ensemble administratif qui les employait.

a) L'université

Au niveau universitaire, nous avons identifié 35 programmes d'ALS, dont 11 à caractère d'intégration et 24 fonctionnels. Mis à part 4 programmes, les professeurs devaient avoir une bonne maîtrise de l'anglais. Une formation académique en langue anglaise était exigée de la plupart des professeurs des programmes à caractère fonctionnel (20 sur 23) mais cela n'était pas aussi courant pour les professeurs des programmes visant l'intégration des élèves (4 sur 7).

Les résultats étaient sensiblement les mêmes pour les cours de littérature anglaise : critère requis dans 15 des 20 programmes à caractère fonctionnel et dans 3 des 7 à caractère d'intégration.

La formation professionnelle en méthodologie de l'enseignement de l'ALS était le plus souvent exigée des professeurs d'ALS à l'université qui enseignaient un programme à caractère fonctionnel. 12 programmes sur 19 exigeaient ce critère alors que dans les programmes visant l'intégration, 3 sur 7 seulement l'exigeaient. La formation dans l'enseignement d'une langue étrangère était considérée accessoire et peu importante (dans 4 des 16 programmes à caractère fonctionnel et 1 des 6 programmes visant l'intégration).

Six des 8 programmes visant l'intégration et 16 des 20 programmes à

caractère fonctionnel avaient un nombre suffisant de professeurs.

En examinant les programmes universitaires dans l'ensemble nous avons constaté que la plupart des universités exigeaient de leurs professeurs une bonne maîtrise de l'anglais, et des études universitaires en langue anglaise. Les études en littérature anglaise étaient une exigence moins courante. Une formation dans l'enseignement de l'anglais langue seconde était peu exigée (18 sur 35) tout comme la formation en méthodologie de l'enseignement d'une langue étrangère (5 sur 35). La plupart des universités trouvaient que le nombre de leurs spécialistes était adéquat.

b) Les Collèges communautaires

Nous avons dénombré 61 programmes d'ALS au niveau des collèges communautaires. Sur ce nombre, 43 visaient l'intégration et 18 étaient à caractère fonctionnel. Presque tous les programmes exigeaient des professeurs une bonne maîtrise de l'anglais. Douze programmes à caractère fonctionnel sur 17 exigeaient une formation académique en langue anglaise contre 22 des 34 programmes à caractère d'intégration. Les premiers exigeaient de leurs professeurs qu'ils aient tous suivi au moins un cours de littérature anglaise alors que 9 des 30 autres programmes seulement exigeaient ce critère. De même, en ce qui concerne la formation en méthodologie de l'enseignement de l'ALS, 6 des 7 programmes à caractère fonctionnel exigeaient ce critère contre 19 des 34 programmes à caractère d'intégration. Aucun des programmes n'accordait d'importance à une formation en méthodologie de l'enseignement d'une langue étrangère.

Treize des 14 programmes à caractère fonctionnel trouvaient le nombre de professeurs suffisant contre 32 des 38 autres programmes.

Pour l'ensemble des collèges communautaires, la plupart des professeurs devaient avoir une bonne maîtrise de l'anglais et une formation universitaire en langue anglaise. Très peu d'entre eux devaient avoir étudié la littérature anglaise ou avoir une formation soit en méthodologie de l'anglais langue seconde ou d'une langue étrangère.

c) Les Commissions scolaires

Des 74 programmes que les commissions scolaires ont identifiés, 39 visaient l'intégration des élèves et 35 étaient à caractère fonctionnel.

La plupart de ces programmes exigeaient de la part des professeurs une bonne maîtrise de l'anglais. Dans les programmes visant l'intégration, les professeurs devaient avoir suivi des cours de langue anglaise dans 17 cas sur 31 et de littérature anglaise dans 8 cas sur 30. Pour les programmes à caractère fonctionnel, les mêmes critères se retrouvaient dans 3 cas sur 27 pour le premier et 1 sur 25 pour le deuxième.

Les professeurs devaient avoir étudié la méthodologie de l'enseignement de l'ALS dans 22 des 32 programmes à caractère d'intégration et dans 16 des 28 programmes à caractère fonctionnel.

L'étude de la méthodologie de l'enseignement d'une langue étrangère n'était pas jugée importante, quoique ce critère soit apparu le plus souvent dans les programmes à caractère fonctionnel (4 programmes sur 20, contre 1 sur 17 pour l'autre catégorie de programmes). Le nombre des professeurs était jugé suffisant la plupart du temps, quelle que soit la catégorie de programmes.

En examinant l'ensemble des programmes d'ALS qui relèvent des commissions scolaires, nous avons constaté que les professeurs devaient

tout d'abord avoir une bonne maîtrise de l'anglais et, dans 40 programmes sur les 74, avoir une formation en méthodologie de l'enseignement de l'ALS. Dans 20 cas seulement les professeurs devaient avoir suivi des cours de langue anglaise et dans 9,des cours de littérature anglaise.

d) Les agences du fédéral

Nous avons identifié 16 programmes relevant des diverses agences du gouvernement fédéral. Sur ce nombre, 6 avaient pour objectif l'intégration des élèves, et 10 étaient à caractère fonctionnel.

Pour les 16 programmes, le professeur devait avoir une bonne maîtrise de l'anglais, mais la moitié seulement devait avoir une formation universitaire en langue anglaise, tandis qu'ils devaient surtout avoir étudié la littérature anglaise (dans 4 cas sur 5 et dans 5 cas sur 8 pour les deux catégories de programmes). Un programme à caractère d'intégration sur 5 exigeait une formation en méthodologie de l'enseignement de l'ALS contre 2 programmes à caractère fonctionnel sur 6. Un programme à caractère d'intégration sur ' exigeait des cours de méthodologie de l'enseignement d'une langue étrangère contre 1 programme à caractère fonctionnel sur 8. 2 programmes à caractère d'intégration sur 5 et 7 à caractère fonctionnel sur 9 trouvaient que le nombre des professeurs était suffisant.

2. Commentaires

En classant les données par catégorie d'ensemble administratif, cela nous a permis de voir quelle catégorie de programmes exigeait le plus de spécialisation de la part de ses professeurs. Au niveau universitaire et à celui des collèges communautaires, on exigeait des professeurs une bonne maîtrise de l'anglais et une formation universitaire en langue anglaise.

mais moins de la moitié d'entre eux avait une formation en méthodologie de l'enseignement de l'anglais langue seconde ou d'une langue étrangère. Il en était de même pour les professeurs qui enseignaient les programmes relevant du Gouvernement fédéral. Ce n'est que dans les commissions scolaires que la plupart des professeurs étaient tenus d'avoir une formation dans la matière qu'ils enseignaient. Cela nous a paru surprenant étant donné que les professeurs qui enseignent les programmes pour adultes dans les commissions scolaires sont employés à temps partiel. Cela s'expliquerait en partie par le fait que les commissions scolaires exigent souvent une spécialisation et qu'elles offrent une formation en cours d'emploi.

Les universités attachaient plus d'importance à la maîtrise de la langue et à la qualification de leurs professeurs lorsqu'il s'agissait de programmes à caractère fonctionnel que lorsqu'il s'agissait de programmes visant à intégrer les élèves dans la communauté.

Les programmes relevant du Gouvernement fédéral, dans ce tableau, englobaient les cours donnés dans les Territoires du Nord-Ouest, dans les écoles de langue des Forces armées canadiennes et dans un Collège Militaire Royal, à la Commission de la Fonction publique, et dans les pénitenciers. D'après les réponses obtenues, seuls les programmes offerts dans les pénitenciers du Québec exigeaient de leurs professeurs une formation en méthodologie de l'enseignement de l'ALS. Pourquoi les directeurs des autres programmes qui relèvent du fédéral, en particulier ceux du Ministère de la Défense nationale et de la Commission de la Fonction publique, n'exigent-ils pas ce critère fondamental ?

Tableau 23

La Formation des Spécialistes d'ALS - Programmes pour les adultes

Améliorations nécessaires

Améliorations nécessaires?			
Nombre de réponses	Tout le Canada N	Canada anglais N	Québec et Nouveau-Brunswick N
Oui	73 (70%)	51 (70%)	22 (71%)
Non	32 (30%)	23 (30%)	9 (29%)
N/A	52	48	4
Nombre total des programmes	157	122	35

Suggestions faites			
Domaines où une amélioration est nécessaire	Tout le Canada N	Canada anglais N	Québec et Nouveau-Brunswick N
1. Maîtrise de la langue anglaise chez le prof.	3 (4%)	2	1
2. Méthodes d'ALS	40 (49%)	23	17
3. Cours de base	23 (28%)	15	8
4. Formation professionelle	7 (9%)	5	2
5. Brevet	1 (1%)	1	0
6. Administration	1 (1%)	1	0
7. Politiques syndicales	0	0	0
8. Prise de conscience des différences cult.	6 (8%)	4	
Total des suggestions	81	51	30

Les améliorations à apporter à la formation des spécialistes d'anglais langue seconde, dans les programmes pour les adultes (Tableau 23)

1. Description

Sur les 157 directeurs des programmes d'ALS pour les adultes qui ont rempli le questionnaire, 105 ont répondu à la question : "Doit-on améliorer la formation des spécialistes d'ALS, dans les programmes pour adultes ?" Sur ce nombre, 73 (70%) ont répondu oui. La fréquence de cette réponse était la même qu'il s'agisse du Québec et du Nouveau-Brunswick, les deux provinces officiellement bilingues, ou du reste du Canada.

La méthodologie de l'enseignement de l'ALS, est le domaine qui exigeait le plus d'améliorations, si on tient compte de ce que 40% des suggestions faites s'y rapportaient. 28% des répondants pensaient que des cours de base étaient nécessaires, tandis que 9% d'entre eux voulaient une meilleure formation en cours d'emploi et académique à temps plein pour les professeurs d'ALS qui enseignent aux adultes. 8% des répondants aimeraient que les professeurs soient au courant des différences culturelles qui existent entre leurs élèves et eux-mêmes afin de mieux les comprendre.

2. Commentaires

En comparant les réponses obtenues ici à celles des directeurs des programmes M-13, nous avons constaté que le même pourcentage des répondants pensait qu'une amélioration était nécessaire mais ici les réponses du Québec et du Nouveau-Brunswick et celles du reste du Canada étaient plus homogènes que dans le cas des programmes M-13. Cela provient sans doute de ce que les professeurs qui enseignent aux adultes sont dans la même situation à travers le Canada : la plupart enseignent à temps partiel, le brevet d'enseignement n'est pas exigé, les cours ne font, en général,

pas partie d'un programme précis. Dans le cas des programmes M-11, l'ALS est une des matières au programme au Québec et au Nouveau-Brunswick, mais ce n'est pas le cas, en principe, dans le reste du Canada.

Un autre point sur lequel la différence s'est fait sentir entre les réponses des directeurs des programmes M-13 et de ceux pour les adultes, est l'importance qu'accordaient ces derniers à la prise de conscience des différences culturelles entre les professeurs et leurs élèves.

Tableau 24

Nombre de professeurs dans les programmes d'ALS M-13 et pour les adultes, au Canada, en 1977-78

Ensemble administratif	M-13	Adultes (jusqu'à l'univ.)	Adultes (université)
Colombie-Britannique	228	86	20
Alberta	65	22	12
Saskatchewan	1	12	2
Manitoba	375	47	0
Ontario	815[1]	243	91
Québec	Ecoles second.[2] 2,500 CEGEP 155	356	196
Nouveau-Brunswick	1,270	1	0
Nouvelle-Écosse	0	0	0
'le-du-Prince-Édouard	0	1	0
Terre-Neuve	1	1	0
Territoires du Nord-Ouest	675[3]	?	-
Yukon	0	0	-
Fédéral	54[4]	192-90[5]	-
TOTAL	6,138	1,051	321

1. Tiré des statistiques du Ministère de l'éducation de l'Ontario (1977). Le nombre se rapporte aux professeurs des classes de nouveaux Canadiens seulement.

2. Ce nombre approximatif des spécialistes d'ALS dans les écoles secondaires nous a été fourni par le Ministère de l'éducation du Québec.

3. Tiré de Statistique Canada pour 1976-77.

4. Le nombre se rapporte aux professeurs dans les écoles françaises [1] qui relèvent du Ministère de la Défense nationale.

5. Le nombre 90 est le nombre approximatif de professeurs au Bureau des langues (d'après Bibeau 1976b).

Nombre de professeurs dans les programmes d'ALS (Tableau 24)

1. Description

a) Programmes M-13

Le nombre des professeurs qui enseignent l'ALS en Colombie-Britannique, dans les provinces des Prairies, et dans les provinces atlantiques, correspond à celui que les répondants ont donné dans les questionnaires. En Ontario, le nombre des professeurs nous a été communiqué par le Ministère de l'Education et il représente le nombre total des enseignants et conseillers à l'élémentaire et au secondaire, chargés des cours d'ALS aux nouveaux Canadiens, en juin 1977. Ce total ne comprend pas les professeurs qui enseignaient aux élèves dont la LM était le français ou une des langues amérindiennes.

On ne trouve, au Québec, de spécialistes d'ALS qu'au niveau secondaire. Mais comme l'enseignement de l'ALS commence en cinquième année, cela relève en principe du titulaire de classe. Nous ne savons pas combien il en existe. Le Ministère de l'Éducation nous a fourni le nombre de spécialistes au niveau secondaire. Quant au nombre de professeurs dans les CEGEPs, le total a été établi d'après les réponses obtenues.

Les réponses au questionnaire que nous avons envoyé au Ministère de l'Éducation des Territoires du Nord-Ouest ne nous ont pas donné le nombre approximatif de professeurs d'ALS dans ces régions. Statistique Canada nous a, par contre, signalé que pour 1976-77, il y avait eu 675 professeurs. Etant donné que la plupart des élèves sont de LM autre que l'anglais et que les inscriptions pour 1976-77 et 1977-78 étaient sensiblement les mêmes, nous pouvons dire que ce total correspond assez bien au nombre de professeurs qui enseignaient l'ALS en 1977-78.

L'éducation des enfants du personnel des forces armées et celle des enfants Indiens et Inuits relève du gouvernement fédéral. Comme nous l'avons déjà mentionné plus haut, l'éducation des enfants indiens et Inuits,même si elle relève du fédéral, est de plus en plus dirigée par les Bandes indiennes ou les commissions scolaires provinciales. Un certain nombre de ces enfants (et leurs professeurs) auront été compris dans les totaux provinciaux. Il nous a été impossible d'obtenir de renseignements supplémentaires à cet égard. Le nombre de professeurs indiqué dans le tableau représente le nombre de professeurs qui enseignent dans les écoles de langue française du Ministère de la Défense nationale, au Canada. Nous n'avons pu savoir si ces écoles comptaient des spécialistes d'ALS, mais étant donné qu'il s'agissait d'écoles élémentaires, nous en avons déduit que cela n'était pas le cas et que l'enseignement de l'ALS relevait du titulaire de classe.

b) Les programmes pour les adultes

Le nombre de professeurs d'ALS qui enseignent aux adultes est tiré des réponses aux questionnaires, à l'exception de celui pour le fédéral. 192 professeurs d'ALS étaient affectés aux programmes pour le personnel des forces armées, les stagiaires de la Garde côtière, et les détenus dans les pénitenciers fédéraux. N'ayant pu obtenir le nombre de professeurs qui enseignaient dans les programmes d'ALS au Bureau des langues, nous avons donc établi un nombre approximatif à partir des données du Rapport Bibeau (1976 b).

Les nombres qui figurent dans la colonne Université correspondent au nombre de professeurs qui enseignaient des cours avec ou sans crédits

à des étudiants de niveau universitaire ou autre, d'après les réponses obtenues.

2. Commentaires

Ces nombres nous ont été fournis, la plupart du temps, par les répondants. Ces totaux, 6 138 professeurs pour les programmes M-13, 1 051 professeurs pour les programmes pour les adultes, et 321 pour les programmes pour les adultes à l'université, c'est-à-dire un grand total de 7 510 professeurs d'ALS au Canada, sont approximatifs étant donné que le pourcentage des réponses aux questionnaires était largement inférieur à 100. Ces nombres sont encore plus approximatifs si l'on tient compte de ce que nous n'avons pas inclus le nombre de professeurs d'ALS des 5e et 6e année des écoles élémentaires du Québec.

Le nombre de professeurs d'ALS dans les programmes M-13 comprend également ceux qui enseignaient d'autres matières en plus de l'ALS. Il existe, en principe, peu de spécialistes au niveau primaire et ce sont les titulaires de classe qui enseignent toutes les matières. Les professeurs d'ALS, dans les programmes pour les adultes, sont en général, des spécialistes et ils n'enseignent que l'ALS. Au niveau universitaire, et en particulier dans le cas des cours avec crédits, les professeurs enseignent parfois plusieurs matières.

Dans tous les programmes d'ALS pour les adultes, la grande majorité des professeurs étaient à temps partiel.

Commentaires des répondants au sujet de l'ALS au Canada :

Commentaires sur :	M-13	Adultes	Total
les professeurs	25	16	41
les élèves	14	6	20
l'administration	61	16	77
Total	100	38	138

Nous avons demandé aux répondants de faire tout commentaire qu'ils jugeaient important au sujet de l'ALS au Canada. Ils pouvaient ainsi apporter un complément de renseignements au questionnaire.

Le sujet le plus souvent abordé a été celui de l'administration des cours d'ALS de M-13, et la plupart des remarques nous sont venues du Québec, sous la forme de plaintes ou de recommandations. En voici quelques-unes :

- trop d'élèves par classe
- périodes d'enseignement trop courtes
- des professeurs d'autres disciplines doivent enseigner l'ALS
- les titulaires de classes doivent enseigner l'ALS sans avoir reçu de formation
- les spécialistes itinérants ont trop de groupes d'élèves
- il n'y a pas de spécialistes au niveau primaire
- les professeurs enseignent en vue de l'examen imposé.
- il y a manque de coordination entre les programmes de l'élémentaire et ceux du secondaire.
- les objectifs des programmes ne correspondent pas aux besoins de la population.

Les quelques remarques des répondants du Québec au sujet de l'enseignement aux adultes soulignaient la difficulté qu'ils avaient à trouver un matériel didactique adéquat, et la nécessité d'étendre le brevet aux professeurs des programmes pour adultes.

Les commentaires les plus nombreux provenaient ensuite de la Colombie-

Britannique, qui avait aussi un nombre important d'élèves d'ALS dans ses programmes M-13. Ces remarques s'adressaient surtout au gouvernement fédéral. Elles traitaient des problèmes des enfants immigrants et soulignaient la nécessité d'une aide financière plus importante pour les programmes d'ALS. En voici quelques-unes :

Les programmes d'ALS se trouvent dans une situation quelque peu unique en ce que l'éducation relève de la province, mais le facteur de décision en ce qui concerne les programmes d'ALS et l'immigration, relève du fédéral. La participation du gouvernement fédéral en matière d'éducation, au niveau de l'enseignement de l'ALS, ne serait certainement pas une nouveauté. Il suffit de se tourner vers les programmes d'enseignement du français, ceux du Ministère de la Défense nationale, l'enseignement professionnel, et d'autres programmes, pour se rendre compte de la participation du fédéral. Si le taux d'immigration prévu demeure constant, il est primordial que le gouvernement fédéral participe au niveau de l'aide financière, de la recherche dans les programmes, et la formation des professeurs.

Les mêmes échos se retrouvent chez les répondants de l'Ontario :

Il est urgent que tous les niveaux de gouvernement prennent conscience de l'impact du nombre des élèves d'ALS dans les écoles de la métropole et qu'ils agissent immédiatement en accordant des fonds pour faire face à la situation et avoir recours aux ressources humaines nécessaires. La perspective des problèmes sociaux, inévitables si des mesures positives ne sont pas prises, est effrayante !

Peu de remarques ont été faites au sujet des cours d'ALS pour les adultes. Un Albertain a trouvé qu'il n'y avait pas assez de matériel didactique canadien ; les répondants d'un collège communautaire de l'Ontario et un de l'Alberta pensaient qu'il fallait encourager les professeurs à tirer parti des ressources qu'offrait le milieu plutôt que de s'en tenir aux manuels.

Les administrateurs des autres provinces éprouvaient de la sympathie pour les élèves adultes et se demandaient quel attrait il y avait à suivre des cours d'ALS. Plus d'un se demandait si le genre de cours offert répon-

dait aux besoins de ses élèves.

En comparant les remarques faites lors de l'enquête de 1967-68 à celles de la dernière enquête, nous nous sommes aperçus que les directeurs d'alors, tout comme ceux d'aujourd'hui, se plaignaient, au Québec, que leurs professeurs ne parlaient pas l'anglais couramment. Ils voulaient des échanges inter-provinciaux plus nombreux et une meilleure formation en DALS, ainsi que plus de centres de formation. Ils demandaient également que la formation des spécialistes d'ALS fasse partie intégrante de tout programme de formation des maîtres. En 1967-68, les plaintes au sujet du matériel didactique inadéquat ou insuffisant avaient été plus nombreuses qu'en 1977-78. Le sentiment d'isolement professionnel avait été plus marqué également. Au cours des 10 années qui suivirent de nombreuses organisations se sont créées et il y a eu une meilleure dissémination de l'information.

La plupart des remarques au sujet des professeurs et de la formation de ceux-ci, se rapportaient le plus souvent aux programmes M-13, au Québec. Voici quelques-unes des remarques faites :

- les professeurs d'ALS devraient avoir une meilleure maîtrise de l'anglais
- les professeurs d'ALS devraient tout d'abord être de bons professeurs, et des spécialistes ensuite.
- les professeurs d'ALS devraient accepter de se perfectionner.
- il devrait y avoir une meilleure aide financière pour la formation des spécialistes d'ALS.
- il devrait y avoir des échanges de professeurs afin que les professeurs puissent faire des stages d'immersion en anglais.
- la formation des spécialistes d'ALS devrait être axée plus sur la pratique.

La remarque la plus courante des répondants du Québec était le manque de motivation des élèves d'ALS. De plus petits groupes, un matériel didactique plus fonctionnel, un meilleur mode de classement, une meilleure

progression et des échanges d'élèves entre les provinces, voilà quelques solutions suggérées.

Les directeurs des autres provinces semblaient être plus satisfaits de leurs professeurs et d'après eux, les élèves immigrants se débrouillaient bien à l'école. Nous nous demandons si les élèves auraient répondu de la même manière s'ils avaient été consultés.

LES PROGRAMMES DE FORMATION DES MAÎTRES

Nous avons envoyé des questionnaires aux directeurs des programmes de formation des maîtres des 50 établissements au Canada qui confèrent des grades universitaires. Sur les 48 qui nous ont répondu, 24 ont mentionné que leur établissement offrait des cours de formation de spécialistes d'anglais langue seconde. Ces établissements se trouvaient dans toutes les provinces, à l'exception de Terre-Neuve, l'Ile-du-Prince-Edouard et la Nouvelle-Écosse. Nous n'avons envoyé aucun questionnaire au Yukon ni aux Territoires du Nord-Ouest puisqu'il n'y a pas d'université dans ces régions-là.

Lors de l'enquête de 1967-68, nous avions envoyé des questionnaires aux 16 universités qui offraient des cours comparables à ceux de DALS, d'après leur description. Nous avions alors reçu 16 réponses, et avions localisé 10 universités qui offraient des cours de DALS. Celles-ci étaient les mêmes que celles qui nous ont répondu 10 ans plus tard, si ce n'est au Manitoba où aucun cours n'était offert en 1967-68.

Les données de l'enquête actuelle se trouvent sur le tableau qui suit et sont développées immédiatement après. Lorsque cela a été possible, nous avons établi une comparaison entre ces données-ci et celles de l'enquête précédente.

TABLEAU 25

Les programmes de DALS dans les universités canadiennes en 1977-78

Province et Université	NIVEAU					
		1er cycle		Études supérieures		
	Cours seulement	Cert.	Bac.	Diplôme	Maîtrise	Doctorat
Colombie-Britannique						
UBC					X	
Simon Fraser	X					
Alberta						
Alberta				X	X	
Calgary	X					
Saskatchewan						
Saskatchewan	X					
Manitobe						
Brandon	X					
Winnipeg	X					
Ontario						
Carleton		X				
Laurentian	X					
Ottawa		X	X		X	
Queen's		X				
Toronto						
- Fac. de l'éd.		X				
- Woodsworth					X	X
-IEPO		X				
York		X				
Windsor		X				
Québec						
Concordia		X	X			
Laval		X				
McGill		X	X		X	
Montréal		X				X
Université du Québec						
à Chicoutimi		X	X			
à Montréal			X		X	
à Rimouski		X				
à Trois Rivières		X	X			
à Hull		X				
à Rouyn			X			
Sherbrooke			X			
Nouveau-Brunswick						
New Brunswick	X					

Les programmes de DALS dans les universités canadiennes et nombre d'étudiants dans chacune : 1977-78 (Tableau 2?)

1. Description

Sur les 48 établissements de formation des maîtres qui ont répondu au questionnaire, 20 offraient un programme de DALS et 7 offraient des cours de DALS. La distinction entre cours et programme était la suivante : il s'agissait de programme lorsque les cours comportaient des crédits et s'adressaient à des professeurs d'ALS ou à des professeurs d'ALS éventuels, et si le grade ou diplôme conféré portait la mention DALS ou linguistique appliquée.

Sur les 20 universités qui offraient un programme de DALS, 2 d'entre elles avaient un programme au niveau du Doctorat, 8 en avaient un au niveau de la maîtrise, 2 en avaient un au niveau du Diplôme, 8 en avaient un au niveau du Baccalauréat, et 14 en avaient un au niveau du Certificat. Ce dernier n'était offert qu'au Québec et en Ontario. Ces deux provinces offraient tous les niveaux de programmes, du certificat au doctorat. Les seules autres provinces qui avaient des programmes étaient la Colombie-Britannique qui offrait un programme de maîtrise, et l'Alberta qui offrait un programme de certificat et un de maîtrise.

L'université Simon Fraser et l'université de Calgary offraient un cours dans le cadre de la Faculté des Sciences de l'Éducation. L'université de la Saskatchewan offrait un cours dans le cadre de son Programme de formation des maîtres pour les Indiens (Indian Teacher Education Program). Au Manitoba, l'université de Brandon offrait deux cours de DALS relevant de la Faculté des Sciences de l'Education, et à Winnipeg, l'université de Winnipeg offrait un cours de 1er cycle et un de niveau

supérieur en Degrés dans l'apprentissage d'une langue seconde (Degrees in second language learning). A l'université bilingue Laurentienne, en Ontario, un cours de DALS faisait partie du Brevet pour professeurs bilingues. Les deux cours offerts à l'université du Nouveau-Brunswick faisaient partie du programme de baccalauréat en didactique du français langue seconde.

2. Commentaires

Le nombre d'universités qui offrent des cours de DALS est passé de 10 en 1967-68 à 24 en 1977-78. Des universités à travers le Canada, du Nouveau-Brunswick à la Colombie-Britannique, offrent au moins un cours de DALS. Les cours au niveau du Certificat d'enseignement de l'ALS, ou un baccalauréat avec une spécialisation en didactique de l'ALS ne se trouvent qu'au Québec et en Ontario. Les grades supérieurs sont offerts en Colombie-Britannique, en Alberta, en Ontario et au Québec. Ceci souligne d'importants changements qui se sont produits depuis 1967-68, époque à laquelle seuls des cours isolés avaient été mentionnés dans l'enquête.

Tableau 26

Description de DALS
1977-78

Conditions d'admission A

1. Connaissance d'une autre langue
2. Expérience dans l'enseignement des langues
3. Experience dans l'enseignement d'une autre matière
4. Premier grade dans un domaine connexe
5. Premier grade dans un domaine différent
6. Test de compétence en anglais

Exigences du programme P

1. Linguistique anglais
2. Linguistique générale
3. Langue anglaise
4. Méthodes et matériel didactique d'ALS
5. Micro-enseignement
6. Psycholinguistique
7. Sociolinguistique
8. Evaluation
9. Divers: phonologie, linguistique appliquée, méthodes de recherches, littérature anglaise, analyse des erreurs, histoire de la langue anglaise

Qualification du personnel enseignant Q

Les professeurs titulaires qui enseignent dans le programme de DALS ont les diplômes suivants:

	BA	MA	PhD
Anglais	11	1	2
Linguistique	12	3	4
Langues modernes	13	5	6
Education (didactique des langues)	14	7	8
Autres domaines: psychologie, anthropologie	18	9	10

Objectifs O

Formation des étudiants dans les domaines suivants:

1. enseignement à l'élémentaire
2. enseignement au secondaire
3. enseignement aux adultes
4. enseignement à tout niveau
5. recherche, élaboration de matériel didactique, administration

A. Programmes d'études supérieurs

Université	commencé en	N° d'étudiants	N° de professeurs	Qualité.	Objectifs	Cond. d'admission	Exigences du programme	Grade Certificat	N° de diplômés 1976
British Columbia	1971	27	2	4,7	1-6	5,6,1	1,3,4,8	M.A. M.Ed.	8
Alberta	?	5	4	4,8	1,2	2,4,6	1,4,6	M.Ed.	?
Ottawa	1968	25	6	1,4,8	5	1,4	1,2,3	M.A.	10
Toronto (OISE)	1968	25	4	4,6,8,10	1-5	3,4,6	1,2,5,6	M.A. M.Ed. Ph.D. Ed.D.	8
Concordia	1976	90	9	3,4,7,8	5	1,2,4,6	2,4,6,7,9	M.A.	0
McGill	?		3	2,3	4,5	2,5	1-9	M.Ed.	?
Montréal	1967	6/11	3	4,8	2,5	1,2,4,6	(1-9)*	M.A. Ph.D.	2/0
UQAM	1972	60	19	3,4,8	4,5	1,2,3,4	7,8,7	M.A.	0

*choisi avec l'étudiant

Les Programmes à Premier Cycle

Université	Date	étud.	prof.	Qual.	obj.	Entr.	Prog.	Gr.	Dip.
Alberta	?	?	4	4,8	1,2	1,4	1,4,6	DIP	?
Carleton	1974	43	6	1,3,4,5,9	4	2,4,6	1,2,4,5	CERT	?
Ottawa	1967,69	160	2	1	1,2	1,5,6	3,5,8	CERT	100
	1968	25	6	1,4,8	5	1	1,2,3	B.A.	10
Queens	1973	39	3	11,3	4	1,4,6	1-9	CERT	20
Toronto									
- (Ed. Fac.)	?	60	2	1,8	1,2	1	1,2,4,5,7	CERT	?
- (Woodsworth)	1972	150	1	4	4,5	1	1-4,6,7	CERT	10
York									
- (Glendon)	1975	?	?	?	4	6	1-9	CERT	20
Windsor	1976	20	2	5,6	1,2	3,4,6	2,4-9	CERT	12
Concordia	1973	230	9	3,4,7,8	4	2,3,6	1-4,8,9	CERT	64
	1974	225				6	1,4-6,8,9	B.Ed.	12
Laval	1964	27	11	3,4,10	4	1,5	2,4-9	CERT 1	17
	1972	89	6	2,4,6	1-3	1,2,5,6	1-9	CERT 2	30
McGill	?	35	3	2,3	1,2	4,6	1-9	DIP CERT B.Ed	20
Montreal	1967	25	7	1,4,7,8	2	1,4	1-9	CERT	17
	1973	12	10	1,2,4,7,8	4	1,2,4,6	1-9	CERT	5
U.Q Chicoutimi	1974	18	5	1,2,5,10	2	1	3,4,5,8	CERT	4
	1977	85	4	1,2,5,10	2	1	1,3-5,7	B.Ed.	2
U.Q. Montreal	1969	20	26	2,3	2	1,6	2,5-8	B.Ed.	3
U.Q. Rimouski	1970	15	9	1,3,4,8,9	2	1	1,3,5-9	B.Ed.	15
U.Q. Trois Rivieres	1970	80	4	1,2	2	1	3-5,8	B.Ed. CERT	18
	1975								
U.Q. Hull	?	25	1	7	1-3	1,2,3	1	CERT	8
U.Q. Rouyn	?	?	?	?	2	1	1-5,9	B.Ed.	?
Sherbrooke	1970	55	7	1,2,3,8	2	1	1,2-5,8,9	B.A.	8
	1970	12	2	3,8	1	1	1,4,5	B.Ed.	0

Description des programmes de DALS offerts en 1977-78
(Tableau 26)

1. Description

Huit universités canadiennes offraient un programme d'études supérieures en DALS ou en linguistique appliquée avec option DALS, le tout premier programme ayant commencé en 1967. L'université de Toronto (l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario : IEPO) et l'université de Montréal offraient des programmes au niveau du doctorat : l'IEPO offrait à la fois un doctorat(Ph.D) et un diplôme en éducation (Ed.D.) en théorie de l'éducation avec une spécialisation en DALS. Le programme d'études supérieures de l'IEPO offrait une concentration en apprentissage et enseignement d'une langue seconde, et comprenait quelques cours orientés vers la DALS. Le programme de doctorat de l'université de Montréal était en didactique (anglais langue seconde) et relevait de la Faculté des Sciences de l'éducation où chaque étudiant suivait un programme qui lui était propre. Ces deux programmes exigeaient des candidats une solide expérience dans l'enseignement, et les orientaient vers la recherche et l'administration autant que l'enseignement. Contrairement à l'IEPO, l'université de Montréal exigeait de ses candidats qu'ils soient bilingues (anglais-français) et qu'ils aient une expérience dans l'enseignement des langues et non l'enseignement en général. La qualification du personnel enseignant et leur nombre étaient à peu près les mêmes pour l'IEPO et l'université de Montréal. Les deux établissements offraient également un programme de maîtrise. L'IEPO comptait 25 étudiants dans ses programmes d'études supérieures et l'université de Montréal 17.

Au niveau de la maîtrise, l'université de la Colombie-Britannique

offrait un programme de maîtrise ès arts et de maîtrise en éducation, avec spécialisation en éducation anglaise.

Au moment de l'enquête, 27 étudiants étaient inscrits à ces deux programmes ; 8 avaient reçu leur diplôme l'année d'avant. Deux professeurs enseignaient dans ces programmes : l'un était titulaire d'un doctorat en linguistique et l'autre d'une maîtrise en éducation. Les objectifs du programme étaient la recherche et l'enseignement. Les candidats devaient être des enseignants chevronnés, être titulaires d'un premier grade et connaître une autre langue en plus de l'anglais.

L'université de l'Alberta offrait une maîtrise en éducation avec spécialisation en DALS. En 1977-78, 7 étudiants étaient inscrits dans ce programme, et quatre professeurs, titulaires de grades en anglais, linguistique et éducation, enseignaient les cours de DALS. L'objectif du programme était principalement de former des enseignants de l'élémentaire et du secondaire. Les candidats devaient être titulaires d'un premier grade, avoir déjà enseigné les langues et avoir une bonne maîtrise de l'anglais.

L'université d'Ottawa offrait une maîtrise ès arts en linguistique appliquée. En 1977-78, le programme comptait 25 étudiants (10 avaient obtenu leur maîtrise l'année précédente), et 6 professeurs, titulaires de grades en anglais, linguistique et éducation. Les objectifs du programme étaient de former les candidats dans les domaines suivants : la recherche, l'élaboration du matériel didactique, l'administration. Les étudiants devaient avoir une bonne connaissance du français et être titulaires d'un premier grade.

L'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario (IEPO), école d'études supérieures de l'université de Toronto, offrait deux grades de maîtrise : une maîtrise ès arts, et une maîtrise en éducation (théorie de l'éducation avec spécialisation en DALS). Quatre professeurs, diplômés en linguistique, langues modernes et psychologie, enseignaient les cours de DALS. Le programme visait à former des enseignants à tous les niveaux, des chercheurs et des administrateurs. Les candidats devaient avoir une bonne connaissance de l'anglais, avoir une solide expérience dans l'enseignement et être titulaires d'un premier grade.

Quatre universités au Québec, dont deux de langue anglaise, offraient un programme d'études supérieures : à l'université Concordia, le Centre for the Teaching of English as a Second Language, offrait une maîtrise en linguistique appliquée avec option DALS. En 1977-78, le programme comptait 56 étudiants, et 9 professeurs, titulaires de doctorats en linguistique et en éducation. Les objectifs du programme étaient la formation des candidats dans les domaines suivants : la recherche, l'administration, et l'élaboration du matériel didactique. Les étudiants devaient être titulaires d'un premier grade dans un domaine connexe, avoir de l'expérience dans l'enseignement des langues, et connaître une autre langue, en plus d'avoir une bonne maîtrise de l'anglais.

L'université McGill offrait des cours en DALS dans le cadre du diplôme en éducation et de la maîtrise en éducation, en DALS. En 1976-77, ces deux programmes comptaient 35 étudiants, et 3 professeurs titulaires de doctorats en anglais et en linguistique. Les objectifs du programme étaient de former des enseignants pour tous les niveaux, des chercheurs

et des administrateurs. Les critères d'admission étaient un premier grade, et dans le cas de la maîtrise en éducation, de l'expérience dans l'enseignement.

L'université de Montréal offrait une maîtrise et un doctorat en didactique (anglais langue seconde). En 1976, 6 étudiants étaient inscrits en maîtrise, 11 l'étaient au niveau du doctorat, et 2 étudiants avaient obtenu leur maîtrise. Les trois membres de la faculté avaient des grades en linguistique et en éducation. Les objectifs principaux du programme étaient de former des enseignants de niveau secondaire, des chercheurs et des administrateurs. Les candidats devaient avoir une bonne connaissance de l'anglais et du français, être titulaires d'un premier grade dans un domaine connexe, et avoir de l'expérience dans l'enseignement.

L'université du Québec à Montréal offrait une maîtrise en linguistique avec spécialisation en DALS. En 1977-78, le programme comptait 60 étudiants et 19 professeurs. Ces derniers avaient des doctorats en linguistique et éducation. Les objectifs du programme étaient la formation d'enseignants pour tous les niveaux, de chercheurs et d'administrateurs.

Les cours offerts dans les différents programmes d'études supérieures étaient dans l'ensemble similaires mais comportaient quelques nuances. La linguistique était la matière commune aux huit programmes. Six d'entre eux comprenaient des cours en méthodes et matériel de DALS, six des cours en psycholinguistique ; dans deux programmes il y avait un cours de langue anglaise proprement dit, et dans deux autres un cours de sociolinguistique. Un seul programme offrait une formation pratique dans l'enseignement

de l'ALS. D'autres matières étaient incluses dans trois autres programmes. Nous avons constaté des différences du point de vue de l'orientation des cours : l'université d'Ottawa semblait offrir un programme fortement axé sur la pratique tandis que l'UQUAM avait un programme très théorique.

b) les programmes de premier cycle

C'est en 1927 que le premier programme de premier cycle en DALS fut offert. Il s'agissait d'un programme de formation des maîtres avec option ALS, qu'offrait l'université d'Ottawa. Ce programme avait pour but la formation des enseignants dans les écoles de langue française en Ontario. Un programme semblable fut mis sur pied à l'université Laval en 1964. La plupart des autres programmes ont vu le jour à la fin des années soixante et au cours des années soixante-dix.

L'enquête nous a révélé un nombre total de 25 programmes. Presque tous ces programmes comprenaient des cours de linguistique pure et de méthodes en DALS. Des cours de micro-enseignement faisaient partie de 20 programmes, et des cours de langue anglaise se retrouvaient dans 15. La psycholinguistique et la sociolinguistique ont été citées 12 fois, et les cours en évaluation 16 fois. Les autres matières citées ont été la littérature anglaise, l'histoire de la langue anglaise, l'analyse des erreurs, et la linguistique appliquée.

Les programmes de premier cycle en DALS n'étaient offerts qu'en Ontario et au Québec, à l'exception d'un programme de diplôme à l'université d'Alberta. Il s'agissait d'un programme de formation des maîtres pour les étudiants titulaires d'un premier grade dans un domaine relevant de leur champ d'enseignement. Ces cours en DALS permettaient une spécialisa-

tion. En 1977-78, 4 professeurs titulaires d'une maîtrise en linguistique et éducation enseignaient les cours en DALS ou des cours connexes.

L'Ontario comptait 6 universités qui offraient un programme de premier cycle en DALS. Cinq d'entre elles, offraient un certificat et l'une, l'université d'Ottawa, offrait à la fois un certificat et un baccalauréat en linguistique appliquée. L'université d'Ottawa avait le nombre le plus élevé d'étudiants dans un programme de certificat (160). Dans son programme de baccalauréat, elle comptait 25 étudiants ; 10 avaient reçu leur diplôme en 1976. L'objectif principal du programme de certificat était la formation d'enseignants de niveau primaire et secondaire, tandis que celui du B.A. était l'élaboration de matériel didactique et l'administration. Les critères d'admission étaient, pour le certificat, une bonne connaissance de l'anglais et du français, et un premier grade, et pour le baccalauréat une bonne connaissance du français.

Les critères d'admission au programme de certificat à l'université Carleton étaient une bonne connaissance de l'anglais, un premier grade ou de l'expérience dans l'enseignement de l'ALS.

L'objectif principal du certificat à l'université Carleton était de former des enseignants pour tous les niveaux. Six professeurs qui avaient des doctorats en anglais, linguistique, langues modernes et anthropologie enseignaient les cours de DALS.

L'université Queen's comptait 39 étudiants inscrits dans son programme de certificat et 3 professeurs titulaires de grades en anglais et en éducation. Les objectifs principaux étaient la formation d'enseignants et de chercheurs. Les critères d'admission étaient une très bonne connaissance

de l'anglais et d'une autre langue, et un premier grade universitaire.

L'université de Toronto décernait deux certificats, un par l'intermédiaire de la Faculté des Sciences de l'éducation et l'autre par Woodsworth College. Soixante étudiants étaient inscrits dans le programme de la Faculté des Sciences de l'éducation et deux professeurs, diplômés en éducation et anglais, y enseignaient. Les objectifs du programme étaient la formation d'enseignants dans les écoles primaires et secondaires et les critères d'admission étaient une bonne connaissance de l'anglais et d'une autre langue.

Le programme de certificat de Woodsworth College comptait 150 étudiants, et un professeur titulaire d'un doctorat en linguistique. Les objectifs du programme étaient la formation d'enseignants pour tous les niveaux, de chercheurs et d'administrateurs. Les critères d'admission étaient une bonne connaissance de l'anglais et d'une autre langue.

Glendon College de l'université York offrait un programme de certificat et formait les enseignants pour tous les niveaux. Nous ne connaissons pas le nombre d'étudiants qui y étaient inscrits. Ceux-ci devaient avoir une bonne connaissance de l'anglais.

A Windsor, le programme de certificat comptait 20 étudiants, et deux professeurs diplômés en langues modernes. L'objectif du programme était la formation d'enseignants de niveau primaire et secondaire. Les critères d'admission étaient une bonne connaissance de l'anglais, un premier grade et de l'expérience dans l'enseignement.

Au Québec, deux des trois universités de L1 anglaises offraient un programme de premier cycle. L'université Concordia a un département à part, le TESL Centre, pour l'enseignement de l'ALS et la formation des

spécialistes d'ALS. Les cours enseignés mènent au Certificat en DALS (TESL Certificate), au Baccalauréat en éducation (B. Ed.), et à la Maîtrise en linguistique appliquée (option DALS) (M.A. Applied Linguistics). En 1977-78, le programme de certificat comptait 230 étudiants à temps plein et partiel et celui du baccalauréat en éducation (DALS) 229. Le Centre comptait 9 professeurs à temps plein, diplômés en linguistique et éducation. Le programme de certificat en était un de spécialisation pour les enseignants. Les critères d'admission étaient un diplôme de formation des maîtres ou de l'expérience dans l'enseignement. Le programme de B. Ed (DALS) permettait à l'étudiant diplômé de faire une demande de permis d'enseignement pour la province de Québec. Les critères d'admission étaient le diplôme d'études collégiales (DEC) et une bonne maîtrise de l'anglais.

L'université McGill offrait trois catégories de programmes de premier cycle : le programme conduisant au diplôme, programme de formation des maîtres d'une durée d'un an, pour les titulaires d'un premier grade, et le programme de baccalauréat en éducation, avec tous deux une option en DALS ; le certificat en DALS, offert à temps partiel pour les enseignants. Les professeurs étaient au nombre de trois, et ils étaient spécialisés en linguistique et anglais.

L'université Laval offrait deux catégories de certificats. Le premier était un programme de formation en DALS pour les enseignants qualifiés, quel que soit leur champ d'enseignement, et le deuxième était un cours de recyclage pour les enseignants de l'ALS. Dans le premier cas, le programme comptait 27 étudiants, et 11 professeurs spécialisés en

linguistique et dans un autre domaine. Dans le deuxième cas, il y avait 69 étudiants, et 6 professeurs spécialisés en anglais, linguistique et langues modernes.

L'université de Montréal offrait également deux programmes de certificat. Le premier était un programme de formation des maîtres avec spécialisation en DALS. Une fois le programme terminé, les étudiants faisaient une demande de permis d'enseignement pour la province de Québec. C'est le plus ancien des deux programmes. En 1977-78, 25 étudiants y étaient inscrits, et il y avait 7 professeurs diplômés en anglais, linguistique et éducation. Le deuxième certificat en était un de perfectionnement, et s'adressait à des enseignants de métier. Le programme comptait 12 étudiants, et 10 professeurs diplômés en anglais, linguistique et didactique des langues.

L'université du Québec offrait des programmes en DALS dans 6 de ses établissements. A Chicoutimi, elle offrait un baccalauréat en éducation et un certificat. 18 étudiants étaient inscrits dans le programme du certificat et 85 dans celui du baccalauréat. Les professeurs diplômés en anglais et en langues modernes étaient au nombre de 5. Les étudiants du programme de certificat étaient des enseignants d'expérience qui voulaient se perfectionner. Les autres étudiants préparaient le baccalauréat en éducation, ce qui leur permettrait ensuite de faire une demande de permis d'enseignement.

A Rimouski, 15 étudiants étaient inscrits dans le programme de Baccalauréat d'enseignement en études anglaises (sic) et la plupart des 9 professeurs étaient à temps partiel. Les critères d'admission étaient

le diplôme d'études collégiales (DEC) et une connaissance de l'anglais et du français. L'objectif du programme était la formation des enseignants au niveau secondaire.

L'université du Québec à Trois-Rivières offrait également un baccalauréat en éducation (DALS) et un Certificat en langue et littérature anglaises. Les critères d'admission à ces programmes étaient une bonne connaissance du français et de l'anglais. L'objectif des deux programmes était la formation des enseignants au niveau secondaire. En 1977-78, les deux programmes comptaient 100 étudiants, et 4 professeurs diplômés en anglais.

A Hull, seul un Certificat d'aptitude à l'enseignement d'une langue seconde : anglais, français, était offert. Son objectif principal était une formation supplémentaire pour les enseignants. En 1977-78, il y avait 25 étudiants, et un professeur spécialisé en éducation.

A Rouyn, l'université offrait un baccalauréat spécialisé en enseignement secondaire (études anglaises). Les critères d'admission étaient la connaissance de l'anglais et du français et l'objectif principal de ce programme était la formation des enseignants d'ALS au niveau secondaire. Nous n'avons pu obtenir aucun renseignement supplémentaire.

L'université du Québec à Montréal offrait un Baccalauréat spécialisé en enseignement de l'anglais langue seconde. Les critères d'admission étaient la connaissance de l'anglais et du français, et l'objectif du programme était la formation des enseignants d'ALS au niveau secondaire. En 1977-78, le programme comptait 20 étudiants. Les 26 professeurs avaient une spécialisation en anglais et en linguistique.

L'université de Sherbrooke offrait deux baccalauréats : un baccalauréat ès arts (anglais, pédagogie) et un baccalauréat en enseignement élémentaire (B.E.E.). Les deux programmes relevaient de la Faculté des Arts, et le critère d'admission était la connaissance de l'anglais et du français. Le premier programme s'adressait surtout aux enseignants de niveau secondaire tandis que le second visait principalement ceux de niveau primaire. En 1977-78, le programme du baccalauréat comptait 55 étudiants, et 7 professeurs spécialisés en anglais, linguistique et éducation. Celui du B.E.E. comptait 12 étudiants et 2 professeurs spécialisés en linguistique et éducation.

2. Commentaires

Etant donné que tous les programmes en DALS de 2e et 3e cycles sont d'origine récente, il est évident que la plupart des professeurs n'ont pas été formés au Canada ou, s'ils l'ont été, leur formation n'a pas été en DALS comme tel, mais dans un domaine connexe.

Tous les professeurs des programmes de 2e et 3e cycles avaient des diplômes en linguistique à l'exception de l'un d'entre eux, diplômé en langues modernes. Les professeurs de deux des 8 universités seulement, avaient un doctorat en anglais.

Les universités qui n'offraient pas de programme de 1er cycle en DALS avaient le plus grand éventail d'objectifs pour leurs programmes de maîtrise.

Les universités du Québec avaient les critères d'admission les plus sévères. Elles exigeaient toutes de l'expérience dans l'enseignement, la connaissance d'une autre langue en plus de l'anglais et un premier

grade dans un domaine connexe à l'enseignement de l'ALS. Une seule autre université, celle de l'Alberta, exigeait de l'expérience dans l'enseignement des langues ; une autre (l'IEPO) exigeait de l'expérience dans l'enseignement d'une matière en général.

Alors que l'université de la Colombie-Britannique et celle de Toronto (IEPO) incorporaient dans l'ensemble de leurs objectifs une formation dans l'enseignement aux adultes, aucune université n'a mentionné que son programme comprenait l'enseignement de l'ALS aux adultes, ni qu'un cours en éducation aux adultes faisait partie des cours offerts. Si nous examinons le nombre de programmes pour adultes et le nombre d'élèves qui y sont inscrits, la nécessité de former des spécialistes de l'enseignement de l'ALS aux adultes se fait sérieusement sentir au Canada.

Le certificat en DALS ne constituait pas en soi une qualification. Il était décerné à la fin de certains programmes destinés aux étudiants déjà diplômés et ayant une expérience dans l'enseignement de l'ALS, ou à la fin d'autres programmes accessibles à tout candidat ayant une bonne connaissance de l'anglais et d'une autre langue (le français en général). Certains programmes étaient d'une durée de 6 semaines, tandis que d'autres duraient toute une année académique.

CHAPITRE V

SYNTHÈSE, CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Nous avons voulu,dans cette étude,essayer de décrire tous les programmes d'ALS accessibles aux élèves de la maternelle à l'université dans les établissements publics, ainsi que ceux de DALS offerts dans les écoles de formation des maîtres à travers le Canada. Nous avons donc conçu trois questionnaires (en français et en anglais) afin d'obtenir des renseignements sur l'année académique 1977-78 : un questionnaire se rapportait aux programmes M-13, un autre aux programmes pour les adultes et le troisième aux programmes de DALS. Les deux premiers furent envoyés aux directeurs des programmes dans les commissions scolaires publiques, les collèges et les universités. Le questionnaire portant sur la DALS fut envoyé à toutes les écoles de formation des maîtres qui conféraient des grades. Le taux de réponses fut de 67% pour les questionnaires portant sur les programmes M-13, 65% pour ceux portant sur les programmes pour les adultes et 96% pour ceux portant sur les programmes de DALS.

Dans ce chapitre, nous ferons la synthèse des résultats obtenus et les discuterons en fonction des objectifs spécifiques de l'enquête dont nous avons parlé au premier chapitre. En conclusion, nous établirons quelques généralités qui tiendront compte des limites de l'enquête et nous dresserons, en dernier lieu, quelques recommandations.

SYNTHESE ET CONCLUSION

PROGRAMMES D'ALS POUR LES ÉLÈVES M-13. · SYNTHÈSE

1. Le nombre d'élèves

L'enquête a révélé que près de 800 000 élèves étaient inscrits dans les programmes d'ALS cette année-là. Sur ce nombre, environ 600 000, c'est-à-dire près du double du nombre d'élèves inscrits au moment de l'enquête de 1967-68, fréquentaient l'école au Québec et au Nouveau-Brunswick. Les 103 000 élèves répartis à travers le Canada, représentaient une augmentation de plus de 400% par rapport au nombre d'élèves relevé lors de l'enquête précédente. Les augmentations les plus fortes ont eu lieu en Ontario, en Colombie-Britannique et au Manitoba. L'enquête de 1977-78 n'a révélé aucun élève dans les programmes M-13 au Yukon, à l'Ile-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse ; quelques-uns seulement en Saskatchewan.

2. La langue maternelle des élèves

Près de 600 000 élèves étaient de langue maternelle canadienne-française. 7 000 élèves avaient une langue amérindienne comme LM et 6 000 autres avaient l'Inuktitut. Les enfants de parents immigrants étaient en général de LM italienne, portugaise ou chinoise. Sous la rubrique "autres langues", nous avons regroupé principalement les élèves parlant une des langues sud-américaines, asiatiques ou du Moyen-Orient. En comparant les deux enquêtes, nous avons constaté que les élèves de LM chinoise demeuraient les plus nombreux en Colombie-Britannique, et que ce groupe linguistique était devenu un des plus importants dans les Prairies. Les enfants de LM amérindienne semblaient être peu représentés dans les classes d'ALS. En Ontario, au Québec et dans le Canada atlantique, la LM

de la majorité des élèves demeurait le français-canadien.

3. Année d'études et catégorie de programme

Au Québec et au Nouveau-Brunswick, les deux provinces officiellement bilingues, il y avait peu d'élèves en ALS en maternelle, mais le nombre était élevé en première année et demeurait constant jusqu'à la fin du secondaire. La plupart des élèves étaient dans des classes spéciales d'ALS. Dans le reste du Canada, le nombre d'élèves en ALS en maternelle était assez élevé, et plus élevé encore de la première à la sixième année. De la 7e à la fin du secondaire, le nombre d'élèves diminuait très fort. La plupart de ces élèves étaient dans des classes régulières d'anglais L1 ou dans des classes mixtes d'anglais L1 et ALS.

4. Les programmes

Sur les 390 programmes dénombrés au cours de l'enquête, 150 se trouvaient au Québec et au Nouveau-Brunswick, ce nombre étant demeuré constant depuis l'enquête précédente. Il en existait environ 40 en Ontario et en Colombie-Britannique, ce qui représentait une forte augmentation pour cette dernière province. La Nouvelle-Écosse, l'Ile-du-Prince-Édouard et le Yukon, n'ont rapporté aucun programme ou cours, tant lors de la première enquête que lors de la seconde.

Les objectifs des programmes étaient principalement à caractère fonctionnel (liés à un emploi ou aux études) au Québec, au Nouveau-Brunswick et dans les Territoires du Nord-Ouest. Dans le reste du Canada, ils visaient surtout l'intégration des élèves dans la communauté.

Le matériel didactique utilisé était très varié. Au Québec, les manuels les plus employés étaient Look, Listen and Learn à l'élémentaire,

et ceux de la série Lado au secondaire. Dans le reste du Canada, le matériel réalisé localement était le plus employé. Dix ans auparavant, moins de manuels avaient été cités et Learning the English Language (Nelson), distribué gratuitement par le gouvernement fédéral, était le manuel le plus utilisé.

5. Les enseignants

6 000 professeurs, spécialistes ou titulaires de classes, enseignaient l'ALS au niveau M-13, au Canada. Sur ce nombre, 2 500 spécialistes enseignaient dans les écoles secondaires au Québec. A cela, il faudrait ajouter un nombre indéterminé de maîtres à l'élémentaire qui enseignaient l'ALS en 5e et 6e années. Le Nouveau-Brunswick comptait plus de 2 000 spécialistes d'ALS et d'enseignants, et l'Ontario, environ 800.

Au Québec, au Nouveau-Brunswick et dans les Territoires du Nord-Ouest, 60 pour cent des programmes fonctionnels exigeaient de la part des professeurs une bonne maîtrise de l'anglais et 40 pour cent exigeaient une formation en DALS. Pour le reste du Canada, les pourcentages étaient un peu plus élevés (85% et 60%).

Le nombre des professeurs était considéré comme suffisant dans 60% des programmes fonctionnels, et dans 70% des programmes à caractère d'intégration.

PROGRAMMES D'ALS POUR LES ÉLÈVES M-13 : CONCLUSION

Les élèves

1. L'augmentation, supérieure à 400%, du nombre d'élèves M-13 inscrits dans des programmes d'ALS entre 1967 et 1977, montre bien que l'enseignement de l'ALS est chose nécessaire.

2. L'accroissement du nombre d'élèves de LM asiatique laisse entrevoir la nécessité de matériel didactique basé sur des contrastes linguistiques différents.

3. Nous n'avons pu obtenir de données complètes se rapportant aux besoins linguistiques des enfants indiens ni à la façon dont on y faisait face à cause d'un chevauchement administratif qui laisse supposer un manque de coordination entre les différents ensembles administratifs responsables de l'éducation des Indiens.

Les programmes

1. Aucun programme M-13 d'ALS n'existait au Yukon, en Nouvelle-Écosse, ni à l'Ile-du- Prince-Édouard, même si ces mêmes programmes existaient dans les régions voisines. Il semble donc que dans certaines régions les besoins des élèves ne sont pas étudiés.

2. Les élèves d'ALS ne se retrouvaient pas tous au niveau élémentaire. L'enseignement de l'ALS doit donc se poursuivre tout au long du programme scolaire, de la maternelle à la fin du secondaire.

3. À l'exception du Québec et du Nouveau-Brunswick, la plupart des élèves d'ALS apprenaient l'anglais dans des classes régulières d'anglais L_1, ou recevaient une aide supplémentaire. Etant donné que l'enseignement et l'apprentissage d'une langue seconde diffèrent de ceux d'une première langue, une méthodologie propre à la langue seconde ainsi qu'une formation en DALS devraient faire partie de tout programme de formation des spécialistes d'anglais au Canada.

4. Il semblait y avoir deux catégories d'élèves d'ALS au Canada : un premier groupe, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Québec et au

Nouveau-Brunswick étudiait l'anglais pour des raisons professionnelles ou académiques ; l'autre visait à s'intégrer dans la communauté anglophone. D'où la nécessité de mettre sur pied deux programmes différents en fonction des besoins des élèves. Leurs objectifs seraient clairement énoncés, le matériel didactique et la méthodologie seraient propres à chaque programme

5. Au Québec et au Nouveau-Brunswick, la plupart des manuels étaient des adaptations de manuels britanniques et américains. Il y a donc une pénurie de matériel didactique canadien dont le contenu correspondrait aux besoins et à la vie des élèves de ces régions. Les autres provinces ont rapporté qu'elles faisaient appel à des ouvrages didactiques réalisés localement. Un système central qui rassemblerait, évaluerait et distribuerait ce matériel didactique devrait être mis sur pied. Ceci laisse entrevoir également l'importance d'une certaine connaissance, chez le professeur d'ALS, des principes d'élaboration et d'adaptation de matériel didactique.

Les professeurs

1. La moitié des programmes environ n'exigeaient pas de leurs professeurs une formation en DALS. Nous en déduisons que la formation en DALS devrait être plus accessible aux candidats partout au Canada, et que son importance devrait être mieux connue.

2. Peu de programmes exigeaient une bonne connaissance de l'anglais de la part des professeurs. Il faudrait définir cette notion, préparer des tests qui évalueraient la compétence linguistique du professeur, et lui fournir l'occasion de se perfectionner.

3. En 1977, il existait un plus grand nombre d'associations professionnelles et de programmes d'ALS qu'en 1967, mais les Ministères de l'Éducation de certaines provinces ignoraient encore l'existence de programmes d'ALS dans leurs régions. Ceci souligne l'importance de ces associations dont le rôle est d'informer les administrateurs et le public des besoins des élèves d'ALS.

LES PROGRAMMES D'ALS POUR LES ADULTES : SYNTHÈSE

1. Le nombre d'élèves

Plus de 98 000 adultes suivaient des cours d'ALS en 1977-78. Sur ce nombre, 62 000 se trouvaient au Québec et 20 000 en Colombie-Britannique, alors qu'en 1967-68 il y en avait 61 000 dont environ 15 000 au Québec.

2. La langue maternelle

La majorité des adultes (64%) inscrits à des cours d'ALS était de LM canadienne française. 2% des adultes étaient de LM amérindienne et 0,1% de LM Inuktitut. Parmi les immigrants, ceux de LM chinoise formaient le groupe le plus important, (environ 28 % du grand total).

En comparant ces données à celles de l'enquête de 1967-68, nous avons constaté que 10 ans plus tôt, le français canadien était la LM de la plupart des élèves adultes inscrits à des cours d'ALS dans le Canada atlantique, au Québec, en Ontario et dans les Prairies, tandis que l'italien dominait en Colombie-Britannique.

En 1977-78, le chinois était la LM de la majorité des élèves adultes inscrits à des cours d'ALS en Colombie-Britannique, dans les Prairies et en Ontario. Le français canadien dominait au Québec et dans le Canada atlantique, suivi de l'italien et du chinois.

3. Les programmes

Des 157 programmes d'ALS découverts, 48 se trouvaient au Québec et au Nouveau-Brunswick. Il n'en existait aucun au Yukon et en Nouvelle-Écosse. Les programmes relevaient des universités, des collèges communautaires, des commissions scolaires et des agences du gouvernement fédéral. Vingt-neuf universités offraient des programmes et 17 d'entre elles (principalement au Québec et au Nouveau-Brunswick) offraient des cours avec crédits dans les programmes académiques.

Comme dans le cas des programmes M-13, les programmes offerts au Nouveau-Brunswick et dans les Territoires du Nord-Ouest étaient surtout à caractère fonctionnel, tandis que ceux offerts dans le reste du Canada étaient plutôt à caractère d'intégration. La plupart des établissements n'administraient aucun test de classement. Peu d'universités, même, avaient recours aux tests de classement.

Les manuels les plus utilisés au Québec étaient la série Lado. Pour le reste du Canada, il s'agissait principalement de matériel didactique réalisé localement.

4. Les professeurs

Plus de 1 000 professeurs d'ALS enseignaient aux adultes, la plupart d'entre eux à temps partiel. La plupart enseignaient dans des commissions scolaires ; il y en avait 300 dans les programmes universitaires.

La qualification principale exigée de la majorité des professeurs était une bonne maîtrise de l'anglais. Une formation en DALS n'était exigée que dans environ 50% des programmes.

PROGRAMMES D'ALS POUR LES ADULTES : CONCLUSIONS

Les élèves

1. Le nombre d'élèves adultes a augmenté de 50% entre 1967 et 1977, ce qui nous montre que l'enseignement de l'ALS aux adultes joue un rôle grandissant.

2. Le nombre d'élèves de LM chinoise, dans les cours d'ALS, semblait supérieur au nombre de locuteurs de ce groupe linguistique au Canada. Il se pourrait que des visiteurs fassent partie de ces élèves et que certains programmes communautaires d'ALS soient en réalité des programmes collégiaux préparatoires.

3. Aucun Indien ni Inuit n'était inscrit dans les programmes universitaires d'ALS. Cela souligne la nécessité d'analyser les besoins de ces Canadiens et de voir dans quelle mesure leur apprentissage de l'anglais les prépare à des études académiques avancées dans cette langue.

Les programmes

1. Comme dans le cas des programmes M-13, certaines régions du Canada n'offraient aucun cours d'ALS. Si des cours avaient été rapportés, nous aurions pu déterminer les besoins existants.

2. Les manuels des élèves d'ALS adultes étaient ceux qui avaient été conçus pour les enfants. Le besoin de matériel didactique d'ALS spécialement conçu pour les adultes se fait vivement sentir dans ce domaine.

3. Vingt des 49 universités qui nous ont répondu n'offraient aucun cours d'ALS. Plusieurs ont rapporté qu'elles n'utilisaient aucun test d'admission pour les élèves d'ALS. Ceci suggère qu'il y aurait des élèves d'AL_2, éprouvant des difficultés au niveau de la langue, inscrits dans les universités canadiennes.

4. La plupart des cours d'ALS pour adultes étaient sans crédits dans les programmes académiques, alors que les cours dans les autres langues comportaient des crédits. Si les cours d'ALS faisaient partie d'autres programmes, les élèves seraient sans doute plus motivés à poursuivre des études.

Les professeurs

1. En comparant la formation des professeurs des différentes catégories d'ensembles administratifs, ceux qui enseignaient dans les programmes universitaires avaient souvent une spécialisation en linguistique mais non en DALS. Ceci laisse supposer que des professeurs de nombreux programmes universitaires associent l'étude de la linguistique avec une formation en DALS.

2. La plupart des 1 000 professeurs qui enseignaient l'ALS étaient à temps partiel. Il serait utile d'évaluer le rôle de l'éducation des adultes dans la vie communautaire et la position des programmes d'ALS dans le cadre de l'éducation des adultes. A cette fin, il devrait exister une planification à long terme, et l'enseignement aux adultes devrait être envisagé comme une carrière professionnelle.

3. Plus de la moitié des professeurs qui enseignaient l'ALS aux adultes n'avaient aucune formation en méthodologie de l'ALS. Il se pourrait donc qu'aucun programme de DALS pour cette catégorie de professeurs ne soit disponible, ou que les directeurs des programmes estiment que leurs professeurs n'ont pas besoin d'être formés pour enseigner aux adultes.

4. En analysant la qualification des professeurs selon la catégorie d'ensemble administratif, ceux qui avaient le moins de formation en DALS enseignaient dans les programmes relevant des agences du fédéral. Il serait utile que le gouvernement fédéral repense ses critères d'embauche.

LES PROGRAMMES DE FORMATION DES SPÉCIALISTES

1. Les étudiants

En 1977-78, près de 3 100 étudiants étaient inscrits dans des programmes d'études de premier cycle en linguistique appliquée ou en DALS. (500 environ avaient reçu un certificat, un diplôme ou un baccalauréat l'année précédente). Environ 200 étudiants étaient inscrits dans un programme de maîtrise ou de doctorat cette année-là, et une trentaine avaient obtenu leur maîtrise ou leur doctorat l'année d'avant.

2. Les programmes

a) Programmes d'études supérieures

L'Institut des études pédagogiques de l'Ontario (IEPO),de l'université de Toronto, et l'université de Montréal offraient un programme de doctorat. L'université de Montréal conférait un doctorat en didactique (anglais langue seconde) et l'IEPO un diplôme en éducation et un doctorat en théories de l'éducation (avec spécialisation en DALS).

Huit universités conféraient le grade de maîtrise : Les universités de Colombie-Britannique, de l'Alberta, d'Ottawa, de Toronto (IEPO), l'université Concordia, McGill, celles de Montréal et du Québec à Montréal.

Dans les universités situées dans les régions bilingues, (l'université d'Ottawa, Concordia, McGill, de Montréal, du Québec), les programmes

de premier cycle étaient en DALS ou en linguistique appliquée et par conséquent, les objectifs des programmes de maîtrise comprenaient, en plus de la formation des spécialistes, l'administration, la recherche et l'élaboration de matériel didactique. Les universités situées dans les autres régions axaient leurs programmes davantage sur une formation de spécialiste en DALS.

b) Programmes de premier cycle

Baccalauréat

Neuf universités (ou institutions affiliées) conféraient un baccalauréat avec spécialisation en DALS :
l'université d'Ottawa ; de Sherbrooke ; du Québec à Montréal, à Chicoutimi à Rimouski, à Trois-Rivières, à Rouyn ; l'université Concordia, et McGill.

Toutes les universités de L1 francaises exigeaient que leurs candidats soient bilingues. Les objectifs des programmes étaient l'enseignement de l'ALS dans le système scolaire public. Tous les programmes, à l'exception de celui de l'université d'Ottawa, comprenaient des stages de micro-enseignement.

Certificat ou diplôme

Quatorze universités (ou institutions affiliées) conféraient des diplômes d'enseignement avec spécialisation en ALS, ou des certificats en ALS. Il s'agissait des universités suivantes : l'université de l'Alberta,

l'université d'Ottawa; l'université de Toronto; l'université de Montréal; l'université du Québec à Chicoutimi, à Trois Rivières et à Hull; l'université Carleton, l'université Queens, l'université Glendon; l'université Windsor; l'université Concordia, l'université Laval et l'université McGill.

Les programmes de toutes ces universités visaient à former des spécialistes d'anglais.

c) Cours seulement

En plus des universités qui offraient des programmes de DALS, sept autres offraient des cours indépendants : l'université Simon Fraser, l'université Brandon, l'université Laurentienne, l'université de Calgary, l'université de la Saskatchewan, et celle du Nouveau-Brunswick.

3. Le personnel enseignant

Les programmes d'études supérieures en DALS comptaient 50 professeurs à temps plein et à temps partiel, et ceux de premier cycle en comptaient 130 (dont certains qui enseignaient les cours des études supérieures). Ils étaient spécialisés principalement en linguistique et en langues modernes.

LES PROGRAMMES DE FORMATION DES SPÉCIALISTES : CONCLUSIONS

1. L'ALS est enseigné dans presque chaque province et territoire du Canada et pourtant, les programmes de 1er cycle de formation des spécialistes d'ALS (à une exception près) n'existaient qu'au Québec et en Ontario. Les universités des autres régions devraient donc offrir une formation dans ce domaine, et l'accent devrait être mis sur la formation des spécialistes pour les Territoires du Nord-Ouest.

2. Il ne semblait y avoir aucune uniformité en ce qui concernait la spécialisation en DALS. Selon les régions, une "spécialisation en DALS" ou un "certificat en DALS" signifiaient deux choses différentes. Parfois même, il y avait confusion entre DALS et Linguistique.

3. Parmi les programmes de formation des spécialistes rapportés, une option en enseignement aux adultes ou un cours en andragogie ne faisaient partie d'aucun programme d'études; et pourtant, il existe un nombre important de professeurs d'ALS qui enseignent aux adultes à travers le Canada.

RECOMMANDATIONS

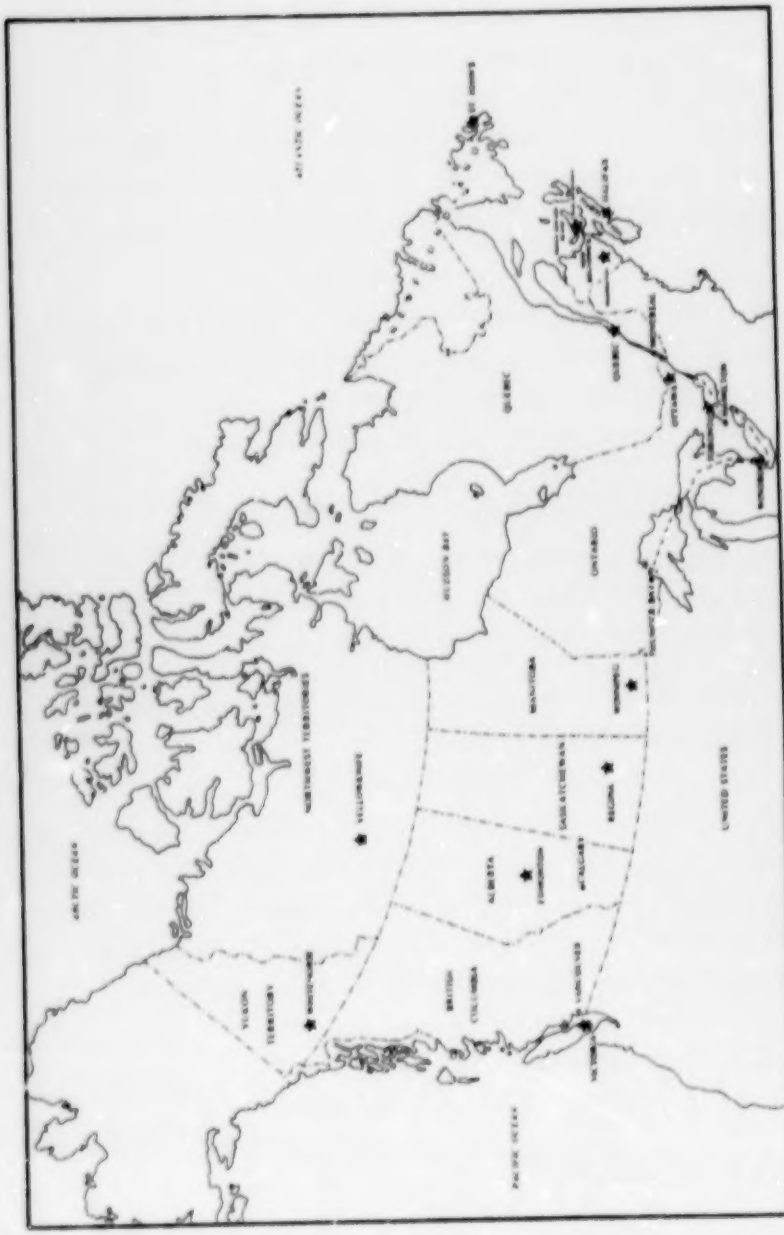
En nous basant sur les résultats décrits plus haut, nous établirons les recommandations suivantes :

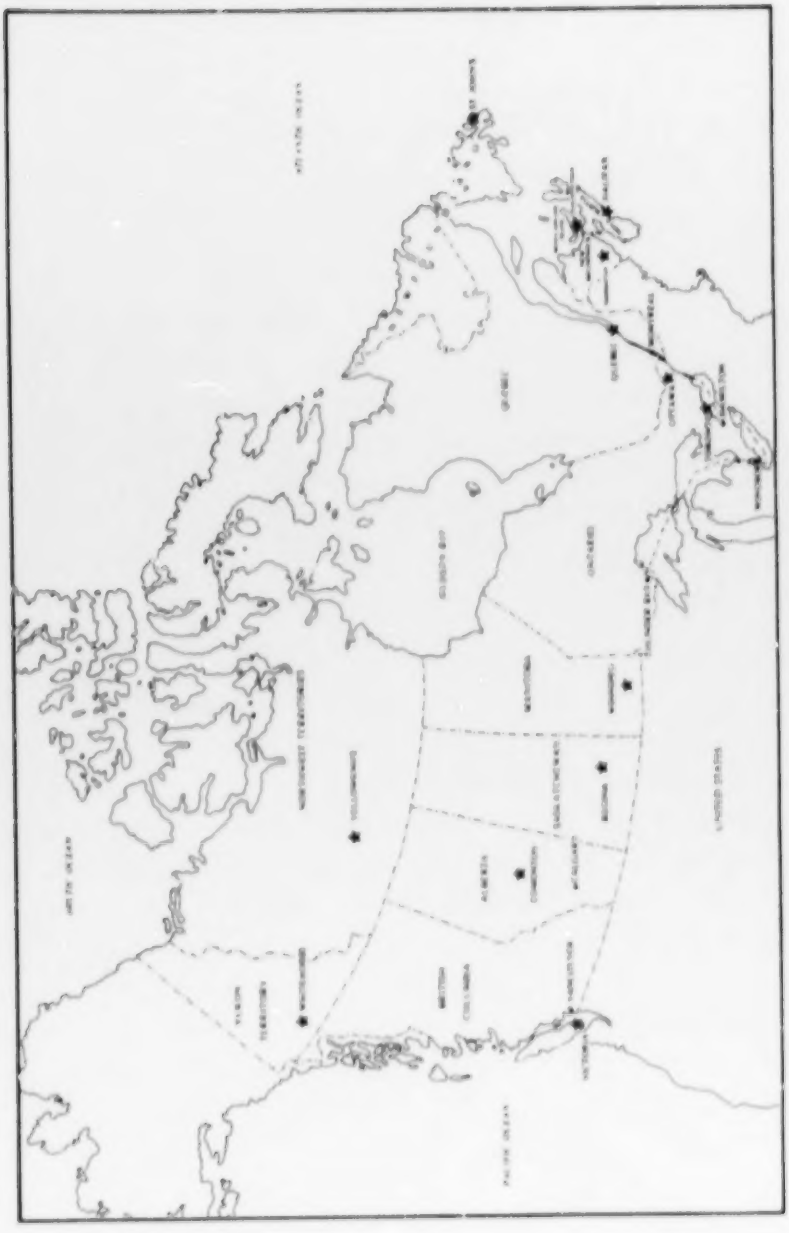
1. L'anglais langue seconde devrait être une matière au programme de plein pied avec le français langue seconde, partout au Canada. Dans les Ministères de l'Education de chaque province, il devrait y avoir une personne responsable de la planification et de l'administration des programmes d'ALS. Des cours d'ALS devraient être offerts chaque fois que le

besoin s'en ferait sentir et que le nombre des élèves le justifierait. La DALS devrait être reconnue comme étant une spécialisation de plein droit dans tout le Canada, et non au Québec et au Nouveau-Brunswick seulement. De plus, l'anglais qui est considéré comme langue seconde pour les Canadiens francophones et les immigrants, devrait l'être également pour la plupart des Canadiens indiens et des Inuits.

2. L'apprentissage de l'anglais L2 par les adultes devrait être reconnu comme matière académique de la même façon que l'apprentissage de toute autre langue. Les cours d'ALS devraient être planifiés et faire partie d'un programme général pour les adultes. Les professeurs d'ALS qui enseignent aux adultes devraient avoir accès à une formation adéquate tout en ayant des possibilités de carrière à temps plein dans ce domaine.

3. La formation en DALS devrait faire partie de tout programme de formation des spécialistes, et être disponible partout au Canada.


ATLANTIC OCEAN
QUEBEC
HUDSON BAY
ONTARIO
MANITOBA
SASKATCHEWAN
NORTHWEST TERRITORIES
YUKON TERRITORY
ALBERTA
BRITISH COLUMBIA
UNITED STATES
ARCTIC OCEAN
PACIFIC OCEAN



ESL Books and Materials used in K-13 Programs

APPENDIX D

ANNEXE D

Ouvrages didactiques utilisés dans les programmes M-13 d'ALS.

Coast to Coast. 1972. Montreal: Didier.

Come and Conquer. 1972. Weld-Bécanie, Sonia et al. Montreal: Didier.

Core English. 1975. Slager, Goodrich, Krear, and Johnson. Toronto: Ginn & Co.

English Around the World. 1970. Marquardt, Miller & Hosman. Glenview, Illinois: Scott Foresman & Co.

English for Today. 1962. NCCTE. New York: McGraw-Hill.

English 900. 1963. Eng. Lang. Services. New York: Collier-MacMillan.

English this Way. 1963. Eng. Lang. Services. New York: Collier-MacMillan.

Graded Exercises in English. 1950. R. Dixon. New York: Regent's.

An Introduction to Canadian English. 1963. Carson Martin. Toronto: New Canadian Publications.

Implementing American English by the Audio Visual Method. 1969. Center for Curriculum Development. Philadelphia: Chilton Co.

Kernel Lesson Plus. 1972. Robert O'Neill. London: Longman.

Lado English Series. 1971. (Cdn. Ed.) Robert Lado. Montréal: Centre Educatif.

Lado English Series. 1977. Robert Lado (with the collaboration of Roger Tremblay). Montréal: Centre Educatif et Culturél.

Living English Structures. 1954. W. Stannard Allen. N.Y.: Longmans Green & Co.

Look, Listen and Learn. 1972. L.G. Alexander. London: Longman.

Mainline. 1973. L.G. Alexander. London: Longman.

Mastering American English. 1973. Taylor and Collins. Montreal: McGraw-Hill.

Modern American English. 1962. Robert Dixon. New York: Regent's Publishing Co.

New Concept English. 1973. L.G. Alexander. London: Longman.

New Horizons in English. 1973. Mellgren & Walker. Don Mills: Addison Wesley.

Peabody Language Kit. 1964-68. Minnesota: American Guidance Services Inc.

S.R.A. (Science Research Associates) (Canada). 1974. Toronto.

Steps to English. 1974. Doris Kernan. New York: McGraw-Hill.

Yes. 1977. Mellgren & Walker. Don Mills: Addison Wesley.

ESL PROGRAMS IN UNIVERSITIES ALS: PROGRAMMES UNIVERSITAIRES			
Universities Universités	Response Réponse	Credit Crédit	Non-credit Sans crédit
Quebec, Montréal	X	X	-
Quebec, Chicoutimi	X	X	-
Quebec, Trois Rivieres	X	X	-
Quebec, Rimouski	X	-	-
Quebec, Rouyn	-	?	?
Quebec, Hull	-	?	?
Queens, Ontario	X	-	X
Regina, Saskatchewan	X	-	X
St. Francis Xavier, Nova Scotia	-	?	?
St. Marys, Nova Scotia	X	-	-
Saskatchewan, Saskatchewan	X	-	-
Sherbrooke, Quebec	X	X	X
Simon Fraser, British Columbia	X	-	X
Toronto, Ontario	X	-	X
Trent, Ontario	-	?	?
Victoria, British Columbia	X	-	-
Waterloo, Ontario	X	-	-
Western Ontario	-	?	?
Wilfred Laurier, Ontario	X	-	X
Windsor, Ontario	X	X	-
Winnipeg, Manitoba	X	X	-
York, (Glendon) Ontario	X	X	-

ESL PROGRAMS IN UNIVERSITIES ALS: PROGRAMMES UNIVERSITAIRES			
Universities Universités	Response Réponse	Credit Crédit	Non-credit Sans crédit
Acadia, Nova Scotia	X	-	-
Alberta, Alberta	X	-	X
Bishops, Québec	X	X	-
Brandon, Manitoba	X	-	-
British Columbia, British Columbia	X	-	X
Brock, Ontario	X	-	X
Calgary, Alberta	X	-	-
Carleton, Ontario	X	X	X
Concordia, Québec	X	X	X
Dalhousie, Nova Scotia	-	?	?
Guelph, Ontario	X	-	-
Lakehead, Ontario	X	X	-
Laurentian, Ontario	X	X	-
Laval, Québec	X	X	X
Lethbridge, Alberta	X	X	-
Manitoba, Manitoba	X	-	-
McGill, Québec	X	X	X
McMaster, Ontario	X	-	-
Memorial, Newfoundland	X	-	-
Moncton, New Brunswick	-	?	?
Montreal, Québec	A/-	X	?
Mount Allison, New Brunswick	X	-	-
Mount St. Vincent, Nova Scotia	X	-	-
New Brunswick, New Brunswick	-	?	?
Ottawa, Ontario	X	X	X
Prince Edward Island, Prince Edward Island	X	-	-

TEACHER PREPARATION PROGRAMS PROGRAMMES DE FORMATION DES MAITRES		
Institutions	Response Réponse	Program Programme
Acadia, Nova Scotia	x	-
Alberta, Alberta	x	x
Atlantic Institute, Nova Scotia	x	-
Bishops, Quebec	x	-
Brandon, Manitoba	x	-*
British Columbia, British Columbia	x	x
Brock, Ontario	n	-
Calgary, Alberta	x	-*
Carleton, Ontario	x	x
Concordia, Québec	x	x
Dalhousie, Nova Scotia	n	-
Guelph, Ontario	x	-
Lakehead, Ontario	x	-
Laurentian, Ontario	x	-*
Laval, Québec	x	x
Lethbridge, Alberta	x	-
Manitoba, Manitoba	x	-
McGill, Québec	x	x
McMaster, Ontario	x	-
Memorial, Newfoundland	n	-
Moncton, New Brunswick	x	-
Montréal, Québec	x	x
Mount Allison, New Brunswick	-	-
Mount St. Vincent, Nova Scotia	x	-
New Brunswick, New Brunswick	x	-*
Ontario Institute of Studies in Education, Ontario	n	n
Ottawa, Ontario	x	x

TEACHER PREPARATION PROGRAMS PROGRAMMES DE FORMATION DE MAITRES		
Institutions cont'd./ suite	Response Réponse	Program Programme
Prince Edward Island, Prince Edward Island	x	-
Québec, Montreal	x	x
Québec, Chicoutimi	x	-
Québec, Trois Rivières	x	-
Québec, Rimouski	x	x
Québec, Rouyn	x	x
Québec, Hull	x	x
Queens, Ontario	x	x
Regina, Saskatchewan	x	-
St. Francis Xavier, Nova Scotia	x	-
St. Mary's, Nova Scotia	-	-
Saskatchewan, Saskatchewan	x	-*
Sherbrooke, Québec	x	x
Simon Fraser, British Columbia	x	-*
Toronto, Ontario	x	x
Trent, Ontario	x	x
Victoria, British Columbia	x	-
Waterloo, Ontario	x	-
Western Ontario, Ontario	x	-
Wilfred Laurier, Ontario	x	-
Windsor, Ontario	n	-
Winnipeg, Manitoba	n	-*
York, (Glendon) Ontario	n	x

* Courses only
* cours seulement

Community Colleges in Atlantic Canada Collèges communautaires du Canada Atlantique	Adult/Adulte	
	Response Réponse	Program Programme
NEW BRUNSWICK/NOUVEAU-BRUNSWICK		
Atlantic Baptist College, Moncton	-	?
Campbellton Trade School, Campbellton	x	-
Carleton Community College, Woodstock	x	-
Edmundston Trade School, Edmundston	x	x
Grand Falls Trade School, Grand Falls	x	-
Lady Dunn Community College, St. Andrew's	x	-
Maritime Forest Ranger School, Fredericton	x	-
New Brunswick Institute of Technology, Moncton	x	-
Northeastern Institute of Technology, Bathurst	-	?
Saint John Institute of Technology, Saint John	x	-
NOVA SCOTIA/NOUVELLE-ÉCOSSE		
College of Cape Breton, Sydney	-	?
Nova Scotia Agricultural College, Truro	x	-
Nova Scotia Institute of Technology, Halifax	x	-
Nova Scotia Land Survey Institute, Lawrencetown	x	-
Nova Scotia Nautical Institute, Halifax	-	?

Community Colleges in Atlantic Canada Collèges communautaires du Canada Atlantique	Adult/Adulte	
	Response Réponse	Program Programme
NEWFOUNDLAND/TERRE-NEUVE		
College of Fisheries, Navigation, Marine Engineering and Electronics, St. John's	x	-
Corner Brook Branch College, Corner Brook	x	-
Newfoundland College of Trades and Technology, St. John's	x	-
PRINCE EDWARD ISLAND/ILE-DU-PRINCE-EDOUARD		
Holland College, Charlottetown	x	x

Prairie Community Colleges Collèges communautaires des Prairies	Adult/Adulte Response Réponse	Adult/Adulte Program Programme
Mistikwa Community College, North Battleford	-	?
Natonum Community College, Prince Albert	-	?
Prairie West Community College, Biggar	-	?
Parkland Community College, Melville	-	?
Regina Plains Community College, Regina	x	x
Saskatchewan Region Community College, Saskatoon	x	x
South East Region Community College, Weyburn	x	-
MANITOBA		
Assiniboine Community College, Brandon	x	-
Keewatin Community College, The Pas	x	x
Red River Community College, Winnipeg	x	x

ONTARIO

Colleges of Applied Arts and Technology Collèges communautaires	Post. Sec. Response Réponse	Post. Sec. Program Programme
Algonquin, Ottawa (2 campuses)	2/2x	2/2x
Cambrian, Sudbury	-	?
Canadore, North Bay	-	?
Centennial, Scarborough (6 campuses)	x	x
Conestoga, Kitchener (7 campuses)	1/7x 6/7-	1/7x 6/7?
Confederation, Thunder Bay	x	-
Durham, Oshawa	x	-
Fanshawe, London (4 campuses)	2/3x 1/3-	2/3x 1/3-
George Brown, Toronto (5 campuses)	1/5x 4/5-	1/5x 4/5?
Georgian, Barrie (4 campuses)	1/4x 3/4-	1/4x 3/4?
Humber, Rexdale (4 campuses)	4/4x	1/4x 3/4-
Lambton, Sarnia	x	x
Loyalist, Belleville	x	x
Mohawk, Hamilton (4 campuses)	3/4x 1/4-	3/4x 1/4?
Niagara, Welland	x	x
Northern, South Porcupine (3 campuses)	1/3x	2/3x 1/3-
Sheridan, Oakville (4 campuses)	2/4x 2/4-	2/4x 2/4?
Sir Sanford Fleming, Peterborough (4 campuses)	4/4-	4/4?
St. Clair, Windsor (2 campuses)	1/2x 1/2-	1/2x 1/2?
St. Lawrence, Kingston (3 campuses)	3/3-	3/3?
Sault, Sault Ste. Marie	-	?
Seneca, Willowdale (4 campuses)	2/4x 2/4-	2/4x 2/4?

BRITISH COLUMBIA/COLOMBIE BRITANNIQUE

Community Colleges Collèges communautaires	Post. Sec. Response Réponse	Post. Sec. Program Programme
British Columbia Institute of Technology, Burnaby	-	?
Camosun, Victoria	x	x
Capilano, North Vancouver	x	x
Cariboo, Kamloops	x	x
New Caledonia, Prince George	x	x
Douglas, New Westminister	x	x
Fraser Valley, Abbotsford	x	x
Malaspina, Nanaimo	x	x
Northern Lights, Dawson Creek	x	-
North Island, Comox	x	x
Northwest, Terrace	2/3x	2/3x 1/3x
Okanagan, Kelowna	x	x
Selkirk, Castlegar	x	x
Vancouver, Vancouver	x	x

Prairie Community Colleges Collèges communautaires des Prairies	Adult/Adulte Response Réponse	Adult/Adulte Program Programme
ALBERTA		
Fairview College, Fairview	-	?
Grande Prairie Regional College, Grande Prairie	x	x
Grant MacEwan Community College, Edmonton	x	x
Keyano College, Fort McMurray	x	-
Lakeland College, Vermilion	x	x
Lethbridge Community College, Lethbridge	x	x
Medicine Hat College, Medicine Hat	x	x
Mount Royal College, Calgary	-	?
Olds College, Olds	x	x
Red Deer College, Red Deer		
SASKATCHEWAN		
Carleton Trail Community College, Humboldt	x	x
Cumberland Community College, Nipawin	x	x
Cypress Hills Community College, Swift Current	-	?
La Ronge Region Community College, La Ronge	-	?
Lakeland College, Lloydminster	-	?

QUEBEC		
Collèges d'Enseignement Général et Professionel (CEGEP)	Gr:12-13/Ann Response Réponse	 Program Programme
French Language/de langue française		
Collège Ahuntsic, Montréal	-	x
Collège André-Laurendeau, LaSalle	-	x
Collège Bois-de-Boulogne, Montréal	-	x
Collège régional Bourgchemin, Saint-Hyacinthe	x	x
Collège de Chicoutimi, Chicoutimi	-	x
Collège régional de la Côte-Nord, Manicouagan	x	x
Collège Edouard-Montpetit, Longueuil Chambly	x	x
Collège François-Xavier-Garneau, Québec	x	x
Collège de la Gaspésie, Gaspé Gaspé-Sud	-	x
Collège de Hull, Hull Gatineau	x	x
Collège de Joliette, Joliette	x	x
Collège de la Pocatière, La Pocatière Kamouraska	x	x
Collège de Lévis-Lauzon, Lauzon Lévis	x	x
Collège de Limoilou, Québec	x	x
Collège Lionel-Groulx, Ste-Thérèse-de-Blainville Terrebonne	-	x
Collège de Maisonneuve, Montréal	x	x
Collège de Matane, Matane	x	x
Collège Montmorency, Laval-des-rapides Ville de Laval	x	x
Collège de Rimouski, Rimouski	-	x
Collège de Rivière-du-Loup, Rivière-du-Loup	-	x
Collège de Rosemont, Montréal	x	x
Collège du Nord-Ouest, Rouyn	x	x
Collège régional du Saguenay-Lac Saint-Jean, Alma Jonquière et St-Félicien	x	x
Collège de Sainte-Foy, Sainte-Foy	x	x
Collège Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Jean	x	x
Collège de Saint-Jérôme, Saint-Jérôme Terrebonne	x	x

QUEBEC		
Collèges d'Enseignement Général et Professionel (CEGEP)	Gr:12-13/Ann Response Réponse	 Program Programme
Collège de Saint-Laurent, Montréal	-	x
Collège de Shawinigan, Shawinigan Saint-Maurice	x	x
Collège de Sherbrooke, Sherbrooke	x	x
Collège de Thetford Mines, Thetford Mines Mégantic	x	x
Collège de Trois-Rivières, Trois rivières	x	x
Collège de Valleyfield, Valleyfield	-	x
Collège de Victoriaville, Victoriaville Arthabaska	-	x
Collège du Vieux-Montréal, Montréal		

ATLANTIC CANADA/LE CANADA ATLANTIQUE				
Department of Education Ministère de l'Education	K-12/M-13 Response Réponse	 Program Programme	Adult/Adulte Response Réponse	 Program Programme
Newfoundland and Labrador	x	x	x	x
Prince Edward Island	x	-	-	?
Nova Scotia	x	-	o	-
New Brunswick	x	x	-	?

QUEBEC	K-11/M-11		Adult/Adulte	
Boards of Education Commissions scolaires	Response Réponse	Program Programme	Response Réponse	Program Programme
Commissions scolaires régionales/Regional School Boards				
Abitibi, Theatre Mines Ctié. Megantic	x	x	x	x
Baie Des Chaleurs, Carleton Ctié. Bonaventure	x	x	-	?
Bas-St-Laurent, Rimouski Ctié. Rimouski	x	x	x	x
Blainville-Deux-Montagnes, Deux-Montagnes Ctié. Deux-Montagnes	-	x	-	?
Bois-Francs, Victoriaville Ctié. Arthabaska	x	x	x	x
Carignan, Sorel Ctié. Richelieu	-	x	-	?
Chambly, Saint-Lambert Ctié. Chambly	x	x	-	?
Charlevoix, Pointe-au-Pic Ctié. Charlevoix	x	x	x	x
Chaudiere, Saint-Georges-Est Ctié. Beauce	x	x	x	x
Chauveau, Quebec Ctié. Chauveau	x	x	-	?
Estrie, Sherbrooke Ctié. Sherbrooke	x	x	-	?
Golfe, Sept-Iles Ctié. Duplessis	x	x	-	?
Grand-Portage, Riviere-du-Loup Ctié. Riviere-du-Loup	x	x	-	?
Harricana, Amos Ctié. Abitibi-Est	x	x	x	x
Haut-Bourassa, Mont-Laurier Ctié. Labelle	x	x	-	?
Honore-Mercier, Saint-Jean Ctié. Saint-Jean	x	x	x	x
Jean-Talon, Charlesbourg Ctié. Quebec	-	x	x	x
Lac St-Jean, Alma Ctié. Lac-Saint-Jean	x	x	-	?
Lanaudière, Joliette Ctié. Joliette	x	x	x	x
Laponte, Jonquière Ctié. Chicoutimi	x	x	x	x
La Verendrye, Val-D'Or Ctié. Abitibi-Est	x	x	x	x
Lignery, La Prairie Ctié. Laprairie	-	x	x	x
Louis-Fréchette, Levis Ctié. Levis	x	x	-	?
Louis-Hébert, Doleau Ctié. Roberval	x	x	-	?
Mauricie, Shawinigan-Sud Ctié. Saint-Maurice	x	x	x	x

QUEBEC	K-11/M-11		Adult/Adulte	
Boards of Education Commissions scolaires	Response Réponse	Program Programme	Response Réponse	Program Programme
Commissions Scolaires Régionales/Regional School Boards cont'd - suite				
Meilleur, Drummondville Ctié. Shefford	x	x	-	?
Monts, Matane Ctié. Matane	x	x	-	?
Orleans, Beauport Ctié. Quebec	x	x	x	x
Outaouais, Hull Ctié. Hull	x	x	-	?
Papineau, Buckingham Ctié. Papineau	x	x	-	?
Pascal-Taché, Montmagny Ctié. Montmagny	x	x	x	x
Peninsule, Gaspe Ctié. Gaspe-Sud	-	x	x	x
Provencher, Nicolet Ctié. Nicolet-Yamaska	x	x	x	x
Rivage, Baie-Comeau Ctié. Saguenay	x	x	-	?
St-Francois, Drummondville Ctié. Drummond	x	x	x	x
Tardivel, Donnacona Ctié. Portneuf	x	x	x	x
Tilly, Sainte-Foy Ctié. Quebec	x	x	-	?
Vaudreuil-Soulanges, Vaudreuil Ctié. Vaudreuil	-	x	-	?
Vieilles-Forges, Trois-Rivieres Ctié. Trois-Rivieres	-	x	x	x
Yamaska, Saint-Hyacinthe Ctié. Saint-Hyacinthe	x	x	x	x

QUEBEC	K-11/M-11		Adult/Adulte	
Boards of Education Commissions scolaires	Response Réponse	Program Programme	Response Réponse	Program Programme
Commissions scolaires locales/Local School Boards cont'd. - suite				
Trocadièche, Maria Ctié. Bonaventure	-	x	-	?
Tracy, Saint-Joseph-de-Sorel Ctié. Richelieu	-	x	-	?
Trois-Rivières, Trois-Rivières Ctié. Trois-Rivières	x	x	-	?
Trois-Saumons, L'Islet-sur-Mer Ctié. L'Islet	x	x	-	?
Val-D'Accueil, Saint-Siméon de Bonaventure Ctié. Bona.	-	x	-	?
Val D'Or, Val-D'Or Ctié. Abitibi-Est	x	x	-	?
Vallée-de-la-Lièvre, Buckingham Ctié. Papineau	x	x	-	?
Vallée-de-Mistassini, Mistassini Ctié. Roberval	-	x	-	?
Val-Maurice, Shawinigan-Sud Ctié. Saint-Maurice	-	x	-	?
Val-Monts, St-Hyacinthe Ctié. Saint-Hyacinthe	-	x	-	?
Varennes, Varennes Ctié. Verchères	-	x	-	?
Vaudreuil, Vaudreuil Ctié. Vaudreuil	-	x	-	?
Victoriaville, Victoriaville Ctié. Arthabaska	-	x	-	?
Warwick, Warwick Ctié. Arthabaska	x	x	-	?
Waterloo, Waterloo Ctié. Shefford	-	x	-	?
Commissions scolaires intégrées/Integrated School boards				
Abitibi, La Sarre Ctié. Abitibi-Ouest	x	x	-	?
Baie-des-Ha! Ha!, Ville de la Baie Ctié. Chicoutimi	x	x	-	?
Baldwin-Cartier, Pointe-Claire Ctié. Ile-de-Montréal	x	x	x	x
Chapais-Chibougamau, Chibougamau Ctié. Abitibi-Est	x	x	-	?
Chateauguay, Chateauguay Ctié. Chateauguay	x	x	-	?
Chicoutimi, Chicoutimi Ctié. Dubuc	x	x	-	?
Chomedey de Laval, Laval Ctié. Ile-Jésus	x	x	-	?

QUEBEC	K-11/M-11		Adult/Adulte	
Boards of Education Commissions scolaires	Response Réponse	Program Programme	Response Réponse	Program Programme
Commissions scolaires intégrées / Integrated School Boards cont'd. - suite				
Cris, Val-D'Or Ctié. Abitibi-Est	-	x	-	?
Govignon, Cowansville Ctié. Missisquoi	x	x	-	?
Iles Mille-Iles, Laval Ctié. Ile-Jésus	x	x	-	?
Huntingdon, Huntingdon Ctié. Huntingdon	x	x	-	?
Iles, Cap-aux-Meules Ctié. Iles-de-la-Madel	x	x	-	?
Jerome-Le Moyer, Pointe-Aux-Trembles Ctié. Montreal	x	x	x	x
Kativik, Dorval Ctié. Ile-de-Montreal	x	x	x	x
Lac-Temiscamingue, Ville-Marie Ctié. Temiscamingue	x	x	-	?
Laurentides, Sainte-Agathe-des-Monts Ctié. Terrebonne	-	x	-	?
La Sardeur, Repentigny Ctié. L'Assomption	x	x	-	?
Les Ecorés, Laval Ctié. Ile-Jésus	-	x	-	?
Littoral, Sept-Iles Ctié. Duplessis	-	x	-	?
Long Sault, Lachute Ctié. Argenteuil	x	x	-	?
Manoirs, Terrebonne Ctié. Terrebonne	x	x	-	?
Moissons, Beauharnois Ctié. Beauharnois	-	x	x	x
Montréal (La C.E.C.), Montréal Ctié. Ile-de-Montreal	-	x	-	?
Nouveau-Québec, Sainte-Foy Ctié. Dubec	-	x	x	x
Québec (La C.E.C.) Quebec Ctié. Jean-Talon	x	x	x	x
Rouyn-Noranda, Rouyn Ctié. Temiscamingue	-	x	-	?
Sainte-Croix, ville Saint-Laurent Ctié. Ile-de-Montreal	x	x	x	x
Saint-Jérôme, Saint-Jérôme Ctié. Terrebonne	-	x	-	?
Sault-Saint-Louis, Lasalle Ctié. Ile-de-Montréal	-	x	-	?
Valin, Chicoutimi Ctié. Lhicoutimi	x	x	-	?
Vallée de la Matapédia, Amqui Ctié. Matapédia	-	x	-	?
Valleyfield, Salaberry-de-Valleyfield Ctié. Beauharnois	-	x	-	?
Verdun (La C.E.C.) Verdun Ctié. Ile-de-Montréal	x	x	x	x

QUEBEC	K-11/M-11		Adult/Adulte	
Boards of Education Commissions scolaires	Response Réponse	Program Programme	Response Réponse	Program Programme
Commissions scolaires locales/Local School Boards cont'd. - suite				
Lotbinière, Saint-Agapit Ctié. Lotbinière	-	A	-	?
Louis-Joliet, Havre-Saint-Pierre Ctié. Duplessis	-	D	-	?
Magog, Magog Ctié. Stanstead	-	N	-	?
Malartic, Malartic Ctié. Abitibi-Témiscamingue	-	D	-	?
Manicouagan, Baie-Comeau Ctié. Saguenay	-	A	-	?
Marie-Victorin, Issoudun Ctié. Lotbinière	A	A	-	?
Marieville, Marieville Ctié. Rouville	-	A	-	?
Matane, Matane Ctié. Matane	-	A	-	?
Monseigneur Matte, Pasabéiac Ctié. Bonaventure	A	A	-	?
Monseigneur Vachon, Saint-Raymond Ctié. Portneuf	-	A	-	?
Montcalm, Quebec Ctié. Québec	-	A	-	?
Mont-Fort, Chambly Ctié. Chambly	A	A	-	?
Montmagny, Montmagny Ctié. Montmagny	A	A	-	?
Moriac, Windsor Ctié. Johnson	A	A	-	?
Napierville, Saint-Rémi Ctié. Napierville	A	A	-	?
Nord-Joli, Saint-Félix-de-Valois Ctié. Joliette	-	A	-	?
Normandie, Saint-Tite Ctié. Laviolette	-	A	-	?
Normandin, Normandin Ctié. Roberval	-	A	-	?
Nouvelle-Beauce, Sainte-Marie Ctié. Beauce-Nord	-	A	-	?
Outaouais-Hull, Hull Ctié. Hull	A	A	-	?
Pierre-Neveu, Mont-Laurier Ctié. Labelle	-	D	-	?
Pointe-Lévy, Lévis Ctié. Lévis	-	A	-	?
Pontiac, Fort-Coulonge Ctié. Pontiac	-	A	-	?
Portage-du-Fort, Portage-du-Fort Ctié. Pontiac	-	A	-	?
Port-Cartier, Port-Cartier Ctié. Saguenay	-	D	-	?
Portneuf, Donnacona Ctié. Portneuf	-	A	-	?
Port-Royal, Saint-Leonard-D'Aston Ctié. Nicolet	-	A	-	?
Prince-Daveluy, Princeville Ctié. Arthabaska	-	A	-	?
Provencal, Saint-Casimir Ctié. Iberville	-	A	-	?
Quévillon, Lebel-Sur-Quévillon Ctié. Abitibi-Est	-	D	-	?
Ristigouche, Matapedia Ctié. Bonaventure	-	D	-	?
Rivière-du-Loup, Rivière-du-Loup Ctié. Rivière-du-Loup	A	A	-	?
Roberval, Roberval Ctié. Roberval	A	A	-	?
Rocher-Percé, Grande-Rivière Ctié. Gaspé-Est	-	D	-	?
St-Eustache, Saint-Eustache Ctié. Deux-Montagnes	A	D	-	?
Saint-Esprit, Lompoul Ctié. Chambly	-	D	-	?
Sainte-Foy, Sainte-Foy Ctié. Québec	A	D	-	?
St-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe Ctié. Saint-Hyacinthe	A	D	-	?
Saint-Jean sur Richelieu, Saint-Jean Ctié. Saint-Jean	A	A	-	?
St-Joseph, Saint-Joseph-de-Beauce Ctié. Beauce-Nord	-	D	-	?
Ste-Thérèse, Sainte-Thérèse Ctié. Terrebonne	-	D	-	?
Schefferville, Schefferville Ctié. Saguenay	-	D	-	?
Seigneurie, Papineauville Ctié. Argenteuil	-	A	-	?
Sept-Iles, Sept-Iles Ctié. Duplessis	-	A	-	?
Shawinigan, Shawinigan Ctié. Saint-Maurice	-	A	-	?
Sherbrooke, Sherbrooke Ctié. Sherbrooke	D	A	-	?
Sorel, Sorel Ctié. Richelieu	-	A	-	?
Soulanges, Saint-Polycarpe Ctié. Soulanges	-	D	-	?
Tadoussac, Tadoussac Ctié. Saguenay	-	A	-	?
Taillon, Saint-Hubert Ctié. Chambly	A	A	-	?
Temiscouata, Cabano Ctié. Temiscouata	-	D	-	?
Thetford Mines, Thetford Mines Ctié. Frontenac	-	A	-	?

QUEBEC				
Boards of Education Commissions scolaires	K-11/M-11		Adult/Adulte	
	Requests Requêtes	Programs Programmes	Requests Requêtes	Programs Programmes
Commissions scolaires locales/Local School Boards cont'd. - suite				
Chutes-Montmorency, Beauport Ctié. Québec	x	x	-	?
Coaticook, Coaticook Ctié. Orford	x	x	-	?
Conseil Scol. I o de Montreal, Montréal Ctié. Montréal	-	x	-	?
Cote-de-Beaupré, Sainte-Anne-de-Beaupré Ctié. Charlevoix	-	x	-	?
Delisle, Delisle Ctié. Lac-Saint-Jean	-	x	-	?
Des Basques, Trois-Pistoles Ctié. Rivière-du-Loup	-	x	-	?
Des Cascades-L'Achigan, Rawdon Ctié. Montcalm	-	x	-	?
Des Frontières, Ponemegamook Ctié. Temiscouata	-	x	-	?
Des Ilets, Charlesbourg Ctié Quebec	x	x	-	?
Des Montagnes, Degelis Ctié. Temiscouata	x	x	-	?
Des Rivières, Formman Ctié. Iberville	x	x	-	?
Deux-Montagnes, Saint-Joseph-du-Lac Ctié. Deux Mont.	x	x	-	?
Dolbeau, Dolbeau Ctié. Roberval	-	x	-	?
Drummondville, Drummondville Ctié. Drummond	-	x	-	?
Elan, Saint-Lazare Ctié. Bellechasse	-	x	-	?
Erables, Saint-Georges-Est Ctié. Beauce	x	x	-	?
Fermont, Fermont Ctié. Saguenay	x	x	-	?
Forillon, Saint-Maurice-de-l'Echourie Ctié. Gaspe	x	x	-	?
Gagnon, Gagnon Ctié. Duplessis	-	x	-	?
Gatineau, Gatineau Ctié. Gatineau	-	x	-	?
Gouffre, Baie-Saint-Paul Ctié. Charlevoix	-	x	-	?
Granby, Granby Ctié. Shefford	x	x	-	?
Grand-Bois, Saint-Marc-des-Carrières Ctié. Portneuf	-	x	-	?
Grande-Hermine, Gaspé Ctié. Gaspé	-	x	-	?
Grand' Mère, Grand Mère Ctié. Laviolette	-	x	-	?
Grandpré, Louiseville Ctié. Maskinonge	-	x	-	?
Greenfield Park, Greenfield Park Ctié. Lapraire	x	x	-	?

QUEBEC				
Boards of Education Commissions scolaires	K-11/M-11		Adult/Adulte	
	Requests Requêtes	Programs Programmes	Requests Requêtes	Programs Programmes
Commissions scolaires locales/Local School Boards cont'd. - suite				
Haut St-Maurice, La Tuque Ctié. Laviolette	-	x	-	?
Haute Gatineau, Maniwaki Ctié. Gatineau	-	x	-	?
Iberville, Iberville Ctié. Iberville	x	x	-	?
Ile-Perrot, Ile-Perrot Ctié. Vaudreuil	x	x	-	?
Industrie, Joliette Ctié. Joliette	x	x	-	?
Jacques-Cartier, Longueuil Ctié. Taillon	-	x	-	?
Jean Chapais, Saint-Pascal Ctié. Kamouraska	x	x	-	?
Jean-Rivard, Plessisville Ctié. Mégantic	-	x	-	?
Jonquière, Jonquière Ctié Chicoutimi	-	x	-	?
Joutel-Matagami, Matagami Ctié. Abitibi-Est	x	x	-	?
Lac-Megantic, Lac-Megantic Ctié. Frontenac	x	x	-	?
Lac St-Pierre, Nicolet Ctié. Nicolet	x	x	-	?
La Jeune Lorette, Lorretteville Ctié. Chauveau	-	x	-	?
La Mitis, Mont-Joli Ctié. Rimouski	x	x	-	?
La Neigette, Rimouski Ctié. Rimouski	x	x	-	?
Langevin, Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin, Ctié. Bellech.	-	x	-	?
La Pocatière, La Pocatière Ctié. Kamouraska	x	x	-	?
Lapraire, La Prairie Ctié. Lapraire	x	x	-	?
La Sapinière, East Angus Ctié. Compton	-	x	-	?
La Tourelle, Sainte-Anne-des-Monts Ctié. Gaspé-Nord	-	x	-	?
Laure-Conan, La Malbaie Ctié. Charlevoix	-	x	-	?
La Vallière, Saint-Félicien Ctié. Roberval	-	x	-	?
Leeds Sud, Saint-Antoine-de-Pontbriand, Ctié. Mégantic	-	x	-	?
Les Becquets, Deschaillons Ctié. Lotbinière	-	x	-	?
Les-Deux-Rives, Jonquière Ctié. Chicoutimi	-	x	-	?
L'Islet-Sud, Saint-Pamphile Ctié. L'Islet	-	x	-	?

ONTARIO

Separate School Boards Commissions scolaires séparées	K-13/M-13		Adult/Adultes	
	Required Obligatoire	Programs Programmes	Required Obligatoire	Programs Programmes
Durham, Oshawa	x	x *	-	†
Ottawa, Ottawa	x	x *	x	-
Carleton, Ottawa	x	- *	x	-
Renfrew Co., Pembroke	x	-	x	-
Peterborough, Peterborough	x	-	x	-
York Region, Richmond Hill	x	x *	x	-
Sault Ste. Marie, Sault Ste. Marie	-	†	-	†
Lambton County, Sarnia	x	-	x	x
North of Superior Dist., Schreiber	-	† *	-	†
Haldimand-Norfolk, Simcoe	x	-	x	-
Lanark-Leeds, Smith Falls	x	-	x	-
Sudbury Dist., Sudbury	x	x *	-	†
Lincoln Co., St. Catharines	-	†	-	†
Elgin Co., St. Thomas	x	-	x	-
Lakehead Dist., Thunder Bay	-	† *	-	†
Timmins Dist., Timmins	-	†	-	†
Metropolitan Toronto, Toronto	x	† *	-	†
Michipicoten, Wawa	x	-	x	-
Welland Co., Welland	-	† *	-	†
Windsor, Windsor	x	x *	-	†
Oxford Co., Woodstock	-	†	-	†

* Programs reported in 1976-77. Programmes existant en 1976-77.

QUEBEC

Boards of Education Commissions scolaires	K-11/M-11		Adult/Adultes	
	Required Obligatoire	Programs Programmes	Required Obligatoire	Programs Programmes
Commissions scolaires locales/Local School Boards				
Abenakis, Sainte-Claire Cté. Dorchester	-	x	-	†
Acton Vale, Acton Vale Cté. Bagot	-	x	-	†
Alma, Alma Cté. Lac-Saint-Jean	-	x	-	†
Amos, Amos Cté. Abitibi-Est	x	x	-	†
Ancienne-Lorette, Ancienne-Lorette Cté. Chauveau	-	x	-	†
Anses, Chandler Cté. Gaspé	-	x	-	†
Argile Bleue, Mont-Saint-Hilaire Cté. Verchères	x	x	-	†
Arvida, Jonquière (Arvida) Cté. Chicoutimi	x	x	-	†
Asbesterie, Asbestos Cté. Richmond	-	x	-	*
Aylmer, Aylmer Cté. Gatineau	-	x	-	†
Barraute-Senneterre, Senneterre Cté. Abitibi-Est	x	x	-	†
Beauceville, Beauceville Cté. Beauce-Sont	x	x	-	†
Beauport, Beauport (Giffard) Cté. Québec	x	x	-	†
Bellechasse, Saint-Charles Cté. Vallechasse	x	x	-	†
Belle-Rivière, Metaputchouan Cté. Lac-Saint-Jean	-	x	-	†
Forsters, Forestville Cté. Saguenay	-	x	-	†
Berthier-Dautrais, Berthierville Cté. Berthier	x	x	-	†
Black Lake-Disraeli, Black Lake Cté. Mégantic	-	x	-	†
Brossard, Brossard Cté. Laprairie	x	x	-	†
Cap-de-la-Madeleine, Cap-de-la-Madeleine Cté. Champlain	x	x	-	†
Cadres, Saint-Martin Cté. Beauce	-	x	-	†
Champlain, Gatineau Cté. Hull	-	x	-	†
Charlesbourg, Charlesbourg Cté. Québec	x	x	-	†
Chaudière-Etchemin, Saint-Romuald Cté. Lévis	-	x	-	†
Chavigny, Trois-Rivières-Ouest Cté. Trois Rivières	-	x	-	†
Chenaux, Sainte-Geneviève-de-Batiscan Cté. Champlain	-	x	-	†

ONTARIO				
Boards of Education / Commissions scolaires	K-13/M-13		Adult/Adulte	
	Response / Réponse	Program / Programme	Response / Réponse	Program / Programme
Central Algoma, Richards Landing	x	–	x	–
Lincoln Co., St. Catharines	x	–*	–	?
Elgin Co., St. Thomas	x	–	x	–
Lambton Co., Sarnia	–	?	–	?
Sault Ste. Marie, Sault Ste. Marie	x	–	x	–
Scarborough, Scarborough	x	x*	–	?
Lake Superior, Schreiber	x	–	x	–
Norfolk, Simcoe	x	x	x	?
East Parry Sound, South River	x	–	x	–
Perth, Stratford	x	–	x	–
Sudbury, Sudbury	x	–	x	?
East York, Toronto	x	x*	–	?
Lakehead, Thunder Bay	x	–	x	x
Timmins, Timmins	x	–	–	–
York, Toronto	x	?*	x	?
Toronto, Toronto	x	x	–	?
Michipicoten, Wawa	x	–	x	–
Prince Edward Co., Welland	x	?	–	x
Niagara South, Welland	x	x*	–	?
North York, Willowdale	x	x*	x	x
Windsor, Windsor	x	x*	–	?
Oxford Co., Woodstock	–	?*	–	?

* Programs reported in 1976-77. Programmes existant en 1976-77.

ONTARIO				
Separate School Boards / Commissions scolaires dissidentes	K-13/M-13		Adult/Adulte	
	Response / Réponse	Program / Programme	Response / Réponse	Program / Programme
Simcoe Co., Barrie	–	?*	–	?
Hastings-Prince Edward Co., Belleville	x	–	x	–
North Shore Dist., Blind River	x	–	–	?
Brant County, Brantford	x	x	–	?
Halton, Burlington	x	x*	–	?
Kent Co., Chatham	x	x	–	?
Stormont, Cornwall	–	?	–	?
Dryden Dist., Dryden	x	–	x	–
Huron-Perth Co., Dublin	x	x*	–	?
Essex Co., Essex	–	?*	–	?
Fort Frances-Rainy River Dist., Fort Frances	x	–	–	?
Geraldton Dist., Geraldton	–	?	–	?
Wellington Co., Guelph	x	–	–	?
Wentworth, Hamilton	–	?*	–	?
Bruce Grey Co., Hanover	–	?	–	?
Prescott, Hawkesbury	x	x	–	?
Hearst Dist., Hearst	x	–	x	–
Cochrane/Iroquois Falls Dist., Iroquois Falls	x	x	–	?
Kapuskasing Dist., Kapuskasing	–	?	–	?
Kenora, Kenora	x	–	x	–
Frontenac, Lennox and Addington, Kingston	x	x*	–	?
Kirkland Lake, Kirkland Lake	x	–	x	–
Waterloo Co., Kitchener	x	x*	–	?
London, London	x	x	x	–
Dufferin-Peel, Mississauga	–	?	–	?
Timiskaming Dist., New Liskeard	x	x	–	?
Nipissing Dist., North Bay	–	?	–	?

* Programs reported in 1976-77. Programmes existant en 1976-77.

ONTARIO				
Boards of Education Commissions scolaires	K-13/M-13		Adult/Adulte	
	Programs Répondre	Programmes Répondre	Programs Répondre	Programmes Répondre
Atikokan, Atikokan	x	-	-	?
York Co., Aurora	x	x*	-	?
Simcoe Co., Barrie	x	-	x	-
Hasting Co., Belleville	x	-	x	-
Muskoka, Bracebridge	x	-	-	?
Brant Co., Brantford	x	x*	x	x
Leeds & Grenville Co., Brockville	x	-	x	-
Halton, Burlington	x	x*	x	x
Haldimand, Cayuga	x	-	x	-
Chapleau, Chapleau	x	-	x	-
Kent Co., Chatham	x	-	x	-
Bruce Co., Chesley	x	-	x	?
Huron Co., Clinton	x	-	x	-
Northumberland & Newcastle, Cobourg	x	-	x	-
Stormont, Dundas, Glengarry, Cornwall	-	?	-	?
Dryden, Dryden	x	-	x	-
North Shore, Elliot Lake	x	-	-	?
Espanola, Espanola	x	-	x	-
Essex Co., Essex	x	x*	-	?
Etobicoke, Etobicoke	x	x*	-	?
Fort Frances-Rainy River, Fort Frances	x	-	x	-
Geraldton, Geraldton	x	x*	x	x
Wellington, Guelph	x	-	x	-
Haliburton Co., Haliburton	x	-	x	-
Wentworth Co., Hamilton	-	?	x	-
Hamilton, Hamilton	x	x	-	?
Prescott & Russell Co., Hawkesbury	x	-	x	-

* Programs reported in 1976-77. Programmes existant en 1976-77.

ONTARIO				
Boards of Education Commissions scolaires	K-13/M-13		Adult/Adulte	
	Programs Répondre	Programmes Répondre	Programs Répondre	Programmes Répondre
Hearst, Hearst	x	x*	-	?
Hornepayne, Hornepayne	x	-	x	-
Rhodesex Co., Hyde Park	x	-	x	-
Iroquois Falls, Iroquois Falls	-	?	x	-
Kapuskasing, Kapuskasing	x	x	-	?
Kenora, Kenora	x	-	x	-
Frontenac, Kingston	-	?	-	?
Kirkland Lake, Kirkland Lake	x	x	x	?
Waterloo Co., Kitchener	x	x*	-	?
Victoria Co., Lindsay	x	-	x	-
Manitoulin, Little Current	x	x	-	?
London, London	x	x*	x	?
Grey Co., Markdale	x	-	-	?
Peel, Mississauga	x	x*	x	x
Lennox & Addington, Napanee	x	x	-	?
Timiskaming, New Liskeard	x	x	-	?
Nipissing, North Bay	x	-	x	-
Dufferin Co., Orangeville	x	x	x	?
Durham, Oshawa	x	-	x	-
Ottawa, Ottawa	x	x*	x	x
Carleton, Ottawa	x	x	x	x
West Parry Sound, Parry Sound	x	-	x	-
Renfrew Co., Pembroke	x	x	x	-
Lanark Co., Perth	x	-	-	?
Peterborough Co., Peterborough	x	-	x	x
Red Lake, Red Lake	x	x	-	?
Nipigon-Red Rock, Red Rock	x	-	x	-

* Programs reported in 1976-77. Programmes existant en 1976-77

MANITOBA		
Boards of Education Commissions scolaires	K-13 Immersion Immersion	K-13 Français Français
Assiniboia, Swan River	-	*
Assiniboine, Winnipeg	X	X
Birchwood, Crandall	-	*
Fort Garry, Winnipeg	X	X
Fort La Bosse, Virden	-	*
Frontier, Winnipeg	-	*
Garden Valley, Winkler	X	X
Hanover, Steinbach	X	X
Kelsey, The Pas	-	*
Lakeshore, Erickdale	-	*
Lynn Lake, Lynn Lake	-	?
Morris-MacDonald, Morris	-	*
Mountain, Notre Dame de Lourdes	-	*
Mystery Lake, Thompson	X	X
Pine Creek, Gladstone	-	*
Portage La Prairie, Portage La Prairie	-	*
Red River, St. Pierre Jolys	-	*
Remote School Division	-	*
River East, Winnipeg	X	X
St. Boniface, Winnipeg	-	*
St. Vital, Winnipeg	-	*
Valley River, Ste. Anne des Chênes	-	*
Seven Oaks, Winnipeg	-	*
Transcona-Springfield, Winnipeg	-	*
Turtle River, Hatchery	-	*
Western, Morden	X	X
Winnipeg, Winnipeg	X	X

* there is an ESL program here, according to information supplied by Consultant Services, Dept. of Education, Winnipeg.

* selon le Bureau de l'éducation à Winnipeg, il existe un programme d'ALS ici.

MANITOBA		
Boards of Education Commissions scolaires	Adult/Adulte	
Assiniboine, Winnipeg	X	-
Fort Garry, Winnipeg	X	X
Garden Valley, Winkler	X	-
Hanover, Steinbach	X	-
Lynn Lake, Lynn Lake	X	*
River East, Winnipeg	X	-
Transcona-Springfield, Winnipeg	-	*
Winnipeg, Winnipeg	*	-

* there is an ESL program here, according to information supplied by Consultant Services, Dept. of Education, Winnipeg.

* selon le Bureau de l'éducation à Winnipeg, il existe un programme d'ALS ici.

BRITISH COLUMBIA/COLOMBIE BRITANNIQUE				
School Districts / Commissions scolaires	K-12/M-13		Adult/Adulte	
	Response / Réponse	Program / Programme	Response / Réponse	Program / Programme
No. 40, New Westminster	x	x	-	?
No. 44, North Vancouver	x	x	x	x
No. 49, Ocean Falls	x	-	x	-
No. 14, Oliver	x	x	x	-
No. 70, Port Alberni	x	x	x	-
No. 85, Port Hardy	x	x	x	-
No. 47, Powell River	x	x	x	-
No. 57, Prince George	x	x	x	x
No. 52, Prince Rupert	-	?	-	?
No. 17, Princeton	x	x	-	?
No. 28, Quesnel	x	x	x	x
No. 50, Queen Charlotte	x	-	-	?
No. 19, Revelstoke	x	x	x	-
No. 38, Richmond	x	x	x	x
No. 83, Salmon Arm	x	x	x	-
No. 46, Sechelt	x	-	x	-
No. 63, Sidney	x	-	x	x
No. 54, Smithers	-	?	x	x
No. 48, Squamish	x	x	x	x
No. 36, Surrey	x	x	-	?
No. 88, Terrace	-	?	-	?
No. 11, Trail	-	?	x	x
No. 39, Vancouver	x	x	x	x
No. 56, Vancouver	x	x	x	-
No. 22, Vernon	x	x	x	-
No. 61, Victoria	x	x	-	?
No. 62, Victoria	x	-	x	-
No. 45, West Vancouver	-	?	-	?
No. 27, Williams Lake	x	x	x	-

ALBERTA - SASKATCHEWAN								
	Public/Régulière				Separate/Dissidente			
Public and Separate School Boards / Commissions scolaires régulières et dissidentes	K-12/M-13		Adult/Adulte		K-12/M-13		Adult/Adulte	
	Response / Réponse	Program / Programme	Response / Réponse	Program / Programme	Response / Réponse	Program / Programme	Response / Réponse	Program / Programme
ALBERTA								
Calgary	x	x	x	?	x	x	-	?
Edmonton	x	x	x	x	x	x	-	?
Grand Prairie	x	-	x	x	x	-	x	-
Lethbridge	x	x	x	-	x	-	x	-
Medicine Hat	x	x	x	-	-	?	-	?
Red Deer	x	-	x	-	x	-	x	-
SASKATCHEWAN								
Moose Jaw	-	?	-	?	x	-	x	-
Prince Albert	x	x	-	?	x	-	-	-
Regina	x	-	x	-	x	-	x	-
Saskatoon	-	?	x	x	x	-	x	x
Yorkton	x	-	x	x	x	-	x	-

APPENDIX C — ANNEXE C

List of Respondents — Liste des répondants

Government of Canada/Gouvernement du Canada

Note: In the pages that follow: / Dans les pages qui suivent:
- \- No/Non
- x - Yes/Oui
- ? - Unknown/Inconnu

Federal Responsibilities / Relevant du fédéral	K-12/M-12 Response/Réponse	K-12/M-12 Program/Programme	Adult/Adulte Response/Réponse	Adult/Adulte Program/Programme
Territories/Territoires				
Yukon	x	-	x	-
Northwest Territories/Territoires du Nord-Ouest	x	x	x	x
Department of Transport/Ministère des Transports				
Canadian Coast Guard College			x	x
Department of National Defence / Ministère de la Défense nationale				
1. Collège royal militaire, St. Jean				x
2. Canadian Forces Base, St. Jean				x
3. Canadian Forces Language School, Trenton -2				(2) x
4. Director of Dependant's Education, Ottawa	x	x		
Department of Indian and Northern Affairs / Ministère des Affaires indiennes et du Nord	x	?	x	x
Public Service Commission / Commission de la fonction publique			x	x
Department of Justice: Penitentiaries / Ministère de la Justice: Pénitenciers				
British Columbia			x	-
Prairie region			x	-
Ontario			x	?
Québec (1/3)			x	(3) x
Atlantic region			x	x

BRITISH COLUMBIA/COLOMBIE BRITANNIQUE

School Districts / Commissions scolaires	K-12/M-12 Response/Réponse	K-12/M-12 Program/Programme	Adult/Adulte Response/Réponse	Adult/Adulte Program/Programme
No. 34, Abbotsford	x	?	x	-
No. 41, Burnaby	x	x	x	x
No. 72, Campbell River	x	x	x	-
No. 33, Chilliwack	-	?	x	-
No. 26, Clearwater	x	x	x	-
No. 43, Coquitlam	x	x	x	x
No. 2, Cranbrook	x	x	x	-
No. 86, Creston	x	-	-	?
No. 59, Dawson Creek	x	x	x	-
No. 37, Delta	x	x	x	x
No. 65, Duncan	x	x	x	-
No. 1, Fernie	-	?	x	-
No. 81, Fort Nelson	x	x	x	-
No. 60, Fort St. John	x	-	x	-
No. 64, Ganges	x	-	x	-
No. 18, Golden	x	x	x	-
No. 24, Kamloops	-	?	x	-
No. 23, Kelowna	x	x	x	-
No. 80, Kitimat	x	x	-	?
No. 66, Lake Cowichan	x	x	x	x
No. 35, Langley	x	x	-	?
No. 42, Maple Ridge	x	x	x	x
No. 31, Merritt	x	x	x	-
No. 13, Midway	x	-	x	-
No. 75, Mission	x	x	x	-
No. 84, Mission	-	?	x	?
No. 68, Nanaimo	x	x	x	-
No. 7, Nelson	x	-	-	?

SOURCES OF THE DATA/SOURCE DES DONNÉES				
Note: In the pages that follow Dans les pages qui suivent - = No/Non x = Yes/Oui ? = Unknown/Inconnu	Ans. Rec'd. Rép. Reçue		Program Programme	
	Yes Oui	No Non	K-13 Écol.	Ad.
New Brunswick				
Mr. Allan Forsyth, Conseiller en anglais langue seconde, Ministère de l'Éducation Fredericton, N.B.	x			
Director, Vocational Branch Dept. of Education Fredericton, N.B.		x		
Two Colleges	2	1	-	2
Nova Scotia				
Ms. Janet Carney Consultant, English Language Arts Dept. of Education Halifax, Nova Scotia	x		-	-
Mr. Keith Crosby Lavalle Supervisor, Continuing Education Nova Scotia Dept. of Education Halifax, Nova Scotia	-	-	-	-
Five Colleges	1	2	-	-
Prince Edward Island				
Deputy Minister of Education Dept. of Education Charlottetown, P.E.I.	x		-	-
One College	x		-	x

SOURCES OF THE DATA/SOURCE DES DONNÉES				
	Ans. Rec'd. Rép. Reçue		Program Programme	
	Yes Oui	No Non	K-13 Écol.	Ad.
Newfoundland				
Marie-Christine Halliday Language Coordinator Dept. of Education Government of Newfoundland and Labrador St. John's, Newfoundland	x			
A. Principal, French section Labrador City Collegiate, Labrador	x		x	-
B. Supervising Principal Labrador City Collegiate, Labrador	x		-	x
Three Colleges	3	-	-	-

	Ans. Rec'd. Rép. Reçue		Program Programme	
	Yes Oui	No Non	x Cr.	- Cr.
48 Universities Universités (including branches of Université du ...) (y compris les différents campus de l'Université du Québec)	31	3	27	14 (x Cr. + - Cr.)

TEACHER PREPARATION PROGRAMS FORMATION DES SPÉCIALISTES D'ANGLAIS LANGUE SECONDE	Ans. Rec'd. Rép. Reçue		Program Programme	
	Yes Oui	No Non	K-13	A
30 Universities Universités (including branches of Université du Québec) (y compris les différents campus de l'Université du Québec)	23	2	-	24

SOURCES OF THE DATA/ORIGINE DES DONNÉES

Note: In the pages that follow:
Dans les pages qui suivent:

- \- - No/Non
- x - Yes/Oui
- ? - Unknown/Inconnu

	Qns. Rec'd. Rep. Reçus: Yes Oui	Qns. Rec'd. Rep. Reçus: No Non	Program Programme: K-13 M-13	Program Programme: Ad.
Alberta Associate Director of Curriculum, Dept. of Education, Edmonton	x			
Supt. of public schools of 4 cities				
K-13	4	-	4	-
Adult	4	-	-	2
Supt. of separate schools of 4 cities				
K-13	5	1	2	-
Adult	3	3	-	-
12 Community colleges	8	2	-	7
Saskatchewan Director of Curricula, Dept. of Education, Regina, Saskatchewan	x			
Supt. of public schools of 5 cities				
K-13	1	2	1	-
Adult	1	2	-	2
Supt. of separate schools of 5 cities				
K-13	5	-	-	-
Adult	4	1	-	-
13 Community colleges	6	7	-	5
Manitoba Mr. A. Peters, Immigrant Education consultant, Dept. of Education, Winnipeg, Manitoba	x			
27 K-13 programs	8	19	8 (*27)	-
8 adult programs	6	2		3 (*8)
3 Community colleges	1	-	-	2

* programs on list from Dept. of Education
* programmes, d'après Ministère de l'éducation

SOURCES OF THE DATA/ORIGINE DES DONNÉES

Note: In the pages that follow:
Dans les pages qui suivent:

- \- - No/Non
- x - Yes/Oui
- ? - Unknown/Inconnu

	Qns. Rec'd. Rep. Reçus: Yes Oui	Qns. Rec'd. Rep. Reçus: No Non	Program Programme: K-13 M-13	Program Programme: Ad.
Ontario Mrs. Joan St. Rose-Haynes, Director of Statistics, Ontario Ministry of Education, Queens Park, Toronto (K-13)	x		x	
Director, Citizenship Division, Dept. of the Provincial Secretary, Queens Park, Toronto (adult)	x			x
124 School boards (K-13)				
76 public	69	7	27	-
48 separate	31	17	15	-
124 School boards (adult)				
76 public	48	28	-	9
48 separate	16	32	-	1
22 colleges	16	6	-	13
(61 branches)	(28)	(33)	-	(22)
Québec Annuaire des organismes scolaires publics, Ministère de l'éducation, Québec				
Le responsable de l'anglais langue seconde in:				
K-11 M-11: 40 CSR catholiques	33	7	40	-
27 intégrées catholiques, 4 multiconfessionnelles	22	11	13	-
145 écoles locales catholiques	55	90	145	-
Adult Adultes: 40 CSR catholiques	21	19	-	21
29 écoles intégrées, 4 multiconfessionnelles	8	25	-	8
34 collèges d'enseignement général et professionnel (CEGEP)	23	11	24	7

APPENDIX B — ANNEXE B

SOURCES OF THE DATA/ORIGINE DES DONNÉES	Ans. Rec'd / Rép. Reçue		Program / Programme	
Note: In the pages that follow / Dans les pages qui suivent: - = No/Non; x = Yes/Oui; ? = Unknown/Inconnu	Yes / Oui	No / Non	K-12 / M-12	Ad.
SEC PROGRAMS / PROGRAMMES D'ALS				
Federal Government / Gouvernement fédéral				
Yukon — Mr. Wm. Ferguson, Superintendent of Curriculum, Department of Education, Government of Yukon Territory, Whitehorse, Yukon Y1A 2C6	x		-	-
N.W.T. / T.N.-O. — Mr. Lorne Smith, Co-ordinator, Dissertion ITEC, Department of Education, Gov't. of the Northwest Territories, Yellowknife, N.W.T. X1A 2L9	x		x	x
Dept. of Transport / Min. des Transports — Pacific Marine Training Institute, 2019 Dundas Street, Vancouver, B.C.	?			-
Mr. J. Kelly, Co-ordinator of CDC, Canadian Coast Guard College, Sydney, N.S.	?			?
Dept. of National Defence / Min. de la Défense nat. — 1. Dept. of National Defence, 3 colleges	?			x
2. Mr. P. Griffin, Head of CDC, Cdn. Forces Base, St. Jean, Quebec	x			x
3. Mr. J. Velady, Director of CDC, Cdn. Forces Language School, Toronto, Ontario	x			x
4. Mr. C.M. Regional Dependents Education, National Defence, Ottawa	x		x	-

SOURCES OF THE DATA/ORIGINE DES DONNÉES	Ans. Rec'd / Rép. Reçue		Program / Programme	
Note: In the pages that follow / Dans les pages qui suivent: - = No/Non; x = Yes/Oui; ? = Unknown/Inconnu	Yes / Oui	No / Non	K-12 / M-12	Ad.
Parliament / Parlement				
Paul-Henri Ethé, Co-ordinateur régional Linguistique Formation scolaire et professionnelle, Solliciteur général, Ottawa	x			
5 regions	4	1		?
Min. des Affaires indiennes et du Nord / Dept. of Indian and Northern Affairs, Ottawa	x			x
Commission de la Fonction publique / Public Service Commission — Ms. Vera Maley, Public Service Commission, Ottawa	x			x
Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration / Manpower and Immigration, Ottawa, Ontario	?			-
Governments provinciaux / Provincial Governments				
British Columbia — 1. Dr. J.A.O. Ulrina, Director of Special Education, Special Programs Branch, Ministry of Education, Province of British Columbia, Victoria, B.C.	x			
2. Director of Curriculum K-12, 57 school districts	48	9	38	
3. Co-ordinator of Adult Education, 57 school districts	45	12		14
4. Director of Curriculum, 14 Community Colleges	13	1		12

PROPRIETARY CROWN CORPORATIONS (SCHEDULE 'C' F.A. ACT)

CORPORATION	PORTFOLIO
Air Canada	Transport
Canada Deposit Insurance Corporation	Finance (Insurance)
Canadian Broadcasting Corporation	Secretary of State
Canadian National Railways	Transport
Cape Breton Development Corporation	Regional Economic Expansion
Central Mortgage and Housing Corporation	Urban Affairs
Eldorado Aviation Limited	Energy, Mines & Resources
Eldorado Nuclear Limited	Energy, Mines & Resources
Export Development Corporation	Industry, Trade & Commerce
Farm Credit Corporation	Agriculture
Federal Business Development Bank (formerly Industrial Development Bank)	Industry, Trade & Commerce
Federal Mortgage Exchange Corporation	Finance
Freshwater Fish Marketing Corporation	Environment
Northern Transportation Company Limited	Transport
Petro-Canada	Energy, Mines & Resources
Pilotage Authorities: Atlantic Pilotage Authority Laurentian Pilotage Authority Great Lakes Pilotage Authority Ltd. Pacific Pilotage Authority	Transport
The St. Lawrence Seaway Authority	Transport
The Seaway International Bridge Corporation Limited	Transport
Teleglobe Canada (formerly Canadian Overseas Telecommunications Corporation)	Communications

OTHER GOVERNMENT CORPORATIONS

CORPORATION	PORTFOLIO
Bank of Canada	Finance
Canada Council	Secretary of State
Canadair Limited	Industry, Trade & Commerce
The Canadian Wheat Board	Honourable Otto Lang
The de Havilland Aircraft of Canada Limited	Industry, Trade & Commerce
Dungarvon Forestry Project Inc.	Solicitor General (Penitentiaries)
Federal Insolvency Trustee Agency	Consumer and Corporate Affairs
Harbour Commissions	Transport
Hockey Canada Inc.	Health & Welfare
National Arts Centre Corporation	Secretary of State
National Sports and Recreation Centre Inc.	Health & Welfare
Opcan	Honourable Robert Andras
Public Works Lands Company Limited	Public Works
267 Queen's Quay West Ltd.	Urban Affairs
Radix Engineering Products Limited	National Revenue (Taxation)
Sport Participation Canada Inc.	Health & Welfare
Standards Council of Canada	Industry, Trade & Commerce

Appendix A #3

Crown and Other Government Corporations

DEPARTMENTAL CROWN CORPORATIONS (SCHEDULE 'B' F.A. ACT)

CORPORATION	PORTFOLIO
Agricultural Stabilization Board	Agriculture
Atomic Energy Control Board	Energy, Mines & Resources
Canada Employment and Immigration Commission	Employment and Immigration
Director of Soldier Settlement	Veterans Affairs
The Director, Veterans' Land Act	Veterans Affairs
Economic Council of Canada	Prime Minister
Fisheries Prices Support Board	Environment
Medical Research Council	National Health & Welfare
Municipal Development and Loan Board	Finance
National Museums of Canada	Secretary of State
National Research Council	Science and Technology
Science Council of Canada	Science and Technology

Source:
Minutes and Proceedings and Evidence of the Standing Committee on Public Accounts. House of Commons Issue No. 1. 1977. Queen's Printer, Ottawa.

Annexe A #3

Sociétés de la couronne et autres sociétés gouvernementales

AGENCY CROWN CORPORATIONS (SCHEDULE 'C' F.A. ACT)

CORPORATION	PORTFOLIO
Atomic Energy of Canada Limited	Energy, Mines & Resources
Canadian Arsenals Limited	Supply and Services
Canadian Commercial Corporation	Supply and Services
Canadian Dairy Commission	Agriculture
Canadian Film Development Corporation	Secretary of State
Canadian Livestock Feed Board	Agriculture
Canadian National (West Indies) Steamships Limited	Transport
Canadian Patents and Development Limited	Industry, Trade and Commerce
Canadian Saltfish Corporation	Environment
Centennial Commission	Secretary of State
Crown Assets Disposal Corporation	Supply and Services
Defence Construction (1951) Limited	National Defence
Loto Canada Inc.	Honourable Jean Campagnolo
The National Battlefields Commission	Indian and Northern Affairs
National Capital Commission	Urban Affairs
National Harbours Board	Transport
Northern Canada Power Commission	Indian and Northern Affairs
Royal Canadian Mint	Supply and Services
Uranium Canada Limited	Energy, Mines & Resources

III BILINGUALISM IN PUBLIC ADMINISTRATION

Under this programme, the Federal Government provides financial and technical assistance to encourage the use of both official languages, where appropriate, in provincial, territorial, and municipal administration. Activities include the following:

Federal Courses for Provincial and Municipal Public Servants

This programme enables provincial, territorial and municipal public servants and school board administrators to enrol in the language training courses offered by the federal Public Service Commission.

Provincial Second-Language Training Programmes

The Federal Government offers financial assistance to provincial governments to pay half the operating costs of provincial second language training programmes. This assistance is up to $109,000 a year per province, not exceeding $500 per student.

Translation of Provincial Statutes

The Federal Government offers financial assistance to provincial governments to pay half the costs of translating and printing provincial statutes and regulations and related documents. This assistance is up to a maximum of $100,000 per year per province.

IV BILINGUALISM IN THE PRIVATE SECTOR

This programme is designed to encourage the use of both official languages, as appropriate, in the operations of organizations and institutions in the private sector.

Assistance to Voluntary Associations

The Department of the Secretary of State establishes direct contact with voluntary associations to help them formulate long-term plans for the development of bilingual services and activities and to offer financial and technical assistance in such fields as terminology, translation, and staff training. By these means, the associations are helped to achieve their objectives in promoting the equality of both languages. Within the limits of the funds available, grants may be given to help such associations to defray a part of the actual costs of simultaneous interpretation services at their major meetings, conferences, and conventions, and to defray part of the costs of translating documents relative to these meetings.

Technical Assistance for Business and Industry

The Department of the Secretary of State makes available to private enterprises, information and technical assistance with regard to language training and translation. The objective is to encourage a reasonable balance in the use of the official languages in the business world. The Federal Government is also prepared to give financial support to help undertake special projects, such as resource surveys, feasibility studies, and identification of bilingualism requirements. This type of financial aid is available to organizations and associations, but not to individual business enterprises.

Teachers' Bursaries

Bursaries are offered annually to enable second official language and minority official language teachers to take courses to improve their skills.

Travel Bursaries

Travel bursaries are made available to post-secondary students of the official language minority in a province who are unable to pursue their studies in their own official language in their province of residence or within reasonable commuting distance from their place of residence.

Language Training Centres

Provincial governments can recover certain capital expenditures incurred in the establishment or improvement of language training centres. At these centres, official language training may be offered not only to students, teachers, and others in academic life, but also, in some instances, to provincial public servants and the general public. Each province may obtain up to $100,000 per year for this purpose.

Teachers' Colleges

The Federal Government provides assistance to provincial governments in eastern and western Canada in establishing or supporting designated teachers' colleges in the French language as recommended by the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism.

Summer Language Bursary Programme

Each summer, this programme enables post-secondary students to take an immersion course of six weeks in their second official language at an educational institution either in their province of residence or in another province.

This programme is funded by the Department of the Secretary of State and administered by provincial governments in liaison with the Council of Ministers of Education.

Second-Language Monitor Programme

Each year, this programme enables several hundred post-secondary students to work part-time as monitors assisting second-language teachers, especially with the conversational aspects of language learning. These students work as monitors for six to eight hours per week and receive bursaries of $3,000. An English language monitor studies for one year in a French-language milieu and assists a teacher of English as a second language. Similarly, a French-language monitor studies for one year in an English-language milieu and assists a teacher of French as a second language.

This programme is funded by the Department of the Secretary of State and administered by provincial governments in liaison with the Council of Ministers of Education.

II LANGUAGE ACQUISITION DEVELOPMENT

Under this programme, grants are awarded to institutions and associations for language research projects and for activities designed to promote the widespread dissemination of information on second official language teaching and learning and minority language education.

(iii) Assistance for administrative costs relative to the provision of minority official language education

1.5% of the average annual provincial per student cost, based on the total number of minority official language school-age children in each province, is paid to provincial governments to assist with the administrative costs associated with providing minority official language education.

Post-secondary level

10% of the annual provincial operating grant to eligible post-secondary institutions is paid to provinces. The formula takes into account the amount of instruction time in the minority official language.

A further contribution of 8.5% of this first contribution is made with respect to capital expenditures.

Federal contributions to provinces under the above formula payment programmes are calculated on the basis of data provided by provincial governments. Federal payments to provinces each year are based on Statistics Canada recommendations estimating the amounts due to provinces in that year. When the final amounts due have been determined, on the basis of provincial public accounts, the Federal Government makes adjustment payments to provinces.

In addition to these formula payments programmes, the following programmes of bilingualism in education are funded by the Department of the Secretary of State and administered by provincial departments of education, or other responsible provincial departments:

Special projects

The special projects programme is designed to enable provincial and territorial governments to identify spheres of activity in which substantial progress may be possible in the development of bilingualism in education. Special projects are intended to assist provincial governments in developing innovative and experimental projects in minority official language education or second official language instruction at any level of the educational system. The projects are financed on a cost-sharing basis by the federal and provincial governments.

The amount of the federal reimbursement with respect to such projects does not normally exceed fifty per cent of the total cost. Expenditures of a capital nature are generally not admissible. In calculating the amount of reimbursement for special projects, the Federal Government may take into account the funds it is contributing to the province under other language programmes. Essential requirements are that all special project requests be submitted to the Federal Government by the relevant provincial department, and that there be provision for the evaluation of each project.

Fellowships for Official Language Study

Each year, the Federal Government offers fellowships of up to $2,000 each for post-secondary students to pursue their studies in their second official language, or for students belonging to the minority official language group in a province to study in their own official language.

.../iii

Appendix A #2

Department of Secretary of State
Language Programmes Branch

Description of Program

Annexe A #2

Secrétariat d'Etat
Direction générales des
Programmes de langues

Description du programme

The overall objective of the Language Programmes Branch is to promote, facilitate, and encourage the acquisition and use of the two official languages in Canadian society, thereby reinforcing the equality of status of the two official languages.

In support of this objective, the Language Programmes Branch administers the following programmes:

- Bilingualism in Education
- Bilingualism in Public Administration
- Bilingualism in the Private Sector
- Language Acquisition Development

I BILINGUALISM IN EDUCATION

The present federal-provincial programmes of bilingualism in education were initiated in January, 1970, and renewed in March, 1974, for a five-year period expiring March 31, 1979.

These programmes are designed to provide an increased opportunity for members of the majority official language group in each province or territory to acquire a knowledge of their second official language, and for members of the minority official language group in each province or territory to be educated in their own official language.

Formula Payments

The Federal Government makes formula payment contributions to provincial governments in support of the above objectives, as follows:

Elementary and secondary levels

i) Assistance for minority official language education

(The minority official language is considered to be English in the province of Quebec and French in all other provinces)

% of the average annual provincial per student cost is paid to provinces with respect to each student who is studying in the minority official language on a full-time basis at either the elementary or secondary level. For these purposes, "full-time" is considered to be 75% of the time at the elementary level and 60% of the time at the secondary level.

ii) Assistance for the teaching of the second official language

(The second official language is considered to be English in the province of Quebec and French in all other provinces)

% of the average annual provincial per student cost is paid to provinces with respect to each student who is studying the second official language. The formula takes into account the amount of time which the student spends studying the second official language.

.../ii

Appendix A #1

Federal Expenditures in Support of Education and University Research

Dépenses du gov't. fédéral pour l'éducation
et la recherche universitaire
1972-73

Source: Organization for Economic Co-operation and Development (1975).

Department and/or programmes	Total ($'000)
Fiscal Transfers fro-Post-Secondary Education	987,030.0
Department of Indian and Northern Affairs	105,235.0.
Department of National Defence	62,779.0
Federal Prison Service	416.0
Occupational Training of Adults	310,611.3
Citizenship & Language Instruction Agreements	775.7
Textbook Agreement	120.6
Teaching of Official Language	62,883.2
Department of Regional Economic Expansion	13,...
Research Grants and Fellowships	121 ...
Contracts	7,...
Excise Tax Exemption	23,000.0
Canada Student Loans Plan	34,023.0
Allowances, Bursaries, Scholarships and Fellowships	28,390.3
Income Tax Reductions	84,000.0
Other Programmes	98,944.7
TOTAL	1,940,328.5

Darian, Stephen G. (1972). English as a Foreign Language: History, Development and Methods of Teaching. Norman, Oklahoma: University of Oklahoma Press.

Diosoran, Ramesh, E.N. Wright and Thelma Kane. (1976). The 1975 Every Student Survey #138, Research Service. Toronto, Ont.: The Board of Education for the City of Toronto.

Germain, Claude. (1977). "Evolution de l'enseignement de l'anglais, langue seconde, au Québec." Paper delivered at SPEAQ Convention, Montréal, May 21st.

Jolly, Grace, ed. (1978). Special ESL issue. The English Quarterly. Vol. 11, No. 2.

Kovacs, Martin L. ed. (1978). Ethnic Canadians Culture and Education - Canadian Plains Studies - 8. Regina, Saskatchewan: Canadian Plains Research Centre, University of Regina.

Les Frères de l'Instruction Chrétienne (1915). La classe en anglais: d'après la méthode directe. LaMennais, Québec.

Martin, Carson. (1972). "History of T.E.S.L. in Ontario," TESL Talk. Vol. 3, No. 3, pp. 3-10.

Nacsa, Veronika et al., comps. (1978). 1978-1979 Directory of E.S.L. Classes and Service Centres for Newcomers. Toronto, Ont.: Newcomer Services Branch, Ontario Ministry of Culture and Recreation.

Newsham, G.S. (1969). "A Survey of English as a second language in Canada. June 1967 - June 1968." Master's thesis, University of Alberta.

Report of the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism (1967. Vol. 1 - The Official Languages. Ottawa, Ont.: Queen's Printer.

_____ (1968). Vol. 2, Ottawa: Queen's Printer.

The State of Minority Language Education in the Ten Provinces of Canada. (1978). A report by the Council of Ministers of Education, Canada.

Stokes, Anne. (1974). "The Development of English as a Second Language at Sir George Williams University," TESL Talk. Vol. 5, No. 3, pp. 1-5.

Universities and Colleges of Canada 1976. Catalogue 81-230 Annual. Ottawa, Ont.: Statistics Canada and the Association of Universities and Colleges of Canada.

REFERENCES / SOURCES

Acheson, Palmer. (1977). "English for speakers of other languages: a survey of teacher preparation programs in American and British colleges and universities," Bilingual, ESOL and Foreign Language teacher preparation: models, practices, issues. J. Fanselow and Richard L. Light, eds. pp. 69-81. Washington, D.C.: Teachers of English to Speakers of Other Languages.

_____. (1978). "English as a second language: Canadian, British and American models of teacher preparation," Proceedings of the Eighth Symposium of the Canadian Association of Applied Linguistics. J.G. Savard, ed. Quebec: International Center for Research on Bilingualism.

Allen, Harold B. (1966). A Survey of the Teaching of English to Non-English Speakers in the United States. Champaign, Ill.: National Council of Teachers of English.

Annuaire des organismes scolaires publics 1978-1979. Quebec: ministère de l'education.

Ashworth, Mary. (1975). "Today and tomorrow in E.S.L.," TESL Talk. Vol. 6, No. 1, pp. 1-15.

_____. (1975). Immigrant Children and Canadian Schools. Toronto: McClelland and Stewart.

Bibeau, Gilles.(1976a). La définition des objectifs de l'enseignement de l'anglais langue seconde au secondaire. Montréal: Faculté des Sciences de l'Education, Université de Montréal, mimeo.

_____. (1976b). Report of the Independent Study on the Language Training Programs of the Public Service of Canada. Vol. 1 General Report. Ottawa: Queen's Printer.

Blatchford, Charles. (1977). Directory of Teacher Preparation Programs in TESOL and Bilingual Education 1976-1978. Washington, D.C.: Teachers of English to Speakers of Other Languages.

Burnaby, Barbara. "Language in Native Education," 1976 Yearbook of the Canadian Society for the Study of Education.

Canadian Almanac and Directory. (1977). Toronto: Copp Clark.

Canadian Society for the Study of Education (1974). Yearbook - Canadian Native Schools in Transition. Vol. 1. Edmonton, Alberta: Faculty of Education, The University of Alberta.

A Consolidation of The British North America Acts 1867 to 1965. (1967). Prepared by Elmer A. Driedger, Deputy Minister of Justice and Deputy Attorney General of Canada. Ottawa: Queen's Printer.

planning should be suitable teacher training for ESL teachers of adults as well as possibilities for full-time careers in this field.

3. That TESL training be part of all teacher preparatory programs throughout Canada, and that specialization in this field be available in every region of the country.

3. None of the teacher preparation programs surveyed mentioned a special adult option nor any special andragogy component in their syllabus, yet there are large numbers of ESL teachers teaching adults throughout Canada.

RECOMMENDATIONS

Based on the results described above, the following recommendations are made:

1. That English as a Second Language be considered a school subject on a par with French as a Second Language everywhere in Canada. This means that in each province someone in the department of education should be responsible for planning and administering ESL programs, that ESL classes should be offered wherever there is a need and wherever the number of students warrants them, and that TESL should be recognized as a regular teaching specialty in all Canada, not just in Quebec and New Brunswick. Furthermore, it should be recognized that English is a second language not only for French-speaking Canadians and for many newcomers to Canada but for most Canadian Indians and Inuit as well.

2. That the learning of English by adults whose first language is not English should be considered a matter as academically worthwhile as the learning of any other language, and that ESL courses be planned and organized as part of a total educational program for the adult learner. Included in this

c) Courses only

In addition to those universities which had TESL programs, 7 universities offered isolated TESL courses: Simon Fraser, Calgary, Saskatchewan, Brandon, Winnipeg, Laurentian, and New Brunswick.

3. Faculty

There were 50 full and part-time professors teaching in TESL graduate programs, and 130 (some of whom also taught graduate courses) teaching in undergraduate programs. Their qualifications were mainly in linguistics and modern language teaching.

TEACHER PREPARATION PROGRAMS: CONCLUSIONS

1. The finding that ESL is taught in almost every province and territory of Canada and yet university undergraduate teacher preparation programs for ESL were (with one exception) found only in Ontario and Quebec suggests that universities in other regions should provide training in this field. In particular, more provision for training teachers for the Northwest Territories should be made.

2. There appeared to be no standardization of qualifications in TESL. "Specialization in TESL" and "TESL Certificate" meant different things in different places. In some cases TESL appeared to be confused with linguistics.

In general, universities in bilingual areas (Ottawa, Concordia, McGill, Montréal, Québec) had undergraduage degrees in TESL or Applied Linguistics and so their master's programs had administration, research and materials preparation for goals rather than teacher preparation as such. Universities in other areas emphasized TESL specialization.

b) Undergraduate

Bachelor's degree

Nine universities (or branches) offered bachelor's degrees with specialization in TESL: Ottawa, Concordia, McGill, Sherbrooke, Québec (Montréal, Chicoutimi, Rimouski, Trois Rivières, Rouyn).

All French L_1 universities required bilingualism of applicants. All universities had as the aim of their program the preparation of teachers to teach ESL in the public school system. All programs except the one at Ottawa included practice teaching in their syllabuses.

Certificate or Diploma

Fourteen universities (or branches) offered teaching diplomas with specialization in ESL, or certificates in ESL. There were Alberta, Carleton, Ottawa, Queens, Toronto, Glendon, Windsor, Concordia, Laval, McGill, Montréal, Québec at Chicoutimi, Québec at Trois Rivières and Québec at Hull. All programs had as goal the preparation of specialists in TESL.

administrative body, teachers of programs administered by federal agencies appeared to have the least TESL training. This finding suggests that the federal government should reassess its hiring policies.

TEACHER PREPARATION PROGRAMS: SUMMARY

1. Students

In 1977-78 there were nearly 3,100 students in university undergraduate programs which had TESL or Applied Linguistics as a part of the name of the terminal qualification. Approximately 500 had graduated with a certificate, a diploma, or a bachelor's degree the year before. In the same year there were some 200 students in graduate programs leading to a master's or doctor's degree. Approximately 30 graduated the year before.

2. Programs

a) Graduate

Two institutions, the Ontario Institute for Studies in Education (OISE) of the University of Toronto and the University of Montréal had doctor's degrees. Montréal offered a Ph.D. didactique (anglais langue seconde), and OISE offered an Ed.D. and a Ph.D. in Educational Theory (with specialization in TESL).

Master's degrees were offered at eight universities: British Columbia, Alberta, Ottawa, Toronto (OISE), Concordia, McGill, Montréal, Québec (Montréal).

may be many L_2 students with language problems at Canadian universities.

4. Most adult ESL courses carried no credit in academic programs, yet courses in other languages are usually considered credit worthy. Perhaps more adult students would be encouraged to continue studying if ESL courses were integrated into other programs.

Teachers

1. When teacher qualifications were compared by type of administrative body, those teaching in university programs most frequently had qualifications in linguistics but not in TESL. This suggests that teachers in many university programs confuse the study of linguistics with training in teaching ESL.

2. Most of the 1,000 ESL teachers teaching adults were on part-time contracts. This finding suggests that there should be an evaluation of the place of ESL programs in such education. Long-term planning should be possible and the teaching of adults should be considered a profession and a career.

3. Over half the teachers in adult ESL programs had no training in ESL methodology. This suggests that suitable TESL programs for teachers of ESL to adults may not be available or that administrators of adult ESL programs consider that teachers do not need training to teach adults.

4. When teacher qualifications were analyzed by the type of

ESL PROGRAMS FOR ADULTS: CONCLUSIONS

Students

1. There was an increase of over 50% in adult students in the ten years between 1967 and 1977. This suggests that the need for ESL teaching to adults is a continuing and increasing one.

2. There appeared to be a number of Chinese MT speakers in ESL classes disproportionate to the size of this language group in Canada. This suggests that some of this number may be visitors in Canada and that some community ESL programs are in reality college preparation programs.

3. There were no Indians or Inuit registered in university ESL programs. This suggests the need to analyze the needs of these Canadians and to investigate to what degree their school training in English prepares them for further academic work.

Programs

1. As with K-13 programs, there were areas of Canada where no ESL courses were offered. There is the possibility an existing need would have been discovered if courses were available.

2. Most adult students of ESL were being taught with textbooks designed for children. This suggests that there is a need for more ESL materials designed for adults to be created and to be advertised .

3. Twenty of the 49 universities surveyed had no courses in ESL. At the same time, many universities reported that they used no entrance tests for L_2 speakers. This finding suggests that there

Twenty-nine universities had ESL programs of which 17, (mainly in Quebec and New Brunswick) included courses which had credit in academic programs.

As with the K-13 programs, programs for adults in New Brunswick and the Northwest Territories were felt to be instrumental in nature, while those in the rest of Canada were felt to be integrative.

Most institutions reported that no entrance tests were used in their programs. Even in universities, few reported the use of standardized or any other kinds of tests. Placement tests were usually locally made rather than commercially produced.

The textbooks in most common use in Quebec were the Lado Series, with material developed by the provincial government the second most popular. Locally produced materials were most often cited in the rest of Canada.

4. Teachers

There were over 1,000 teachers of ESL to adults in Canada, the great majority being employed on a part-time basis. Of this number, by region, some 550 were in Quebec and 350 were in Ontario. By administrative body, most were teaching in school board programs; 300 were in university programs.

The qualification required of most teachers of adults in all ESL programs was fluency in English. Training in TESL or background courses in English language at university level were required by only about 50 percent of the programs.

ESL PROGRAMS FOR ADULTS: SUMMARY

1. Numbers

Over 98,000 adults were reportedly studying ESL in 1977-78. Of these, some 62,000 were in Quebec and 20,000 in British Columbia. In comparison, in the 1967-68 survey there were some 61,000 adult ESL students, approximately 15,000 in Quebec.

2. Mother tongue

The majority (64%) of adults in ESL classes had Canadian French as their mother tongue. Those with an Indian language as MT represented 2% of the total and those with Inuktitut as their MT only 0.1%. Of immigrant groups, those students with Chinese as MT made up the largest number (28% of the over all total).

A comparison with the 1967-68 survey shows that ten years earlier Canadian French was the most common MT of adult ESL students in Atlantic Canada, Quebec, Ontario and the Prairies, with Italian the most common in British Columbia. In 1977-78, Chinese languages were the most common MT of adult ESL students in British Columbia, the Prairies, and Ontario. Canadian French remained in first place in Quebec and Atlantic Canada, with Italian and Chinese languages in second and third places.

3. Programs

This survey revealed the existence of 157 adult ESL programs in Canada: 48 were in Quebec and New Brunswick and 109 were in the rest of Canada. None were reported from the Yukon or Nova Scotia. Adult ESL programs were administered by universities, community colleges, school boards, and by agencies of the federal government.

aims plainly stated, and would have different materials, different types of scheduling, and different methodologies.

5. Quebec and New Brunswick reported using adapted British and American textbooks, for the most part. This suggests the need for the production of Canadian textbooks more oriented to the needs and experiences of the students in these areas.

Provinces other than New Brunswick and Quebec most often reported using locally-produced materials. This finding suggests that there is a need for a co-ordinating body to collect, evaluate and disseminate such materials. It also suggests that all ESL teachers need training in the production and adaptation of teaching materials.

Teachers

1. About half of the programs surveyed did not require their teachers to have training in TESL. The conclusions drawn are that TESL training should be more available in more parts of Canada, and that the need for such training should be more publicized.

2. Teachers in many programs were not required to be fluent in English. This suggests the need to define fluency, to prepare tests to assess language skills, and to provide more opportunities for teachers to improve their competence.

3. There were more professional associations for TESL in 1977 than in 1967 and there were more ESL programs. However, departments of education in some provinces were unaware of the existence of ESL programs within their areas. This suggests that TESL associations have a rôle to play in informing administrators and the public of the needs of ESL students.

3. Comprehensive information about the ESL needs of Indian children and how these needs were being met was unobtainable because of overlapping administrative responsibilities. This suggests that there is a need for co-ordination of administrative bodies concerned with Indian education.

Programs

1. The Yukon, Nova Scotia and Prince Edward Island had no K-13 ESL programs although neighbouring areas did. This suggests that the ESL needs of students in some areas were being overlooked.

2. Not all ESL students were in elementary grades; suggesting that there is a need for ESL teaching throughout the school program from kindergarten through high school.

3. Outside Quebec and New Brunswick, most ESL students were learning English in regular L1 classes or in regular classes with additional help. Since teaching and learning a second language and a first language are not the same, this finding suggests that special teaching methods are necessary and that TESL training should be part of all teacher-preparation programs in Canada.

4. There appeared to be two types of ESL students in Canada: those in the Northwest Territories, Quebec and New Brunswick seemed to be studying English for school or job-related purposes; those in the rest of Canada seemed to be motivated by a desire to integrate into the English-speaking community. Such a finding suggests that two broadly different programs based on needs surveys should be set up. These programs would have their different

government, was the most commonly used textbook.

5. Teachers

There were over 6,000 teachers in Canada who were teaching ESL in K-13, either as specialists or as home-room teachers. Of these, some 2,500 were specialists in secondary schools in Quebec. Not included in this number were an unspecified number of elementary teachers who taught ESL classes in Grades Five and Six. New Brunswick had over 1200 ESL specialists and generalists, and Ontario had the next largest number, some 800.

Sixty percent of programs in Quebec, New Brunswick and the Northwest Territories (instrumental programs) required teachers to be fluent in English and forty percent required training in TESL. In the rest of Canada the totals were somewhat higher (eighty-five percent and sixty percent).

An adequate supply of teachers was reported in 60 percent of instrumental programs and in 70 percent of integrative programs.

ESL PROGRAMS FOR K-13 STUDENTS: CONCLUSIONS

Students

1. The increase of more than 400% in K-13 students enrolled in ESL programs between 1967 and 1977 suggests that the teaching of ESL will continue to be necessary.

2. The increase in numbers of students with non-European languages suggests the need for teaching materials based on different language contrasts.

3. Grade Level and Class Placement

In the two officially bilingual provinces of Quebec and New Brunswick, there were only a few ESL students in kindergarten, but the number increased sharply in Grade One and remained almost constant until the end of high school. Most of these students were taught in special ESL classes. In the remainder of Canada there was a fairly large number of ESL students in kindergarten, a much larger number in Grades One to Six, then a sharp decrease from Grade Seven to the end of high school. Most of the students here were in regular English L_1 classes or in mixed ESL-English L_1 classes.

4. Programs

Of 390 K-13 programs reported in the survey, there were about 150 in Quebec and New Brunswick, constant since the 1967-68 survey. Ontario and British Columbia had about 40 programs each, which, for British Columbia represented a large increase. There were no programs reported from Nova Scotia, Prince Edward Island or the Yukon in either survey.

The goals of the programs appeared to be mainly instrumental (job or school related) in nature in Quebec, New Brunswick and the Northwest Territories, and integrative (related to integration in the community) in the rest of Canada.

A wide variety of teaching materials was reported in use. In Quebec, the Lado Series for secondary schools and Look, Listen and Learn for elementary schools were the most frequently used textbooks. In the rest of Canada, locally produced materials were mentioned most frequently. Ten years earlier there were fewer books listed, and Learning the English Language (Nelson), distributed free by the federal

SUMMARY AND CONCLUSIONS

ESL PROGRAMS FOR K-13 STUDENTS: SUMMARY

1. Numbers

There were nearly 800,000 K-13 students reported in ESL programs in this survey. Of these, about 600,000 were in schools in Quebec and New Brunswick, or about double the number reported in a survey done ten years earlier. The 101,000 students in the rest of Canada represented an increase of over four hundred percent over the same period. The largest increases were in Ontario, British Columbia and Manitoba. There were no K-13 students reported in this survey from the Yukon, Prince Edward Island or Nova Scotia, and very few from Saskatchewan.

2. Mother Tongue

The mother tongue of almost 600,000 of the students was Canadian French. Those with an Indian language as MT totalled about 7,000, and Inuktitut 6,000. Children of immigrant parents most commonly had Italian, Portuguese or Chinese as MT. There were also a large "other language" group consisting mainly of students with South American or Middle or Far Eastern languages. A comparison with the 1967-68 survey shows that students with a Chinese language as MT remained the largest group in British Columbia and had become one of the largest on the Prairies. In Ontario, Quebec and Atlantic Canada, the MT of the majority of students remained Canadian French.

Children with an Indian language MT seemed to be poorly represented in ESL classes.

CHAPTER V

SUMMARY, CONCLUSIONS AND RECOMMENDATIONS

The purpose of this study was to attempt to describe all ESL programs for students from K-13 to university in publicly funded institutions as well as all TESL programs in teacher-training institutes in Canada. To achieve this purpose, three questionnaires were constructed (in French and English) to obtain information about the school year 1977-78: one questionnaire for K-13 programs, one for adult programs, and one for TESL programs. The first two were mailed to program administrators in publicly-supported schools, colleges and universities. The TESL questionnaire was sent to all degree-granting teacher-training institutions in Canada. The percentage return for these questionnaires was 67 percent for the K-13 programs, 65 percent for the adult programs, and 96 percent for the TESL programs.

In this chapter the findings will be summarized and discussed in terms of the specific purposes for the study discussed in Chapter One. Some generalizations which take into account the limitations of the study will then be given as conclusions. Finally, some recommendations will be set forth.

it is evident that most of the professors in these programs either did not receive their training in Canada or were trained in Canada but in allied fields, not in TESL as such.

All graduate programs except one had faculty whose graduate qualifications were in modern language teaching, and all had faculty with degrees in linguistics. Only two of the eight universities had faculty with Ph.D.s in English.

The universities which had no undergraduate degree in TESL had the most diffuse aims for their master's programs.

In general, Quebec universities had the strictest entrance qualifications. All required previous language teaching experience; as well, most required a knowledge of another language besides English and the possession of a previous degree in a field related to TESL teaching. Only one other university (Alberta) required language teaching experience; one other (OISE) required teaching experience in any field.

No university mentioned specifically that it prepared students for teaching in ESL programs for adults, even though there appeared to be a real need for teachers trained in this specialty.

A certificate in TESL was not a standard qualification. Some programs were six weeks long and others lasted a whole year; some required entrants to have a first degree and other were open to those with university entrance only.

Rouyn offered a Bacc. spécialisé en enseignement secondaire (études anglaises). Entrance requirements were a knowledge of French and English, and the main aim of the program was to train teachers of ESL for secondary schools. Other details of the program were not available.

The Université du Québec à Montréal offered a B.Ed. (Bacc. spécialisé en enseignement de l'Anglais langue seconde). Entrance qualifications were knowledge of French and English, and the purpose of the program was mainly to train ESL teachers for secondary schools. In 1977-78 there were 20 students in the program. The 26 professors who taught courses within the program had qualifications in English and linguistics.

The Université de Sherbrooke had two bachelor's degrees: a B.A. (anglais, pédagogie) and a B.E.E. (enseignement élémentaire). Both programs were given in the faculty of Arts, and entrance requirements to both were a knowledge of French and English, but the first was designed mainly for secondary teachers while the second was mainly for elementary teachers. In the B.A. program in 1977-78 there were 55 students with 7 professors whose qualifications were in English, linguistics and education. The the B.E.E. program there were 12 students with 2 professors whose qualifications were in linguistics and education.

2. Comments

Since all the graduate programs in TESL were of recent origin,

qualifications were in English, linguistics, and language teaching.

The Université du Québec had 6 branches which had programs in TESL in 1977-78. Chicoutimi had a B.Ed. and a certificate. There were 18 students in the certificate and 85 in the B.Ed., with a faculty of 5 whose qualifications were in English and modern languages. Students in the certificate program were experienced teachers who were upgrading their qualifications. Students in the B.Ed. (TESL) were working for a first degree and the right to apply for a teaching permit.

Rimouski had an enrolment of 15 students in its baccalauréat d'enseignement en études anglaises and a teaching faculty (mainly part-time) of 9. Entrance requirements were graduation from CEGEP and knowledge of French and English. The aim of the program was mainly to train teachers for secondary schools.

The Université du Québec at Trois Rivières also offered a B.Ed. (TESL) and a Certificat en langue et littérature anglaises. Entrance qualifications to both were knowledge of French and English, and both had the main aim of preparing teachers for secondary schools. In 1977-78, in both programs, there were 100 students with a faculty of 4. The latter had qualifications in English.

In Hull, only a certificate (certificat d'aptitude à l'enseignement d'une langue seconde: français, anglais) was offered. Its main aim was to provide additional training for teachers. In 1977-78 there were 25 students in the program with one faculty member whose training was in education.

program was designed as a specialist course for qualified teachers. Entrance qualifications were teacher training and/or language teaching experience. The B.Ed. (TESL) was a degree course which qualified the successful graduate to apply for a teaching permit in the province of Quebec. Entrance qualifications were graduation from CEGEP and a good command of English.

McGill University had three types of undergraduate programs. It offered a TESL option in its diploma program which is a one year teacher training program for university graduates, and in a bachelor of education degree. It also offered a part-time TESL certificate for practicing teachers. The teaching faculty of three had qualifications in linguistics and English.

The University of Laval had two types of certificate. The first was a TESL training program for qualified teachers of any subject, and the second was a retraining course for teachers already teaching ESL. The first had an enrolment of 27 with 11 faculty members whose qualifications were in linguistics and one other field. The second had an enrolment of 69 students with 6 faculty members whose qualifications were in English, linguistics and modern languages.

There were two certificates as well at the Université de Montréal. The first was a teacher-training program with specialization in TESL. On completion of the program students applied for a teaching permit from the province of Quebec. This was the older of the two programs. In 1977-78 there were 25 students in the program, with a faculty of 7 whose qualifications were in English, lingustics and education. The second certificate was for <u>perfectionnement</u> of experienced teachers. There were 12 students in this program with 10 faculty members whose

and 2 faculty members with degrees in education and English. The goals of the program were to train teachers of primary and secondary schools, and the entrance qualifications were knowledge of English and of another language.

The certificate program at Woodsworth College had 150 students with one faculty member whose post graduate degrees were in linguistics. The goals of the program were to train teachers at any level of teaching and to form researchers and administrators. The entrance requirements were knowledge of English and another language.

Glendon College of York University had a certificate program designed to train teachers at any level of teaching. The number of students and faculty was not given. Applicants for entry needed to be fluent in English.

The TESL certificate at Windsor had an enrolment of 20 and a faculty of two. The latter had qualifications in modern languages. The goals of the program were mainly to train primary and secondary teachers. Entrance requirements were fluency in English, possession of an undergraduate degree, and teaching experience.

In Quebec, 2 of the 3 English L_1 universities had undergraduate programs. Concordia University has a special department, the TESL Centre, for the teaching of ESL and the training of ESL teachers. The Centre teaches courses leading toward a TESL Certificate, a B.Ed. (TESL) as well as an M.A. in Applied Linguistics. In 1977-78 there were 230 full and part-time students in the ..tificate program and 229 in the B.Ed. (TESL). There were 9 full-time faculty members; their qualifications were in linguistics and education. The certificate

Ontario had six universities with undergraduate programs in TESL. Five of these offered certificates and one, Ottawa, offered both a certificate and a B.A. in Applied Linguistics. At Ottawa, most of the students (160) were in a certificate program. In its B.A. program it had 25 students; 10 had graduated in 1976. The main aim of the certificate program was to train teachers of primary and secondary schools, while of the B.A. it was to train materials developers and administrators. Entrance qualifications were proficiency in French and English and an undergraduate degree for the certificate, and fluency in French for the B.A. degree.

The certificate at Carleton had as entrance requirements fluency in English, the possession of an undergraduate degree and/or ESL teaching experience.

The main aim of the certificate was to train teachers for any level of teaching. There were six professors giving TESL courses. They had post graduate degrees in English, linguistics, modern languages and anthropology.

Queen's university had an enrolment of 39 in its certificate and a faculty of 3 whose qualifications were in English and education. Its aims were generally to train teachers and researchers. Entrance qualifications were fluency in English and one other language and the possession of an undergraduate degree.

The University of Toronto gave two certificates, one through the Faculty of Education and the other through Woodsworth College. There were 60 students in the Faculty of Education program

b. Undergraduate Programs

The earliest date given for the commencement of an undergraduate program in TESL was 1927. This was a teacher-training program with an ESL option given at the University of Ottawa. Its purpose was to prepare teachers for teaching in the french language schools in Ontario. A similar program was begun at the Université de Laval in 1964. Apart from these two programs, the given starting dates for most programs were in the late 1960s or early or middle 1970s.

A total of twenty-five programs was reported in this survey. Course offerings in almost all included pure linguistics and TESL methods. Practice teaching courses were mentioned as part of twenty programs, and English language courses as part of fifteen programs. Psycholinguistics and sociolinguistics were mentioned twelve times, and courses in testing were mentioned sixteen times. Other subjects mentioned were English literature, history of the English language, error analysis, and applied linguistics.

TESL undergraduate programs were found only in Ontario and Québec except for one diploma program at the University of Alberta. This program was a teacher-training program for students already holding an undergraduate degree related to the field in which they wished to teach. The TESL courses provided one specialization in this diploma. In 1977-78 there were four faculty member who taught TESL or TESL-related courses. These faculty members had graduate qualifications in linguistics and education.

in the M.A. and 11 students in the Ph.D. program; 2 had graduated with M.A.s in 1976. The three faculty members had degrees in linguistics and education. The main aims of the programs were to train teachers for secondary schools and to form researchers and administrators. Applicants to the programs were expected to be fluent in French and English, to have an undergraduate degree in a related field, and to have language teaching experience.

The graduate degree at the Université du Québec à Montréal was an M.A. (linguistique) with specialization in TESL. There were 60 students in the program and 19 faculty members. The latter had post graduate degrees in linguistics and education. The goals of the program were to educate teachers for teaching at any grade level and to form researchers and administrators.

The course offerings in graduate programs were fairly similar but there were some differences. The one subject matter common to all 8 graduate programs was linguistics. Six of the programs included TESL methods and materials and six included psycholinguistics. English language as a course was mentioned specifically in 2 programs, and sociolinguistics in another two. Only one program provided practical training in teaching ESL. A variety of other subjects was mentioned in the syllabuses of three of the programs described. Differences in emphasis were noted in the course offerings, with Ottawa appearing to offer the most practical course and UQAM the most theoretical.

programs were to train teachers at all levels as well as to develop researchers and administrators. Applicants were expected to have a good knowledge of English, to be an experienced teacher, and to have an undergraduate degree.

Four universities in Québec, two of them English L_1 institutions, had graduate programs. Concordia University, in its Centre for the Teaching of English as a Second Language, offered an M.A. in Applied Linguistics with a TESL option. In 1977-78 there were 50 students enrolled in the program and a teaching faculty of 9 professors with post graduate qualifications in linguistics and education. The goals of the program were mainly to train researchers, materials developers, and administrators. Applicants to the program were expected to have an undergraduate degree in a related area, to have experience in language teaching, to know another language and to be fluent in English.

McGill University had TESL courses in a diploma in education and a Master of Education in TESL. In 1976-77 there was a total of 35 students in both programs. Three faculty members with post-graduate degrees in English and linguistics taught the courses. The goals of the programs were to train teachers for teaching at any level and to form researchers and administrators. Entrance requirements were an undergraduate degree and, for the M.Ed., teaching experience.

The Université de Montréal had an M.A. didactique (anglais langue seconde) as well as a Ph.D. In 1976, there were 6 students

the other with an M.A. in Education. The goals of the program were research and teacher education. Applicants were required to be experienced teachers, to have a previous degree, and to know a language other than English.

The University of Alberta offered a specialization in TESL in its Master of Education degree. Five students were enrolled in 1977-78 and there were 4 faculty members teaching TESL courses. These professors had degrees in English, linguistics, and education. The goal of the program was mainly to train teachers for positions in primary and secondary schools. Applicants were required to have a previous degree and language teaching experience, and to be proficient in English.

The University of Ottawa has an M.A. in Applied Linguistics. Twenty-five students were enrolled in 1977-78; 10 had graduated the previous year. There were six faculty members, with degrees in English, linguistics and education. The main aim of the program was to develop researchers, material developers and administrators. Applicants were required to be fluent in French and to have an undergraduate degree.

The Ontario Institute for Studies in Education (OISE), a graduate school of the University of Toronto, had two graduate degrees at the Master's level, an M.A. and an M.Ed. in Educational Theory with specialization in TESL. There were four faculty members teaching TESL courses, and their credentials were graduate degrees in linguistics, modern language, and psychology. The goals of the

Description of TESL Programs 1977-78
(Table 26)

I. Description

a. Graduate Programs

Eight Canadian universities had graduate programs in TESL or in Applied Linguistics with a TESL option, the earliest commencement date being 1967. Two universities, Toronto (the Ontario Institute for Studies in Education: OISE) and the Université de Montréal had doctoral programs. OISE had both a Ph.D. and an Ed.D. in Educational Theory with specialization in TESL. The emphasis in the OISE graduate degree program was on second language learning and teaching, with few courses specifically designed for ESL. The Ph.D. program at the Université de Montréal was a Ph.D. didactique (anglais langue seconde) and was taught in the Faculté des Sciences de l'Education where an individualized program was made up for each student. Both programs required candidates to be experience teachers, and both trained candidates for research and administration as well as teaching. Unlike OISE, Montréal required candidates to be fluent in French and English and to have experience in language teaching, not just in teaching in general. Qualifications and number of teaching faculty were almost the same for OISE and Montréal and both institutions gave masters degrees as well. OISE had 25 students in its graduate programs, Montréal had 17.

At the master's level, the University of British Columbia awarded an M.A. and an M.Ed. in English Education. In the survey year, 27 students were enrolled; 8 had graduated the previous year. There were two faculty members, one with a Ph.D. in linguistics,

B. Undergraduate Programs

University	Date Begun	N. of stud *	N. of Fac.	Qualif Q	Goals G	Entr. E	Prog. P	Deg. Cert. **	N. of grads
Alberta	?	?	4	4,8	1,2	1,4	1,4,8	DIP	*
Carleton	1974	60	6	1,3,4,8,9	4	2,4,6	1,2,4,5	CERT	?
Ottawa	1927,69	160	2	1	1,2	1,5,6	3,5,8	CERT	103
	1968	25	4	1,4,8	5	1	1,2,3	B.A.	13
Queens	1973	19	3	11,8	4	1,4,6	1-9	CERT	30
Toronto									
- (Ed. Fac.)	?	60	?	1,8	1,2	1	1,2,4,6,7	CERT	?
- (Woodsworth)	1972	150	1	4	4,5	1	1-4,6,7	CERT	10
York									
- (Glendon)	1975	?	?	?	4	6	1-9	CERT	20
Windsor	1976	20	2	5,6	1,2	3,4,6	2,4-9	CERT	12
Concordia	1973	530	9	3,4,7,8	4	2,3,6	1-4,8,9	CERT	64
	1974	229				6	1,4-6,8,9	B.Ed.	12
Laval	1968	27	11	3,4,10	4	1,5	2,4-9	CERT 1	17
	1972	69	6	2,4,6	1-3	1,2,5,6	1-9	CERT 2	30
McGill	?	30	3	2,3	1,2	4,6	1-9	DIP CERT B.Ed.	20
Montreal	1967	25	7	1,4,7,8	3	1,4	1-9	CERT	17
	1973	12	10	1,2,4,7,8	4	1,2,4,6	1-9	CERT	5
U.Q Chicoutimi	1974	16	5	1,2,5,10	2	1	3,4,5,8	CERT	4
	1977	60	4	1,2,5,10	2	1	1,3-5,7	B.Ed.	2
U.Q. Montreal	1969	20	26	2,3	2	1,6	2,5-8	B.Ed.	3
U.Q. Rimouski	1970	15	9	1,3,4,8,9	2	1	1,3,5-9	B.Ed.	15
U.Q. Trois Rivieres	1970 1975	60	4	1,2	2	1	3-5,8	B.Ed CERT	18
U.Q. Hull	?	25	1	?	1-3	1,2,3	1	CERT	*
U.Q. Rouyn	?	?	?	?	2	1	1-5,9	B.Ed.	?
Sherbrooke	1970	55	7	1,2,3,8	2	1	1,2-5,8,9	B.A.	8
	1970	12	2	3,8	1	1	1,4,5	B.Ed.	3

* full and part time

**The length of certificate programs varied from six weeks to one year. Diploma programs were 1 year full time.

Table 26
Description of TESL Programmes
1977-78

Entrance Requirements E

1. Knowledge of another language
2. Language teaching experience
3. Other teaching experience
4. Previous degree in related area
5. Previous degree in unrelated area
6. Test of competence in English

Programme Requirements P

1. English Linguistics
2. General Linguistics
3. English Language
4. Methods & Materials for TESL
5. Practice Teaching
6. Psycholinguistics
7. Sociolinguistics
8. Testing
9. Other: Phonology, Applied Linguistics, Research Methods, English Literature, Error Analysis, History of English Language

Faculty Qualifications Q

Faculty members who teach the TESL components of your programmes have degrees in:

	BA	MA	PhD
English	11	1	2
Linguistics	12	3	4
Modern Languages	13	5	4
Education (Language Teaching)	14	7	4
Other: Psychology, Anthropology	15	9	10

Goals G

Mainly to prepare participants for the following roles:

1. teacher for the primary level
2. teacher for the secondary level
3. teacher for the adult level
4. teacher able to teach at any required level
5. researcher, materials developer or administrator

A. Graduate Programs

University:	Date Begun	N. of stud.	N. of Fac.	Qualif Q	Goals G	Entr. E	Prog. P	Degs Cert.	NI976 grads
British Columbia	1971	27	2	4,7	1-5	5,6,1	1,3,4,5	M.A. M.Ed.	4
Alberta	?	5	4	4,8	1,2	2,4,6	1,4,6	M.Ed.	?
Ottawa	1968	25	6	1,4,8	5	1,4	1,2,3	M.A.	10
Toronto (OISE)	1968	25	4	4,6,8,10	1-5	3,4,5	1,2,4,6	M.A. M.Ed. Ph.D. Ed.D.	4
Concordia	1976	50	9	3,4,7,8	5	1,2,4,6	2,4,6,7,9	M.A.	0
McGill	?	?	3	2,3	4,5	2,5	1-9	M.Ed.	?
Montréal	1967	6/11	3	4,8	2,5	1,2,4,6	(1-9)*	M.A. Ph.D.	2/0
UQAM	1972	60	19	3,4,8	4,5	1,2,3,4	2,6,7	M.A.	8

* chosen with the student

Laurentian University in Ontario, a TESL course formed part of the teacher's certificate for bilingual teachers. The two courses given at the University of New Brunswick were part of a bachelor's degree in the teaching of French as a second language.

2. Comments

The number of universities giving TESL courses has increased from 10 in 1967-68 to 24 in 1977-78. Some universities in all provinces from New Brunswick west to British Columbia now have at least one TESL course. Courses within a TESL certificate or a bachelor's degree with specialization in TESL are found only in Quebec and in the province of Ontario. Graduate degrees are found in British Columbia, Alberta, Ontario and Quebec. These findings represent a significant change from 1967-68 when no programs, only isolated courses, were reported in the survey.

TESL Programs in Canadian Universities with Student Enrolment in Each: 1977-78 (Table 25)

1. Description

Of the 48 teacher-training institutions who responded to the questionnaire 20 had TESL programs and 7 had isolated TESL courses. The distinction made between course and program was that a program existed if there were credit courses designed for actual or intended teachers of ESL and if the terminal qualification had TESL or Applied Linguistics in its name.

Of the 20 universities which had TESL programs, two had programs at the doctoral level, 8 at the master's level, 2 at the diploma level, 6 at the bachelor's level, and 14 at the certificate level. The certificate programs were found only in Ontario and Quebec. These two provinces had TESL programs at all levels from a certificate to a Ph.D. The only other provinces with programs were British Columbia with a master's degree and Alberta with a diploma and a master's degree.

If courses only are considered, Simon Fraser University and the University of Calgary each offered one course through their faculties of education. The University of Saskatchewan offered one course as part of their Indian Teacher Education Program. In Manitoba, the University of Brandon offered two TESL courses in their faculty of education, and the faculty of education at the University of Winnipeg offered one undergraduate and one graduate course in degrees in second language learning. At the bilingual

TABLE 25

TESL in Canadian Universities 1977-78

Province and University	LEVEL					
	UNDERGRADUATE				GRADUATE	
	Courses Only	Cert.	Bach.	Dip.	Mast.	Doc.
British Columbia						
UBC					X	
Simon Fraser	X					
Alberta						
Alberta				X	X	
Calgary	X					
Saskatchewan						
Saskatchewan	X					
Manitoba						
Brandon	X					
Winnipeg	X					
Ontario						
Carleton		X				
Laurentian	X					
Ottawa		X	X		X	
Queen's		X				
Toronto						
- Fac. of Ed.		X				
- Woodsworth		X				
- OISE					X	X
York (Glendon)		X				
Windsor		X				
Quebec						
Concordia		X	X		X	
Laval		X				
McGill		X	X	X	X	
Montréal		X			X	X
Québec						
- Chicoutimi		X	X			
- Montréal			X		X	
- Rimouski			X			
- Trois Rivières		X	X			
- Hull		X				
- Rouyn			X			
Sherbrooke			X			
New Brunswick						
New Brunswick	X					

TEACHER PREPARATION PROGRAMS

Questionnaires were sent to administrators of the 50 degree-granting institutions in Canada which had teacher-training programs. Of the 48 who replied, 24 stated that their institutions gave courses identified as TESL. These institutions were found in all provinces except Newfoundland, Prince Edward Island and Nova Scotia. There were no questionnaires sent to the Yukon or the Northwest Territories because there were no universities there.

For the 1967-68 survey, questionnaires were sent to the 16 universities which had courses listed in their calendars which could be considered to be TESL courses. Sixteen responses were received; ten universities giving TESL courses were located. These were in the same provinces as found in the later survey, with the exception that no courses were given in Manitoba in 1967-68.

Information from the present survey is given in the tables and text below. Where possible, a comparison with findings from the earlier survey is included.

courses. More than one questioned whether the needs of adult students were being met by the type of class being given.

A comparison with comments written for the 1967-68 survey shows that then, as now, Quebec administrators complained that FSL teachers were not fluent enough in English. They asked for more inter-provincial exchanges and for more ESL training in more centres. They also asked that TESL trainir ; be a component of all teacher training programs. In 1967-68 there were more complaints about insufficient or inadequate teaching materials, than there were in 1977-78, and more expressions of a sense of professional isolation. In the intervening ten years there have been more organizations formed and there has been more dissemination of information.

The majority of comments about teachers and teacher training were again most frequently about K-13 programs in Quebec. The suggestion made included these:

- ESL teachers should have a better command of English
- ESL teachers should be good teachers first, and language specialists second
- ESL teachers should be more willing to take further training
- there should be more funding for TESL training
- there should be opportunities for teacher exchange so ESL teachers could be immersed in English
- TESL training should be more practical

The most frequent comment from Québec about ESL students was that they lacked motivation. Some solutions offered were smaller classes, more functional materials, better class streaming, better sequencing of material, and more interprovincial student exchanges.

Administrators from other provinces seemed to be more satisfied with their teachers and seemed to feel that immigrant students were coping well in their schools. Would the students have agreed?

The province with the next largest number of ESL students reported in its K-13 programs, British Columbia, had the next most numerous comments. These were directed mostly toward the federal government and concerned the problems of immigrant children and more financial support for ESL programs. Some typical comments were:

> The E.S.L. programs are in a somewhat unique situation in that education is a provincial matter but the controlling factor of E.S.L. programming, immigration, is a federal matter. Involvement of the Federal government in matters of education, in respect to E.S.L. instruction, would certainly not be a first. One need only look to French language instruction, D.N.D. programs, vocational instruction and many others for evidence of federal involvement. If the projected rate of immigration is to remain, then it is essential that the Federal Government become involved in funding, program research, and teacher training.

The same concerns were heard by respondents from Ontario:

> There is an urgency for all levels of government to recognize the impact of the numbers of ESL students in metropolitan school systems and to act immediately to provide adequate funding to allocate human resources necessary to deal with the situation here and now. The prospects of the social problems which are inevitable, unless constructive, positive action is taken, is horrendous!

There were few comments about ESL courses for adults. One Alberta respondent said there was not enough Canadian teaching material, and an Ontario and an Alberta community college thought that more inter-province communication would improve programs. Two respondents thought that teachers should be encouraged to use resources in the community rather than to stick closely to textbooks.

Administrators from other provinces expressed sympathy for adult students and wondered how they could be attracted to ESL

Respondents' comments on ESL in Canada:

Comments on:	K-13	Adult	Total
Teachers	25	16	41
Students	14	6	20
Administration	61	16	77
Total	100	38	138

Respondents were asked to add to the questionnaire any comments they had on ESL in Canada. In this way respondents could give opinions and information not requested on the questionnaire form.

The most common subject dealt with by respondents was the administration of K-13 ESL courses, and most of the comments came from Quebec in the form of complaints or recommendations. Some general concerns were:

- too many students in a class
- not enough teaching time
- teachers of other disciplines are being put to teach ESL
- homeroom teachers have to teach ESL without training
- travelling specialists have too many groups
- no specialists in primary grades
- imposed examinations make teachers teach for the exam
- lack of coordination between programs in elementary and secondary schools
- aims of programs do not correspond to community needs.

The few comments from Québec on teaching adults dealt with the difficulties of finding suitable teaching materials and the need to extend certification to teachers in adult programs.

The totals given for ESL teachers under the administration of universities is the total of those teaching either university credit courses or non-credit courses to university students or to others, as supplied by responses to this survey.

2. Comments

The numbers of teachers given here were, in most cases, given by respondents to this survey. Since there was much less than one hundred percent return of questionnaires in the survey, the totals of 6,138 teachers in K-13 programs, of 1,051 in general adult programs and 321 in university adult programs, an over all total of 7,510 ESL teachers in Canada are conservative estimates. This is especially true since no estimate of ESL teachers in Grades Five and Six in the Québec elementary system was included.

The number of ESL teachers in K-13 programs given here includes many who taught other subjects besides ESL. In primary schools there are generally few specialists, so classroom teachers are responsible for all subjects. Teachers in general adult ESL programs are, as a rule, specialists who teach ESL only. At university level, particularly in courses which carry university credit, teachers sometimes teach other subjects as well.

In all adult ESL programs the great majority of teachers were on part-time contracts.

is fairly representative of those who, in one way or another, were teaching ESL in 1977-78.

The federal government is responsible for the education of dependents of members of the armed forces and for the education of Indian and Inuit children. As was explained earlier, the education of Indian and Inuit children, while still a federal responsibility, is more and more being administered either by Indian bands or by provincial school boards. Some of these children (and their teachers) will therefore have been counted in with provincial totals. It was not possible to get more complete information than this. The number of teachers given here for federal schools represents the total number of teachers in Department of Defence French language schools in Canada. It was not possible to find out if these schools had ESL specialists, but since they were all primary schools it was assumed that they did not and that ESL would be the classroom teacher's responsibility.

b. Adult programs

The number of ESL teachers in adult programs was obtained from responses to the questionnaires, with the exception of that for the federal government. There were 192 ESL teachers identified in programs for members of the armed forces, for trainees in the Coast Guard, and for inmates of federal penitentiaries. No total was available for teachers in ESL programs in the Language Bureau, so an estimate was taken from information to the Bibeau (1976b) report about these programs.

Numbers of Teachers in ESL Programs
(Table 24)

1. Description

a. K-13 programs

The numbers of teachers teaching ESL in British Columbia, the Prairie Provinces and the Atlantic provinces is the number given by respondents to the questionnaires. In Ontario, the number given was supplied by the Ministry of Education and represents the total of primary and secondary teachers and consultants providing instruction for new Canadians in ESL as of June 1977. This total does not include those who were teaching students with French MT or with Indian languages MT.

ESL specialists in Québec are found only past the primary level of education. However, instruction in ESL begins in Grade Five so it is, in most cases, the responsibility of the homeroom teacher. No estimate of the total of the latter was possible. The number of specialists in secondary schools was supplied by the Quebec Ministry of Education. The number of ESL teachers in CEGEP given here is the total obtained from responses to the questionnaires.

The response to the questionnaire sent to the Department of Education of the Northwest Territories did not give us an estimate of the number of teachers involved in ESL teaching in that area. However, Statistics Canada provided a figure of 675 teachers for 1976-77, and since it appears that the majority of students are non-English MT and since the student enrolment in 1976-77 and 1977-78 was similar, it would seem possible to say that this total

Table 24

Numbers of Teachers in ESL Programs
K-13 and Adult in Canada 1977-78

Administrative Body	K-13	Adult (to university)	Adult (university)
British Columbia	228	86	20
Alberta	65	22	12
Saskatchewan	1	12	2
Manitoba	375	47	0
Ontario	815[1]	243	91
Quebec	Sec. School 2,500[2] CEGEP 155	356	196
New Brunswick	1,270	1	0
Nova Scotia	0	0	0
Prince Edward Island	0	1	0
Newfoundland	1	1	0
Northwest Terr.	675[3]	?	-
Yukon	0	0	-
Federal	54[4]	192 + 90[5]	-
TOTAL	6,138	1,051	321

1. From 1977 Ontario Dept. of Education statistics. Number is for teachers in classes for New Canadians only.
2. This approximate number of ESL specialists in secondary schools was provided by the Quebec Ministry of Education.
3. From statistics Canada for 1976-77.
4. Number given is for teachers in French L_1 schools under the Dept. of National Defence.
5. The 90 is an estimate of the number of teachers in the Language Bureau (based on Bibeau 1976b).

part of any regular program. For K-13 programs, ESL is a recognized subject in the school curriculum in Québec and New Brunswick, but it is not usually considered to be one in the rest of Canada.

One other difference between responses from K-13 administrators and adult administrators was that the latter gave slightly more emphasis to the need for teachers to be aware of cultural differences between themselves and their students.

Improvements needed in the Preparation of ESL Specialists for Adult Programs (Table 23)

1. Description

Of the total of 157 administrators of ESL programs for adults who completed questionnaires, 105 answered the question "Is improvement needed in the training of ESL specialists for adult ESL programs?" Of that number, 73 (70%) said yes. This response was just as frequent from Quebec and New Brunswick, the officially bilingual provinces, as from the rest of Canada.

The aspect of teacher training most needing improvement, as judged by the fact that 49% of the suggestions dealt with it, was ESL methodology. More study in the background courses was mentioned by 28% of the respondents, while 9% wanted more in-service and full-time academic training for teachers of adult ESL classes. Another 8% were concerned with the need for teachers to be made aware of cultural differences so that they would understand their students better.

2. Comments

In comparison with the responses to the same question asked of administrators of K-13 programs, approximately the same percentage of respondents thought that improvements were necessary, but there was much more similarity in responses from Québec and New Brunswick and the rest of Canada than for the K-13 programs. This is probably due to the fact that the teaching situation is similar for adult teachers across Canada: most teachers have part-time positions, there is no certification for teachers of adults, courses are usually not

Table 21

Improvements Needed in the Preparation of
ESL Specialists for Adult Programs

Is improvement needed?			
Responses	N all Canada	N English Canada	N Quebec and New Brunswick
YES	73 (70%)	51 (70%)	22 (71%)
NO	32 (30%)	23 (30%)	9 (29%)
N/A	52	48	4
Total Programs	157	122	35

Suggestions for improvement:			
Areas of improvement	N All Canada	N English Canada	N Quebec and New Brunswick
1. Teacher's Proficiency in English	3 (4%)	2	1
2. ESL Methods	40 (49%)	23	17
3. Background courses	23 (28%)	15	8
4. Professionalization	7 (9%)	5	2
5. Certification	1 (1%)	1	0
6. Administration	1 (1%)	1	0
7. Union Policies	0	0	0
8. Cultural Sensitivity	6 (8%)	4	2
Total N of suggestions	81	51	30

were more concerned about their teachers being fluent in English and being otherwise well-qualified than were those whose aim for the students was to integrate them into the community.

Programs under federal government administration in this table included those in the Northwest Territories, in the Canadian Armed Forces language schools, in the Collège Militaire Royale, in the Public Service Commission and in the penitentiaries. From the responses to the questionnaire, only programs in Québec penitentiaries required teachers to have training in ESL methodology. Why do administrators of other federal programs, particularly those under the Department of National Defence and the Public Service Commission not have this minimal qualification?

In all of the 16 programs, ESL teachers were required to be fluent in English, but in both types of programs only about half were required to have studied English language at university, although more (4 out of 5 and 5 out of 8 reporting in the two programs) were required to have studied English literature. Training in ESL methodology was required by 1 out of 5 integrative programs and by 2 out of 6 instrumental programs. One out of 5 integrative programs and 1 out of 8 instrumental programs required courses in the methodology of teaching other languages. An adequate supply of teachers was reported in only 2 out of 5 integrative programs but in 7 out of 9 instrumental programs.

2. Comments

By breaking down the data according to type of administrative body, it is possible to see what type of program requires the most highly qualified teachers. At community college and university level, most teachers were required to demonstrate fluency in English and to have studied English language at university, but less than half had training in ESL or any other language methodology. The same was true for teachers in programs administered by the federal government. Only in local school boards was the majority of teachers required to have training in the subject they were teaching. Since teachers of adults in high school programs are usually employed part-time only, this finding is somewhat surprising. It may be accounted for by the fact that school boards often call for specialization and provide in-service training courses.

It is noted that those universities who saw the aim of their courses as that of training students for a job or for further study

c) School boards

Of the 74 programs reported by school boards, 39 were mainly integrative and 35 were mainly instrumental.

Most programs of either kind required teachers to demonstrate fluency in English. Teachers in integrative-type programs were required to have studied English language in 17 out of 31 cases and English literature in 8 out of 30 cases. Similar requirements for teachers in instrumental-type programs were reported in 3 out of 27 cases and in 1 out of 25 cases.

Teachers in integrative programs were required to have studied ESL methodology in 22 out of 32 cases, while teachers in instrumental programs were required to have studied ESL methodology in 18 out of 28 cases. For neither was the study of the methodology of another language important, although it was more commonly reported for teachers in instrumental programs (4 out of 20 reported for instrumental, 1 out of 17 for integrative). An adequate supply of teachers was reported for most programs of both types.

If ESL programs administered by school boards are looked at as a whole, teachers were required, in general, to be fluent in English and, in 40 of a possible 74 programs, to have training in ESL methodology. The requirement of a background in English language was reported in only 20 cases, and a background in English literature in only 9 cases.

d) Federal agencies

There were 16 programs reported under the administration of various agencies of the federal government. Of these, 6 were considered to be mainly integrative in aim and 10 to be mainly instrumental.

and to have studied English language at university. The study of English literature was a less common requirement. Training in teaching English as a second language was also a relatively uncommon demand (18 out of 35) as was training in the methodology of teaching any other language (5 out of 35). Most universities considered that the supply of teachers was adequate.

b) Community Colleges

Sixty-one ESL programs were reported at the community college level. Of these 43 were integrative in focus, 18 were instrumental. Almost all programs required teachers to demonstrate fluency in English. An academic background in English language was required in 12 of 17 instrumental programs but in only 22 of 34 integrative programs reported. All of the former had at least one class in English literature, while only 9 out of 30 of the latter did. Similarily, for training in the methodology of teaching ESL, 6 out of 7 instrumental programs reporting had this requirement, while only 19 out of 34 had it in the reported integrative programs. Neither program emphasized the importance of a background in the methodology of other languages.

An adequate supply of teachers was reported in 13 of 14 instrumental programs and in 32 of 38 integrative programs.

For community colleges as a whole, most teachers of ESL were required to be fluent in English and most were required to have studied English language at university. However, very few were required to have studied English literature, or to have had any training either in the methodology of English as a second language or in the methodology of teaching any other language.

Qualifications Required of Teachers and Adequacy of Teacher Supply: Instrumental and Integrative Programs for Adult Students by Administrative Body (Table 22)

1. Description

Teacher qualifications and adequacy of teacher supply were analyzed by the type of administrative body which employed the teachers (Table 22).

a) Universities

At university level, 35 ESL programs were identified, 11 of them integrative in focus and 24 of them instrumental. In all but 4 of these, teachers were required to demonstrate fluency in English. An academic background in English language was a requirement for almost all teachers in instrumental programs (20 out of 23) but was not as common (4 out of 7) for teachers in integrative programs. The results for the requirement of a class in English literature were similar: 15 out of 20 for instrumental, 3 out of 7 for integrative.

Professional training in the methodology of teaching ESL was also more commonly a requirement for university teachers of ESL in instrumental programs than in integrative programs. Of the former, 12 out of 19 reporting were required to have such training, 3 out of 7 of the latter. For neither was training in teaching another language important (4 out of 16 reporting for instrumental programs, 1 out of 6 reporting for integrative programs).

An adequate supply of teachers was reported in 6 of 8 integrative programs and in 16 of 20 instrumental programs.

If university programs are looked at as a whole, it can be seen that most university teachers of ESL were required to be fluent in English,

Table 22

Qualifications required of teachers and adequacy of teacher supply:
instrumental and integrative programs
for adult students by administrative body

Type of Program			Demonstrate Fluency in English			Class in Eng. Lang at Univ.			Class in Eng. Lit. at Univ.			Classes in Methodology of ESL			Classes in Methodology Of F.L.			Adequate Supply of teachers		
(No. of programs-157)		N*	Yes	No	NA	Yes	No	NA	Yes	No	NA	Yes	No	NA	Yes	No	NA	Yes	No	NA
University	Integr	11	5	2	4	4	3	4	3	4	4	3	4	4	1	5	5	6	2	3
	Instr	24	22	2	0	20	3	1	15	5	4	12	7	5	4	12	8	16	4	4
Comm. College	Integr	43	37	0	6	22	12	9	9	21	13	19	15	9	4	20	19	32	6	5
	Instr	18	16	1	1	12	5	1	7	7	4	6	7	5	2	10	6	13	1	4
School Board	Integr	39	34	0	5	17	14	8	8	22	9	22	10	7	1	16	22	30	3	6
	Instr	35	28	4	3	3	24	8	1	25	9	18	10	7	4	16	15	28	4	3
Federal	Integr	6	5	0	1	3	3	0	4	1	1	1	4	1	1	4	1	2	3	1
	Instr	10	9	0	1	4	3	3	5	3	2	2	6	2	1	7	2	7	2	1
Total	Integr	99	81	2	16	46	32	21	24	48	27	45	33	21	7	45	47	70	14	15
	Instr	87	75	7	5	39	35	13	28	40	19	38	30	19	11	45	31	64	11	12

*N - Number of responses to this section. Some institutions had more than one type of program.

in teaching other languages, however, was not considered important. Of 99 who answered the question, only 7 (14%) mentioned it as a requirement.

By region, British Columbia most frequently reported that university courses in English language or literature were a requirement for teachers there. British Columbia, Ontario and Québec most frequently reported that at least one course in the methodology of teaching ESL was a requirement for teachers of adult students studying ESL for integrative reasons in those provinces.

An adequate supply of teachers was reported by 70 of 84 respondents across Canada. However, 14 respondents from all administrative areas except Alberta and Atlantic Canada replied that there was a need for more teachers. The largest number of such replies (6) came from Ontario.

2. Comments

It would be reasonable to expect that teachers in integrative programs would have a better background in English than do teachers in instrumental programs. However, other than a slightly greater emphasis on fluency in spoken English, and somewhat less of an emphasis on studying English literature, there appears to be very little difference in the two sets of qualifications. Again, over 40 percent of the teachers were not required to have any training in ESL methodology.

Qualifications Required of Teachers and Adequacy of Teacher Supply: Integrative Programs for Adult Students by Location of Administrative Body (Table 21)

1. Description

Ninety-nine of the 157 programs surveyed reported that the aim of (some of) their programs was integrative. (It should be noted that some administrators had more than one program, sometimes of different types). Programs with the aim of integrating the student into the local community were most commonly found in all schools in regions outside of Quebec and New Brunswick and in schools administered by the federal government.

Not all respondents answered every question (see Table 21) but of the 83 who answered the question concerning the need for teachers to demonstrate fluency in English, 81 (97%) said that this was a requirement. This was generally the case in each province as well. But there was much less unanimity about the necessity of teachers to study English at university. Of 78 administrators only 32 (40%) required their teachers to have studied English language at university, and of 72 administrators who answered the question about a course in English literature, only 24 (33%) had this as a requirement.

Training in teaching English as a second language was more common in this type of program than in the instrumental type of program. Of 78 who answered this question, 45 (58%) said that a course in ESL methodology was needed by teachers in their programs. A background

Table 21

Qualifications required of teachers and adequacy of teacher supply
Integrative programs for adult students
by location of administrative body

Administrative Body			Adequate Fluency in English			Class in Eng. Lang at Univ.			Class in Eng. Lit. at Univ.			Classes in Methodology of ESL			Classes in Methodology of F.L.			Adequate Supply of teachers		
No. of programs = 217		%*	Yes	No	NA	Yes	No	NA	Yes	No	NA	Yes	No	NA	Yes	No	NA	Yes	No	NA
BRITISH COLUMBIA	(30)	26	24	0	2	17	9	1	8	15	7	16	8	2	2	12	12	23	2	1
ALBERTA	(11)	11	11	0	0	6	5	0	4	7	0	4	7	0	2	7	2	10	0	1
SASKATCHEWAN	(7)	7	7	0	0	2	4	1	0	6	1	1	5	1	1	5	1	6	1	0
MANITOBA	(8)	6	5	0	1	3	1	2	1	3	2	2	2	2	0	6	2	5	1	0
ONTARIO	(38)	30	16	2	12	9	5	17	1	9	20	11	5	14	0	6	24	12	6	12
QUEBEC	(47)	12	12	0	0	6	6	0	5	7	0	9	2	1	1	6	5	11	1	0
NEW BRUNSWICK	(2)	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
NOVA SCOTIA	(0)	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRINCE EDWARD ISLAND	(1)	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-	-	-	-	-
NEWFOUNDLAND	(1)	1	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	0	1	0	1	0	0
YUKON T.T.	(0)	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FEDERAL	(17)	6	5	0	1	3	3	0	4	1	1	1	4	1	1	4	1	2	3	1
ALL CANADA		99	81	2	16	46	32	21	24	48	27	45	33	21	7	85	47	70	14	15
PERCENT			97	3		60	40		33	67		58	43		14	86		83	17	

* Number of respondents identifying their programs as integrative in nature.

In general, those provinces which most frequently required their teachers to have studied ESL methodology were those which reported that the supply of teachers was not adequate.

It is surprising that so few administrators of adult ESL programs were interested in qualifications involving training in a foreign language. It would appear reasonable to require this as a minimum in areas where ESL training was not available.

At the end of the questionnaire, administrators were asked to make any comment they wished on ESL in Canada. Almost none of the administrators mentioned that training in teaching adults would be a desirable qualification for their teachers to possess.

courses. Of 68 who answered this question, 38 (56%) said that at least one class in the methodology of teaching English as a second language was required, but 30 (44%) said that they had no such requirement. Similarly, of 56 administrators who answered this question, 11 (20%) said yes and 45 (80%) said no to the questions as to whether their teachers were required to have training in the methodology of any foreign language.

By region, British Columbia and Alberta most frequently reported that university courses in English language and literature were required of their teachers. Québec respondents more frequently reported that their teachers were required to have taken at least one course in ESL methodology. In no region did a background in teaching other languages appear an important requirement.

An adequate supply of teachers was reported by 64 (85%) of 75 respondents across Canada.

2. Comments

As with the K-13 programs, it was found here that programs in areas where English is not much used in the community are considered to be instrumental in aim. A finding that is not so readily explained is that only a little more than half of the programs required their teachers to have either training in ESL methodology or to have completed a course in English language at university. The courses in English language mentioned are probably courses in linguistics, since (by a survey of university calendars) no Canadian university offers a degree in English language and very few have courses in English language, as distinct from English literature.

Table 21

[illegible] Requirement of Teachers and Adequacy of Teacher Supply:
Instrumental Programs for Adult Students
by Location of Administrative Body

Administrative Body		Instructors Fluency in English			Class in Req. Lang. at Univ.			Class in Eng. Lit. at Univ.			Classes in Methodology of Ed.			Classes in Methodology of F.L.			Adequate Supply of teachers		
No. of provinces = 107	N*	Yes	No	NA	Yes	No	NA	Yes	No	NA	Yes	No	NA	Yes	No	NA	Yes	No	NA
[illegible] (10)	6	6	0	2	6	0	2	4	2	2	3	1	2	1	5	2	5	0	3
[illegible] (11)	7	7	2	0	5	2	0	4	3	0	3	4	0	2	3	2	7	2	0
[illegible] (7)	3	2	3	1	2	0	1	0	2	1	1	1	1	1	1	1	2	0	1
[illegible] (6)	2	1	0	1	0	2	0	0	2	0	1	1	0	0	1	1	1	0	1
[illegible] (16)	12	10	2	0	7	4	1	3	3	6	6	3	5	1	5	6	10	2	0
[illegible] (47)	41	39	0	0	14	23	4	11	20	9	24	10	0	5	35	17	32	9	-
[illegible] (1)	1	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0
[illegible] (0)	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
[illegible]	1	1	0	0	1	0	0	1	0	0	0	1	0	0	1	0	0	1	1
[illegible] (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
[illegible] (0)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
[illegible] (13)	11	9	1	1	8	3	3	5	3	3	2	6	3	1	7	3	7	2	1
[illegible]	87	75	7	5	30	35	13	28	61	19	38	31	19	11	65	35	64	11	12
[illegible]		114	96		53	87		41	69		56	44		20	80		85	15	

N = Number of respondents identifying their programs as instrumental in nature.

Table 21

Teacher Qualifications and Teacher Supply

Respondents were asked to identify their programs according to the motivation of their students: mainly instrumental or mainly integrative in nature. They were then asked to give the qualifications that were required of teachers in the programs and to indicate if the supply of teachers was adequate. Their responses are given by region and for all of Canada in Tables 20 and 21.

Qualifications Required of Teachers and Adequacy of Teacher Supply: Instrumental Programs for Adult Students by Location of Administrative Body (Table 20)

1. Description

Of the 157 adult ESL programs identified in Canada, the administrators of 87 of them stated that the main aim of their programs was instrumental. The largest number of such programs was in Quebec and New Brunswick as well as in areas administered by the federal government. Almost all administrators (92% of them) reported that fluency in English was a requirement for employment in their programs. There was less agreement on other qualifications. Across Canada, of 74 who answered this question, 39 (53%) said that a university course in English language was a requirement, 35 (47%) said that it was not. Of 68 who answered the question about a university course in English literature, 28 (41%) said one was required, 40 (59%) said that it was not.

The same lack of agreement was found regarding professional

of the reasons for the frequent mention of materials produced locally or provincially.

The use of so many school texts in adult programs suggests that in many areas there has been no syllabus worked out with aims, objectives and materials designed to fit the needs of the students in those particular courses, but rather just the available materials were used. To what extent are published texts used because only untrained teachers are available and a built-in methodology is necessary?

A comparison with the 1967-68 survey shows the most popular text ten years ago, Learning the English Language is no longer mentioned, but that An Introduction to Canadian English has remained in common use. Locally produced materials were much more commonly mentioned in this latter survey than in the previous one, and a much greater variety of books was given in 1977-78 than ten years earlier.

The two sets of material mentioned in use in adult programs but not mentioned in use in K-13 programs were those produced by the Federal Language Bureau and by the provincial governments of British Columbia, Alberta and Quebec.

ESL Materials used in Programs for Adult Students by Location of Administrative Body (Table 19)

1. Description

Two-hundred and eighty-one different sets of materials were used (most of them mentioned only once: see "other" column) in the various adult programs. The most commonly mentioned of these was the first edition of Lado (see appendix D for a complete bibliographical listing of books) which was used in nearly 15% of the programs. The second most frequently mentioned (14%) was locally prepared materials. In third place, mentioned 30 percent of the time, was New Horizons, followed by An Introduction to Canadian English (10%) and by materials provided by provincial governments (7%).

By geographical region An Introduction to Canadian English was most commonly used in British Columbia, Saskatchewan, and Manitoba. In Ontario most materials were locally prepared, while in Quebec the most common textbooks were Lado or New Horizons with materials supplied by the provincial government in third place. Most of the schools in New Brunswick used English 900. Programs administered by federal government agencies most frequently used material produced by teachers in the particular programs.

The textbook reported in use in every region but Atlantic Canada, was An Introduction to Canadian English.

2. Comments

Many of the textbooks mentioned as being in use in adult programs were designed for use with children in schools and are not suited for adult learners. The unsuitablility of these textbooks is probably one

Table 19

ESL Materials used in Programs for Adult Students

by

Location of Administrative Body

MATERIALS	B.C.	ALTA	SASK	MAN	ONT	QUE	N.B.	N.S.	P.E.I.	NFLD	YKN	TOTAL
N - no. of programs (no. of programs)	58 30	29 11	21 7	11 6	29 18	97 47	2 1	-	1 1	1 1	32 16	N = / %100 N = 157
Local Materials	6	3	1	2	10	9	0	-	0	0	9	39 / 13.9
Eng. for Today	2	3	0	0	2	1	0	-	0	0	0	8 / 2.8
Lado 1	3	2	4	0	1	29	0	-	0	0	2	41 / 14.6
Lado 2	0	1	0	0	0	1	0	-	0	0	0	2 / .7
New Horizons	9	[illegible]	[illegible]	2	0	14	0	-	0	0	1	30 / 10.7
S.E.A.	0	1	[illegible]	0	0	0	0	-	0	0	1	1 / .4
Eng. 900	2	0	[illegible]	2	2	3	1	-	5	0	0	13 / 4.6
Intr. Cdn. Eng.	11	[illegible]	[illegible]	1	3	1	0	-	0	0	2	27 / 9.6
Fed. Gov. Mat.	0	1	[illegible]	0	0	1	0	-	0	0	4	6 / 2.1
Prov. Gov. Mat.	4	1	0	0	0	15	0	-	0	0	0	20 / 7.1
New Conc. Eng. 1	2	0	0	0	0	1	0	-	0	0	1	4 / 1.4
Graded Exercises	4	0	0	0	1	1	0	-	0	0	0	6 / 2.1
Mod. Amer. Eng.	0	0	0	0	1	0	0	-	0	1	0	2 / .7
Eng. This Way	1	0	0	0	0	0	0	-	0	0	0	1 / .4
Most. Amer. Eng.	1	1	0	0	0	0	0	-	0	0	0	2 / .7
Mainliners	0	0	0	0	0	1	0	-	0	0	1	2 / .7
Amer. Eng. by A.V.	0	0	0	0	0	1	0	-	0	0	0	1 / .4
Coast to Coast	0	0	0	0	0	1	0	-	0	0	0	1 / .4
Yes!	0	0	0	0	0	1	0	-	0	0	0	1 / .4
Normal Lessons	0	0	0	0	1	1	0	-	0	0	0	2 / .7
Others	13	10	9	2	8	17	1	-	1	0	11	72 / 25.6

the Michigan and an internal test.

2. Comments

It is somewhat surprising that 60 percent of programs, including many at university level, used no entrance tests. It is possible that in fact screening was inherent in the academic prerequisities required.

A fairly large number of institutions make and use their own tests. It would be useful to have more information on the validity and reliability of these tests. It would be also interesting to know what tests besides the well-known ones are included in the "other" and how satisfactory these have proven to be.

It is perhaps even more surprising that 30 percent of the respondents used no placement tests. Unstreamed classes make language teaching difficult and probably inefficient.

ESL Tests used in Programs for Adult Students (Table 18)

1. Description

Those administrators of ESL programs who completed the questionnaire were asked to state what kind of tests were used in their programs for entrance and placement. Of the 133 who answered this question (24 of the 157 who returned completed questionnaires did not), 80 (60%) did not use any entrance test. The next largest group, 24 (17%) used a variety of published tests, while 13 (10%) made their own tests. The Cambridge test was not used at all; the TOEFL (reported by 10 - 8%) and the Michigan Test of English Language Proficiency (reported by 6 - 5%) were not commonly used either.

Placement tests after admission were more commonly used. Only 40 (30%) of those answering said that they did not use any placement tests. Fifty-one respondents (40%) said that they used a variety of published tests, while 35 (25%) said they used their own tests. Seven (5%) used the Michigan test for placement. The TOEFL and the Cambridge tests, which are administered in certain centres only, were not reported to be used as placement tests.

Of the 17 credit programs at university, 8 used no entrance test. Two used the TOEFL (Test of English as a Foreign Language), two used the Michigan Test of English Language Proficiency and three used either one of these tests. One university used the CELT Test (Comprehensive English Language Test), and three used internal tests, one of these in conjunction with other tests. For placement, 8 used internal tests; six used no tests at all. Two used the Michigan test and one used both

Some universities have both credit and non-credit courses. It would be interesting to know who are the students in each type of program.

It would also be interesting to know why some universities do not have ESL courses and others do. The answer is obvious for the province of Quebec, but it would seem likely that all universities in Canada have some students whose MT is not English. What is their policy for these students?

Table 18

ESL Tests used in Programs for Adult Students

Tests	Number and percent of programs using test as entrance test		Number and percent of programs using test as placement test	
	N-133 (17)*	%	N-133 (17)*	%
TOEFL	10 (2) (3)	8	0	0
Michigan	6 (2) (3)	5	7 (2) (1)	5
Cambridge	0	0	0	0
Internal	13 (1) (1)	10	35(8) (1)	25
Other	24 (1)	17	51	40
None	80 (8)	60	40 (6)	30

* Numbers in brackets refer to numbers of credit programs in university. Some of these universities use more than one test.

Credit and Non-credit Programs for Adult Students at University (Table 17)

1. Description

This table gives a further analysis of credit/non-credit ESL programs with information on courses at university level only.

Of the 48 Canadian universities to whom questionnaires were sent (see Appendix C), 40 returned completed questionnaires. Of these, 15 had no ESL programs. Of the remaining 25 institutions, 8 had non-credit programs only; 17 had credit programs (6 of these offering non-credit programs as well).

When Canadian universities are separated into those in the two provinces which are officially bilingual and those which are in the remaining provinces, it can be seen that most (9 out of 11) universities from the bilingual provinces gave courses which were granted credit in a university program. Four of these universities gave non-credit courses as well. In the rest of Canada, 16 of the 29 universities which responded to this question administered ESL courses. Of this 16, 8 gave non-credit courses and 8 gave credit courses. Two gave both kinds of courses.

2. Comments

It is interesting to note that ESL is given credit at some English L_1 universities (including all three in Québec) but not in others. If a student transfers from the former to the latter, are his courses credited? Also, are French as a second language courses credited in French L_1 universities?

were sent to English L_1 schools, but is also possible any problems Indians have with English are disguised as problems of literacy in general because Indians in most parts of Canada are assumed to be native speakers of English. The same scarcity of Indian MT speakers in credit ESL classes was noted in 1967-68.

All of the school board sponsored courses for adults which gave credit in academic programs were located in Quebec. Why is similar effort in other provinces not considered credit worthy?

Table 17
Credit and non-credit programs
for adult students at University

Location of Universities	University Program		Credit only	Credit and non-credit	non-credit only
	No	Yes			
All Canada (N-40)	15	25	11	6	8
Quebec and New Brunswick (N-11)	2	9	5	4	0
Other Provinces (N-29)	13	16	6	2	8

Credit and Non-credit Programs for Adult Students by Type of Administrative Body (Table 16)

1. Description

In Table 16 the number of credit programs and the number of non-credit programs were broken down by type of administrative body.

At the university level, 17 institutions offered courses which carried credit in an academic program. There was an enrolment of 6,436 in these courses. There was an almost equal number (6,329) in 14 non-credit courses given by universities. Several universities had both credit and non-credit programs.

Community college programs were largely non-credit. In these programs there were 867 students in 11 credit programs, but 6,542 in 34 non-credit programs.

Programs offered by local school boards were more often (43 to 32) non-credit than credit, but the number of students enrolled in these courses (11,414 and 11,027) was almost the same.

Of the 14 programs administered by federal agencies for which a reply was received to this program, 6 had credit courses and 8 had non-credit courses. There was a large difference in the number of students attending each kind of course: 378 in credit courses and 4,872 in non-credit courses.

2. Comments

The largest number of adult students enrolled in federally-administered ESL programs are Indian MT students; it can be seen that most are in non-credit programs. The fact that few Indian MT speakers appear in credit courses at college or university level may be because speakers of Indian languages now also speak English because they

Table 16

Credit and Non-credit Programs for Adult students
by Type of Administrative Body

Type of Program (Total N)	N*	Credit: No. of students	N**	Non-credit No. of students	N**
University (29 programs)	29	6,436	17	6,329	14
Community College (48 programs)	45	867	11	6,542	34
Federal (15 programs)	14	378	6	4,872	8
School Board (65 programs)	57	11,027	32	11,414	43
Total	145	18,708	**66	29,157	**99

N* Number of institutions which answered this question

N** Some institutions had both credit and non-credit programs.

Credit and Non-credit Programs for Adult Students by Location of Administrative Body (Table 15)

1. Description

Respondents to the questionnaires were asked to state whether or not their English as a second language courses carried credit towards the completion of some academic program. Their response were analyzed by location of the administrative body (Table 15) and by type of administrative body (Table 16).

There was a total of 18,708 adult students in 66 credit ESL programs (Table 15), the great majority (16,488) of whom were studying in Québec in 41 programs. Ontario, with 9 programs, had the next largest number of students (1,079).

There were 29,157 adult students reported studying in 99 non-credit programs across Canada. Of these the largest number (7,622) were studying in 22 programs in Québec. Ontario had 25 programs with 5,344 students, and British Columbia 23 programs with 6,593 students. Most students in Alberta, Saskatchewan, Nova Scotia, Prince Edward Island and Newfoundland, as well as in programs administered by federal government agencies, were in non-credit courses.

2. Comments

The recognition of ESL as an academic subject and a component of an academic programs was most commonly found in Québec and New Brunswick where French is the language in common use. Very few institutions outside of these two provinces gave credit courses in ESL, yet these same provinces all accredit courses for students who learn French, the other official language.

Table 15

Credit and Non-credit Programs for Adult Students by Location of Administrative Body

Location of Administrative Body		Credit programs No.*	Credit programs No. of students	Non-credit programs No.*	Non-credit programs No. of students
British Columbia	(30)	5	304	23	6,593
Alberta	(11)	2	160	11	4,006
Saskatchewan	(7)	0	0	6	623
Manitoba	(6)	2	234	2	55
Ontario	(38)	9	1,079	25	5,344
Quebec	(47)	41	15,488	22	7,622
New Brunswick	(1)	1	65	0	-
Nova Scotia	(0)	0	0	0	-
Prince Edward Island	(1)	0	0	1	12
Newfoundland	(1)	0	0	1	30
Federal	(15)	6	378	8	4,872
Total	(157)**	66	18,708	99	29,157

* Some institutions had both credit and non-credit programs.

** Numbers in brackets indicate number of programs reported in total, not necessarily answering this question.

backgrounds of the students and the geographical location of the programs.

Programs with different aims should have different objectives. A program designed to meet the needs of students wishing to integrate into the local community should most properly be called English as a second language. Its emphasis would be on teaching spoken English, intercommunication skills and the literacy skills needed by a member of an English-speaking society. A program designed to meet the needs of students wishing to use English for academic or job purposes could be called English as a foreign language, or, for political reasons, English for special purposes. While some core materials could be used for both types of programs, it is obvious that most would be different, since the teachers in the two programs would need specialized approaches. The distinction in methodology and in materials preparation should be taught in teacher preparation programs.

Goals and Motivation of Adult Students by Location of Administrative Body (Table 14)

1. Description

Administrators of programs providing classes in English as a second language for adult learners were asked to identify the motivation of their students (and thus the aims of their programs) as either integrative (the students' main purpose in learning English was to integrate into the community), or instrumental (the students' main pupose in learning English was to use it as a tool for some academic or job-related reason).

As was the case with the K-13 respondents, the question was not well understood and many did not reply to it. From the answers of those who did (see Table 14) it seems that the administrators of many programs felt that their students had both instrumental and integrative motivation for studying ESL. However, it appeared that, in general, students studying in Québec and New Brunswick (mainly Canadian-French MT) and those in the Northwest Territories and in federally-administered programs (mainly MT speakers of Inuktitut and Amerindian languages) had primarily instrumental reasons while those in the other provinces more commonly had integrative reasons.

2. Comments

The questionnaires were completed by administrators of programs, so the perception of the aims of the programs is theirs, not the students'. However, even from administrators' responses, there does appear to be a distinction in program aims related to the language

Table 14
Goals and Motivation of
Adult Students by Location
of Administrative Body

Location of Administrative body	Total N*	Integrative N**	Instrumental N**
British Columbia	30	26	8
Alberta	11	11	7
Saskatchewan	7	7	3
Manitoba	6	6	2
Ontario	38	30	12
Nova Scotia	0	0	0
Newfoundland	1	1	0
P.E.I.	1	0	1
Yukon/N.W.T./Federal	15	6	10
Quebec	47	12	43
New Brunswick	1	0	1
Quebec & N.B. Total	48	12	44
Other Canada	109	87	43
Total:	157	99	87

*N - number of programs.. Not all answered this question.
**N - some programs had more than one emphasis.

None of either group was reported in university-administered courses. Speakers of French were found mainly in university programs, while speakers of Greek, Italian, Portuguese, and a Creole were mainly in programs administered by local school boards. Students in the 'other language' group were mainly in community college and school board programs.

If one excludes the group whose mother-tongue is Canadian French, the largest number of identified adult learners of English in university programs is French (799) followed by Chinese (63[illegible]). At community college level the largest number is Chinese (1,939 or 20% of the total), and the same is true for school board programs (8,258 or 16% of the total).

2. Comments

It is worth noting that no students with either Indian languages or Inuktitut as MT were reported in an ESL program in any Canadian university. It is not known if this means that none of these students attended university, or if their language skills either were, or were assumed to be, at English L_1 levels.

The disproportionately large number of Chinese MT students (.6 per cent in the population, but 12% of those reported in all adult ESL programs) is probably explained by the presence of foreign students studying in Canada. However, it is strange that the largest number of these students should be in classes administered by local school boards, since the usual pattern is for foreign students to come for advanced studies.

Mother-Tongue of Adult Students by Type of Administrative Body (Table 13)

1. Description

Table 13 shows that the 98,286 adult ESL students reported were enrolled in 157 programs. These programs were classified according to the body administering them: universities (29), community colleges (48), school boards (68), federal agencies (15).

The largest number of students (50,934) were reported to be studying in programs administered by local school boards. Of this number, the majority (30,359) had Canadian French as their mother-tongue. The next largest group were speakers of Chinese (8,258). The second largest number of students (31,913) were studying in credit and non-credit courses at university. Of this number, 28,115 had Canadian-French as their mother-tongue. Community colleges reported 9,537 in their ESL courses. The largest language groups were Chinese (1,939) and Canadian-French (1,050). Federal agencies reported 5,900 adult students. Of these, 3,528 were speakers of Canadian-French, and 2,071 were speakers of Amerindian languages.

By language group, students whose mother tongue was Canadian French constituted the majority in programs operated by universities, school boards and federal agencies. Most of these students were in university or school board programs. The next largest group, speakers of Chinese, were found mainly in school board programs.

Speakers of Inuktitut and Amerindian languages were almost entirely in programs administered by federal government agencies.

Table 13

Mother Tongue of Adult Students by Type of Administrative Body

	Cdn. French	Indian	Inuktitut	Chinese	French	Greek	Italian	Portuguese	Creole	Other	TOTAL
UNIVERSITY (29)	28,115	0	0	637	799	291	162	7	12	1,891	31,914
COMM. COLLEGE (48)	1,050	2	2	1,939	7	139	105	536	15	5,742	9,537
SCHOOL BOARD (65)	30,359	10	63	8,528	252	1,706	2,860	913	422	6,091	50,935
FEDERAL (15)	3,528	2,071	36	0	18	157	2	0	88	0	5,900
TOTAL (157)	63,052	2,083	101	10,834	1,075	2,294	3,129	1,456	538	13,724	98,286
PER CENT	64.1	2.1	01	12	1.1	2.3	3.2	1.5	.6	14.1	100

11,000 adult students with Chinese MT who were studying ESL. This represents 28% of the total adult ESL enrolment in Canada. It can be questioned whether the ESL students are drawn from the resident population in Canada or whether they represent foreign students studying here. The very high enrolment in community colleges (see Table 13) suggests that the latter is the case. In the earlier survey of 1967-68, there were fewer than 500 in adult ESL classes even though 6,396 Chinese MT speakers had immigrated to Canada in the year before.

Census figures show an Italian population in Ontario of 310,000. Of this number 4,530 had arrived in 1976, yet very few were in adult ESL classes. These questions arise: Did many of this group lack the opportunities for attending ESL courses? Were they in programs not located in this survey? Or is it possible that the very size of the population permitted them to function comfortably in their daily lives without having to learn one of the official languages? The same comments may be made for the Portuguese and Greek groups (5,344 and 2,487 new arrivals in 1976), but the probable explanation for the low enrolments of German and Ukrainian speakers in adult ESL courses is that the majority arrived in Canada more than a generation ago: few newcomers are reported in the 1976 census.

The language groups identified in this survey were, in general, representative of the largest non-English MT groups in Canada in 1967. The large "other language" groups may reflect changes which have taken place in immigration patterns since then.

There were 117,000 speakers of Amerindian language in Canada in 1976 (see Table 3), the majority living in the prairie provinces and in Ontario. Almost no Indian adults were reported in ESL classes administered by provincial agencies, and it was not possible to discover where or in what type of program the 2071 Indians in Federal programs were to be found. The situation appears not to have changed much since the 1967-68 survey.

British Columbia and Alberta had approximately the same number of speakers of Canadian French, yet many more French MT adult students were reported from British Columbia than from Alberta. This might suggest that more classes were available in British Columbia. It is also possible that the French-speaking population of Alberta is an older one and so adults had already acquired English, or that there were areas in Alberta where French alone is sufficient. There must be similar explanations sought for the fact that, according to the 1976 census, there were 55,000 French-speakers in Manitoba and 27,000 in Saskatchewan, yet in 1977 not one of these was found in adult ESL classes. In Atlantic Canada (other than New Brunswick) the same situation holds: a total of 46,000 French speakers in the census and almost none in adult ESL classes.

Native speakers of Inuktitut (16,000 in 1976) were also almost unknown in adult ESL classes. It would be interesting to know what need this group has for English.

There were 133,000 speakers of Chinese in Canada in 1976, or .6 percent of the population. The survey shows that there were nearly

In British Columbia, the largest language group was Chinese (6,756 students). Comments from respondents suggest that the 7,153 students from 'other' language groups were mainly speakers of other Asian and Eastern languages. There were also relatively large numbers of speakers of Italian (2,336) and Greek (1,646) in adult ESL classes.

In Alberta, the majority of ESL adult students had Chinese as a MT. The 1,442 students whose MT was not listed on the questionnaire were, from written comments, mostly speakers of other oriental and Eastern languages. Saskatchewan and Manitoba reported very few adult students, but of these again the majority had Chinese as a MT. The percentage of returns from Ontario was low, but here, too, the majority of adult ESL students were MT speakers of Chinese. In Canada as a whole, only French MT speakers form a larger group (64%) than the Chinese MT speakers (12%), and if we look at the provinces other than Québec and New Brunswick, the largest single language group was Chinese, with 28.3 percent of the students.

Quebec had relatively large numbers of several language groups in its ESL courses. The largest of these groups (other than French-speaking Canadians) was French-speaking adults from other countries.

2. Comments

A comparison of the population figures from the 1976 census (see Table 3) with the totals reported of adult students in ESL classes leads to the following comments:

Mother-Tongue of Adult Students by Location of Administrative Body (Table 12)

1. Description

The first kinds of information sought about ESL programs for adults were the number of students and their mother-tongue. For Canada as a whole, the number reported was 98,286. The largest number of these (62,230) was in Quebec while the next largest (20,015) was in British Columbia.

Speakers of Canadian French were the largest single group (63,052 or 64.1%) among adult learners of ESL. The next largest groups identified were speakers of Chinese (10,834 or 12%), Italian (3,129 or 3.2%), and Greek (2,294 or 2.3%). There were 1,456 speakers of Portuguese (1.5%), 1,075 speakers of French (1.1%) and 538 speakers of a creole (.6%).

There were 2,083 speakers of Amerindian languages (2.1%) and 101 speakers of Inuktitut (.01%) reported. A large number of students (13,724 or 14.1%) were drawn from a variety of other language groups, the greatest number (7,153) being in British Columbia.

In Quebec, speakers whose mother-tongue was Camdian-French or French accounted for the majority (58,080 out of 62,230) of adult students. New Brunswick, the other officially-bilingual province, reported that 32 of 35 adult students of ESL had Canadian French as their mother-tongue.

Table 12
Mother-Tongue of Adult Students by
Location of Administrative Body

	Gbn. French	Indian	Inuktitut	Chinese	French	Greek	Italian	Portuguese	Creole	Other	Total
BRITISH COLUMBIA	941	8	63	6,756	256	1,646	2,336	791	65	7,153	20,015
ALBERTA	30	2	2	1,745	7	1	9	1	0	1,442	3,239
SASKATCHEWAN	29	0	0	255	0	69	0	0	0	148	501
MANITOBA	0	0	0	40	0	11	10	25	0	123	209
ONTARIO	1,171	0	0	1,412	14	22	62	466	13	2,963	6,123
QUEBEC	57,300	0	0	626	780	388	703	173	373	1,887	62,230
NEW BRUNSWICK	32	0	0	0	0	0	0	0	0	3	35
NOVA SCOTIA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PRINCE EDWARD ISLAND	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
NEWFOUNDLAND	21	2	0	0	0	0	7	0	0	4	34
FEDERAL	3,528	2,071	36	0	18	157	2	0	88	0	5,900
TOTAL (CANADA)	63,052	2,083	101	10,834	1,075	2,294	3,129	1,456	538	13,724	98,286
PERCENT (CANADA)	64.1	2.1	.01	12	1.1	2.3	3.2	1.5	.6	14.1	100
TOTAL ENGLISH CANADA	5,720	2,083	101	10,208	295	1,906	2,426	1,283	165	11,834	36,021
PERCENT ENGLISH CANADA	15.9	5.8	.3	28.3	.8	5.3	6.7	3.6	.5	32.8	100

b) Programs in community colleges

According to Dr. Gordon Campbell, writing in the 1976 Catalogue of the AUCC (p. 37), a community college is "a locally oriented, tertiary level, non-degree granting institution offering general and specialized programs for full-time and part-time studies." While other types of colleges existed before then, community colleges as such were not organized in Canada until the late 1960s and early 1970s. They therefore do not appear in the 1967-68 survey. A summary of responses from the 1977-78 survey is given below.

1977-78	No. of colleges	No. of responses	No. of programs described
British Columbia	14	13	12
Alberta	10	8	8
Saskatchewan	13	7	7
Manitoba	3	2	2
Ontario	22	18	15
Quebec	CEGEPs counted as part of K-13 only		
New Brunswick	10	8	3
Nova Scotia	5	3	0
P.E.I.	1	1	1
Newfoundland	3	3	0
	81	63	48

c) Programs at university

No survey of ESL programs at university level was made in 1967-68. In 1977-78, enquiries were sent to the English department and/or the linguistics department of the 48 largest universities in Canada as listed in the AUCC catalogue. Forty universities replied, and of these 29 had ESL programs.

A summary of the 1967-68 and 1977-78 surveys of adult ESL programs is given below.

(university programs are not included here)

Adult ESL Programs	No. of Quest. sent		No. of Quest. returned		No. of programs described	
	1967-68	1977-78	1967-68	1977-78	1967-68	1977-78
British Columbia	27	71	13	59	13	26
Alberta	22	22	21	16	11	9
Saskatchewan	17	23	16	14	3	8
Manitoba	13	11	13	8	4	3
Ontario	65	147	45	83	45	23
Quebec	57*	73*	35	29	35	29
New Brunswick	11	10	10	8	6	1
Nova Scotia	8	5	8	3	3	0
Prince Edward Island	2	1	1	1	0	1
Newfoundland	1	3	1	3	1	1
Northwest Terr.	1	1	1	1	1	1
Yukon	1	1	1	1	0	0
Federal	14	14	13	13	12	11
Totals	239	382	178	239	134	113

* All French language

1967-68 the CEGEPs were not in existence and in 1977-78 the possibility of their having adult programs was overlooked.

In 1967-68, for New Brunswick, Nova Scotia and Prince Edward Island, enquiries were made to the departments of education, and to school boards in areas where more than ten percent of the population had French as a first language. In 1977-78 enquiries were made only to the departments of education.

General Comparison of the two surveys.

The coverage in the later survey was more extensive than in the earlier one, although there were more programs described in 1967-68 (134) than in 1977-78 (113). The difference in returns is due mainly to a poor response from Ontario and Québec. There has been a large increase in immigration to Ontario in recent years, so it is evident that there must have been a very large number of adult ESL programs in that province which were not reported here. In Québec, as well, it is probable that many school districts which did not respond had programs. Also, because adult programs in CEGEP were not surveyed and because courses in English L_1 schools which might be for L_2 students, but which were not called ESL, were not surveyed, the number of programs was probably much superior to that given here.

In the ten years since 1968, there appears to have been an increase in the number of programs in British Columbia, Saskatchewan and Prince Edward Island but a decrease in the programs in New Brunswick, Nova Scotia, Manitoba and Alberta.

In Saskatchewan and Alberta in 1967-68, enquiries were sent to areas where more than ten percent of the population spoke French, and to areas where a large percentage of the population was immigrant. In addition, letters were sent to centres teaching ESL pointed out by the departments of education. In 1977-78, lacking specific information from the department of education, questionnaires were sent to the public and separate school boards of all the cities in these provinces.

In Manitoba, in 1967-69, the same procedure was followed. However, in 1977-78, the Manitoba department of education had an Immigrant Education Consultant who provided a list of school boards with adult ESL programs.

In Ontario, for both surveys, no information as to the exact location of ESL programs for adults was available from the provincial government. In 1967-68, questionnaires were sent to the public and separate school boards of 32 Ontario cities as well as to the school boards of five regions where more than ten percent of the population was French-speaking. In 1977-78 the Citizenship Division of the Ministry of Culture and Recreation provided information about one program. For other programs, enquiries were sent directly to all the public and separate school boards and to the 22 community colleges in the province.

For Québec, for both surveys, questionnaires were sent to the French-language school boards which teach at the secondary level. No elementary schools, and no English-language schools were included. In

PROGRAMS FOR ADULTS

a) Programs other than those in universities.

Survey 1967-68 and Survey 1977-78:

For both surveys preliminary enquiries to locate adult ESL programs were sent to the Departments of Education of the two territories and nine of the ten provinces. Questionnaires were sent directly to all the French-language secondary school boards in Québec. In the later 1977-78 survey, enquiries were made as well to all community colleges in Canada as listed in the AUCC catalogue.

For information about federal government programs, in both surveys, letters were written to the Department of National Defence, the Department of Transport, the Department of Justice, the Public Service Commission and to the Department of Manpower and Immigration.

In 1967-68, as in this more recent survey, one questionnaire each was returned from the Yukon, the Northwest Territories, New Brunswick and Newfoundland.

In 1967-68 the Department of Education in the province of British Columbia sent a list of 27 school boards with ESL adult enrolments of 10 or more. Enquiries were also made to the Association of Teachers of English as an Additional Language (TEAL). In 1977-78 the Co-ordinator of Adult Education provided the researchers with the names of 57 school districts which were likely to have ESL classes. In addition, enquiries were sent to all the community colleges as listed in the AUCC catalogue.

perhaps important that the greatest need appeared to be in Québec and New Brunswick where ESL is part of the regular school curriculum. While many of their suggestions for improvement concerned better training in the language itself, most of their comments concerned the necessity for more and better training both in teacher preparation programs and in in-service programs.

Outside of Québec and New Brunswick, proficiency in English on the part of ESL teachers seems to be assumed. Considering the large number of non-native speakers of English in the general population, it can be asked if such an assumption is warranted.

A comparison with the findings from the 1967-68 survey reveals that respondents from Québec expressed the same need for more studies in the English language, and that no respondents from outside the province mentioned this qualification. In the earlier survey, too, there was the same concern, particularly in Québec, with the need for more and better training in ESL methodology.

In contrast to earlier findings, responses to the 1977-78 survey more frequently mentioned the importance of background courses such as general linguistics, English grammar and phonetics. Also, respondents to the later survey expressed more interest in in-service and on-site language and teacher training courses.

In neither survey did respondents seem concerned about the need for cross-cultural studies to make teachers more aware of cultural differences, differences which affect the styles of teaching and of learning.

(proportionally) in English Canada than in Quebec and New Brunswick. Some of the frequently mentioned courses were general linguistics, English grammar and phonetics, psycholinguistics, and sociolinguistics. English literature, andragogy and the study of another language were each mentioned only once.

Under the term 'professionalization', the need for in-service training and full-time academic training at university were mentioned most frequently. Also frequently mentioned, especially from Quebec, was the need to screen prospective teachers of ESL.

The need to certify teachers of ESL appeared not to be of much concern to respondents. The same could be said of matters concerning administrative practices. Some few respondents thought that more money should be available for ESL programs, that the departments of education should provide more help with the syllabus, and that the public should be made more aware of the need for such programs. Only one respondent considered that teachers' unions or associations should concern themselves more with the field of ESL. Eight of the respondents felt that it was important that ESL teachers be made aware of cultural differences between themselves and their students.

2. Comments

The findings reveal that the majority of administrators who completed the questionnaire consider that improvements are needed in the preparation of ESL specialists for K-12 programs. It is

Improvements needed in the Preparation of ESL specialists for K-13 Programs (Table 11)

1. Description

Of the total of 247 program administrators who responded to the questionnaire , 192 answered the question "Is improvement needed in the training of ESL specialists?" Of this number, 150 (78%) said yes and 42 (22%) said no. Of those who said yes, 113 were from Québec and New Brunswick (88% of their responses). Thirty-seven (65% of their responses) were from the rest of Canada.

The improvements suggested by the respondents were classified under eight broad headings. The first of these was the need for ESL teachers to improve their own proficiency in the English language. All those who gave this suggestion for improvement were from Québec and New Brunswick. Specific suggestions were for study visits to the rest of Canada and for English language courses to be taught in the teacher's home community.

The most frequently made suggestion across Canada was for more and better training in ESL methodology. Under this heading were suggestions for better practice teaching in teacher preparation programs, for courses in materials and syllabus development, testing, and audio-visual techniques. Also suggested were intensive sessions on the use of a particular set of materials. Better training was asked for in classroom management, in motivating students, and in how to prepare courses for ESL and English NT students in the same class.

The need for background courses was more of a concern

Table 11

Improvements needed in the preparation of

ESL specialists for K-13 programs

Is improvement needed?			
No. of responses	N All Canada	N English Canada	N Québec and New Brunswick
Yes	150 (78%)	37 (65%)	113 (84%)
No	42 (22%)	20 (35%)	22 (16%)
N/A	55	42	13
Total Programs:	247	99	148

Suggestions for improvement:

Areas of Improvement	N All Canada	N English Canada	N Québec and New Brunswick
1. Teacher's proficiency in English	46	0	46
2. ESL Methods	113	22	91
3. Background courses	48	18	30
4. Professionalization	54	17	37
5. Certification	1	1	0
6. Administration	7	4	3
7. Union Policies	1	0	1
8. Cultural sensitivity	7	6	1
TOTAL N of suggestions	277	68	209

situations in this country. These three are An Introduction to Canadian English, produced by the Department of Citizenship of the Ontario government, published material from the language school of the federal Public Service Commission (Contact Canada, for example) and a variety of other materials from th: governments of Ontario and Québec. Locally produced materials were very commonly mentioned in British Columbia, probably because their ESL students are, in majority, native speakers of eastern languages for whom most availalbe textbooks may not be suitable.

The published textbooks listed suggest that a very structural approach to language teaching was popular at the time of this survey.

Approximately the same books were mentioned in the 1967-68 survey, but there were some exceptions and some differences in emphasis. In the earlier survey the books by Lado and by Alexander, as well as the series New Horizons (Melgren and Walker) were not available. The most frequently mentioned books in Québec were Modern American English (Dixson) and English 900 (English Language Services). In the rest of Canada, the books most frequently mentioned were An Introduction to Canadian English (Carson Martin) and Learning the English Language published by Nelson and Sons and distributed free by the federal government. The first book is still used in a revised form but the second seems to have disappeared. Locally prepared materials were seldom mentioned in 1967-68, but more English L_1 texts were listed then.

ESL Materials Used in K-13 Programs: by Location of Administrative Body (Table 10)

1. Description

Administrators of ESL K-13 programs were asked to give the names of teaching materials used in their programs.

For Canada as a whole, the most frequently mentioned book was either the first or second edition of the Lado Series. (A complete bibliography is given in Appendix D) The second most common was Look, Listen and Learn (Alexander). In third place were locally produced materials.

In French Canada, the Lado Series and Look, Listen and Learn were in first and second place. In third place was Introduction to English (Marquis et Saindon).

In English Canada, the most commonly mentioned materials were those produced locally by the teachers in the programs. In second place was English for Today (produced by the National Council of Teachers of English, Urbana, Illinois).

While these were the most commonly mentioned materials, nevertheless they were not frequently reported. A very large number of books and materials was mentioned. While 28 were listed here, these account for only 75% of the books named; another 105 titles were mentioned at least once.

2. Comments

The frequent mention of locally produced material can be partly explained by the fact that only three of the items listed in Table 10 are prepared in Canada to meet just some of the diverse ESL teaching

Table 10

ESL Materials used in K-13 Programs:
by Location of Administrative Body

MATERIALS	ENGLISH CANADA *								FRENCH CANADA				ALL CANADA	
	B.C.	ALTA	SASK	MAN	ONT	PEI	TOTAL N	TOTAL %	QUE	N.B.	TOTAL N	TOTAL %	TOTAL N	TOTAL %
N = no. of ** responses	65	11	4	7	69	1	157	100	275	5	280	100	437	100
Local Materials	12	2	0	2	12	1	29	18.5	14	0	14	5.0	43	9.8
Eng. for Today	5	1	0	0	4	0	10	6.4	11	0	11	3.9	21	4.8
Ladb 1	0	1	0	0	1	0	2	1.3	23	0	23	8.2	25	5.7
Ladb 2	0	0	0	0	0	0	0	0	22	1	23	8.2	23	5.3
New Horizons	0	1	0	1	5	0	7	4.5	23	1	24	8.6	31	7.1
E.P.A.	4	0	0	0	3	0	7	4.5	4	0	4	1.4	11	2.5
Eng. 900	0	0	0	1	0	0	1	.6	4	0	4	1.4	5	1.1
Intr. Cdn. Eng.	3	0	0	0	3	0	6	3.8	1	0	1	.4	7	1.6
Fed. Gov. Mat.	0	0	0	0	0	0	0	0	4	2	6	2.1	6	.9
Prov. Gov. Mat.	0	0	0	0	3	0	3	1.9	6	0	6	2.1	9	2.1
New Cdn. Eng. 1	2	0	0	0	1	0	3	1.9	3	0	3	1.1	6	1.4
Graded Exercises	1	0	1	0	2	0	4	2.6	1	0	1	.4	5	1.1
Look Lis. Learn	0	0	0	0	1	0	1	.6	44	0	44	15.7	45	10.3
Intro. to Eng.	0	0	0	0	0	0	0	0	29	0	29	10.4	29	6.6
Peabody Lang. Kit	4	0	0	0	2	0	6	3.8	0	0	0	0	6	1.4
Steps to English	5	0	0	1	1	0	7	4.5	0	1	1	.4	8	1.8
Eng. Around World	2	1	0	1	2	0	6	3.8	0	1	1	.4	7	1.6
Core English	2	0	0	0	1	0	3	1.9	1	0	1	.4	4	.9
Mod. Amer. Eng.	2	0	0	0	0	0	2	1.3	10	0	10	3.6	12	2.7
Eng. This Way	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	3	1.1	3	.7
Mast. Amer. Eng.	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	5	1.8	5	1.1
Dialarkit	0	0	1	0	0	0	1	.6	0	0	0	0	1	.2
Living Eng. Struc.	0	0	0	0	1	0	1	.6	0	0	0	0	1	.2
Mainlines	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	3	1.1	3	.7
Amer. Eng. by A.V.	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	3	1.1	3	.7
Coast to Coast	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	.4	1	.2
Cdn. & Canada	0	1	0	0	0	0	1	.6	3	0	3	1.1	4	.9
Yes	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	2	.9	2	.5
Normal Lessons	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	2	.9	2	.5
Others	23	4	2	1	27	0	57	36.3	64	0	68	24.3	125	28.6

* but excluding Nova Scotia, Prince Edward Island and Newfoundland, for which data were not available.

** Not number of programs.

Qualifications Required of Teachers in Integrative K-13 Programs by Location of Administrative Body (Table 9)

1. Description

Table 9 lists the qualifications required of teachers in K-13 programs considered to be mainly integrative in purpose. Again, the one common requirement (in 86 cases out of 100 responses) was fluency in English. Classes in methodology were also a frequent requirement (61 programs). University classes in English language (53 programs) and English literature (28 programs) were less important, and training in methodology of another language even less so (13 programs).

Seventy of the 100 respondents who answered this question reported that the supply of teachers was adequate.

By administrative region, British Columbia, Ontario and Quebec most often required training in ESL methodology. All areas frequently required a university background in both English language and English literature. In no area was training to teach another language important.

2. Comments

The qualifications required of teachers in integrative programs do not differ in many ways from those required of teachers in instrumental programs. However, with the former there was more emphasis on fluency in English, and on having training in TESL. This may reflect the fact that training in TESL is more available in the larger centres where English is taught as a second and not a foreign language.

Table 9

Qualifications Required of Teachers in

Integrative K-13 programs by

Location of Administrative Body

		Demonstrate Fluency in English			Class in Eng. Lang at Univ.			Class in Eng. Lit. at Univ.			Classes in Methodology of ESL			Classes in Methodology Of F.L.			Adequate Supply of teachers		
N - no. of responses	N	Yes	No	Na	Yes	No	Na	Yes	No	Na	Yes	No	Na	Yes	No	Na	Yes	No	Na
BRITISH COLUMBIA	37	34	2	1	25	3	9	14	8	15	27	6	4	6	8	23	29	8	0
ALBERTA	6	5	0	1	2	1	3	0	2	4	1	2	3	1	1	4	4	0	2
SASKATCHEWAN	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1
MANITOBA	5	3	1	1	2	2	1	1	2	2	0	3	2	0	2	3	2	2	1
ONTARIO	38	32	1	5	13	10	15	8	16	14	22	9	7	1	17	20	27	5	6
QUEBEC	12	12	0	0	11	1	0	5	7	0	11	1	0	5	6	1	8	4	0
NEW BRUNSWICK	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
NOVA SCOTIA	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1
PRINCE EDWARD ISLAND	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
NEWFOUNDLAND	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
YUKON/N.W.T.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FEDERAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ALL CANADA	100	86	4	10	53	17	30	28	35	37	61	21	18	13	34	53	70	19	11

2. Comments

The question asked of administrators of ESL programs was to indicate the qualifications required of their teachers. However, in most instances, it is probable that the administrators simply listed the qualifcations of the teachers already employed. It is not known, therefore, if the qualifications given here are the minimum or the maximum requirements. The impression gained is that few ESL programs had any clear, stated minimum requirements. To what degree is this because they are unaware of the ESL field and of the ava.lability of TESL training?

It is understandable that in all the regions of Quebec and New Brunswick it was not possible to requre that teachers be fluent in English. However, in the rest of Canada fluency in English should be the first requirement.

In all Canada, less than half the ESL teachers were required to have taken an English language course at university or to have had any training in ESL methodology. This suggests that such classes may not be readily available in all parts of Canada. In the absence of any ESL methodology class training in teaching any foreign or second language would be the closest substitute. However, very few programs gave classes in FL methodology as a qualification asked of their teachers.

In the 1967-68 survey, a majority of respondents across Canada said fluency in English and a teaching certificate were the qualifications for teaching in their ESL programs. Only in Quebec and Ontario were there any large numbers of programs which required teachers to have TESL training. It is evident in 1978 that such training has become more widespread as well as more common in the intervening ten years between 1967 and 1977.

Qualifications Required of Teachers in Instrumental K-13 Programs by Location of Administrative Body (Table 8)

1. Description

Respondents were then asked to state what qualifications were required of teachers in each type of program. In Table 8 are tabulated the response for teachers employed in programs considered to be mainly instrumental in purpose.

Of the 170 answers received to this question, 104 were "yes" to the question as to whether teachers had to prove that they were fluent in English. The majority of respondents did not require to have studied English literature at university or to have had training in the methodology of teaching any other language.

There was less agreement or other qualifications. Respondents were about equally divided on the requirements that teachers must have taken an English language class at university, or have had training in ESL methodology.

A majority of respondents said that the supply of teachers was adequate, but a fairly large number (46 out of 152) said that there was a need for more teachers.

By province, British Columbia, Québec and Ontario were the only ones to require training in ESL methodology or to require a university background in English language. British Columbia and Ontario most often required university courses in English literature as well. Most areas outside of Québec required fluency in spoken English, but for Québec it was a requirement for only 84 of 141 programs.

In no area was training in foreign language methodology considered an important requirement.

Table 8

Qualifications Required of Teachers in Instrumental
K-13 Programs
by Location of Administrative Body

		Demonstrate Fluency in English			Class in Eng. Lang at Univ.			Class in Eng. Lit. at Univ.			Classes in Methodology of ESL			Classes in Methodology Of F.L.			Adequate Supply of teachers		
N = no. of responses	N	Yes	No	Na	Yes	No	Na	Yes	No	Na	Yes	No	Na	Yes	No	Na	Yes	No	Na
BRITISH COLUMBIA	8	6	1	1	5	2	1	6	1	1	2	4	2	1	7	0	5	1	2
ALBERTA	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1
SASKATCHEWAN	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1
MANITOBA	4	1	1	2	0	2	2	0	2	2	0	2	2	0	1	3	2	0	2
ONTARIO	12	11	0	1	9	2	1	6	4	2	5	6	1	1	6	5	7	1	4
QUEBEC	141	84	48	9	69	62	10	28	101	12	60	65	16	16	94	31	91	41	9
NEW BRUNSWICK	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	1	0
NOVA SCOTIA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PRINCE EDWARD ISLAND	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
NEWFOUNDLAND	1	1	0	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	1	0	0
YUKON/N.W.T.	1	1	0	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0
FEDERAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ALL CANADA	170	104	50	16	83	70	17	40	110	20	67	79	24	18	110	42	106	48	16

Motivation of K-13 Student by Location of Administrative Body (Table 7)

1. Description

The respondents to the questionnaire were asked to state whether they considered that the motivation for their students was integrative (to integrate with the community) or instrumental (mainly job or school related). The distinction was not clearly understood by all the respondents. In fact, while this distinction has been popular in the field of language learning, in practice it is very hard to make. Learners are dynamic and their motivation changes as they learn.

By referring to Table 7 it can be seen that the majority of respondents in the Northwest Territories and the officially bilingual provinces, Québec and New Brunswick, considered that English was being taught and learned mainly for instrumental reasons. In the rest of Canada respodents felt that English was being taught and learned for integrative purposes.

2. Comments

The information in Table 7 suggests that there are two main types of ESL programs needed in Canada. One is needed in most of Québec and New Brunswick where English is being learned as a school subject or as a prerequisite for a type of job. The other is needed in most of the rest of Canada where students wish to integrate into an English-speaking community. The question that can be asked is whether administration and teacher-training institutions are aware of how these differences affect curricula, materials and methods.

Table 7

Motivation of K-13 Students by
Location of Administrative Body

Location of Administrative Bodies	Total N**	Integrative N*	Instrumental N*
British Columbia (38)	38	37*	8
Alberta (6)	6	6	1
Saskatchewan (1)	1	1	0
Manitoba (8)	5	5	4
Ontario (43)	40	38	12
Nova Scotia (0)	0	0	0
Prince Edward Island (0)	0	0	0
Newfoundland (1)	1	1	1
Northwest Territories (1)	1	0	1
Federal (1)	0	0	0
Quebec (147)	144	12	141
New Brunswick (1)	1		1
Quebec - New Brunswick Total	145	13	142
Other Canada Total	92	89	27
ALL CANADA Total	237	102	169

** Number answering this question

* some respondents considered that there was more than one focus to their programs.

remained about the same in the two surveys. With the number of known French-speakers in the 1976 census, in the province of Manitoba particularly (55,000), it would seem that this language group was not adequately served by ESL classes.

The French-speaking students in Newfoundland were those attending one school in Labrador City. This is the same school which was surveyed in 1967-68. The number of students studying ESL seems relatively small when, according to the 1976 census, some 3,000 speakers of French were living in Newfoundland.

Ontario and Québec had large numbers of children whose mother tongues were Italian and Portuguese. The largest concentration was in Toronto. This grouping of children with these MT has implications for teacher training programs and for materials design.

According to this survey, there were no non-French or non-English MT children in ESL classes in Atlantic Canada, the Yukon or the Northwest Territories. However, in the 1976 census, 14% of the Yukon population (about 3,000) and 2% of the Newfoundland population (about 13,000) had a language other than English or French as their MT. Such figures suggest that some children should be in ESL classes.

Nova Scotia and Prince Edward Island had French MT populations of 37,000 and 6,000 respectively, according to the 1976 census. However, according to the questionnaires received, these provinces did not have any ESL programs. Also from the 1976 census, New Brunswick had a population of some 2,000 Indians, yet none of these was reported in the ESL programs described.

In the 1967-68 survey, it appears that control was more centralized because the government provided a figure of 4,000 Indian students living within provincial boundaries.

The largest number of Chinese speakers was in British Columbia. It is not known if these students were mainly new Canadians or if they were students who had come to Canada to study.

The larges number of 'other' students is, in part, an indication of the diversity of languages in Canada and, in part, an indication that the survey was not correct in using census figures to identify ESL language groups. In British Columbia, for example, the large numbers of students with East Indian languages were not identified. In Alberta, the most often mentioned 'other' language was Spanish, while in Manitoba it was German. No general information could be gathered from Ontario or Québec.

In Québec, there would be more students reported in the language groups other than Canadian French if the English L_1 schools had been surveyed. While officially all students in these schools fit into the English MT category, many of them have Greek, Italian and Portuguese as first languages; English is their second language. The largest number of French speakers was reported (logically enough) in the bilingual provinces of Québec and New Brunswick. The next largest number was Ontario. This provinces's enrolment of over 18,000 represents a marked increase from the approximately 2,000 reported in the 1967-68 survey. However, since 462,000 French MT speakers were reported in the 1976 census (see Table 3), this number of students seems small.

The number of French-speaking students in the prairie provinces

The total enrolment in these schools was 13,205, of which 1,640 were registered in the French sections.

2. Comments

The enrolment of children whose MT is an Indian language does not reflect accurately the numbers of speakers of Indian languages in the population. There were, for example, 2,000 Indian students in Manitoba, but none in Saskatchewan and only 14 in Alberta, even though census figures gave fairly similar Indian populations in the three provinces. The explanation may be that there was a special consultant within the Manitoba Department of Education who was responsible for second language classes in the province. Presumably, the existence of such a consultant is an indication that the Manitoba Department of Education had policies regarding students whose first language is not English. These policies were reflected in an increased number of programs, with a resulting increase in enrolments.

Ontario reported only 169 Indian speakers in its K-13 program whereas Québec listed 1,576. Québec had 15,000 Indians and Ontario 21,000 according to the 1976 Census. This suggests that the Québec Ministry of Education is more aware of the ESL language needs of the Indian speaker, even though, increasingly, Indian children are learning French.

As has already been stated, the federal government is responsible for all Indian children in Canada, but it was not possible to obtain statistics on how many of such students were attending regular public schools, how many were attending Indian band schools, or how many were attending schools directly responsible to the federal government.

In British Columbia, with an ESL student enrolment of 14,692, the majority of students had Chinese or other eastern languages as their mother tongue. The next largest language groups were Italian and Portuguese. In Manitoba, most ESL students had an Indian language as their mother tongue, although many other (mainly eastern) languages were given as well. The other provinces in the West and in the Maritimes reported very few ESL students in their classes. The Yukon was reported to have no ESL students, but the Northwest Territories had 7,956 students, of which 5,251 spoke Inuktitut and 2,705 spoke an Indian language.

The figures given here for "federal" represent only the students in Department of National Defence schools, and these only in Canada. Information was supplied by the Director of Dependents Education of the Department of National Defence, and does not include enrolments of students in defence dependents schools in Europe. The figures also do not include enrolments of other students for whom the federal government is responsible (outside of the Yukon and the Northwest Territories) namely, Indian and Inuit children living in the provinces. Indian and Inuit students attending schools administered by the provinces are reported in this survey only if the schools surveyed recognized them as non-native speakers of English. No report could be obtained on students attending schools administered by the federal government or by Indian bands.

In its schools in Alberta, Ontario, Quebec, New Brunswick and Nova Scotia, the Department of National Defence has French language sections (where, presumably, English is taught as a second language).

Native Language of K-13 Students by Administrative Body (Table 6)

1. Description

Of the 649,968 ESL students whose mother tongue was identified by respondents, the largest language group was French Canadian with 595,703 students. The next largest group was Canadian Indian with 7,115 students.

Quebec and New Brunswick had the largest number of students studying ESL. In both provinces the majority of students had French as a mother tongue. Ontario had the next largest number of ESL students. As reported, here too French was the mother tongue of the majority of the students. It is unfortunate that some of the largest school boards surveyed in Ontario, those accounting for some 33,000 ESL students, were unable to provide a language breakdown. The Board of Education for the city of Toronto did not return a completed questionnaire, but did send The 1975 Every Student Survey which was issued by its research department. According to this report, in 1975 more than one quarter of the students in the Toronto board were born outside of Canada, and one half did not have English as a mother tongue. The largest language groups were Portuguese, Italian, Greek and Chinese. The total number of students in ESL classes was 6,099 out of a total school population of 90,646. The percentage of non-English MT had increased since the previous survey in 1970, although the total number of students had decreased. It is to be supposed, therefore, that in 1977-78 the total number of ESL students had remained about constant. Similarly, while the exact percentages had changed, the ranking of the language group remained the same from 1970 to 1975, and so probably had not changed in 1977-78.

Table 6

Mother-tongue of K-12 students
by
Location of Administrative Body

	Can. French	Indian	Inuktitut	Chinese	French	Greek	Italian	Portuguese	Creole	Other	Total
BRITISH COLUMBIA	404	651	28	1,682	186	544	528	402	454	5,813	14,692*
ALBERTA	75	14	0	85	0	0	122	58	0	1,729	2,083
SASKATCHEWAN	0	0	0	24	0	0	0	0	0	0	24
MANITOBA	4	2,000	0	34	1	1	2	42	0	4,956	7,040
ONTARIO	18,798	169	0	507	162	71	2,068	2,389	797	2,772	27,733
QUEBEC	519,282	1,576	912	354	268	148	3,105	1,140	527	5,991	533,303*
NEW BRUNSWICK	55,440	0	0	0	0	0	0	0	0	0	55,440
NOVA SCOTIA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PRINCE EDWARD ISLAND	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
NEWFOUNDLAND	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	60
NORTHWEST TERR.	0	2,705	5,251	0	0	0	0	0	0	0	7,956
YUKON	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FEDERAL	1,640	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1,64**
TOTAL CANADA	595,703	7,115	6,191	4,604	617	764	6,825	5,031	1,778	21,261	649,889*

* These totals do not match the total on Table 5 because all respondents did not answer this question.

** Indian and Inuit students within the provinces were included with provincial totals.

In the Northwest Territories, the decline in numbers indicated a decline in general high school enrolment. To what extent do language problems account for this decline?

c) Type of Class Placement

Other than in Québec and New Brunswick, the two bilingual provinces, the majority of ESL students were in regular English L_1 classes. How well were the needs of these students being met?

The next largest group of students was in mixed ESL - English L_1 classes but were given extra instruction in ESL. This type of instruction requires some special adaptation on the part of the teachers. Are teacher training courses preparing their students for this kind of teaching?

Northwest Territories has remained almost stable in the ten years from 1967-68 to 1977-78. In the Prairie Provinces, however, there has been an increase from 600 to 9,147. British Columbia also has shown a very large increase in enrolment, with totals going from 1,072 to 16,497.

The coverage of Ontario in the two surveys is not exactly the same, but it can be said to be roughly comparable. In the first survey only the city school boards were included whereas in the second, all school boards were approached. It would appear possible, therefore, to say that the increase in K-13 ESL enrolment from 7,730 to 61,018 is a significant one.

These increases in enrolment in ESL classes in provinces from Ontario to British Columbia are due partly, no doubt, to increased immigration to Canada. Perhaps they are also due to an increased awareness of the needs of the existing population.

b) Grade Placements

In provinces other than Québec and New Brunswick, there was a sharp decline in the number of ESL students from Grades 1-6 to Grades 10-13. This fact raises two questions:

1. Is there a much larger number of younger children compared to older children entering Canada as immigrants? Or are the problems of ESL students in high schools just not recognized?
2. Do students who enter Canadian primary schools as ESL students cease to be ESL students in high school? Are all problems effectively dealt with at the primary school level?

Since all French-language schools teach ESL and most students take ESL courses, the actual number of students here was much larger.

The distribution of the students throughout the grades was not even. In Québec and New Brunswick the numbers in ESL classes remained relatively stable from grade 1 to grade 13, while in the rest of Canada there was a sharp decline in enrolment from the early grades to the later grades.

Not all non-English-speaking students were in ESL classes; only in Québec and New Brunswick were the majority, nearly 90 percent, learning English in classes whose stated purpose was to teach ESL. In all the other administrative areas, the great majority of students (about 80 percent) were learning English either in regular English-mother-tongue classes, or in regular English classes with some additional help to learn the language.

2. Comments

a) Numbers

A comparison of the number of students in the 1967-68 survey with those in the present survey suggests that K-13 enrolment in ESL classes has doubled in Canada in ten years. While enrolment in Québec has doubled, the largest percentage increase (about 400%) is in provinces other than Québec and New Brunswick. Enrolment in New Brunswick has remained almost the same. The growth in Québec may be due in part to an increased number of students, but it is due in part also to the creation of the CEGEP making it possible for students to stay in school longer.

The ESL enrolment in Atlantic Canada and in the Yukon and the

Numbers and Class Placement of K-13 Students by Location of Administrative Body (Table 5)

1. Description

The total student enrolment in the supervisory areas from which responses were received was 2,645,743. Of this number, 785,974 students were enrolled in ESL classes. If this is broken down further, Québec and New Brunswick (the two officially bilingual provinces) have 619,656 ESL students, leaving a total of 103,318 in the rest of Canada. In comparison, in the 1967-68 survey the enrolment of K-13 ESL students was 343,569. Of this number, 322,964 were in Québec and New Brunswick, and 20,605 were in the rest of Canada.

In British Columbia and Manitoba, the Departments of Education were able to identify each school district where English was being taught as a second language. It was therefore possible to obtain good data from these provinces and, as a consequence, the reported number of ESL students in these areas is high: 16,497 in British Columbia and 7,040 in Manitoba.

In Alberta and Saskatchewan, the Departments of Education had no information on ESL in those provinces. The numbers reported here were those obtained by surveying the larger school districts. The results from Ontario are from forty-three school boards, including Metropolitan Toronto. The latter could give only some of the information requested: it did provide a total of some 7,000 ESL students in its schools.

The totals for Québec represent what was given on the questionnaires.

TABLE 5

Numbers and Class Placement of K-13 Students
by
Location of Administrative Body

ADMINISTRATIVE BODIES	TOTAL STUDENT ENROLMENTS IN THOSE SUPERVISORY AREAS THAT HAD ESL STUDENTS	TOTAL NON-ENGLISH SPEAKING STUDENT ENROLMENTS 1977-78	1967-68	KINDERGARTEN ESL ENROLMENTS*	GRADES 1-6 ESL ENROLMENTS*	GRADES 7-9 ESL ENROLMENTS*	GRADES 10-13 ESL ENROLMENTS*	STUDENTS IN SPECIAL ESL CLASSES*	STUDENTS IN REGULAR ENGLISH MOTHER-TONGUE CLASSES*	STUDENTS IN MIXED ESL-EFT CLASSES*
BRITISH COLUMBIA	328,818	16,497	1,871	2,565	7,843	3,884	1,775	2,850	7,248	6,231
ALBERTA	110,937	2,083		264	1,687	442	288	53	86	576
SASKATCHEWAN	4,762	28	600	3	24	0	0	0	24	0
MANITOBA	251,874	7,046		1,369	4,271	1,011	362	1,320	2,329	2,320
ONTARIO	992,447	68,514	7,736	6,227	12,349	12,809	12,563	11,115	26,861	10,187
QUÉBEC	761,720	564,216	263,847	13,680	182,442	161,572	187,093	461,802	63,365	3,040
NEW BRUNSWICK	56,000	55,440	59,121	0	27,720	16,632	11,088	55,440	0	0
PRINCE EDWARD ISLAND	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
NOVA SCOTIA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
NEWFOUNDLAND	11,000	60	227	0	0	40	20	60	0	0
YUKON	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
NORTHWEST TERR.	12,431	7,956	7,096	716	5,251	1,591	398	0	7,956	0
FEDERAL	12,005	1,440	14,000**	76	1,440	116	0	0	0	0
TOTAL QUEBEC AND NEW BRUNSWICK	817,720	619,656	322,968	13,680	210,162	178,204	198,181	517,242	63,365	0
TOTAL OTHER CANADA	1,715,224	173,518	24,607	11,179	51,440	18,875	17,406	15,589	34,164	3,040
TOTAL CANADIAN	2,532,943	793,174	341,569	24,859	261,602	197,079	213,587	532,840	97,529	23,560

* The totals of columns 3-7 and 7-9 of the data do not add up to the totals in column 2 because (1) some respondents were unable to provide a breakdown of non-English-speaking students by grade level or by type of class, and (2) non-English mother-tongue students in Quebec are not required to take ESL past a certain level.

** Not the same program as in 1977-78.

A summary of the coverage of both surveys is given below.

K-13 ESL Programs	Number of Q sent		Number of Q returned		Number of Programs described	
	67-68	77-78	67-68	77-78	67-68	77-78
British Columbia	17	57	12	48	3 (8)	38 (47)
Alberta	24	12	23	11	3 (4)	6 (6)
Saskatchewan	22	10	22	8	2 (2)	1 (1)
Manitoba	12	27	12	8	2 (2)	8 (27)
Ontario	71	124	51	99	17 (27)	43 (53)
Quebec (all Fr.)	57	252	39	147	39 (57)	147 (252)
New Brunswick	1	1	1	1	1 (1)	1 (1)
Nova Scotia	0	0	0	0	0 0	0 0
P.E.I.	0	0	0	0	0 0	0 0
Newfoundland	1	1	1	1	1 (1)	1 (1)
N.W.T.	1	1	1	1	1 (1)	1 (1)
Yukon	0	0	0	0	0 0	0 0
Federal	1**	1**	1	1	1 (1)	1 (1)
Total	207	486	163	325	70 (104)*	247 (390)*

* The number in brackets indicates the number of programs discovered as opposed to the number for which descriptions were received.

** These two programs are not the same.

DATA FROM THE 1977-78 SURVEY

The following tables are a summary of the data received from the present survey.

responsibility) are attending provincial or Indian band schools rather than federally-administered schools.

Unfortunately, in 1967-68, no enquiries were made about government programs for servicemen's dependents. This information was available in the later survey.

General comparison of the two surveys

Other than for Ontario, where the earlier survey covered only some school districts (71) and the recent one all of the school districts (124), the coverage of the surveys is fairly similar. In the 1967-68 survey, 27 Ontario programs were located, of which 17 replied to the questionnaire. In the present survey, 43 program descriptions were received. It is not known how many programs actually exist, but if the number of programs on the Ontario Ministry of Education list for 1976-77 from which no answers were received is added to the numbers which were described, the total is 53. The two surveys covered all French-language school boards in Quebec, but in 1977-78 CEGEP were in existence so the total population of students still in school had increased.

In 1977-78 in Canada as a whole there were at least 390 ESL programs for K-13 students compared to 104 in 1967-68. Of the 390 programs existing in 1977-78, 247 (about 63%) responded to the questionnaires; of the 104 existing in 1967-68 there were 70 replies (about 68%).

provide any information on location of ESL programs, so a decision was made to send questionnaires to the separate and public school boards of each of the cities in these two provinces. The department of education in Manitoba sent a list of all school boards which had provided ESL courses in the previous year.

In 1967-68 in Ontario the department of Education did not supply a list of school boards sponsoring ESL classes, so questionnaires were, in this earlier survey, sent to the public and separate school boards of each of the thirty-two cities in Ontario as well as to those in the five regions of Ontario where more than ten percent of the population was french-speaking. In the later 1977-78 survey, the Ontario Ministry of Education provided a list of all its school boards which provided ESL classes in 1976-77 for immigrant children. Since the list did not include schools where the language of instruction was French, it was decided to send questionnaires to all of the school boards listed.

In Québec in 1967-68, there were 57 french-language school boards in the province, and questionnaires were sent to all. In 1977-78, due to administrative changes, the province had 218 french-language school boards. In addition, two-year col'ges (CEGEP) had come into being. Questionnaires were thus sent to all 218 french-language school boards as well as to the 36 french-language CEGEP.

In 1967-68, the federal government was able to give information about its programs for Indian children within the provinces, but in 1977-78, this data was not available. It appears that increasingly these children (while still financially the federal government's

Island, and Nova Scotia replied that they had no information about any ESL courses in their areas. The Northwest Territories and New Brunswick provided one completed questionnaire each and Newfoundland sent the name of one French-language school in Labrador.

In the 1967-68 survey the British Columbia Department of Education was not aware of any ESL programs for the students in the province, but the Adult Education Branch provided a list of seventeen school districts with ESL classes with a total enrolment of forty or more adult learners per year. ESL student questionnaires were sent to these seventeen districts. In 1977-78 British Columbia provided a complete list of 57 school districts (including North and West Vancouver and Victoria) with ESL programs.

In 1967-68 the departments of education in the three prairie provinces stated that they did not sponsor any ESL classes for students. In Alberta and Saskatchewan the departments supplied names of school districts which had adult ESL classes, and student questionnaires were sent there. In Manitoba, questionnaires were sent to school boards in areas in which the 1967 demographic map of the Department of Mines and Technical Surveys indicated a high percentage of immigrants in the population. In addition, in all three provinces questionnaires were sent to school districts in areas which reported a French-speaking population of more than ten percent. In the later survey, the departments of education in Saskatchewan and Alberta could not

CHAPTER IV

SUMMARY OF FINDINGS

In this chapter the tables presenting information from this survey are followed by an explanation of the material. This explanation is then followed by comments, including, where possible, a comparison of the findings with those from a survey done ten years earlier (Newsham, 1969). The earlier study covered the school year 1967-68 and in most aspects provided the research design for this present study. A description will be given in each section to indicate the comparability of the data under discussion.

The information gained from the questionnaire is given below according to the type of program: K-13, adult (to college level, university), teacher preparation.

PROGRAMS FOR K-13 STUDENTS

Survey 1967-68 and Survey 1977-78

Preliminary enquiries to locate K-13 programs were sent to the departments of education of the ten territories and of nine of the ten provinces, as well as the relevant federal government departments. Since it was known that ESL is a compulsory subject in all French-language schools in Quebec (starting in Grade Five), no preliminary enquiry was made here. In both surveys, the Yukon, Prince Edward

b) Universities

Letters were sent to the head of the English Department of each of the forty-eight largest universities in Canada listed in the AUCC catalogue asking if ESL was taught as a credit or non-credit course at that university and, if so, in which departments. Only courses actually called "English as a second language" were considered. On receipt of replies, questionnaires were sent to the departments indicated.

TESL Programs (Teacher Training Programs)

A letter was sent to the chairman of the faculty or department of education of the 50 degree-granting institutions in Canada which awarded degrees in education. The letter requested information about the existence of TESL training courses at that university. Those universities which indicated that they gave such training were sent a questionnaire asking for a description of the program.

TREATMENT OF DATA

On reception of a completed questionnaire the information was coded and transformed onto computer cards. Computer print-outs were then obtained and the information organized into tables. No statistical procedures were used in analyzing the data other than the computing of frequencies and simple percentages. The resulting tables with their descriptions are found in Chapter four.

K-13 questionnaires were then sent to the head of the English department of each French language school board or CEGEP. There were forty large school boards (commissions scolaires régionales: CSR) which had secondary schools. In addition, there were twenty-nine smaller integrated districts which administered both elementary and secondary schools, four multiconfessional boards, one-hundred and forty-five local Catholic elementary school boards and thirty-four CEGEP . There were also thirty-three larger and smaller Protestant school boards, but in most of these English was a first language, and no courses called ESL were taught, so no K-13 questionnaires were sent to them.

Adult questionnaires were sent to Catholic CSR, integrated, and multiconfessional schools. No questionnaires were sent to elementary school boards, nor to any Protestant school boards (where English is taught, in most cases as a first language.)

Atlantic Canada

Letters of inquiry were sent to the departments of education of the four eastern provinces. An administrator for the New Brunswick Department of Education provided information on programs in that province, and a response from Newfoundland directed us to the one school board there which had ESL programs. Replies from the department in Nova Scotia and Prince Edward Island indicated that there were no ESL programs in schools in those provinces.

Questionnaires were sent to all the colleges of the four provinces as listed in the AUCC catalogue.

Manitoba

The Department of Education in Manitoba has an immigration education consultant. A letter from him gave us the names of twenty-seven school districts which had K-13 ESL programs and eight school districts which had programs for adults. Questionnaires were sent to all the boards mentioned. Adult questionnaires were sent as well to the three Manitoba community colleges named in the 1976 AUCC catalogue.

Ontario

Letters were sent to administrators in each of all the separate and public school boards as listed in the 1976 Canadian Almanac and Directory. Positive responses were followed up with questionnaires.

Adult questionnaires were also sent to all the Ontario community colleges listed in the AUCC catalogue.

Quebec

For the province of Quebec, the yearbook Annuaire des organismes scolaires publics was obtained from the Ministry of Education, Québec. This yearbook lists all the elementary and secondary school boards (commissions scolaires) and all the Collèges (CEGEP: Collèges d'enseignement général et professionel) together with their addresses.

In the province of Quebec, the publicly-supported, regular school system includes the 12th and 13th years of schooling. Attendance is voluntary, but full-time studies are free. The two years are spent in collèges d'enseignement général et professionnel (CEGEP). The responses from the CEGEP , therefore, were included with the responses from the schools for Quebec children (grades K-11).

2. Provincial Agencies

a) K-13 and college level

British Columbia

A letter was written to the Director of Special Education in the Ministry of Education who supplied a list of 57 school districts which conducted ESL classes. Both adult and K-13 questionnaires were sent to all of these school districts. In addition, adult questionnaires were sent to the directors of curriculum of the 14 community colleges in British Columbia. The list of colleges was obtained from the catalogue of the AUCC for 1976.

Alberta

A request for information was sent to the Director of Curriculum for the Department of Education in Alberta. The reply indicated that we should contact some of the larger school boards in the province. Adult and K-13 questionnaires were therefore sent to both public and separate school boards of the six cities in Alberta. Adult questionnaires only were sent to the ten Alberta community colleges listed in the 1976 AUCC catalogue.

Saskatchewan

No information on ESL programs was available from the Director of Curricula in the Department of Education, so a decision was made to send K-13 and adult questionnaires to public and separate school boards in the five cities, and to the thirteen community colleges.

c) Education of Inmates of Penitentiaries

A letter was written to the Regional Co-ordinator for Academic and Professional Education, Solicitor General's Office, Ottawa, to request information about ESL programs for inmates of penitentiaries. The reply contained the names and location of five regional administrators. Each of these was sent a questionnaire.

d) Education of Trainees in the Coast Guard

The names of the two schools which train members of the coast guard for the Department of Transport were obtained from the 1976 AUCC catalogue. Questionnaires were sent to administrators in each school.

e) Education under the Department of National Defence

For information about the education of dependents of armed forces personnel, a questionnaire was sent ot the Director of Dependents Education, Department of National Defence, Ottawa.

For information about the education of members of the armed forces, questionnaires were sent to the directors of the three royal military colleges, to the director of the Canadian Forces language school in Toronto (responsible for all ESL schools except the one in St-Jean, Quebec), and to the Head of ESL at the Canadian Forces base in St-Jean, Quebec.

f) Public Service Commission

An inquiry was made to the Public Service Commission language school in Ottawa to obtain information about ESL courses for federal civil servants in the federal civil service.

* Some crown corporations may have their own programs. No survey was made, but a list of all crown corporations is given in Appendix A.

obtained from the National Indian Brotherhood and from the Federation of Saskatchewan Indians.

Obtaining information on the education of Indian children outside of the Yukon and Northwest Territories presented a special problem. Most of these children attended regular provincial schools, and so were counted as part of the English-first-language school population. Others still attended federal schools, and still others attended schools operated by Indian band councils. A description of the administration of education for Indian children is given by Barbara Burnaby in "Language in Native Education", 1976 Yearbook of the Canadian Society for the Study of Education, from which this summary is taken (p. 68):

> Three agencies are currently involved in Native education. The federal government takes full financial responsibility for status Indians and administers early grade schools - mainly on reserves in remote areas. The provincial governments administer and finance the education for non-status people, administer the education for about half of the status Indian students, and control the curriculum and teacher certification for all education for Native people. Although many bands only control some of the minor aspects of school adminstration, others have taken substantial control, including the initiation and development of special programs involving Native language and culture.

The information from the Department of Indian and Northern affairs, therefore, concerned numbers of students and location of band or federal schools, but no information was available about the curriculum or the teachers. Replies from local school boards do not include information about Indian students unless the school board was identified as one which taught English as a second language.

training of teachers for this specialty in Canada.

DISTRIBUTION OF QUESTIONNAIRES

When information was received about the existence of an ESL program, the appropriate questionnaires were mailed to the director of the program with a covering letter. More than one letter was sometimes necessary before a completed questionnaire was received. The returns represent 67 per cent for the student questionnaires, 58 per cent for questionnaires sent to programs for adults other than those at university or college, 78 per cent for questionnaires sent to community colleges, 83 per cent for programs for adults at university, and 96 per cent for questionnaires sent to universities with teacher training programs.

Information about specific agencies contacted is reported below. The address of each agency can be found in Appendix C.

ESL Programs

1. Federal Agencies

a) Education in Northern Canada

Letters were sent to the Superintendent of Curriculum in the Department of Education of the Yukon Territory and to the Co-ordinator of ESL, Department of Education of the Northwest Territories, asking for information about K-13 and adult programs. Replies were received from both departments.

b) Education of Indians and Inuit in the Provinces

A completed questionnaire giving some information on the education of Indians and Inuit within provincial boundaries was received from the Department of Indian and Northern Affairs. Further information was

types of programs surveyed: ESL programs for children from kindergarten to grade 13 (K-13), ESL programs for adults, and TESL programs at universities.

The three questionnaires were written in both French and English.

The ESL questionnaires were designed to obtain specific information about:

Students	-	the number of students in a program
	-	their native language
	-	their grade level (K-13) and class placement
	-	their enrolment in credit or non-credit programs (adult)
Programs	-	location of programs
	-	goals of the programs
	-	entrance and placement tests used (adult)
	-	teaching materials used
Teachers	-	number of teachers
	-	qualifications required
	-	adequacy of supply

The questionnaire relating to teacher preparation programs was designed to obtain specific information about:

Students	-	number of students enrolled in a program
	-	number who graduated 1976-77
Programs	-	location of programs
	-	date of commencement
	-	goals of the programs
	-	entrance requirements
	-	program requirements
Faculty	-	number of faculty
	-	qualifications

At the end of each questionnaire the respondent was given the opportunity to make general comments about the teaching of ESL or the

inmates of penitentiaries, the Department of Indian and Northern Affairs for the education of Indians and Inuit within the provinces, the Department of Manpower and Immigration for training courses for new Canadians, and the Public Service Commission for language courses to civil servants.

Provincial Governments

Letters were sent to the departments of education of nine of the ten provinces. In Quebec, information was used from the Annuaire des organismes scolaires publics. In addition, inquiries were sent to administrators in the community colleges listed in the 1976 AUCC catalogue.

Universities and other degree granting institutions

Information about the existence of ESL courses at university level was sought from forty-eight Canadian universities. These represent all the universities in Canada (except for five very small ones) listed in the 1976 AUCC catalogue.

Finally, in order to find out what institutions were providing training in TESL, letters were sent to the fifty degree-granting institutions with teacher training programs which were listed in the AUCC 1976 catalogue. A complete list of those contacted and those who responded can be found in Appendix B. Those agencies which were found to be conducting either ESL or TESL programs were then sent a questionnaire. (see Appendix C)

THE QUESTIONNAIRES

Three questionnaires were constructed*, one for each of the three

*copies may be had upon request

kept separate from that received from provincial or territorial departments of education.

SOURCES OF DATA

The initial problem faced in this survey was the location of ESL and TESL programs. Several steps were taken to locate those who could make this information available. First, the sources of data from the earlier study (Newsham 1969) were used as the starting point for this survey. Then, to update the information, reference was made to the latest edition of the AUCC Catalogue and of the Canadian Almanac and Directory as well as to recent government documents. In order to discover new administrative structures, a review of recent literature was made. Documents used and books and articles reviewed are listed in the references.

Federal Government

Letters of inquiry were then sent to administrators of programs which directly or indirectly are the concern of the federal government. To begin with, letters were sent to officials of the departments of education of the Yukon and the Northwest Territories. These two vast areas of Canada have territorial governments with their own departments of education, but nevertheless are responsible to the federal government in Ottawa.

Letters were sent also to administrators in the Department of National Defence which is responsible for education at Canada's three military colleges and at the armed forces bases.

Other departments approached were the Department of Transport which has two coast guard schools, the Department of Justice for

2. Indirect Involvement

In addition, the federal government indirectly influences many programs (for children and adults) by the granting of subsidies (See Appendix A). In the field of second language education, there are direct grants for educational programs through the Department of Manpower and Immigration and the Department of the Secretary of State. The latter, through agreements with the provinces, has promoted bilingual education with subsidies to elementary and secondary schools teaching "the other" official language, and with financial assistance to post-secondary institutions and language training centres offering courses in the minority official language. It also gives travel bursaries to students to enable them to pursue language studies in the other language elsewhere in Canada, and assists in the training of second language teachers. In addition it supports the inter-provincial Second-Language Monitor Programme and the very extensive Summer Language Bursary Programme which provides six weeks of language study free to Canadian students.

Provincial Governments

Provincial governments have under their jurisdiction schools (other than those mentioned above), colleges, technical institutes, teacher training institutions, and universities.

Any study of education in Canada must, therefore, investigate both federal and provincial agencies in order to discover under whose jurisdiction the teaching of a certain subject is done. In this study, the information received about the teaching of ESL done under the administration of the federal government was, for the most part,

CHAPTER III

COLLECTION OF DATA

THE ADMINISTRATION OF EDUCATION IN CANADA

Any discussion of education in Canada is always prefaced by a referral to the British North America Act of 1867. This act states that education is a provincial responsibility. However, in fact, the federal government is extensively involved in the education of both children and adults (see Appendix A). In an attempt to clarify the roles of the different levels of government as they concern the teaching of English as a second language, a summary is given below.

Federal Government

1. Direct Involvement

The federal government is responsible for the education of Indian and Inuit children, and for dependents of armed forces personnel. Responsibility, however, does not necessarily imply administration; in most cases teaching is done in schools under provincial jurisdiction.

Adult education was not foreseen in the 1867 constitution, so the division of authority in this field is not clear. In general, the education of adults is a provincial matter, except that Ottawa has direct control of educational programs for Indians and Inuit, for federal civil service and armed forces personnel and for inmates of penitentiaries.

French Speaking Canadians

French speaking Canadians exhibit a wide range of needs for English. At one extreme, in many rural areas of Québec and New Brunswick, English has rarely if ever been used by local people in their everyday lives. This has not been the case in Montreal where contact with English speakers in commerce and industry has been considerable. However, the passage in 1977 of Bill 101, which made French the sole official language of Quebec, resulted in a decline in importance of the English language even in urban areas. Although English has since been reinstated as an official language in Québec law courts and the National Assembly, its previous domination of many sectors of commerce and industry has been broken.

Francophones who live outside of Québec, in parts of New Brunswick, and Eastern Ontario, are usually bilingual. While they are committed to keeping their language alive, and while they receive considerable support from the federal government, they still need English for social, commercial, educational and occupational purposes.

Non-English Mother-Tongue Immigrants

The last group of non-English mother-tongue Canadians are those from non-English-speaking countries. If they settle in Québec, or other francophone areas, they may need French much more than English. Many who elect to learn French are also eager to learn English because it is the most widely-used language in North America. If immigrants settle in the English-speaking areas of Canada, they will have to learn English in order to function in society.

(14,723), there were 93,318 who were probably not mother-tongue speakers of English. This supposition is made on the basis that their last countries of residence were: France (3,251), Germany (2,672), the Netherlands (1,359), Greece (2,487), Italy (4,530), Portugal (5,344), other European countries (8,078), Asian countries (44,328), or other countries where English is not the official language (21,269). Thus, about 62% of Canada's 1976 immigrants appear to have come from countries which do not have English as the mother-tongue of most of their inhabitants.

THE NEED TO SPEAK ENGLISH IN CANADA

Native Peoples

None of the aboriginal languages has been granted official status in Canada. However, in practice they are used as official languages in the Northwest Territories and in some of the provinces. For example, in the Eastern Arctic, radio, television and newspapers use Inuktitut, and in the provinces, some radio broadcasts are in Cree and other native languages. Some provincial schools now teach in the native language for a certain number of hours a day, and in the Northwest Territories, the recently-formed Department of Education states in its Elementary School Curriculum Handbook (1972) that English is to be taught as a second language.

English is needed by the native peoples of Canada for nearly all their dealings with municipal, provincial or territorial and federal government. Outside the reservations and settlements it has been the main language of wider communication (except in North Central Québec).

New Brunswick. Only in Ontario where (in 1976) almost half a million French MT speakers lived, is there an appreciable number of unilingual French speakers (93,000) and these constituted a mere 1% of the total population of Ontario in 1971.

Quebec is the other extreme. Here, in 1971, 61% of the population spoke French only, 10% spoke English only, 28% were bilingual, and 1% spoke neither language.

New Brunswick has a large number of French MT speakers (a quarter of a million, or one third of the province's total population in 1976). In 1971, 16% of the population spoke French only.

To summarize, only in Québec do we find large numbers of Francophones who speak no English (three and a half million or 61% of the total population). The figures were, respectively, 100,000 or 16% in New Brunswick, and 93,000 or 1.2% in Ontario (1971 Census). Elsewhere, totals and percentages were much lower. For the whole of Canada, in 1971 there were 3,880,000 unilingual francophones, who constituted 18% of the total population.

Non-English Mother-Tongue Immigrants

In January 1977 the total population of Canada was 23,179,600.* During the previous year (1976) total immigration numbered 149,429 or 0.6% of the total population in January, 1977. Of the 1976 immigrants from countries other than the United Kingdom and Ireland (22,187), Australia (1,886), the United States (17,315) and the West Indies

---

* Sources. Quarterly Bulletins, Statistics Canada and Dept. of Manpower and Immigration

Table 4

Population by Language Spoken, by Provinces (1971 Census)

Province	Total No. ('000)	English Only No. ('000)	%	French Only No. ('000)	%	Both English and French No. ('000)	%	Neither English nor French No. ('000)	%
Newfoundland	522	512	98.0	1	0.1	9	1.8	1	0.1
P.E.I.	112	102	91.2	1	0.6	9	8.2	-	-
Nova Scotia	789	731	92.6	4	0.5	53	6.7	1	0.1
New Brunswick	635	397	62.5	101	15.9	136	21.5	1	0.1
Quebec	6,028	632	10.5	3,668	60.9	1,664	27.6	63	1.1
Ontario	7,703	6,724	87.3	93	1.2	716	9.3	170	2.2
Manitoba	988	882	89.2	5	0.5	81	8.2	21	2.1
Saskatchewan	926	867	93.6	2	0.2	46	5.0	11	1.2
Alberta	1,628	1,526	93.7	3	0.2	81	5.0	18	1.1
British Columbia	2,185	2,055	94.1	2	0.1	101	4.6	27	1.2
Yukon	18	17	93.2	-	-	1	6.6	-	-
N.W.T.	35	26	73.3	-	-	2	6.1	7	20.4
Canada, 1971	21,568	14,469	67.1	3,880	18.0	2,900	13.4	320	1.5
Canada, 1961	18,238	12,285	67.4	3,490	19.1	2,231	12.2	232	1.3

CANADIANS WHO MAY NOT SPEAK ENGLISH

Native Peoples

It is not known how many of Canada's Inuit do not speak English. However, most Inuit (eleven of the sixteen thousand in Canada in 1976 - see Table 3) live in the Northwest Territories, and in 1961, (see Table 4), seven thousand of a population of thirty-five thousand in this Territory spoke neither French nor English. Until lately, English was used as the language of instruction in NWT schools, but now more and more beginning instruction is given in Inuktitut, with English taught as a second language (French as a second language in Québec).

Speakers of Indian languages are more scattered throughout Canada. In 1976 (see Table 3) there was a population of 117,000, of which the majority lived in the eastern provinces or in Ontario. Traditionally, Indian children have been sent to schools where English is the first language, and it is not possible to find statistics which clearly identify how many are learners of English as a second language.

French Canadians

The greatest number of monolingual French speakers are concentrated in the provinces of Quebec and New Brunswick. From the information in Table 4 it is evident that English-French bilingualism in Canada is the exception rather than the rule. In 1971, 28% of the population of Quebec was bilingual; in New Brunswick, 22%. Nowhere else in Canada did the percentage of bilinguals reach a level of 10%. It is important to note that Canadians with French as their MT are almost always bilingual if they live outside Quebec or

that a very large number of people (nearly nine million out of 23 million, or 39%) did not have English as their MT.

(A complete census in Canada is taken every ten years and a partial census is taken every five years. The latest complete census is that of 1971 while the latest partial census is that of 1976.)

Those whose MT is not English can be sub-divided into the following groups:

a) Aboriginal or native peoples, speaking Amerindian languages or Inuktitut (Eskimo).

b) French Canadians

c) Established or recently-arrived immigrants from non-English-speaking countries.*

Table 3 shows that in 1976 there were 117,000 MT speakers of Amerindian languages. This represents a mere half of one percent of the total population, but it is 1.3% of those for whom English was not the MT and 3.9% of those who did not have English or French as their MT. Canadians with Inuktitut (Eskimo) as their MT numbered 16,000 or .5% of non-English and non-French MT speakers.

By 1976 the 60,000 original "Canadiens" of 1760 had increased one hundred-fold to almost six million persons with French as their MT. They were the largest group of Canadians without English as their MT, representing 26% of all Canadians, 66% of non-English speakers.

The last group is that of established or recently arrived immigrants from non-English-speaking countries. In 1976 these people numbered 2,850,000 and constituted 12% of the total Canadian population.

*No attempt was made to identify those in Canada on temporary visas.

Table 3

Population by Mother Tongue, for Canada, Provinces and Territories (in thousands).

RANK	LANGUAGE	CANADA	B.C.	ALTA	SASK	MAN	ONT	QUE	N.B.	N.S.	P.E.I.	NFLD	N.W.T.	YUKON
	TOTALS	22,993	2,467	1,838	921	1,022	8,264	6,234	677	829	118	558	43	22
1	English	14,123	2,038	1,483	716	727	6,458	801	435	768	110	545	23	19
2	French	5,887	38	44	27	55	462	4,989	224	37	6	3	1	•
8	Native Indian Languages	117	8	18	21	25	21	15	2	2	•	1	4	•
26	Inuktitut (Eskimo)	16	•	•	•	•	•	3	•	0	0	1	11	•
3	Italian	484	27	14	1	6	310	125	1	•	•	•	•	•
4	German	477	81	80	61	73	155	22	1	1	•	1	•	•
5	Ukrainian	282	23	65	46	69	76	11	•	1	•	•	•	•
6	Chinese	133	47	14	3	3	52	11	1	1	•	1	•	•
7	Portuguese	127	9	3	•	6	89	19	•	•	6	•	•	0
9 **	Greek	92	4	2	1	1	48	35	•	1	•	•	•	•
All mother tongues other than English		8,870	429	355	205	295	1,806	5,433	242	61	8	13	20	3
As % of totals		39%	17%	19%	22%	29%	22%	87%	36%	7%	7%	2%	47%	14%

• less than 1,000 persons
Source: 1976 Census, Statistics Canada. Catalogue 98-821 Bulletin 2.2

** Only first nine largest groups plus native language groups included in this table.

CHAPTER II

THE NEED FOR TEACHING ENGLISH AS A SECOND LANGUAGE IN CANADA

Canada has two official languages: French and English. Both of these are taught as the language of instruction: French mainly in Quebec and New Brunswick, English in most of the rest of Canada. In each of these areas the other language is taught as a second language. Within Quebec and parts of New Brunswick, French unilingualism is possible, but travelling to or residing in the rest of Canada requires fluency in English. The proximity of Canada's southern neighbour provides speakers of French over 200 million more reasons for learning English.

English as a second language is also taught in the other provinces of Canada to Indians and Inuit and to newly arrived immigrants.

CANADIANS WHOSE MOTHER TONGUE IS NOT ENGLISH

The Canadian census defines mother-tongue (MT) as the first language learned that is still understood.* Using this definition and referring to the information given in Table 3, it is apparent

---

* Government of Canada, Ministry of Trade and Commerce, Census Division, 1972. Dictionary of 1971 Census Terms. Catalogue No. 12-540.

THE PURPOSE OF THIS STUDY

The 1977-78 survey was undertaken to attempt to describe all programs which existed in publicly funded institutions giving courses for students from kindergarten to university, and for adult learners in adult education classes. In addition, it attempted to provide information on all programs in Canada for the training of teachers in this field.

The specific purposes of this study were:

1. To investigate programs for learning English and to describe and analyze them under these headings:
   - where these programs are found
   - who administers them
   - who teaches in them
   - what materials are used
   - who the students are
2. To investigate programs for teacher training and to describe and analyze them under thse headings:
   - what kind of teacher training is available
   - where it is available

The study, therefore, represents the findings obtained form a survey of ESL programs in Canada in 1977-78, together with some comparisons made with an earlier study. The information should be of use to ESL program administrators and should be of interest to anyone concerned with the language situation in Canada.

The United States and Great Britain have had professional associations for more than 10 years and have centres available for co-ordinating activities and for disseminating information. Canada has no established national association for English as a second language and there appears to be little documentation about the extent of the need for teaching English as a second language or the extent or kind of services available. It was in order to supply some of this information that the present survey was done.

The specific needs for this study were considered to be the following:

1. The need to provide information about present practices and resources in ESL, and to suggest how they might be improved.
2. The need to identify and describe the different non-English speaking students in various parts of Canada and in various situations.
3. The need to inform those concerned with the teaching of ESL of the extent and complexity of administrative structures in this field across Canada.
4. The need to provide a listing and a description of teacher-training facilities for English as a second language in Canada in order that efforts can be co-ordinated and needs for teacher training can be foreseen and met.

Table 2

Dates of commencement of programs for training specialists in English as a Second Language

Bachelor's Degree	Certificate	Master's Degree
1927	1964-65	1965
196?	1967	1967 (2)
1968	1971-72	1968 (2)
1969 (2)	1972	1971
1970 (4)	1973 (2)	1972
1973 (2)	1974 (2)	1976
1974	1975	
1975		
1976		
1977 (2)		
1978		

The earliest official association of teachers of English as a second language was TEAL (Teachers of English as an Additional Language) which was founded in British Columbia in 1967. There are now associations in Ontario, Quebec and in Manitoba.

In addition, in 1978 TESL Canada, an umbrella organization for all Canada, was founded. The latter is still new and is still working at defining the rôle it can play in furthering the teaching of English as a second language as a profession in Canada.

THE NEED FOR THIS STUDY

Discussions at recent founding meetings of TESL Canada revealed that while the teaching of English as a second language in Canada is done almost everywhere in the country, there is a lack of communication between different areas.

Carson Martin (1972) has given a brief historical account of the teaching of English in Ontario, starting with the post second world war years when the Ministry of Education and the Ontario Adult Education Board began classes for adults in Toronto. These classes were the first of many offered later in other parts of Ontario, especially in those areas where there were large numbers of Polish ex-servicemen.

For the rest of Canada there appears to be little documentation. An unpublished survey of English as a second language in Canada was done by Newsham (1969), and a volume discussing the problems of immigrant children in western and central Canada was published by Ashworth (1975).

As far as teacher training programs for ESL are concerned, although in Quebec such training always formed part of general teacher training programs in the normal schools, the earliest date given for training specialists in this field, given by respondents to questionnaires, was 1927.

The earliest date reported for the commencement of all other programs was 1964 (see Table 2, page 5).

CSR	- Commission scolaire régionale
ESL	- This abbreviation will be reserved for the teaching of English as a Second Language to learners whose first language is not English.
FL	- Foreign language
FSL	- French as a second language
Inuit	- the native people of Canada's north
Inuktitut	- the language of Inuit
K	- Kindergarten
K-13	- Kindergarten to Grade 13
L_1	- first language (used here in reference to institutions)
MT	- Mother-tongue, the first language a person learned that is still understood
NWT	- Northwest Territories
Q	- Questionnaire
TESL	- This abbreviation will be used for the training of teachers for the profession of the teaching of English as a Second Language.
TPP	- Teacher preparation program

THE BACKGROUND TO THIS STUDY

The history of the teaching of English as a second language in Canada as a whole has yet to be written. The history of ESL courses in the province of Quebec, both before and after 1760, is in the process of being written by Claude Germain of the University of Ottawa. His work reveals that books for Quebec learners of English were written as early as the late 1700's, and materials, reflecting the revolutionary ideas of the proponents of the Direct Method, were produced by Les Frères de l'Instruction Chrétienne as early as 1915.

TABLE 1

ESL and TESL in Canada

Response Rate

Type of Program	No. of Quest. sent	No. of Responses Received	Response Rate
Kindergarten - Grade 13 Publicly-funded Schools (includes Quebec CEGEP)	486	325	67%
Adult publicly funded programs			
Universities	48	40	83%
Community Colleges	81	63	78%
Other	301	176	65%
University-based teacher preparation programs	50	48	96%
Totals	966	652	67%

TERMINOLOGY

In this book, the following abbreviations and terms will be used:

AUCC - Association of Universities and Colleges of Canada

CEGEP - Collège d'enseignement général et professionel. Colleges in Quebec which give more than one kind of course, but, in part, are equivalent to grades 12 and 13.

CHAPTER I

INTRODUCTION

This book presents the results of a survey of the publicly supported programs in Canada for the teaching of English as a second language and for the training of teachers in this specialty. This survey was conducted in 1977-78, and is an updating and enlargement of a previous study (Newshan, 1969) done ten years earlier.

The material in this book was obtained through the kindness of the many professionals in the field who took the time to complete the questionnaires sent to them. A total of 966 questionnaires of all types was sent to those responsible for programs in all the provinces and territories of Canada. A total of 652 responses was received, an overall response rate of 67%*. (See Table 1) These figures represent a return of 325 for the questionnaires dealing with English language programs from kindergarten to grade thirteen (67%), a return of 40 for the questionnaires dealing with programs for adults administered by universities (83%), a return of 63 (78%) for the questionnaires from colleges, and a return of 176 (58%) for questionnaires from other programs for adults. Forty-eight of 50 responses (96%) were received from teacher training institutions.

* Appendix C contains a complete list of those to whom questionnaires were sent as well as a list of those who responded.

Table		Page
13	Mother-Tongue of Adult Students by Type of Administrative Body	68
14	Goals and Motivation of Adult Students by Location of Administrative Body	71
15	Credit and Non-Credit Programs for Adult Students by Location of Administrative Body	74
16	Credit and Non-Credit Programs for Adult by Type of Administrative Body	76
17	Credit and Non-Credit Programs for Adult Students at University	78
18	ESL Tests used in Programs for Adult Students	80
19	ESL Materials used in Programs for Adult Students by Location of Administrative Body	83
20	Qualifications Required of Teachers and Adequacy of Teacher Supply: Instrumental Programs for Adult Students by Location of Administrative Body	87
21	Qualifications Required of Teachers and Adequacy of Teacher Supply Integrative Programs for Adult Students by Location of Administrative Body	90
22	Qualifications Required of Teachers and Adequacy of Teacher Supply: Instrumental and Integrative Programs for Adult Students by Administrative Body	93
23	Improvements Needed in the Preparation of ESL Specialists for Adult Programs	99
24	Numbers of Teachers in ESL Programs K-13 and Adult in Canada 1977-78	102
25	TESL in Canadian Universities 1977-78	110
26	Description of TESL Programmes 1977-78	113

LIST OF TABLES

Table		Page
	General	
1	ESL and TESL in Canada: Response Rate	2
2	Dates of Commencement of Programs for Training Specialists in English as a Second Language	5
3	Population by Mother Tongue, for Canada, Provinces and Territories (in thousands).	9
4	Population by Language Spoken, by Provinces (1971 Census)	12
	K-13 Programs	
5	Numbers and Class Placement of K-13 Students by Location of Administrative Body	33
6	Mother-Tongue of K-13 Students by Location of Administrative Body	38
7	Motivation of K-13 Students by Location of Administrative Body	44
8	Qualifications Required of Teachers in Instrumental K-13 Programs by Location of Administrative Body	46
9	Qualifications Required of Teachers in Integrative K-13 Programs by Location of Administrative Body	49
10	ESL Materials used in K-13 Programs: by Location of Administrative Body	51
11	Improvements needed in the preparation of ESL specialists for K-13 programs	54
	Adult Programs	
12	Mother-Tongue of Adult Students by Location of Administrative Body	63

TABLE OF CONTENTS

		Page
LIST OF TABLES		
Chapter		
I	INTRODUCTION	1
	Terminology	2
	The Background to this Study	3
	The Need for this Study	5
	The Purpose of this Study	7
II	THE NEED FOR THE TEACHING OF ENGLISH AS A SECOND LANGUAGE IN CANADA	8
	Canadians whose Mother Tongue is not English	8
	Canadians who may not speak English	11
	The Need to Speak English in Canada	14
III	COLLECTION OF DATA	16
	The Administration of Education in Canada	16
	Sources of Data	18
	The Questionnaires	19
	The Distribution of Questionnaires	21
	The Treatment of Data	27
IV	SUMMARY OF FINDINGS	28
	Programs for K-13	28
	Programs for Adults	58
	Programs for Teacher Preparation	109
V	SUMMARY, CONCLUSIONS AND RECOMMENDATIONS	126
REFERENCES		
APPENDICES		
MAP		

ACKNOWLEDGMENTS

We wish to express our appreciation for the financial assistance we received from the Language Programs Directorate of the Department of the Secretary of State under its program to encourage the dissemination of information on the teaching and learning of French and English as second languages in Canada.

We also wish to extend our thanks to the Committee on Aid to Scholarly Activity (CASA) of Concordia University who provided a grant for a portion of this research, and to the TESL Centre who made available to us a variety of clerical and typing services.

We would like, as well, to acknowledge the assistance of the many teachers and program administrators who were generous enough with their time to complete and return the questionnaires which form the basis of this study.

In the compiling of the data, we received invaluable assistance from Amalia Bilek, Peggy Curran, Colleen Curran, Margaret Fredeen, Sheila Kelly, Manon Larose, Wai King Lee, and Ron Smith.

For the many hours of typing and re-typing cheerfully done we would like to thank typists Linda Quinn and Irene Mazis.

Finally, and especially we would like to express our gratitude for the professional job of editing and proofreading done by Professor Anne Stokes, founder and first professor of the TESL Centre of Concordia University.

GSN
PA

ENGLISH AS A SECOND LANGUAGE

IN CANADA

G.S. Newsham, Ph.D.

P. Acheson, Ph.D.

Centre for the Teaching of English as a Second Language

Concordia University
Montréal, Québec

ESL

ENGLISH AS A SECOND LANGUAGE

IN CANADA

G.S. NEWSHAM

P. ACHESON